

# VICE-ROIS

ET

## CAPITAINES GÉNÉRAUX DES INDES ESPAGNOLES

### A LA FIN DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

(3<sup>e</sup> et dernier article<sup>1</sup>.)

---

#### VII. — LE PÉROU (suite).

*Abus et mauvaise administration.* — Avec de pareils chefs, l'administration laissait à désirer. Tout marchait au petit bonheur (*á la buena de Dios*), plutôt mal que bien, et l'établissement des intendances n'y changea pas grand'chose; on constate partout une négligence inouïe dans tous les services et des rivalités sans fin entre les autorités.

La prison royale de Truxillo est en si mauvais état que les évasions y sont fréquentes; l'emprisonnement ne fait plus aucune peur aux malfaiteurs, qui comptent s'enfuir au bout de quelques jours<sup>2</sup>.

Le curé de Marcha, dans le haut Pérou, se plaint d'être victime de la haine injustifiée du régent de l'Audience de Charcas; la femme du régent et l'auditeur Pedro Antonio Zernadas le poursuivent avec rage; ils l'ont fait mettre au cachot, les fers aux pieds; le vice-roi intervient et annule la procédure<sup>3</sup>.

A Abancay, une lutte épique est engagée entre le curé, Pedro Rodriguez Sabroso, et les corrégidors Navarro et Villalta. Le curé, un Biscayen hardi et volontaire, se vante d'avoir raffermi la discipline et de conduire à la messe un troupeau plus nom-

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 225 à 264, et *supra*, p. 14 à 60.

2. Arch. des Indes, armoire CXV, rayon 6, liasse 11. — 1808.

3. Id., armoire CXXXVIII, rayon 6, liasse 2. — 15 mai 1782.

breux qu'il n'a jamais été. Il accuse le corrégidor de choisir le temps de l'office pour vendre aux Indiens les objets de son commerce ; il ose dire que le régime du corrégidorat pèse sur les Indiens comme une véritable servitude, les ruine, les dépouille, les oblige parfois à quitter leur maison, leur femme, leurs enfants, pour ne pas être emprisonnés par le corrégidor ou foulés par ses acolytes et ses collecteurs. Il est la bête noire des corrégidors. Navarro reconnaît que le terrible curé est le meilleur prêtre de toute la province, « mais une fois qu'il s'est mis en tête de faire quelque chose, il se briserait plutôt le crâne contre le mur que de n'en pas venir à ses fins ». Navarro a mené dure guerre contre lui ; il a été jusqu'à supposer un sermon séditieux prêché par le curé et à demander sa révocation et son internement au collège Saint-Antoine de Cuzco. Le nouveau corrégidor Villalta est un commerçant effréné. Il a commencé par la vente forcée de 300 mules dans son district, puis il a fait encore une nouvelle distribution, allant jusqu'à attacher la mule à la porte de ceux qui devaient, suivant lui, l'acheter. Il a vendu chaque mule 35 pesos. Il a forcé les caciques et les communautés indiennes à lui prendre toutes celles qui lui restaient. Un Indien a reçu pour sa seule part 19 mules et pour 1,400 pesos de marchandises. Villalta a interrompu ses opérations pendant les troubles ; mais, sitôt l'ordre rétabli, il a repris son trafic avec fureur. Le curé l'a dénoncé à l'Audience qui l'a trouvé blanc comme neige et a poussé l'ironie jusqu'à vanter son désintéressement et sa générosité : « Bien loin de faire souffrir des vexations aux Indiens pour le recouvrement des répartitions qui étaient alors permises aux corrégidors ou de les tromper en quelque manière que ce soit, il est établi qu'il les secourut autant qu'il lui fut possible, que son caractère généreux et libéral l'a réduit à la plus grande pauvreté et que son affabilité et sa douceur ont fait de lui les délices des Indiens<sup>1</sup>. »

On peut juger par là si la suppression des corrégidors s'imposait. Sitôt que les intentions du roi furent connues, les villes s'empressèrent de demander à être choisies comme chef-lieu des nouvelles intendances. La très illustre cité de Castro proposa ses titres avec une grandiloquence particulière. Sa province était peuplée de gens honorables et de sang illustre, descendants des premiers conquérants du pays ; le roi n'ayant de troupes réglées

1. Arch. des Indes, armoire CX, rayon 4, liasse 27. — 1790.



qu'aux forts de San Carlos, de Maullin et de Chacao, c'étaient les habitants qui, « en guerre et en paix », défendaient le pays<sup>1</sup>.

Les milices péruviennes n'étaient que de simples gardes urbaines et n'avaient reçu quelque organisation qu'à Lima<sup>2</sup>, ce qui n'empêchait pas les officiers de milice de jouer au militaire avec délices et de demander l'équivalence de leurs grades avec ceux de l'armée. En 1787, la municipalité de Castro n'hésite pas à déclarer que les milices servent le roi avec plus de zèle que la troupe réglée. « Les troupes soldées, composées de gens du peuple, n'ont d'autre mobile que celui de l'intérêt, mais nous, fils de familles nobles, nous n'aspérons qu'à l'honneur qui nous incite à manifester notre reconnaissance pour la protection et le secours que nous devons à V. M. et, pour sa gloire, nous supportons toutes les souffrances, toutes les pertes, tous les renoncements, heureux de nos sacrifices, s'ils peuvent prouver notre amour à notre souverain<sup>3</sup>. » Les hommes qui parlaient ainsi étaient, pour la plupart, de fort paisibles bourgeois et n'aspiraient qu'à revêtir les jours de fête quelque uniforme bien chamarré. L'un d'eux, Juan Manuel Fernandez de Palazuelos, avait été nommé, par le vice-roi du Pérou, colonel et inspecteur général des milices; il demanda aussitôt le titre de brigadier et le droit au port de l'uniforme. Une note dédaigneuse de l'autorité militaire nous fait connaître le refus qu'il essuya : « Ce Palazuelos n'est jamais sorti de la condition de commerçant honorable au Pérou. Les grades dont il parle lui ont été donnés dans la milice, et sont ici purement honorifiques; le roi ne les a pas confirmés et ils n'ont rien de commun avec la carrière militaire; cette simple distinction conférée par le vice-roi ne peut être invoquée comme un titre au grade de brigadier<sup>4</sup>. » Si juste qu'elle fût, cette décision royale dut faire de Palazuelos un mécontent.

La vanité florissait partout au Pérou. Tout milicien se prenait pour un militaire, tout maniaque jouait au savant. Nos pièces nous rapportent l'histoire de Juan Nepomuceno Rodriguez de Silva, directeur des nouveaux travaux de la Manufacture royale des tabacs à Lima : il se donnait beaucoup de mouve-

1. Arch. des Indes, armoire CX, rayon 4, liasse 27. — 1787.

2. Id., armoire CXI, rayon 1, liasse 5. — 1778.

3. Id., armoire CX, rayon 4, liasse 27. — 1787.

4. Id., armoire CXI, rayon 1, liasse 5. — 1778.

ment, inventait de nouvelles manières de préparer le tabac, ennuyait le vice-roi de ses incessantes réclamations et, au fond, ne savait rien. Tous ses tabacs, si savamment composés, se gâtaient, au grand dommage du Trésor royal<sup>1</sup>.

Le service qui aurait dû marcher le mieux au Pérou était incontestablement celui des mines, puisque le grand intérêt des Indes pour l'Espagne était la production des métaux précieux. Les détails que fournissent les Archives des Indes sur la grande mine de mercure de Huancavelica montrent que le service des mines n'était pas mieux organisé au Pérou que tous les autres.

Antonio de Ulloa avait visité la mine de Huancavelica en 1763 et adressé au Conseil des Indes un volumineux rapport à son sujet<sup>2</sup>. Les neuf propriétaires des chantiers d'exploitation avaient versé aux magasins royaux, en quinze semaines, soixante-sept quintaux et dix-neuf livres de mercure; mais la corporation des mineurs déclarait ne plus pouvoir continuer les travaux à cause des dettes qui la surchargeaient; elle avait demandé secours au vice-roi, qui n'avait pas répondu à ses suppliques; elle eût désiré résilier son contrat. Ulloa savait que ces plaintes n'étaient pas fondées; certains mineurs, au lieu de verser le mercure aux magasins du roi, le vendaient à des particuliers, au préjudice des droits du roi et des fonds de réserve qui devaient assurer la continuité de l'exploitation. Ulloa avait cherché à rappeler les mineurs à leurs devoirs, ils lui avaient promis de travailler trois mois encore, mais ne semblaient pas résolus à continuer plus longtemps. A Lima, le vice-roi se désintéressait de l'affaire, alors qu'il n'y en avait pas de plus importante pour la prospérité du Pérou. Il avait envoyé à Huancavelica l'auditeur Cristoval Mecia, dont le rapport n'avait apporté aucune clarté nouvelle. Le procureur criminel Diego de Holgado avait demandé qu'on établît le rendement de la mine pendant un an, ce qui n'était pas un moyen de la faire produire davantage. Si le rendement était inférieur aux besoins de la consommation, il suggérait d'inviter les particuliers à rechercher de nouvelles mines et de les autoriser à exploiter les filons qu'ils pourraient découvrir, mais on avait souvent cherché, et jamais on n'avait trouvé. Ulloa était stupéfait du peu de sérieux que montraient les autorités de Lima. Pour lui, la baisse de la production

1. Arch. des Indes, armoire CX, rayon 4, liasse 27. — 16 mars 1790.

2. Id., armoire CXI, rayon 1, liasse 5. — 20 août 1763.

venait, non de l'épuisement de la mine, mais du prix trop bas auquel le roi payait le mercure. Du reste, il avait prévenu le vice-roi, il ne pouvait faire davantage et ne demandait qu'à ne plus s'occuper de cette affaire.

Le 21 novembre 1783, Fernando Marquez de la Plata, juge criminel à l'Audience royale, fut nommé gouverneur de la mine de Huancavelica<sup>1</sup>. Il vérifia l'état de l'exploitation et le trouva déplorable<sup>2</sup>. Il n'eut pas de peine à faire le procès de l'association des mineurs, qui avaient exploité la mine avant lui; il promit monts et merveilles : cent quintaux de mercure par semaine! mais se plaignit d'être contrarié par le directeur des travaux. Le roi lui conféra une autorité presque absolue pour le gouvernement de la mine<sup>3</sup>. Georges Escovedo s'étant plaint des mesures prises par Marquez, le Conseil des Indes refusa de prendre les réclamations en considération. Mais, au mois de janvier 1788, Marquez abandonna la mine, sans en prévenir le roi, pour aller à Lima célébrer son mariage<sup>4</sup>. Le roi révoqua l'imprudent, qui laissait d'ailleurs la mine dans un état déplorable, et le remplaça par Manuel Ruiz Uxier de Castilla, commandant d'armes de Cuzco<sup>5</sup>. En 1791 enfin, nous trouvons un rapport réellement sérieux sur la fameuse mine de mercure; il avait été rédigé sous l'inspiration d'un Allemand, le baron de Nordenflicht, qui s'était rendu aux Indes pour inspecter les mines et leur appliquer les méthodes perfectionnées en usage dans les mines de Saxe.

La mine de Huancavelica était mal exploitée et ne serait jamais rétablie si on ne se résolvait pas à procéder scientifiquement. Elle était située sur le Cerro Grande de Santa Barbara, à un quart de lieue au sud de la ville. La roche d'ardoise bleue, recouverte au sud d'une épaisse couche de craie blanche, renfermait un filon de 80 varas de largeur, formé d'une pierre blanche farineuse (kaolin?) tachetée de cinabre. Les mineurs affirmaient avoir suivi le filon sur 800 varas de profondeur. Par la faute d'un directeur qui travaillait sous les ordres de Fernando Marquez de la Plata, des piliers, laissés de distance en distance pour soutenir la voûte, avaient été abattus et des éboulements considérables

1. Arch. des Indes, armoire CXI, rayon 1, liasse 5. — 21 novembre 1783.

2. Id., *ibid.* — 7 juillet 1785.

3. Id., *ibid.* — 1<sup>er</sup> janvier 1786.

4. Id., *ibid.* — 21 janvier 1788.

5. Id., *ibid.* — 21 septembre 1788.

s'étaient produits. Pas un puits n'avait été régulièrement percé, pas un front d'attaque n'avait été bien choisi; contre tout principe, les mineurs, favorisés par la largeur du plan, avaient exploité tous les affleurements et creusé leurs puits, à la manière américaine, c'est-à-dire sans aucune méthode et au hasard.

Le minerai n'était pas des plus riches : 50 quintaux donnaient 10 à 12 livres de mercure à 60 ou 72 réaux la livre, soit de 600 à 864 réaux; mais les frais de traitement du minerai réduisaient ces chiffres de 118 réaux.

L'exploitation se faisait d'une manière barbare. Tout le mineur était monté à dos d'homme, du fond de la mine jusqu'à l'air libre, à raison d'un réal par caisse (*cajon*). On montait ainsi 12,000 caisses par semaine et l'on dépensait 1,500 pesos pour ce seul travail. Le transport du minerai aux fours de distillation coûtait encore 1,500 pesos. Les fours, au nombre de 76, étaient si mal construits que beaucoup de mercure s'évaporait par les fentes ou sortait par les jointures des tuyaux de terre qui devaient l'amener dans les cuvettes. On ne peut se faire une idée de la grossièreté des installations et du travail des ouvriers.

Nordenflicht proposait de remplacer cette exploitation rudimentaire par une exploitation vraiment scientifique. Il avait découvert, au-dessous du médiocre filon après lequel on s'acharnait, des rognons de réalgar beaucoup plus riches. Il proposait d'établir un puits principal avec un baritel, mu par des mules, et d'employer les appareils de distillation perfectionnés usités à Idria, en Autriche. Tous ces changements matériels coïncideraient avec un nouveau système d'administration. On établirait des règles fixes de comptabilité, on enverrait régulièrement et fréquemment des états de situation, on instituerait à Huancavelica même un tribunal de gens compétents pour juger toutes les contestations relatives à l'exploitation de la mine<sup>1</sup>.

Le plan de l'Allemand était incontestablement logique et bien conçu, mais il dérangeait la routine espagnole et il avait l'inconvénient de supprimer tout rendement pendant les deux années nécessaires à la remise en état de la mine. La Junte royale des finances l'approuva, le gouverneur-intendant de Huancavelica combla d'éloges le savant étranger, puis le plan fut trouvé trop vaste et trop cher et l'on ne fit rien<sup>2</sup>.

1. Arch. des Indes, armoire CXI, rayon 1, liasse 5. — 1791.

2. Id., *ibid.* — 5 mars 1791.



Le gouvernement préféra s'occuper d'établir à Lima, pour le Pérou et le Chili, un tribunal des mines, comme celui qui existait déjà à Mexico. Cette institution nouvelle devait éviter aux mineurs les lenteurs et les ennuis de la juridiction contentieuse, en les rendant justiciables de magistrats pourvus de connaissances spéciales; elle permettrait aux mineurs de s'acquitter de toutes leurs dettes envers le Trésor royal; elle favorisait l'organisation du travail, la recherche de nouveaux filons, la réparation des anciennes exploitations, la remise en état des galeries envahies par les eaux; enfin, elle permettrait la constitution d'une banque minière pour fomentier les travaux, acheter aux mineurs le métal extrait de la mine et faciliter l'enseignement professionnel aux jeunes gens du pays. C'était un plan encore bien plus vaste que celui de Nordenflicht. L'administration procéda avec sa lenteur habituelle : on envoya au capitaine général du Chili trente-six exemplaires des règlements du tribunal mexicain et on lui demanda son avis sur l'opportunité de la création nouvelle. Le capitaine général ne se souciait nullement de voir un tribunal de Lima étendre sa compétence sur son territoire; il répondit qu'il serait facile d'établir auprès des mines elles-mêmes un tribunal de juges compétents, avec deux tribunaux d'appel à Santiago et à la Conception pour le Chili, et même, après mûre réflexion, il se prononça pour le maintien du *statu quo* pur et simple. L'Audience de Santiago jugeait les affaires des mineurs; il n'y avait pas lieu de changer la pratique suivie jusque-là. Pour l'exploitation des mines, le capitaine général recommandait surtout le maintien de la vieille coutume de *l'estaca del rey* (le pieu du roi), qui s'était perdue au Mexique, mais subsistait au Chili. Pour la banque, il proposait d'établir un droit d'un réal par marc d'argent frappé, mais il faisait observer que la dime de la monnaie de Santiago n'avait donné en 1783 que 11,000 pesos, et que le réal n'aurait fourni que 1,500 pesos, bien faible somme pour constituer le capital nécessaire. Quant au collège des mines que l'on parlait d'établir à Lima, les jeunes Chiliens n'y pourraient être reçus que comme élèves payants. Le capitaine général dissimulait mal le peu d'intérêt qu'il prenait à l'affaire<sup>1</sup>.

*Révolte de l'Inca Tupac-Amaru (1780-1781).* — Le fait le plus notable de l'histoire du Pérou au XVIII<sup>e</sup> siècle fut la série de

1. Arch. des Indes, armoire CXXXVIII, rayon 6, liasse 5. — 7 novembre 1786.

révoltes qui éclatèrent dans la partie méridionale du royaume pendant la vice-royauté du marquis de Guirior et qui démontrèrent à la fois la faiblesse du gouvernement et l'intensité des haines indigènes.

Dans la nuit du 14 janvier 1780, des désordres sérieux éclatèrent à Aréquipa, causés par la rigueur et la mauvaise grâce avec lesquelles étaient perçus les nouveaux droits établis sur les denrées comestibles. Ils furent assez rapidement réprimés, mais les esprits restèrent frappés et l'on attribua communément l'émeute aux abus commis par le corrégidor Josef Plácido Barbearana dans ses trafics avec les Indiens. Le corrégidor se défendit en prouvant qu'il avait vendu au-dessous du tarif et ne s'était adressé, par prudence, ni aux *cholos*, ni aux *zambos*, ni aux *métis*. On l'accusa alors de n'avoir pas su prendre les mesures nécessaires pour la pacification de la ville. On chercha même à l'impliquer dans les troubles. Il aurait fait apposer des affiches séditieuses et anonymes, où l'on disait que tous, jusqu'aux enfants à la mamelle, étaient prêts à se soulever contre la tyrannie espagnole. Il aurait voulu avoir un prétexte pour appeler des troupes et se venger des Indiens de Tiabaya, qui avaient refusé ses marchandises. On accusa aussi Juan Florez del Campo, lieutenant-colonel des milices d'Aréquipa, d'avoir pactisé avec les rebelles. Le vice-roi ordonna une enquête, la révolte de 1781 arrêta les travaux du juge enquêteur et l'amnistie générale de 1783 termina l'affaire. Il semble que personne n'ait tenu à l'examiner à fond<sup>1</sup>.

Le 12 décembre 1780, une nouvelle émeute éclatait à Pocoata ; 300 Indigènes et 19 Espagnols s'insurgeaient contre les répartitions tyranniques du corrégidor Joaquín de Alos. Le curé, Gregorio Josef de Merlos, demandait l'abolition de cet abus et recommandait de traiter les misérables Indiens avec amour et religion « puisqu'ils acquittaient leurs tributs et les alcabalas<sup>2</sup> ». Le curé Merlos fut poursuivi en justice comme fauteur des rebelles.

Enfin, au printemps de 1781, une insurrection terrible éclata au Pérou. Nous en résumerons les principaux traits d'après un mémoire de l'Audience royale de Charcas, qui donne bien la physiologie du mouvement, vu du côté espagnol.

Le roi n'a de forces régulières dans l'Amérique du Sud qu'à

1. Arch. des Indes, armoire CXII, rayon 5, liasse 3. — 1780.

2. Id., armoire CXXXVIII, rayon 6, liasse 2. — 1781.

Lima et à Buenos-Ayres, situées à 1,200 lieues l'une de l'autre; les magistrats sont odieux au peuple; on a toujours tenu les Indiens pour des êtres abattus et pusillanimes, incapables de songer à secouer l'autorité du roi; on les a crus obéissants, fidèles et loyaux catholiques, religieux et misérables, gens rustiques et sans défense. On s'est peu soucié de leur nombre, on a pensé que les Européens, les employés du roi ou des mines, les propriétaires domiciliés au milieu d'eux suffiraient à les contenir. Les milices, sur lesquelles on comptait, ne possèdent aucune instruction militaire; la plupart du temps elles sont commandées par des officiers ignorants, faisant parade de leur titre et de leur uniforme. Dans quelques villes on a voulu former des régiments, mais on manque d'armes à feu ou, s'il y en a, ce ne sont que cinquante à cent fusils hors d'usage. Le gouvernement a toujours, dès l'origine de la conquête, marqué une grande clémence pour les Indiens, mais les lois ne sont pas observées, les corrégidors, pressés de s'enrichir en cinq ans, volent sur les tributs et multiplient les répartitions de marchandises entre les Indiens. De là provient la haine des naturels qui, de temps à autre, massacrent un de leurs persécuteurs.

Dès le 15 mars 1780, des placards, affichés sur les murs de La Paz, appellent la population à la révolte et au massacre des officiers royaux. L'assemblée des habitants (*cabildo abierto*), réuni le jour même, ferme le bureau des douanes et abaisse les droits d'alcabala de 6 à 4 %. Quelques jours plus tard, Cochabamba s'insurge à son tour. La révolte gagne la province de Chayanta.

Le 10 novembre, Tupac-Amaru, cacique de Tungasuca (province de Tinta) jette le masque et prend la tête du mouvement. Il était en relations avec le corrégidor Arriaga et avait même dîné chez lui le 4 novembre, jour de la San Carlos; il le fait arrêter, l'oblige à convoquer chez lui toutes les autorités de la province, et quand elles sont réunies, il les fait massacrer et abolir, au nom du roi, les alcabalas, les douanes et la conscription pour les mines de Potosi. Puis il détruit les ouvrages de Parapugio et de Pumachansi dans la province de Quispicanchi. Il met la main sur la pacotille du corrégidor Fernando Cabrera, estimée à 40,000 pesos, et la distribue à ses partisans. Il brûle 600 miliciens de Cuzco dans l'église de Sangarara. Il massacre tous les Espagnols, mais fait grâce à quelques créoles comme à des compatriotes. Il laisse passer le courrier de Lima; puis, assumant l'autorité au nom du roi,

il ordonne aux caciques de Lampa, d'Asangaro et de Carabaya d'arrêter les corrégidors et de mettre leurs biens sous séquestre. Il fait arrêter son propre cousin Diego Chuquiguanca resté fidèle. Une troupe de miliciens envoyés à sa rencontre pour le combattre se débande à son approche et se réfugie dans Aréquipa en abandonnant toutes ses provisions et munitions de guerre. Il prend alors le titre royal, il entre en procession dans les villages, sous un dais, au son des cloches, précédé de la croix. Il tranche du souverain.

Le 9 décembre, l'Audience expédie des circulaires enjoignant à tous les officiers du roi de combattre la révolte par tous les moyens possibles. On ordonne aux Omayusos, aux Pacaxes, aux Chucuitos de bien garder le passage de La Laguna. On met à prix la tête du rebelle.

Cependant, Tupac-Amaru agit en maître dans les provinces de Tinta, Quispicanchi, Lampa, Asangoro et Carabaya. De son camp de Guargua, il envoie des convocations à tous les pays voisins et se met en marche sur Quiquijana, Urcos et Oropesa. Ses partisans, qui se croient déjà sûrs de la victoire, commettent des excès épouvantables; des femmes blanches sont violées, tuées dans les églises et leurs cadavres violés à nouveau devant le Saint-Sacrement.

Le cacique de Chinchero marche avec 200 hommes contre les rebelles, en fait un grand massacre et se poste sur le Cerro de Saraguana, en avant de Cuzco. Nicolas Rozas, cacique fidèle d'Anta, prend position sur le Richo avec 2,500 Indiens. Tupac-Amaru somme l'évêque de se rendre; le prélat refuse courageusement et arme les religieux. Il y avait déjà à Cuzco 250 mulâtres et 600 fusiliers, sous les ordres du colonel Aviles et l'on attendait le visiteur général et l'inspecteur des milices, avec 1,000 hommes de secours. Tupac-Amaru attaque le cacique d'Anta et la bataille, engagée vers une heure, dure jusqu'à la nuit, sans résultat décisif. Elle recommence le lendemain, mais se termine cette fois par la défaite de l'Inca, qui se réfugie à Yanacocha. Là, il promet aux naturels la suppression des répartitions de marchandises, la suppression des tributs, des douanes et des alcabalas; il commande aux siens de faire main basse sur les Espagnols, mais il offre son appui aux créoles et aux métis. Cette politique bien suivie aurait pu lui rendre la victoire; les violences horribles de ses partisans avaient fait l'union de tous



- les gens d'ordre contre lui. A dater de son échec devant Cuzco, il est virtuellement vaincu.

Cependant, la rébellion se propage dans d'autres provinces. Tupac-Amaru est soutenu par Tomas Catari et ses frères, de la province de Chayanta, et par Julian Apasa, de la province de Sicasica, indien de la dernière classe, qui se fait appeler Julian Tupac-Catari et s'intitule vice-roi. Ce dernier est le plus cruel de tous, il ne fait quartier à aucun Européen. Le 14 mars 1781, il vient assiéger La Paz avec plus de 40,000 hommes. Le lieutenant-colonel Sebastien de Segurola dirige la résistance jusqu'à l'arrivée du lieutenant-colonel Ygnacio Florez, le 30 juin. Pendant tout ce temps, le commandant de place doit lutter contre les assauts des rebelles, la lâcheté et même la perfidie des Indiens, chez lesquels il sent couver l'esprit de révolte, ils ont même été jusqu'à attenter à sa vie; il déclare que, si l'on n'impose pas à l'Indien le respect de la force, l'Européen, haï par lui, ne sera plus en sûreté. Près de 4,000 rebelles succombent pendant le siège, Florez en tue 5,000 et cependant tel est leur acharnement qu'un très petit nombre demande la paix<sup>1</sup>. Les Indiens reviennent encore à la charge, La Paz est assiégée une seconde fois, et les horreurs des deux sièges laissent une telle impression dans l'esprit du doyen du chapitre cathédral qu'il demande éperdument son renvoi en Europe<sup>2</sup>.

Enfin l'insurrection succombe sous les efforts combinés des troupes venues de Lima et de Buenos-Ayres, et le 12 juin 1781, le surintendant général des finances prononce la sentence de mort contre l'Inca :

Tupac-Amaru sera conduit sur la place principale et publique de cette cité de Cuzco, trainé jusqu'au lieu du supplice, où il assistera à l'exécution des sentences portées contre sa femme Micaela Bastidas, contre ses deux fils Hippolyte et Ferdinand, contre son frère Francisco Tupac-Amaru, contre son beau-frère Antonio Bastidas et quelques autres principaux capitaines qui l'ont aidé dans son inique et barbare dessein et qui doivent mourir ce jour même. Après l'exécution de toutes ces sentences, le bourreau coupera la langue de Tupac-Amaru; puis le condamné sera attaché et lié par de fortes cordes à chacun de ses bras et à chacune de ses jambes, de telle façon que chacune de ces cordes puisse être liée aux cordages pendants des colliers de quatre

1. Arch. des Indes, armoire CXII, rayon 5, liasse 3. — 20 juillet 1781.

2. Id., armoire CXXXVIII, rayon 6, liasse 2. — 5 avril 1782.

chevaux et qu'ainsi garrotté et disposé chacun des chevaux tire de son côté vers les quatre angles de la place, tous ensemble et à la fois, si bien que son corps soit divisé en autant de parties. Ses restes seront portés sur le Cerro, ou hauteur appelée du Richo, où il eut bien l'audace de venir assiéger la ville et la sommer de se rendre. Là son corps sera brûlé sur un bûcher préparé à cet effet et ses cendres seront jetées au vent. A la place du bûcher sera dressée une pierre où seront relatés ses principaux crimes et sa mort pour que l'on ait mémoire et haine de son exécration action. Sa tête sera portée au village de Tinta, exposée trois jours sur le gibet, puis placée sur un pieu, à la principale entrée du lieu; un de ses bras sera porté à Tungasuca, où il fut cacique, et le second sera exposé dans la capitale de la province de Carabaya, une jambe au village de Livitaca, dans la province de Chumbivilca, et l'autre au village de Santa Rosa, dans la province de Lampa<sup>1</sup>.

Cette épouvantable sentence fut exécutée le 18 juin 1781 sans même qu'avis en eût été donné à l'Audience, ni au vice-roi, parce que le surintendant se trouvait entouré de rebelles et craignait à chaque instant de voir le condamné arraché des mains de la justice. La révolte était tuée avec son chef, mais Tupac-Amaru trouva des vengeurs et l'ordre ne se rétablit que lentement. Il y eut des troubles jusqu'en 1786.

*Projets de réforme au Pérou.* — Toutes ces séditions prouvaient aux plus routiniers que le régime espagnol était franchement haï; des hommes de bon vouloir se préoccupaient de la situation et cherchaient, avec plus de bonne foi que de science, quels remèdes pourraient être apportés aux maux que souffraient les peuples.

Dès 1752, le licencié Thomas de Ballesteros, rapporteur auprès du gouvernement supérieur de la Commission consultative (*Real acuerdo*) de la Chambre criminelle, de la Cour des comptes du Pérou et de la Sainte-Inquisition, avait entrepris une étude d'ensemble des institutions péruviennes et publié à Lima, chez Francisco Sobrino y Bado, le tome I des *Ordonnances du Pérou*. Il étudia successivement la composition et le fonctionnement de l'Audience, de la Cour des comptes, du tribunal de la Sainte-Croisade<sup>2</sup>, de la Commission des successions des défunts, des caisses royales et du tribunal du Consulat. Il passe ensuite à la

1. Arch. des Indes, armoire CXXVIII, rayon 6, liasse 2. — 12 juin 1781.

2. L'impôt appelé *Bula de la Santa Cruzada* était une ressource normale du trésor espagnol, créée en 1512 par Jules II, et devenue perpétuelle en 1775.

législation qui règle la condition des Indiens, il étudie le régime municipal du village indien, les attributions des caciques, les devoirs des administrateurs européens envers les indigènes, les obligations religieuses des Indiens, le régime des auberges, la vente de la coca, la répartition des marchandises, le tarif des droits que devaient payer les Indiens pour les frais de justice. Le titre III des *Ordonnances* de Ballesteros est relatif à la législation minière et à la conscription (*mita*) qui assujétissait les Indiens à un certain temps de service dans les mines<sup>1</sup>.

Cet ouvrage est curieux, mais incomplet, comme presque toutes les études de ce genre qui décrivent le mécanisme des institutions, sans faire connaître leur rendement. Les institutions ne valent que par ceux qui les appliquent, or la valeur morale médiocre des conseillers d'Audience et des corrégidors explique les abus qui se commettaient aux Indes sous le couvert des lois.

En 1786, Josef de Lagos entreprit une œuvre d'un caractère tout différent; il rédigea un plan de réformes applicables à toutes les branches de l'administration qu'il commençait d'ailleurs par critiquer. D'après lui, les projets préparés naguère par un certain Escovedo n'ont obtenu aucun effet, le Pérou est entièrement ruiné. Les quarante-huit provinces du royaume renferment environ 253,000 Indiens. Ces hommes ne sont pas paresseux de nature; ils sont humbles et laborieux; c'est une influence étrangère qui les maintient dans l'oisiveté, et cette influence n'est autre que la tyrannie exercée sur eux par les Européens et les créoles. Que les intendants fassent régner la justice et les Indiens deviendront des sujets utiles à eux-mêmes et à l'État, mais il faut adapter le régime qu'on veut leur appliquer à leurs usages, à leur capacité de travail et à leur intelligence. Si l'on calcule à deux réaux par jour la valeur du travail journalier de l'Indien et si l'on compte seulement 117,500 Indiens capables de travailler, on obtient au bout de l'an une somme de 7 millions de pesos, qui entreraient dans la circulation et favoriseraient le développement de la richesse. Lagos voudrait que l'administration fournît aux Indiens, à titre de prêt, aux prix les plus modérés, tout ce dont ils ont besoin : leurs vêtements et ceux de leurs femmes, en étoffes du pays, des cou-

L'impôt était perçu par le clergé, qui mettait en vente, à des prix fixés, des dispenses de jeûne et d'abstinence; tout catholique devait les acheter.

1. Arch. des Indes, *Tomo I de las Ordenanzas del Perú*. Lima, 1752, in-8°.

leurs qui leur plaisent, les instruments et ustensiles dont ils ont besoin, les mules qui leur sont nécessaires. Jusqu'ici, les corrégidors achetaient les mules au Tucuman et les revendaient un prix fou ; il faut fixer leur valeur, celle du fer, de l'acier, des couteaux, des étoffes. Les marchands en gros ou au détail auront toujours le droit de vendre des chevaux. Bien pourvus d'outils en fer, les Indiens pourront fabriquer eux-mêmes leurs meubles. Les prêts seront consentis pour cinq ans, mais les Indiens auront besoin de renouveler leurs vêtements avant l'expiration de ce terme, ils seront donc amenés à travailler pour s'en procurer d'autres et le commerce n'en ira que mieux. Il sera formé un fonds général, une caisse pour les prêts ; Lagos indique comment la caisse traitera avec les fabricants de drap, avec les négociants en fer de Lima, avec les marchands de mules ; comment elle traitera avec les Indiens, quelles conditions elle leur fera pour le prix, les délais de paiement, les garanties à obtenir des emprunteurs. Pour créer la caisse, on commencera par emprunter à tant pour cent 327,000 pesos au Consulat et aux capitalistes qui voudront s'associer à l'œuvre ; on pourra encourager les premiers souscripteurs en leur accordant quelques distinctions. Les fonds recueillis serviront à payer les employés de la caisse et à constituer les réserves indispensables de fer et d'acier. Lagos précise les règles à suivre par les employés de finances, les intendants et les caciques dans la répartition des étoffes, des fers, des aciers, des couteaux et des mules. Il voudrait encore que l'on amenât au Pérou des professeurs habiles d'hydraulique et de métallurgie et qu'un collège fût institué pour l'enseignement de ces sciences. Il recommande l'établissement d'écoles, où les Indiens apprendraient l'espagnol, et de dix institutions secondaires dans les cinq intendances du royaume, où 600 enfants des deux sexes, appartenant aux meilleures familles, seraient initiés à la civilisation et serviraient en même temps d'otages pour assurer la fidélité de leurs parents. Si la caisse donne des bénéfices, on pourra les employer à doter les jeunes filles qui sont recueillies dans les maisons d'éducation des cinq évêchés du Pérou. Enfin, en bon magistrat, Lagos prévoit la création d'une prison (*casa y carcel de la acordada*), analogue à la prison des Alcades de cour de Madrid et il arrête la liste des gens qui y seront employés<sup>1</sup>.

1. Arch. des Indes, armoire CXII, rayon 4, liasse 5. — 1786.



Lagos était un intrépide faiseur de projets (*proyectista*); non content de dresser un plan de réformes complet, il rédigea bientôt des *Réflexions en faveur des royaumes du Pérou* où il fait preuve de sérieuses connaissances économiques. Il n'y a, dit-il, au Pérou aucune science de la métallurgie. Tout le commerce du Pérou est passif, sauf celui des métaux précieux. Les erreurs économiques des employés du gouvernement ont compromis le progrès de la richesse en Amérique. Il faudrait faire venir à Huan-cavelica deux ingénieurs habiles tirés d'Almaden, en Espagne. Le mercure devrait exister en grandes quantités et se vendre à la demi-livre dans les bureaux de tabacs, sous l'autorité de la régie des tabacs. Dans toutes les provinces où il y a des mines d'argent devraient exister de petites banques d'achat. La création des intendants est une chose excellente, mais à condition qu'ils soient subordonnés au vice-roi et se considèrent comme ses auxiliaires. Le commerce libre a donné de très bons résultats, mais il faudrait supprimer, sans aucun retard, la nouvelle contribution exigée des *zambos*, des mulâtres, des *cholos* et des métis<sup>1</sup>.

Lagos reçut pour ses mémoires les remerciements du roi. Il crut possible de faire adopter ses vues et fit le voyage de Madrid pour discuter ses plans de réforme avec le marquis de la Sonora. Le marquis l'écouta distraitement et lui répondit que les rapports officiels dépeignaient la situation du Pérou comme excellente. Lagos voulut insister, le ministre ne dissimula pas son ennui et refusa d'en entendre davantage<sup>2</sup>. Tout allait bien au Pérou et il en fut ainsi jusqu'au jour où tomba la domination espagnole.

#### VIII. — CHILI.

Capitainerie générale placée dans la mouvance du Pérou, le Chili n'était qu'une bande côtière extrêmement étroite, qui s'allongeait entre les Andes et l'Océan, depuis le désert salé d'Atacama jusqu'à l'archipel de Chiloé. Le pays avait l'avantage de se prêter à la colonisation blanche, il était favorable à l'élevage des troupeaux, les vallées basses de la Cordillère étaient couvertes d'arbres fruitiers et de vergers magnifiques, mais la population créole était encore très clairsemée et nulle part les Indiens ne se montraient plus fiers et plus indomptables.

1. Arch. des Indes, armoire CXII, rayon 4, liasse 5. — 1787.

2. Id., *ibid.* — 12 juillet 1787.

Le Chili n'était pas mieux administré que le grand royaume voisin ; la routine y était tout aussi puissante.

Pendant longtemps, le Chili avait été exempté des droits de douanes. On ne percevait à Santiago que les vieux impôts de l'*alcabala* et de l'*almojarifazgo*<sup>1</sup>, dont la levée était confiée à des fermiers. A un moment donné, on les mit en régie et un employé de finance de Santiago, Silvestre Garcia, rédigea un mémoire destiné à servir de guide aux administrateurs. D'ailleurs, la ville de Santiago seule fut soumise au nouveau régime ; les droits continuèrent à être perçus dans les autres localités du Chili par les fermiers.

Quand les douanes furent établies à Lima, le Chili et Buenos-Ayres conservèrent leurs anciennes franchises, mais un peu plus tard, vers 1774, une ordonnance royale étendit à toutes les colonies d'Amérique les droits généraux à payer sur les marchandises importées d'Espagne. Le vice-roi du Pérou envoya au Chili la copie des ordres du roi et pria les employés de finance de mettre en vigueur les nouveaux tarifs. Aussitôt les commerçants firent entendre les protestations les plus vigoureuses, alléguant « l'immémoriale possession où ils se trouvaient de ne payer les droits que d'après le tarif de 1720 ». Les autorités décidèrent d'en référer à Madrid.

A la fin de 1775, le receveur intérimaire Gregorio Gonzalez reçut un ordre du roi, en date du 25 mai, lui enjoignant d'établir la régie dans toutes les villes du Chili, comme elle l'est déjà dans la capitale, « à moins », ajoutait prudemment le document officiel, « qu'il ne soit impossible d'agir ainsi ». On lui demandait en même temps une statistique complète des cités et villes du royaume, avec indication de leur population, des districts et des bureaux de finances auxquelles elles ressortissaient.

Un fonctionnaire circonspect se fût autorisé de la restriction royale pour ne rien faire du tout et eût attendu des ordres péremptoirs. Gonzalez prit feu, « rédigea son rapport et commença à nommer des administrateurs à sa dévotion dans tous les districts, dans toutes les villes, dans toutes les cités du royaume, que les fermiers eussent ou non fini leur bail. Qui plus est, il élaborait une nouvelle instruction, divisée en plusieurs

1. L'*almojarifazgo* était un vieil impôt, d'origine moresque, qui se percevait à Jérez et à Lébrija sur les marchandises importées en Andalousie. Il était de 8 %. La taxe chilienne devait être infiniment plus modérée, puisque les négociants la préféraient au droit de douane, fixé par le roi à 4 %.

chapitres, avec la nomenclature de toutes les marchandises présentes, futures et imaginables en les imposant à 4 % et il commença à tenir un registre de tous les domaines, de toutes les maisons, de tous les vergers, sans en excepter le plus minuscule jardin, calculant leur valeur à sa fantaisie pour leur faire payer les droits qu'il se figurait être dus ».

Toutefois, avant de lancer ses avertissements, il crut bon de demander l'avis de la Commission générale des finances. La Commission se refusa, sans s'abstenir cependant de donner son avis. Elle laissa entendre que le gouverneur pourrait approuver à titre provisoire les propositions de Gonzalez.

L'effet fut immédiat et inouï : « Les habitants se crurent à la veille d'être dépouillés de tous leurs biens et réduits à la dernière misère par la main des administrateurs. » Quatre cents d'entre eux signèrent une pétition demandant la convocation immédiate du Conseil général (*cabildo abierto*). La municipalité de Santiago députa son procureur auprès du capitaine général et de la Commission administrative (*R. Acuerdo*) pour appuyer les réclamations des habitants. La Commission, au comble de l'embarras, demanda aux habitants de désigner cent électeurs qui éliraient quatre délégués chargés de suivre l'affaire. A peine élus, les délégués demandèrent qu'il fût sursis à toute innovation, ce qui fut fait. On ramassa tous les papiers étourdiment lancés par Gonzalez et « les placards du vulgaire ignorant » criblèrent de moqueries et d'injures le fonctionnaire assez naïf pour avoir voulu exécuter aux Indes un ordre du roi<sup>1</sup>.

Le grand danger pour le Chili venait des Indiens restés indépendants, en dépit de tous les efforts pour les soumettre ou les civiliser. Personne n'avait jamais pu les amener à vivre en société; chacun d'eux avait sa hutte de paille ou de cuir dans un coin retiré, vivait là en maître absolu et ne voulait pas entendre parler d'autre chose. Cette vie de liberté souveraine avait d'ailleurs ses charmes, puisque beaucoup d'Espagnols l'avaient adoptée eux-mêmes « par la force du mauvais exemple<sup>2</sup> ». L'Indien restait polygame par nature; alors même qu'il se mariait religieusement, il vivait avec plusieurs femmes qui travaillaient pour lui et se montraient d'autant plus attentives qu'il était plus cruel à leur égard. L'Indien achetait ses femmes à leurs parents.

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 1775.

2. Id., armoire CXXX, rayon 1, liasse 24. — 1784.

L'égoïsme absolu était la règle de sa conduite; jamais il n'eût rien fait sans espoir de récompense; les caciques n'étaient respectés que s'ils étaient riches. Les palabres (*cahuines*) étaient accompagnés de jeux, de danses, de repas et de buveries. Rarement, les Indiens faisaient de grandes guerres, de peuple à peuple, mais la guerre entre les tribus était endémique. Ces querelles locales étaient fomentées par les caciques qui déclaraient la guerre et faisaient la paix. Quand les Indiens déclaraient la guerre aux Espagnols, tous les peuples se contédaient, les caciques ordinaires perdaient leur autorité et des chefs de guerre élus (*toquis*) prenaient le commandement; c'était d'ordinaire les plus hardis et les plus insolents que l'on choisissait. Leur pouvoir était absolu et toujours obéi.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Espagnols, las de combattre, avaient commencé à négocier avec leurs indomptables ennemis. En 1771, après deux ans d'hostilités, les Indiens allaient être battus quand le capitaine général Xavier de Morales eut la faiblesse de demander la paix et de convoquer les Indiens à un palabre général au camp de Negrete. Le fameux Ayllapan s'y était rendu, avec une armée de 5,000 guerriers. Pendant les négociations, les Indiens avaient fait leur retraite dans les montagnes et il avait fallu reprendre la guerre. Un second palabre eut lieu à La Concepcion; 400 Indiens s'y rendirent sur des montures réquisitionnées par les autorités espagnoles et que leurs propriétaires ne revirent jamais. Cette réunion n'ayant eu aucun résultat, on en tint une autre à Los Angeles en 1772 et une quatrième à Tapihue en 1774. A peine la paix était-elle signée que les vols et les meurtres reprirent de plus belle.

A chaque changement de capitaine général, on célébrait un palabre général auquel étaient invités les caciques des Pehuenches, des plaines et de la côte. Ils s'y rendaient en grand nombre, le capitaine général s'y faisait représenter par un assesseur ou y venait en personne avec sa famille et son escorte; quelque évêque y figurait aussi avec une partie de son clergé. On exhortait les Indiens à vivre en bons sujets du roi; on leur prodiguait les bons conseils, le vin et l'eau-de-vie; les dépenses montaient à 12 ou 15,000 pesos et ces sauvages, qui promettaient, qui juraient même tout ce qu'on voulait, retournaient le lendemain à leurs coutumes et à leurs erreurs, pires qu'avant peut-être, après ce court contact avec la société.

Le capitaine général Jaurégui avait imaginé de faire venir à



Santiago un certain nombre de caciques, dans l'espoir de les civiliser; il avait même institué un collège pour leurs fils, mais pas un Indien considéré n'était jamais venu à Santiago et la tentative avait complètement échoué.

Enorgueillis par les égards que l'on avait pour eux, les Indiens étaient devenus intraitables; ils exigeaient qu'on leur remît les Indiennes récemment converties; le capitaine général eût cédé, mais l'évêque avait noblement refusé. Alors, désespérant d'obtenir la paix, le capitaine général avait ordonné l'abandon de toute la région frontière (*el desamparo*), afin d'ôter aux Indiens tout espoir de s'enrichir avec fruit. Les Indiens continuant leurs rapines, les Espagnols avaient fini par marcher contre eux et avaient pu tuer Ayllapan, mais en 1784 les brigandages avaient recommencé<sup>1</sup>.

Quand on songe à la faiblesse des ressources et à la pusillanimité des chefs, on tient pour miracle que la domination espagnole ait pu se maintenir au Chili.

#### IX. — BUENOS-AYRES.

La vice-royauté de Buenos-Ayres ou du Rio de la Plata, créée en 1777, comprenait les treize provinces de Buenos-Ayres, Montevideo, Tucuman, Paraguay, Charcas, Potosi, La Paz, Chucuito, Santa-Cruz de la Sierra, Mojos, Chiquitos, missions des Indiens Guaranis, Côte de Patagonie<sup>2</sup>.

L'immense territoire de la vice-royauté n'avait ni unité géographique ni unité politique; c'était un agrégat fortuit et mal venu de pays divers et sans cohésion. La province de Montevideo n'avait alors qu'une importance militaire, comme poste de défense contre les Portugais; son histoire se résume dans la guerre qu'elle soutint contre les trappeurs brésiliens. Le territoire des missions Guaranies, désorganisé par l'expulsion des Jésuites, ne présentait pendant toute la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'un aspect anarchique et bouleversé. Il en fut à peu près de même des territoires de mission des Mojos et Chiquitos. Les provinces de Charcas, Potosi, La Paz et Chucuito, constituant l'ancien ressort de l'Audience de Charcas, étaient péruviennes et tout l'intérêt de

1. Arch. des Indes, armoire CXXX, rayon 1, liasse 24. — 1784.

2. Vicente G. Quesada, *El virreinato del Rio de la Plata*. Buenos-Ayres, 1881, in-4°.

leur vie intérieure se concentrait autour de leurs mines. Buenos-Ayres, Tucuman et Santa-Cruz de la Sierra formaient le noyau réel de la vice-royauté et les étapes progressives de la colonisation espagnole dans la pampa, sur la route des Andes et du Chili. Ces pays se livraient déjà à l'industrie pastorale et le port de Buenos-Ayres, malgré les mauvaises conditions de son ancrage, prenait assez d'importance pour attirer les convoitises des Anglais. Les vice-rois songèrent un moment à faire occuper les îles Malouines (aujourd'hui les Falkland), dont l'Angleterre se fit reconnaître la possession; les Espagnols cherchèrent alors une compensation en Patagonie, mais leurs tentatives mal combinées échouèrent; ce n'est que beaucoup plus tard qu'elles ont pu être reprises avec chances de succès. La guerre contre les Portugais, contre les Anglais, contre les Patagons, les explorations dirigées vers le littoral ou vers les Andes, la liberté de la vie dans la pampa tendaient à donner au royaume de Buenos-Ayres une activité qui manquait aux autres pays de l'Amérique espagnole; un peuple appelé à de belles destinées commençait à y vivre et à s'accoutumer à l'indépendance<sup>1</sup>.

*Les vice-rois. — Buenos-Ayres.* — Buenos-Ayres était fort loin de l'Espagne. On s'estimait heureux quand on n'avait mis que quatre-vingt-un jours à passer de Cadix à l'embouchure du Rio de la Plata. En 1769, Josef Joaquin de Viana fut arrêté pendant quatre-vingts jours dans la région de l'Équateur par les vents contraires et n'arriva que le cent cinquante huitième jour à Buenos-Ayres<sup>2</sup>.

La ville était un poste important, un des grands ports d'attache du commerce espagnol et possédait sur le papier une grosse garnison de 3,168 hommes<sup>3</sup>. Les environs pouvaient fournir

1. Cf. Paul Groussac, *Santiago de Liniers, conde de Buenos-Ayres*. Buenos-Ayres, 1907, in-8°, p. 39.

2. Arch. des Indes, armoire CXXIV, rayon 1, liasse 1. — 1766-1769.

3. Id., ibid. — 1766.

Cuerpo de Yndios ladinos de Buenos-Ayres,	300 hommes.
Cuerpo de Yndios Guaranis,	300 —
Cuerpo de pardos,	400 —
Cuerpo de negros libres,	168 —
Batallón de Españoles de Buenos-Ayres,	800 —
Regimiento provincial de cavallería de Buenos-Ayres,	1,200 —
Total :	3,168 hommes.

une réserve de vingt-quatre compagnies, formant un effectif de 2,298 hommes<sup>1</sup>. Mais, lorsque le capitaine général Antonio Bucaréli arriva à Buenos-Ayres en 1767, il lui sembla que la place n'était pas en état de défense et qu'on n'avait jamais dû penser à l'y mettre<sup>2</sup>. Sa meilleure protection était la rivière, trop peu profonde devant la ville pour qu'un débarquement important fût à craindre<sup>3</sup>. Chose plus grave, les troupes royales étaient dans le plus grand dénuement, sans habits, sans lits, sans hôpital; le trésor leur devait 12 millions de réaux<sup>4</sup>.

Bucaréli tira aussitôt des caisses royales tout ce qui était nécessaire pour payer les troupes; il lui resta 1,974,376 réaux 26 maravedís pour mettre la frégate *la Venus* en état de naviguer et armer huit embarcations pour la surveillance du Rio de la Plata et du Rio Grande. A la suite d'un accord avec le roi de Portugal, le roi d'Espagne s'était résolu à faire occuper les îles Malouines; mais le vice-roi du Pérou, qui devait envoyer l'argent nécessaire pour l'expédition, était prévenu depuis huit mois et n'avait rien fourni. L'administration des mines de Potosi déclarait qu'elle ne pouvait rien faire, tout le disponible étant mangé d'avance par la désastreuse expédition de Matto-Grosso (1762). On devait neuf mois de solde aux gens de Ruiz Ponte, les soldats étaient nus. Bucaréli en relatant toutes ces difficultés déclare au ministre qu'il ne voit que tristesses de toutes parts et que, s'il affecte la gaité, c'est pour ne pas décourager le soldat, « mais, avec des Espagnols, ces roueries ne réussissent pas longtemps<sup>5</sup> ». Deux ans plus tard, le capitaine général rentrait en Espagne « très fier de la manière dont il avait exécuté les ordres du roi pour l'expulsion des Jésuites et très content de quitter un pays aussi corrompu<sup>6</sup> ».

1. Arch. des Indes, armoire CXXIV, rayon 1, liasse 1. — 1766.

Milicias de la Costa,	7 compañías
— de Luján,	4 —
— de Areco y Cañada Honda,	3 —
— de Arrecife y Pergamino,	4 —
— de Matanza,	3 —
— de Magdalena,	3 —

Total : 24 compañías = 2,298 hommes.

2. Id., ibid. — Avril 1767.

3. Id., ibid. — 1772.

4. Id., ibid. — 16 septembre 1766.

5. Id., ibid. — Avril 1767.

6. Id., ibid. — 21 octobre 1769.

Le 1<sup>er</sup> août 1777, Pedro de Cevallos fut nommé vice-roi, gouverneur et capitaine général des provinces soumises à l'Audience royale de Charcas ; Juan Josef de Vertiz, gouverneur du Rio de la Plata, conservait son commandement<sup>1</sup>. Le 27 octobre de la même année, Vertiz devenait seul et unique chef dans toute l'étendue de la vice-royauté<sup>2</sup>.

Il eut pour successeur le marquis de Loreto, en 1783 ; le 2 avril 1789, Nicolas Arredondo, maréchal de camp des armées royales, fut investi de l'autorité et le 2 janvier 1795 Pedro de Melo, cinquième vice-roi, commença à gouverner le pays. Il eût voulu rétablir les relations entre le Chili et Buenos-Ayres par l'ancienne route, abandonnée depuis l'insurrection du Pérou et infestée d'Indiens ; la route nouvelle par Mendoza, San Juan et la Cordillère était obstruée par les neiges pendant six mois de l'année ; il désirait aussi pousser la colonisation en Patagonie et reculer jusqu'au Rio Negro les frontières de son gouvernement. Le port de San José, à quarante-deux lieues de l'embouchure du Rio, lui semblait propre à recevoir de nombreuses escadres ; peu d'années devaient suffire à y créer un établissement important, qui permettrait de combattre efficacement la contrebande et d'enlever aux Anglais toute idée de s'y établir<sup>3</sup>. Les ressources du pays n'étaient pas assez considérables pour permettre la réalisation de ces plans intéressants. Le vice-roi mourut d'ailleurs le 15 avril 1798 à Pando, et l'Audience prit le gouvernement jusqu'au 2 mai, époque à laquelle le maréchal de camp Antonio Olaguer de Feliú assumait le commandement, en attendant le vice-roi, marquis d'Aviles.

Le 19 juin 1800, le roi confia la vice-royauté à Juan del Pino, qui prit possession, le 20 mai 1801, et mourut le 11 avril 1804, déjà remplacé dans l'esprit du roi par Fernando de Abascal, président de l'Audience de Guadalajara en Nouvelle-Espagne. Sur le refus d'Abascal, le marquis de Sobremonte s'installa au palais du fort jusqu'au jour où la crainte des Anglais vint l'en chasser. C'était, nous dit le plus récent historien de l'expédition anglaise, un Gêronte de comédie, d'une scandaleuse incurie, d'une ineptie et d'une couardise proverbiales et d'une

1. Quesada, *El virreinato del Rio de la Plata*, p. 115.

2. Id., *Ibid.*, p. 133.

3. Id., *Ibid.*, p. 236.



inconscience absolue, le type achevé du courtisan à la mode sous Charles IV<sup>1</sup>.

Son excuse, la seule valable, était l'extrême faiblesse des troupes dont il disposait. Il n'avait que 2,413 hommes pour faire face à toutes les nécessités de la défense. Encore n'en pouvait-il mobiliser qu'un millier pour les envoyer combattre les Portugais, qui semblaient, en 1805, les ennemis les plus à craindre. Il lui en restait 300 pour garder le haut Pérou et 80 à 100 pour garnir les côtes de Patagonie. S'il eût voulu accepter les offres de service des gens les plus estimables de la colonie, il eût pu faire face à tous les besoins, et il ne sut jamais le comprendre. Le pays sentait confusément dès cette époque que de pareils chefs n'avait plus le droit de le gouverner.

#### X. — MONTEVIDEO.

Les Portugais auraient voulu faire du Rio de la Plata la frontière de leur empire brésilien, mais les Espagnols s'étaient établis au nord du grand estuaire et y avaient fondé la ville de Montevideo, aujourd'hui capitale de l'Uruguay. La Bande orientale, comme on appelait alors le pays au nord-est du Rio de la Plata, était un pays de frontière, une marche, toujours en éveil et en alerte.

Un rapport de 1757 nous donne quelques détails sur le bourg de Maldonado, situé sur le bord de la mer, à une quinzaine de lieues de Montevideo. L'agglomération compte 78 habitants : 37 hommes, 19 femmes, 22 enfants, mais la petite colonie possède déjà 616 têtes de gros bétail, 650 moutons, 104 chevaux et 394 juments. Il y a quatorze voitures dans le village<sup>2</sup>. C'est la colonie rustique et pastorale en plein développement.

Montevideo fait déjà figure de ville; elle a sa charte municipale, son Conseil (*Cabildo*), élit ses alcades, elle se plaint de l'absence de son gouverneur, dont la résidence à Buenos-Ayres favorise les conflits et paralyse l'action de la justice<sup>3</sup>. Montevideo est cependant une bien pauvre bourgade, ignorante et mal

1. Paul Groussac, *Santiago de Liniers*, p. 51. — Cet ouvrage contient une histoire très détaillée de l'expédition anglaise de 1806 et des débuts de la révolution argentine.

2. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 4, liasse 22. — 1757.

3. Id., *ibid.* — 7 janvier 1766.

gouvernée. En 1767, la frégate du roi de France, la *Boudeuse*, commandée par M. de Bougainville, et la flûte *l'Etoile*, commandée par M. de La Giraudais, se présentent sur rade, demandant à relâcher pour cause d'avaries. On ne trouve dans la ville personne qui soit capable de traduire en espagnol la lettre écrite en français par l'écrivain du bord<sup>1</sup>. M. de Bougainville prie le gouverneur Agustin de La Roza de lui avancer quelque argent pour réparer ses vaisseaux; on lui répond qu'il n'y a rien en caisse, ce qui, après tout, est fort vraisemblable. Il sollicite alors la permission de vendre quelques-unes des marchandises qu'il a à son bord, jusqu'à concurrence de 6,000 pesos. Le gouverneur lui donne les autorisations nécessaires; mais son lieutenant, Juan de Arrayo, fait payer au Français 20 % sur la vente, sans vouloir en rabattre un maravédis, et le gouverneur n'ose intervenir parce qu'Arrayo, employé fainéant, qui ne paraît jamais au bureau, est le familier et le favori du capitaine général Bucaréli. Il a raison de s'être conduit avec cette prudence, car le capitaine général apprend bientôt qu'il a voulu favoriser les Français, l'accuse de contrebande, le traite comme un valet et s'oublie jusqu'à appeler conscrit un homme qui compte quarante-sept ans de service dans les armées du roi<sup>2</sup>. Voilà ce que peuvent sur l'esprit d'un homme, raisonnable et posé à l'ordinaire, le préjugé national et la terreur de la contrebande, cauchemar incessant de tous les officiers des Indes. En 1769, trois patrons de barque quittent Montevideo avec une cargaison de cuirs, mais, au lieu de la porter comme ils le devaient à Buenos-Ayres, ils ont fait voile vers la colonie portugaise du Sacramento; le gouverneur de Montevideo est dans les transes et proteste auprès du capitaine général qu'il n'est pour rien dans cette affaire<sup>3</sup>.

Montevideo a rang de place forte, mais elle est dominée par la montagne qui lui a donné son nom<sup>4</sup>; sa citadelle est démolie; il n'y a pas d'argent, on ne peut songer même à la mettre à l'abri d'un coup de main<sup>5</sup>. Le régiment de Mallorca qui la garde ne compte que 1,165 présents, il lui manque 212 hommes pour

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 4, liasse 22. — 1767. — Il est juste d'observer qu'il eût dû se trouver un écrivain sachant l'espagnol à bord d'une frégate armée pour faire le tour du monde.

2. Id., ibid. — 9 juin 1767.

3. Id., ibid. — 23 février 1769.

4. La montagne du *Cerro*, haute de 148 mètres.

5. Arch. des Indes, armoire CXXIV, rayon 1, liasse 1. — Avril 1767.

être au complet et la solde est en retard de treize mois<sup>1</sup>. Les Portugais semblent vouloir remuer. Ils ont débarqué trois bataillons d'infanterie à Rio de Janeiro; on dit qu'ils ont avec eux un général et un ingénieur allemands<sup>2</sup>. En 1771, une partie des remparts de la ville s'écroule, la Commission militaire est réunie et conclut que le rempart détruit ne servait à rien<sup>3</sup>. En 1772, Montevideo est considéré comme hors d'état de soutenir une attaque; la ville devrait être pourvue d'une nombreuse garnison et de vivres abondants, elle n'a rien<sup>4</sup>. Sur la nouvelle que la paix est consolidée avec le Portugal, on rembarque le régiment de Mallorca, le bataillon des volontaires de Catalogne et les invalides « fatigués et vicieux » qui composaient la garnison<sup>5</sup>.

La guerre avec le Brésil était la grosse préoccupation des militaires espagnols. Il s'agissait de savoir à qui appartiendraient la colonie du Sacramento et l'île de Sainte-Catherine<sup>6</sup>. Aujourd'hui brésiliens, ces territoires contestés semblaient au XVIII<sup>e</sup> siècle sur le point d'être conquis par l'Espagne. En 1766, les Espagnols occupaient San Pedro de Rio Grande<sup>7</sup>, mais la petite garnison, mal payée, s'émiettait; les soldats désertaient et passaient au Brésil, pour se joindre aux âpres trappeurs brésiliens<sup>8</sup>. Le gouverneur de Montevideo était regardé comme inepte par le capitaine général de Buenos-Ayres<sup>9</sup>.

L'Espagne et le Portugal finirent par s'entendre. Le roi de Portugal désavoua les excès commis par ses officiers subalternes; le vice-roi du Brésil écrivit au capitaine général espagnol que son ambition était de vivre désormais avec lui sur le pied de la confiance la plus absolue, comme il convenait entre vrais amis. « Les Portugais et les Espagnols, maîtres des trésors de l'Amérique, avaient mêmes intérêts et devaient se soutenir mutuellement contre les autres peuples européens. » Bucaréli répondit très courtoisement, mais rappela les faits qui avaient

1. Arch. des Indes, armoire CXXIV, rayon 1, liasse 1. — 1767.

2. Id., ibid. — 15 mars 1768.

3. Id., armoire CXXII, rayon 4, liasse 22. — 1770.

4. Id., armoire CXXIV, rayon 1, liasse 1. — 1772.

5. Id., ibid. — 1772.

6. L'histoire de ces campagnes a été étudiée en grand détail par Rocha Pombo dans son *Historia do Brazil*. Rio de Janeiro, 7 vol., in-4° parus.

7. Rio grande do Sul.

8. Arch. des Indes, armoire CXXIV, rayon 1, liasse 1. — 1766.

9. Id., armoire CXXII, rayon 4, liasse 22. — 8 novembre 1770.

motivé la dernière guerre et déclara que « ces violences seraient haïssables, même s'il s'agissait de nations infidèles et barbares, et que les assurances les plus flatteuses seraient inutiles si les subalternes conservaient, en fait, le droit de déclarer la guerre ». Bucaréli exposait ses vues au vice-roi du Brésil : il avait été pendant trois ans commandant des forces espagnoles au camp de Saint-Roch près de Gibraltar, il avait obtenu des Anglais l'extradition de tous les gens qui viendraient à Gibraltar pour y faire de la contrebande, ses agents pouvaient librement entrer dans la ville anglaise et en sortir, un sergent et une escouade de soldats anglais étaient spécialement chargés par le gouverneur de les assister dans leurs recherches, toute embarcation espagnole qui entrait au port ou en sortait était visitée. Si ces mêmes pratiques étaient autorisées au Rio Grande, la contrebande disparaîtrait bientôt. Bucaréli rejetait délibérément sur les Jésuites la responsabilité de la dernière guerre en 1762<sup>1</sup>.

La paix était à peine signée que les vols de bestiaux recommençaient. Un mulâtre, lieutenant-colonel portugais, faisait la contrebande des bœufs, soi-disant au nom du roi de Portugal. Aux plaintes des administrateurs espagnols, le gouverneur portugais du Sacramento répondait que la région du Rio Pardo était infestée de voleurs, indiens espagnols pour la plupart, qu'il faisait tout le possible pour les combattre, mais s'avouait impuissant à les réprimer<sup>2</sup>. Les Portugais enlevaient aussi des chevaux ; on évaluait à 20,000 têtes les chevaux exportés en fraude par leurs contrebandiers en l'espace de deux ans et demi<sup>3</sup>.

Quand éclata la guerre de l'indépendance américaine, les Espagnols reprirent les hostilités contre le Sacramento. Le 20 août 1777, l'île de Sainte-Catherine, celle de Saint-Gabriel et toute la colonie de Sacramento, avec tous ses forts, tombèrent aux mains de Pedro de Cevallos, capitaine général de Buenos-Ayres<sup>4</sup>. La question était enfin résolue en faveur de l'Espagne.

Le roi s'occupa de faire relever les remparts de Montevideo et prorrogea le gouverneur Joaquín del Pino dans ses fonctions pour qu'il pût suivre les travaux<sup>5</sup>.

1. Arch. des Indes, armoire CXXIV, rayon 1, liasse 1. — 10 mars 1788.

2. Id., armoire CXXII, rayon 4, liasse 22. — 16 mai 1770.

3. Id., *ibid.* — 5 septembre 1770.

4. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 20 août 1777.

5. Id., armoire CXXII, rayon 4, liasse 22. — 1785.



En 1786, Pino demandait que son gouvernement fût érigé en intendance et traçait de l'état de sa province un tableau intéressant. La Bande orientale possédait cent lieues de côtes, depuis le Rio Cufre jusqu'au fort de Santa Teresa, mais il n'y avait d'autres ports que Montevideo et Maldonado; encore cette dernière ville ne se composait-elle que de misérables édifices, masures de pierre ou de terre battue, couvertes en paille ou en roseaux. Le gouverneur touchait 4,000 pesos et jouissait du logement et du chauffage; il avait droit à l'eau potable, il percevait des redevances sur les actes qu'il passait comme juge ordinaire. S'il avait eu le titre d'intendant, il eût touché 6,000 pesos et aurait eu plus d'indépendance et d'autorité. La province de Montevideo n'avait ni mines, ni Indiens tributaires. L'impôt sur le papier timbré n'y était pas perçu. Le village de San Carlos, fondé par des prisonniers portugais de la guerre de 1763, avait été repeuplé depuis la paix par quelques familles qui n'avaient pu s'établir sur la côte de Patagonie. Santa Teresa n'était qu'un fort mal construit, posé par les Portugais sur la roche vive; les Espagnols avaient voulu creuser un fossé autour des murailles et n'avaient fait que miner et ruiner les courtines. Le poste de Santa Tecla consistait en une simple redoute en torchis sur le chemin du Rio Pardo de los Portugueses; il ne pouvait être ravitaillé que par Montevideo et très difficilement. Les autres villages avaient été peuplés par les familles de colons ramenés de Patagonie<sup>1</sup>. Un autre document, en date de 1795, ajoute quelques détails sur d'autres villages de fondation plus récente, Guadalupe et San Juan Bautista; ce sont de simples agglomérations de paillottes, dont les habitants, complètement illettrés, ne savent même pas signer leur nom. Montevideo se peuple et s'embellit. La ville a un théâtre; le gouverneur Antonio Olague y Feliú assiste à la comédie dans une loge spéciale, où il invite les dames. Il tranche du despote. Le jour des élections municipales, il a fait occuper la place de la mairie par une compagnie de grenadiers, baïonnette au canon. Il ne consulte jamais le *cabildo* et lui fait jouer un rôle ridicule, mais il n'y a rien à faire contre un homme aussi puissant, qui a pour ami intime le régent de l'Audience de Buenos-Ayres<sup>2</sup>!

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 4, liasse 22. — 19 janvier 1786.

2. Id., ibid. — 24 février 1795.

Parfois quelque pensée hardie se présente à l'esprit des colons. En 1790, ils songent à fonder une compagnie pour la grande pêche, ils demandent à l'évêque de Buenos-Ayres de s'intéresser à l'entreprise et le prélat promet... son assistance spirituelle aux futures colonies que la compagnie pourra fonder<sup>1</sup>. En 1803, on regrette que le libre commerce de l'Espagne avec ses colonies n'ait pas été autorisé plus tôt; on ne verrait pas tant de laines se perdre, faute de ciseaux<sup>2</sup>. On lit le *Semanario*<sup>3</sup> de Buenos-Ayres et l'on boit avec des pailles d'innombrables tasses de maté.

## XI. — CHARCAS.

*Les Indiens.* — Bien que rattachée officiellement à la vice-royauté de Buenos-Ayres, la présidence de Charcas formait une région d'une physionomie toute spéciale, due à sa richesse minière et à sa population presque entièrement indigène. Nulle part la question indienne ne se manifestait à l'état plus poignant et plus aigu.

Le gouvernement espagnol était, en théorie du moins, rempli de bonne volonté. Vers 1770, parurent des ordonnances pour rappeler aux fonctionnaires nommés aux Indes tous les devoirs qui leur incombait. Ils n'étaient investis de leurs fonctions que pour une durée de cinq années. Ils devaient quitter Madrid dans un délai maximum de deux mois après leur nomination et s'embarquer sur le premier navire en partance. Sitôt arrivés à destination, ils avertissaient la Chambre des Indes, sous peine d'une amende de 500 pesos et de voir leur cinq ans courir dès le jour de leur nomination. Ils fournissaient à la municipalité de la ville, chef-lieu de leur district, un garant solvable qui répondait pour eux de la fidélité de leur gestion. Si le tribut des Indiens subissait un arriéré, le trésor se retournait contre les cautions. Les corrégidors connaissaient en première instance de toutes les causes civiles et criminelles du district, avaient le droit de révoquer les juges subalternes et de renvoyer en Espagne toute personne qu'il leur paraissait utile de bannir des Indes. Ils pouvaient se choisir des lieutenants, approuvés par le Conseil des Indes s'ils étaient Espagnols et gradués en droit, approuvés

1. Arch. des Indes, armoire CXXV, rayon 7, liasse 2. — 24 mars 1790.

2. Id., armoire CXLVI, rayon 3, liasse 8. — 1803.

3. Paul Groussac, *Santiago de Liniars*.

par l'Audience royale de leur ressort s'ils étaient choisis aux Indes. Défense leur était faite de puiser dans la caisse des communautés indiennes, sous prétexte de se payer de leur traitement. Défense d'exiger des Indiens ni vivres, ni moyens de transport (*bagages*) lorsqu'ils allaient en inspection. Tout devait être fourni volontairement et scrupuleusement payé<sup>1</sup>. Un peu plus tard, une nouvelle ordonnance rappelle aux corrégidors l'intérêt que le roi attache à l'établissement d'écoles castillanes dans les villages indiens, les maîtres seront payés sur les fondations pieuses ou à même les biens communaux, les parents seront engagés par des moyens doux et honnêtes à envoyer leurs enfants à l'école; le roi recommande instamment son édit aux présidents des Audiences, aux prélats, aux curés<sup>2</sup>.

Tout cela était fort bien, mais il eût fallu changer la valeur morale des gens que l'on employait et le Conseil des Indes n'y pouvait rien. Les corrégidors répondaient qu'il n'y avait aucune ressource disponible pour les nouvelles écoles et qu'on ne pouvait appliquer à l'enseignement les fonds recueillis pour les œuvres de charité. Le corrégidor de Paria insinuait que l'on pourrait peut-être, dans les paroisses qui possédaient des terres labourables, réserver un morceau de terre, cultivé à frais communs, pour la subsistance du maître. Dans les pays de pâturage, on obtiendrait peut-être des Indiens deux ou trois têtes de bétail une fois données pour constituer au maître d'école un petit troupeau. On voit bien que le projet n'intéresse personne.

Quant à la condition même de l'Indien, comme les répartitions de marchandises par les corrégidors continuent à être autorisées, aucun progrès sérieux n'est réalisé. On pose en principe qu'il importe de combattre l'oisiveté naturelle de l'Indien et on l'applique aux charriages, à la fabrication des canots et autres tâches semblables. Les salaires perçus par les corrégidors sont versés dans les caisses royales, en déduction des tributs dûs par l'Indien, et le surplus — quand il s'en trouve — lui est réservé. On revient sans cesse sur ces idées, on les développe avec complaisance :

La négligence, la lâcheté, la paresse des naturels pour tout genre de travail est chose bien notoire, car ils sont tous enclins à l'ois-

1. Arch. des Indes, armoire CXXI, rayon 4, liasse 2. — 1771.

2. Id., armoire CXLV, rayon 7, liasse 12. — 28 janvier 1778.

veté, à l'ivresse et à tous autres vices. Si on ne les oblige pas à acheter le bétail et les instruments de labour, ils laisseront les champs en friche et les mines sans les exploiter. Ils iront nus, si on ne les oblige pas à acheter des vêtements. Dans certaines provinces, il faut même leur avancer les frais de culture et de récolte; si les corrégidors et alcades mayors ne leur facilitaient pas ainsi leurs travaux, ils se trouveraient ruinés, car toujours et en toute circonstance ils empruntent des sommes remboursables dans les six mois, ou en plusieurs termes, non en argent, mais en fruits du pays. Cette manière de faire leur procure les secours dont ils ont besoin et peut seule engager les commerçants et les capitalistes à leur prêter à si long terme, avec recouvrement si coûteux et si difficile<sup>1</sup>.

L'État en était donc arrivé à considérer les répartitions forcées comme un bienfait pour l'Indien, comme une mesure moralisatrice destinée à combattre ses vices et à le maintenir dans les voies de la sagesse. Le droit de répartition n'appartenait pas à tous les corrégidors; il supposait toujours à l'origine une concession royale et l'on voit des Indiens réclamer contre l'introduction abusive de cette pratique dans leur région<sup>2</sup>. Le *repartimiento* ne supprimait pas, en principe, le commerce libre; les négociants pouvaient venir offrir leurs marchandises dans les villages indiens, mais en fait, le corrégidor leur rendait toute concurrence impossible<sup>3</sup>. La loi ne l'obligeait qu'à une chose : vendre au prix du tarif de 1751 et afficher le tarif à la porte de la mairie<sup>4</sup>, garanties bien illusoires, car le corrégidor négociant était seul juge du district et le paysan indien ne savait pas lire.

Quelquefois cependant les abus se faisaient si terribles que le paysan écorché régimbait et que l'Audience ordonnait une enquête. Nos documents nous citent une affaire de ce genre qui fit beaucoup de bruit.

En 1770, le marquis de Villahermosa, corrégidor dans la province de Sicasica, se vit l'objet d'une plainte en forme de ses administrés. Le cacique Tomas Celada déposa qu'il avait reçu du corrégidor pour 10,000 pesos de marchandises de Castille à répartir entre ses Indiens; une autre fois il en avait encore reçu pour 10,800 pesos, mais la répartition n'avait donné lieu

1. Arch. des Indes, armoire CXXI, rayon 4, liasse 2. — 1770.

2. Id., ibid. — 1770.

3. Id., ibid. — 1759.

4. Id., ibid. — 1771.



à aucune violence; il n'y avait eu ni majoration de prix, ni condamnations à la prison. Le cacique n'avait pas osé charger le magistrat; l'enquête établit que Tomas Celada, métis établi depuis peu dans le village et nommé par Villahermosa, n'était en réalité que son homme de paille; il se faisait donner par chaque section de la commune 15 pesos par an, battait ses Indiens, envoyait aux mines ceux qui lui déplaisaient et laissait les autres dans leurs foyers. Des Indiens déposèrent que le corrégidor avait voulu créer dans divers villages des dépositaires de marchandises espagnoles et que ceux qui avaient refusé avaient été punis par son ordre; les coups, la prison, le travail forcé leur avaient été appliqués contrairement à la coutume et au droit. D'autres Indiens se plaignirent des agents de recouvrement employés par le marquis. Ces gens vendaient sans rien peser ni mesurer, poursuivaient leurs débiteurs avant le terme et avec la dernière rigueur. L'Audience ordonna au corrégidor de sortir de la province de Sicasica.

Il n'en fit rien, mais se montra, au contraire, plus despote que jamais. Son lieutenant, Josef de Talavera, parcourut le pays à la tête d'une troupe de soldats; il les suivait lui-même, accompagné de son collecteur Manuel de Casas Solas. Les Indiens crurent qu'il venait leur réclamer le tribut déjà payé et ils présentèrent leur reçus. Voyant qu'on ne leur restituait pas leurs pièces, ils se rendirent à la maison où était descendu le corrégidor; il était déjà reparti pour La Paz, ne laissant derrière lui que le collecteur. Ce méchant homme refusa de rendre les récépissés, insulta les Indiens, s'enferma dans une chambre de la maison et se mit à tirer des coups de feu par la fenêtre, blessant trois Indiens. Alors, fous de rage, les malheureux indigènes se ruèrent sur la maison, enfoncèrent les portes et lapidèrent le collecteur. Le marquis de Villahermosa comprit aussitôt quelle excellente carte les Indiens venaient de mettre dans son jeu et dénonça les rebelles à la colère des magistrats<sup>1</sup>.

L'Audience n'aurait pas mieux demandé que de sévir contre Villahermosa, dont les procédés lui paraissaient réellement abusifs; elle ordonna une enquête, elle envoya à Oruro des juges de commission. Des Espagnols vinrent déposer que le corrégidor obligeait les Indiens à acheter à des prix exorbitants des objets parfaitement inutiles : toutes ses vexations, toutes ses

1. Arch. des Indes, armoire CXXI, rayon 4, liasse 2. — 1770.

tyrannies furent surabondamment prouvées. Mais le vice-roi se montra très ennuyé de toutes ces histoires; il reprocha à l'Audience d'avoir ordonné trop facilement l'enquête, il affecta de considérer les juges enquêteurs comme des brouillons, très contents de se donner de l'importance et peut-être avides de profits illicites. Il mit tout son art à étouffer l'affaire, qui n'avait pas encore reçu de solution six ans après les faits<sup>1</sup>.

*La mita.* — Les repartimientos constituèrent un grave abus; la *mita* était bien plus scandaleuse encore. On avait organisé dans les villages indiens une sorte de conscription; les Indiens étaient levés pour travailler aux mines du roi. Ils avaient parfois 100 ou 200 lieues à faire pour se rendre de leur village à la mine; ils laissaient derrière eux des familles sans ressources<sup>2</sup>. Tout le long du XVIII<sup>e</sup> siècle résonnent les plaintes des *mitayos* exploités par les corrégidors et par les mineurs du Huancavelica (*los azogueros*, les marchands de mercure).

Le 22 octobre 1732, le roi ordonne de payer l'indemnité de route due aux Indiens (*el leguaje*) et de le payer par anticipation; mais, en 1760, les caciques et leurs représentants sont encore en procès avec les patrons mineurs pour le paiement de l'indemnité de route; l'Audience de Charcas reconnaît que les corrégidors des villages indiens mettent l'argent des frais de route dans leur poche et l'abus est tellement invétéré que les magistrats n'osent disposer que pour l'avenir et ne veulent pas donner à leur décision un effet rétroactif<sup>3</sup>.

Une fois les Indiens arrivés à la mine, les patrons mineurs les prennent à leur service; on a donc enlevé des hommes à leur famille et à leur terre pour en faire des ouvriers et des domestiques au service de particuliers; on n'a pas même l'excuse de dire qu'ils travaillent pour la nation<sup>4</sup>.

Les *mitayos* se plaignent d'être volés, battus et emprisonnés arbitrairement<sup>5</sup>. Si dure que soit leur condition, ils ne se plaindraient pas si on leur payait ce qui leur est dû<sup>6</sup>. On cite des faits monstrueux. Un chef de chantier a vendu ses *mitayos* à

1. Arch. des Indes, armoire CXXI, rayon 4, liasse 2. — 7 février 1771.

2. Id., armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 8 juin 1771.

3. Id., armoire CXXI, rayon 7, liasse 8. — 1755.

4. Id., ibid. — 1755.

5. Id., armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 21 août 1769.

6. Id., ibid. — 8 juin 1771.

une tierce personne. A la mine de Peñarrubia, on impose aux Indiens des tâches tellement lourdes qu'ils ne peuvent s'en acquitter, même en se faisant aider de leurs femmes et de leurs enfants. Ils ont à extraire de trente à soixante *topos* de minerai par jour suivant la profondeur de la mine. Ils sont traités avec une si révoltante cruauté que beaucoup se sont enfuis. On a alors arrêté le capitaine de *mita* avec tous les siens, il a été condamné à payer une grosse amende en compensation du travail des fugitifs; on l'a autorisé à se rendre chez lui pour chercher l'argent, mais sa femme est restée en gage et, quand il est revenu, on a refusé de lui payer son traitement pendant le temps de son absence. Quelques-uns des *mitayos* marrons ont été repris; l'un d'eux a dit pour se justifier que trois de ses enfants étaient morts au travail. Aucun Indien n'a reçu ses frais de route; quand ils les ont réclamés, on leur a répondu qu'on les paierait en une fois, à l'expiration de leurs deux ans de service. On met les fugitifs à l'amende de 3 pesos pour chaque semaine qui restait à courir jusqu'à leur libération. L'un d'eux est taxé à 21 pesos, un autre à 24 pesos, et il avait déjà payé 102 pesos à son chef de chantier pour obtenir d'être exempté de travail<sup>1</sup>.

Le mal est tellement grand que le roi ordonne au vice-roi du Pérou d'y porter remède<sup>2</sup>; mais les plaintes sont aussi anciennes que la *mita* elle-même. On ne peut se faire une idée de l'aspect que présentent les villages au moment du départ des *mitayos*. Ce ne sont partout que violences contre ceux qu'on enlève à leurs familles, extorsions à ceux qu'on libère pour de l'argent. Les maîtres mineurs exemptent moyennant finances qui ils veulent, gardent pour eux la moitié de la somme et avec l'autre moitié louent des Indiens libres qui font la besogne. Beaucoup de *mitayos* périssent. Et l'abus est si ancien, si enraciné que le roi seul peut essayer de le combattre; si le vice-roi osait le tenter, les cris des mineurs monteraient jusqu'au ciel<sup>3</sup>.

Le 3 août 1796, un ordre royal maintient la *mita*, mais défend d'augmenter le nombre des *mitayos*; et les ennemis

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 1771-1772.

2. Cédule royale du 14 mars 1773.

3. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 1773.

de l'institution considèrent cette ordonnance comme un succès, puisque le mal ne grandit pas<sup>1</sup>.

Aussitôt des protestations s'élèvent. Le marquis de Casa Palacios, propriétaire de mines à Potosi, s'indigne de voir son fondé de pouvoirs consentir un rabais de 30 pesos par semaine au nouvel adjudicataire de l'exploitation ; il se plaint que toutes les mines voisines aient baissé de valeur et que l'administration n'ait rien fait pour s'y opposer. Il prétend que la récente rébellion de la province de Chayanta n'est qu'une invention du président de l'Audience de Charcas et de l'évêque de Buenos-Ayres. Il ne voit, il ne veut voir qu'une chose, c'est que sa mine ne lui rapporte plus ce qu'elle lui rapportait autrefois.

La *mita* trouve un défenseur fougueux dans la personne de Francisco de Paula Sanz, qui la déclare indispensable. Au beau temps des mines, 15,000 Indiens y travaillaient ; aujourd'hui, il n'y en a plus que 2,000, parmi lesquels on ne compte pas toujours 700 travailleurs effectifs, il y a des désertions, voilà pourquoi le rendement est en baisse. Les adversaires de la *mita* demandent que le nombre des *mitayos* ne soit pas augmenté ; c'est absurde, c'est aller contre les intérêts du roi, contre les intérêts des Indiens eux-mêmes, victimes des extorsions de leurs caciques, victimes aussi de leurs curés, qui s'en font des domestiques et multiplient sans raison les fêtes chômées<sup>2</sup>.

A côté des protestations intéressées de la routine, commencent à se faire entendre les énergiques réclamations des partisans de la liberté. Le protecteur des Indiens, Victoriano de Villarias, retrouve, pour flétrir l'odieux système, l'éloquence de Barthélemy de Las Casas. Est-il juste d'arracher des Indiens à leurs foyers pour les condamner aux travaux forcés des mines, sans qu'ils aient commis aucun délit ? Et si la nécessité inéluctable est invoquée, pourquoi les faire travailler à des mines complètement épuisées ? Est-il juste de les envoyer à des centaines de lieues de leur pays, quand il y a, dans leur pays même, des mines d'argent plus abondantes ? Chaque mineur de Potosi reçoit quarante à cinquante Indiens qui se rachètent moyennant 52 pesos chacun et rentrent chez eux sans avoir travaillé ; peut-on invoquer dans ce cas l'intérêt public ? Pourquoi les *mitayos* ne touchent-ils pas le même salaire que les travailleurs libres ? Pour-

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 3 août 1796.

2. Id., ibid. — 1798.



quoi ne leur paie-t-on leurs frais de route qu'à partir de la frontière de leur province? Pourquoi, lorsqu'ils travaillent la nuit, ne leur donne-t-on de lumière que pour la moitié de la nuit et les force-t-on à s'éclairer à leurs frais pendant la seconde moitié? Est-il juste de demander à l'ouvrier du fond le même nombre d'arrobes de minerai qu'à l'ouvrier de la surface et de le forcer à travailler les jours de repos, s'il n'a pas accompli sa tâche<sup>1</sup>? Le véhément plaidoyer paraît avoir fait impression au Conseil des Indes, une information fut demandée à l'Audience de Charcas et le Conseil sembla indiquer que la suppression de la *mita* serait désirable<sup>2</sup>.

Les Indiens cherchaient par tous les moyens à échapper à la tyrannie qui pesait sur eux et à se venger de leurs persécuteurs. Les mines du haut Pérou étaient infestées de voleurs de métal. On les appelait *cacchas* à Potosi, *ucos* à Iruro, d'autres noms encore dans les différentes mines. Ils profitaient des jours de fête où les mines étaient désertes et mal gardées pour s'y introduire et pour y voler. Presque tous les *mitayos* étaient voleurs, et les Indiens libres qui travaillaient à la journée volaient avec des ruses extraordinaires et un aplomb indicible. Les magistrats pensaient qu'il eût été fort impolitique de chercher à sévir contre ces voleurs. Les gens des mines, travaillant dans des endroits très éloignés des ports et des garnisons, s'étaient arrogé des libertés auxquelles il eût été extrêmement dangereux de toucher. Si quelque corrégidor et le surintendant lui-même s'avisait d'aller au Cerro de Potosi pour arrêter les *cacchas*, ils étaient accueillis à coups de pierres, moqués, bafoués, insultés et poursuivis jusque sur les places de la ville; on sonnait les cloches des églises pour amener le peuple contre eux. Aussi le vice-roi n'avait-il jamais voulu entendre parler de poursuites contre les voleurs de métaux. Cependant, à la suite d'un meurtre commis par un larron, le coupable avait subi la peine capitale et l'ordre s'était un peu rétabli (1752-1758), mais on pouvait se demander en conscience si le vol de métaux devait être puni. Le gouvernement tolérait cet abus depuis des siècles, les *cacchas* se confessaient tous les ans, faisaient de larges aumônes aux églises, aux couvents et aux ecclésiastiques... Après tout, les voleurs pouvaient invoquer bien des circonstances atténuantes! En

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 25 février 1799.

2. Id., ibid.

1758, un alcade mayor des mines voulut faire du zèle et vint, à neuf heures du soir, faire une ronde dans les huttes les plus éloignées pour arrêter un Indien voleur de métaux. C'était la veille de la Saint-Pierre. Tous les Indiens étaient ivres, ils sortirent de leurs huttes et lapidèrent le magistrat. Cependant, mainforte resta à l'autorité, les gens de justice saisirent leur prisonnier, le traînèrent par terre, tirèrent sur lui et le laissèrent mort sur la place, au milieu de la population au comble de la fureur. Le narrateur anonyme qui rapporte le fait blâme le magistrat d'avoir ainsi troublé l'ordre du public et déclare qu'il est honteux pour un juge d'agir ainsi<sup>1</sup>. La loi était tyrannique, les Indiens lui répondaient par le vol; on n'y pouvait rien.

*La mine d'argent de Potosi.* — Ce qu'était pour le Pérou la mine de mercure de Huancavelica, la mine d'argent de Potosi, dans la présidence de Charcas, l'était pour la vice-royauté de la Plata. Le Cerro de Potosi renfermait la source de métal précieux qui devait se déverser dans les caisses du roi d'Espagne; sur ce point précis convergeaient toutes les sollicitudes et toutes les espérances. Par l'état dans lequel était tombée cette mine fameuse, on pourra juger de la négligence, de l'inertie des fonctionnaires et de l'ignorance des mineurs.

Il faut attendre jusqu'en 1789 pour trouver un marché établi à Potosi; avant cette date on n'y voyait que des revendeurs<sup>2</sup>.

Un rapport daté du 12 mai 1791 décrit dans une langue très technique l'état des travaux dans la mine exploitée par le capitaine Pedro Antonio de Azcarate, régidor de l'illustre municipalité de Potosi. L'administrateur, Josef Andres de Suleta, constate que les puits exigés par la loi (*los pozos de ordenanza*) n'existent plus depuis longtemps; on travaille par étages, les uns au-dessus des autres à 300, 400, 600 varas de l'orifice des galeries. Les plafonds sont soutenus par des piliers ou des arcs de pierres sèches; un grand éboulement, qui s'est produit naguère, a été consolidé de la même façon. Au chantier de Sojo, Marcelino Ramirez est contremaître et possède tout ce qu'il faut pour le travail. Ses *mitayos* sont originaires de Callana, de Quellacollo et d'Anachis, dans la province de Chayanta; ses surveillants (*curacas*) se nomment Nicolas Mamani, Gregorio Sanaamani et Josef Guanca. Ils ont sous leurs ordres douze Indiens

1. Arch. des Indes, armoire CXXI, rayon 7, liasse 8. — 1758.

2. Id., armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 1789.

pour le travail à la pioche et trente-six Indiens pour l'enlèvement du minerai. Ces derniers doivent fournir trente caisses de minerai par jour. Les Indiens du Carmen, journaliers libres, ne doivent que vingt-cinq caisses pour une paye de six réaux. Les caisses doivent avoir une longueur de trois quarts de vara et une largeur d'une demi-vara; les contrôleurs portent ces mesures inscrites sur les cannes. Le poids de la caisse pleine atteint deux arrobes. Les *barreteros* et les *brociris* sont payés à la tâche et gagnent de cinq à sept réaux par jour. Les *palliris* sont payés à raison d'un peso par *ayllo* de paillettes recueillies. Le rendement de la mine est très variable. Au Carmen, Alexandro Guzman, contremaître, n'a sous ses ordres que des journaliers libres. Au Barreno de Animas, on travaille à seize pieds de profondeur, on récolte peu de métal, faute de *mitayos* et parce que l'on manque d'eau. Ce chantier est très en retard<sup>1</sup>.

On voit par ces détails combien l'exploitation était mal entendue et quelle routine y présidait. Le Conseil des Indes envoya en Amérique un spécialiste allemand, dont il a déjà été question plus haut, le baron de Nordenflicht, qui inspecta la mine de Potosi avec divers autres minéralogistes allemands et soumit son rapport à l'intendant Francisco Sanz et aux vice-rois du Pérou et de Buenos-Ayres<sup>2</sup>.

Le 30 juillet 1790, une grande commission composée du surintendant, du capitaine de *mita*, des juges contrôleurs, du défenseur du Trésor royal, des députés de l'illustre corporation des marchands de mercure et du baron de Nordenflicht visita en détail les mines du Cerro Rico et de la plaine. Le rapport de l'intendant débute par quelques considérations sur la *mita*. Elle n'a pas été instituée pour l'avantage des marchands de mercure (*azogueros*)<sup>3</sup>, mais pour le service du roi. L'intendant a voulu savoir si les *mitayos* sont bien traités, s'ils sont régulièrement payés en argent. Il n'admet pas qu'ils se fassent exonérer du travail moyennant finance. Il veut connaître l'organisation générale de la mine, il demande qu'on en dresse le plan et qu'on lui dise quelle est, chaque semaine, la quantité du métal extrait, à com-

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 12 mai 1791.

2. Id., ibid. — 1788-1793.

3. On traitait les minerais d'argent en les amalgamant avec du mercure, que l'on distillait ensuite; les marchands de mercure constitués en association et pourvus d'un monopole étaient donc les maîtres de l'industrie minière, on les voit représentés à la commission du 30 juillet 1790.

bien revient le transport, quels sont les salaires des *mitayos* et des ouvriers libres. Il ordonne une inspection du souterrain creusé au XVII<sup>e</sup> siècle et de la fouille nouvellement ouverte. Il constate que les travaux ont été conduits sans méthode et sans direction. Comme on prétend que le métal abonde surtout dans la partie haute du Cerro, on gratte le plafond des galeries jusqu'à faire crouler les étages supérieurs. Les patrons mineurs ne suivent aucune règle. Pour jouir des privilèges attachés à ce titre, beaucoup de gens achètent des chantiers et les laissent vides faute d'avoir le moyen de les exploiter. On cite un adjudicataire qui loue son chantier 130 pesos par semaine. Certains chantiers ont des *mitayos*, d'autres n'en ont pas, et il est de règle que ces chantiers ne soient jamais inspectés. On compte dans toute la mine 171 galeries, de neuf varas de largeur maxima, mesurant un développement total de 19,831 varas. Les travaux ont été mal exécutés; l'insécurité est complète. Le *mitayo* doit être payé à raison de quatre réaux par jour (cédule royale du 22 octobre 1732), mais on l'accable de tâches supplémentaires, on l'oblige à travailler la nuit pour parfaire le nombre de caisses de minerai qu'il doit fournir. Celui qui ne fournit pas le rendement voulu est mis à l'amende. A la fin de chaque semaine, on lui retient quatre réaux, la paye d'une journée entière, et il perd cette somme si, pendant sa semaine de repos, il ne vient pas compléter le nombre de caisses qu'il devait fournir. L'ouvrier libre gagne six réaux et n'est astreint qu'aux deux tiers de la tâche du *mitayo*.

La mine donne chaque année 21,112 caisses de minerai, 40,000 avec les menus déblais; son rendement a beaucoup baissé et il a fallu diminuer les salaires des ouvriers. C'est une illégalité, mais personne ne se soucie de la loi. Beaucoup de patrons mineurs ne savent ni lire ni écrire et flattent les marchands de mercure aussi basement que peuvent le faire des gens adonnés à l'oisiveté, au mensonge et au vol<sup>1</sup>.

Le baron de Nordenflicht remarqua probablement tout ce qu'avait noté le surintendant; mais il se borna dans son rapport à recommander l'emploi des machines allemandes qui devaient, suivant lui, augmenter dans de grandes proportions le rendement de la mine. Le gouverneur convoqua les *azogueros* en réunion générale et leur proposa de faire construire à frais com-

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 30 juillet 1990.



muns une machine allemande, comme celle dont parlait le baron. Personne ne fit opposition au projet. Nordenflicht dessina le plan de la machine et l'Allemand Weber l'exécuta<sup>1</sup>.

Cette machine consistait essentiellement en une série de barattes (*barriles*) que l'on pouvait faire tourner sur elles-mêmes à l'aide d'une chute d'eau. On mettait dans chaque baratte douze quintaux et demi de minerai en poudre (*harina*), sept arrobes huit livres de sel, une arrobe quinze livres de couperose et l'eau nécessaire pour faire du tout une masse liquide. On faisait tourner les barattes pour en bien mouiller tous les joints et les rendre parfaitement étanches. Au bout de trois heures, on versait dans chaque baratte 400 livres de mercure et l'on faisait encore tourner les barattes pendant trois heures. Au bout de ce temps, six barattes devaient fournir un gâteau d'amalgame d'argent de vingt-trois livres, qui rendait après l'affinage un lingot du poids de sept mares cinq onces. Le titre en était, à la vérité, un peu inférieur au titre légal, mais on attribua ce défaut à divers incidents qui avaient marqué la première expérience. Les barattes n'avaient pas tourné exactement huit heures, l'eau qui les faisait mouvoir ayant gelé par le froid excessif de la nuit<sup>2</sup>.

De nouvelles expériences, entreprises le mois suivant, donnèrent d'excellents résultats. Le 30 septembre 1790, le vice-roi de Buenos-Ayres donnait au Conseil des Indes des chiffres prestigieux : 18 % de rendement moyen en plus, pour les mines ordinaires, 50 % dans les mines riches, économie de temps considérable, économie de mercure de 200 %<sup>3</sup>. En 1792, l'enthousiasme n'a point fléchi. La machine Nordenflicht a traité en six jours trente-six caissons de minerai, qu'il eût fallu quatre semaines pour traiter d'après l'ancienne méthode<sup>4</sup>.

On ne sera pas étonné d'apprendre que l'emploi des nouvelles machines ait rencontré les plus fortes oppositions et que les partisans de la routine aient mis tout en œuvre pour les faire échouer. Les hommes hardis qui avaient favorisé l'entreprise se prenaient naïvement pour de petits héros. Deux *azogueros*, Juan Bautista Jaurégui et Louis de Orneta, réclamaient pour récompense de leur zèle intelligent un droit de préférence dans la répartition des *mitayos*, un nouveau crédit sur la Banque

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 1<sup>er</sup> août 1790.

2. Id., ibid. — 16 juin 1790.

3. Id., ibid. — 30 septembre 1790.

4. Id., ibid. — 24 octobre 1792.

royale et « une des distinctions honorifiques par lesquelles S. M. sait reconnaître les services de ses sujets les plus méritants ». Le bon Charles IV leur fit donner par Godoy la croix de Charles III, ce qui était évidemment exagéré<sup>1</sup>.

Le surintendant Francisco Sanz fut moins bien partagé. Le roi avait paru d'abord très content de sa conduite et lui avait fait demander ce qu'il désirait comme récompense<sup>2</sup>. Sanz avait fait répondre au roi par la municipalité de Potosi, qui dépassa la mesure de la louange : « Sanz, attaqué de fièvres putrides, avait failli perdre la vie. Toute la ville avait été plongée dans la tristesse. Quoique ce fût en temps de carnaval, les habitants n'avaient pas songé à se divertir, la municipalité avait supprimé les courses de taureaux, les églises s'étaient remplies de fidèles, des prières publiques avaient été dites pour le salut de l'intendant. Perdre un magistrat si zélé serait la ruine du pays, mais si le roi lui donnait la vice-royauté de Buenos-Ayres, les gens de Potosi auraient la consolation de rester ses administrés<sup>3</sup>. » Le roi estima la récompense demandée excessive et se contenta d'accorder à Sanz les honneurs de conseiller au Conseil des Indes<sup>4</sup>.

*Législation minière.* — Les abus monstrueux que les plus clairvoyants pouvaient constater dans le service des mines excitaient, de temps à autre, le zèle d'un fonctionnaire ; il rédigeait un projet, qui allait rejoindre les projets de ses devanciers dans les archives du Conseil et n'en sortait plus.

En 1786, Francisco Sanz, intendant de Buenos-Ayres, dont nous venons de parler, songeait à instituer à Potosi un tribunal des mines, semblable à celui de Mexico, et recommandait son dessein à l'intendant de Potosi, Juan de Pino Manrique<sup>5</sup>. Celui-ci répondit qu'il ne croyait nullement à l'utilité des plans proposés et ne voyait rien à changer à la législation des mines<sup>6</sup>. Cependant, pour faire preuve de bonne volonté, il promettait d'envoyer à son collègue quelques renseignements sur le tribunal projeté. Tous comptes faits, le tribunal devait coûter annuellement 10,300 pesos

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayou 1, liasse 4. — 24 octobre 1792.

2. Id., ibid. — 3 juin 1791.

3. Id., ibid. — 25 décembre 1791.

4. Id., ibid. — 17 décembre 1792.

5. Id., ibid. — 7 septembre 1786.

6. Id., ibid. — 16 juin 1786.

et le collège qui y serait adjoint 8,450 pesos<sup>1</sup>. Si le roi voulait en faire les frais, Pino semblait dire qu'il en était bien le maître.

L'assesseur Pedro Vicente Cañete se montra plus zélé que l'intendant; il dressa tout un plan de réforme des lois sur les mines, il devint à Potosi le spécialiste en la matière, l'homme savant et profond qui devait tout remettre en bon état. La corporation des marchands de mercure demanda énergiquement son maintien à Potosi, à l'expiration de son mandat quinquennal<sup>2</sup>. Mais lorsque Cañete eut publié son *Histoire physique et politique de Potosi*, où il attaquait les abus connus de tout le monde, la fureur des *azogueros* ne connut plus de bornes. Les abus dont Cañete se plaignait n'existaient plus. « Si leur existence, au temps jadis

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4. — 1787.

Plan de los ministros y subalternos de que devera componerse el Real tribunal general de Minería de esta villa (de Potosi) sus sueldos y los que han de considerarse a los empleados en el Colegio de enseñanza que igualmente ha de establecerse en esta capital.

*Tribunal.*

Administrador general,	2,500 pesos.
Director general,	1,800 —
Primer diputado general,	1,500 —
Segundo,	1,500 —
Asesor,	500 —
Secretario,	1,000 —
Oficial de la secretaria,	600 —
Portero,	400 —
Agente,	500 —

Total : 10,300 pesos.

*Colegio.*

Rector,	800 pesos.
Capellan, vice-rector,	500 —
Profesor de matemáticas,	1,200 —
Profesor de química,	1,200 —
Doze alumnos à 250 pesos,	3,000 —
Portero,	150 —
Dos criados,	600 —
Cocinero,	200 —
Medico, cirujano y barbero,	800 —

Total : 8,450 pesos.

*Tribunal,  
Colegio,*

10,300 pesos.  
8,450 —

Total : 18,750 pesos.

2. Id., ibid. — 2 octobre 1792.

trop certaine, eût pu disculper la véhémence d'un écrivain étranger, jamais un Espagnol, renseigné par le témoignage de ses propres yeux, n'aurait dû attaquer des lois qu'il était tenu de respecter et qui ont organisé, comme indispensables à la félicité publique, l'exploitation des mines et l'affinage des métaux précieux. De semblables excès de langage remontaient jusqu'au gouvernement, puisque c'est lui qui tolérait les abus contre lesquels on menait campagne<sup>1</sup>. »

Malgré les cris des *azogueros* ameutés contre lui, Cañete persévéra dans ses projets, il tint compte des critiques qui lui étaient faites, il demanda instamment à retourner en Espagne pour y défendre son œuvre<sup>2</sup>. — S'il avait été admis à visiter les archives du Conseil des Indes, il y eût trouvé un carton avec cette indication : « Pour le jour où l'on s'occupera des affaires de Potosi<sup>3</sup>. » Et il eût compris, sans doute, que ce jour ne devait jamais venir.

#### CONCLUSION.

De tous les petits faits que nous avons cités se dégage-t-il quelque impression générale, quelque idée plus claire de ce que fut à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle la domination espagnole aux Indes? Il nous semble que oui.

La première constatation qui se présente à l'esprit est que les cadres généraux des futures nations hispano-américaines sont déjà tracés et, en partie, remplis. Cuba, la Nouvelle-Espagne, Guatémala, la Nouvelle-Grenade, Caracas, le Pérou, le Chili, Buenos-Ayres existent déjà. Le royaume de Quito, indécis entre la Nouvelle-Grenade et le Pérou, s'essaie à l'autonomie. La présidence de Charcas ne tient que par un fil à la vice-royauté de Buenos-Ayres et deviendra bientôt indépendante, sous le nom de Bolivie. Les missions du Paraguay et la Bande orientale sont les dépendances administratives de la vice-royauté de la Plata, mais ont leurs intérêts propres, leur physionomie à part et tendent chacune de son côté à l'indépendance.

Les colonies espagnoles sont bien loin d'offrir toutes le même degré de civilisation et de richesse.

1. Arch. des Indes, armoire CXXII, rayon 1, liasse 4.

2. Id., *ibid.* — 1798.

3. Id., *ibid.* — 1798-1799. — *Para quando se trate de todo lo expediente de Potosi.*



Terre du sucre et du tabac, poste avancé de l'Espagne dans la mer des Antilles, Cuba constitue une colonie tropicale, où la main-d'œuvre noire est une nécessité. La population blanche, formée de propriétaires, de fonctionnaires et de soldats, défend le pays contre les attaques du dehors, administre la justice, fournit les capitaux pour l'exploitation, mais ne produit pas et vit de l'indolente vie des créoles.

La Nouvelle-Espagne est la perle des Indes espagnoles. C'est à la fois une colonie d'exploitation et une colonie de peuplement. Elle a la richesse agricole et la richesse minière. La population indigène subsiste en grande partie à côté de l'immigration blanche et lui fournit des travailleurs à bon marché. La vitalité de la colonie s'affirme par l'occupation du Texas et du Nouveau-Mexique, par l'établissement des missions franciscaines en Californie.

Guatémala, la Nouvelle-Grenade forment le groupe des colonies dormantes. La population blanche est trop faible, le climat trop ardent, l'Indien trop mou. La vie paraît alanguie et non-chalante, — sauf en un point : la région de l'isthme, où se fait la soudure entre l'Amérique et l'Europe, où l'Espagne envoie ses marchandises et où le Pérou vient les chercher. Le problème de la communication interocéanique est déjà posé ; mais ni l'état de la science ni les ressources économiques de l'Espagne ne permettent encore de lui donner la solution qu'il a reçue au *xx<sup>e</sup>* siècle.

Le Pérou est, comme la Nouvelle-Espagne, une ancienne et riche colonie, mais l'éloignement de la métropole, la difficulté et la rareté des communications, l'isolement presque complet dans lequel vit le pays ont donné au Pérou la physionomie d'un petit monde fermé, réfractaire à toute influence extérieure, très attaché à ses mœurs, à ses abus. Ces caractères se retrouvent dans le haut Pérou, ou présidence de Charcas, la partie la plus sauvage peut-être de tout l'Empire espagnol.

Au Chili, l'élément européen, encore peu nombreux, se trouve en présence de populations indiennes belliqueuses, qui lui rendent la vie difficile, mais qui l'obligent à se montrer énergique et combatif. Le climat, favorable au développement de la race blanche, fait du Chili une colonie d'avenir, qui trouvera dans l'industrie pastorale et dans la pêche les premiers éléments de sa richesse future.

La vice-royauté de la Plata, composée de régions disparates, ne fait que de naître, mais un peuple actif et hardi s'organise dans les grands pâturages à l'ouest et au sud de Buenos-Ayres. La route transandine s'ébauche, la colonisation de la Patagonie est amorcée.

La politique laïque de Charles III a détruit les missions du Paraguay, des Mojos et des Chiquitos, sans parvenir à y remplacer l'élément monastique.

La Bande orientale, menacée au nord par le Brésil, se plaint de ne pas trouver à Buenos-Ayres l'appui dont elle aurait besoin et nourrit déjà des aspirations séparatistes.

Dans tous ces pays, il y a guerre latente et incessante entre les différents éléments de la population. Les Espagnols d'Espagne s'arrogent la suprématie et entendent la conserver à jamais. Les créoles les jalouent et en médisent. Les noirs esclaves travaillent sous le fouet des commandeurs, moins malheureux peut-être sous le joug espagnol que sous la dure autorité des colons anglais, français ou portugais. Les populations indiennes, ravagées par la petite vérole, la syphilis et l'alcoolisme, croupissent dans la superstition et l'ignorance, réduites à la condition de tributaires, mais l'Espagne leur a laissé la liberté personnelle et ne les a point détruites. Indiens, nègres et Européens se mélangent sans frein ni vergogne et de ces unions de hasard est né l'immense peuple des mulâtres et des métis, repoussé et honni par tous, méprisé et méprisable, mais astucieux et jaloux, qui commence à se pousser dans la vie et à prendre sa place dans cette société composite, encore fortement hiérarchisée et déjà parcourue par des courants révolutionnaires.

La civilisation espagnole est avant tout urbaine. L'Amérique possède quelques cités magnifiques, d'un aspect tout européen : La Havane, Mexico, Santa-Fé, Lima, Quito, Cuzco, où se révèlent les premiers symptômes de la vie intellectuelle et où se fomentent l'esprit particulariste, première forme de l'esprit d'indépendance. Le Mexique possède un art national, à la fois riche et pittoresque, dans lequel persistent les plus anciennes traditions de l'art aztèque.

Hors des villes, le pays vit à l'état barbare et dans certaines contrées à l'état presque sauvage.

Les Indes manquent d'autonomie, d'initiative industrielle, de liberté commerciale et de culture, et toutes ces lacunes pro-

viennent de l'idée même que se fait la métropole de ses rapports avec ses colonies.

La métropole se considère comme investie d'une autorité absolue sur ses Indes. Elle les aime à sa manière, qui est la manière despotique d'autrefois ; elle les tient dans sa mouvance, elle surveille leur conduite et leurs relations, comme une mère castillane vigilante surveille ses filles. Elle leur prêche une excellente morale, mais leur refuse tout droit à la libre discussion. Elle les fournit de tout ce qui leur est nécessaire, mais leur impose ses goûts et ses prix. Elle leur permet quelques distractions, mais de son choix, et avec les gens qu'elle agrée. Elle trouve les choses si bien arrangées ainsi qu'elle n'entrevoit aucun progrès désirable. Établir la paix, et la paix une fois établie ne plus la troubler, voilà la politique d'inertie, la politique de couvent que suit l'Espagne et dont le goût lui vient de son éducation séculaire, de ses préjugés aristocratiques et religieux : *siempre el viejo fu el mejor*.

Le gouvernement des Indes est à Madrid. Il réside tout entier dans le royal et suprême Conseil des Indes, très sage assemblée, formée de magistrats instruits, expérimentés et prudents, mais absolument dépourvus du sens de la vie et ennemis nés de toute nouveauté.

Les Indes devant être les clientes de l'Espagne, toute industrie y est interdite, ou si la nécessité inéluctable oblige l'administration à se départir quelque peu de sa rigueur, l'industrie rudimentaire de l'Amérique est jalousement surveillée et ses progrès sont contrecarrés par les mesures les plus jalouses et les plus sévères.

Les Indes étant la propriété exclusive de l'Espagne, l'étranger en est exclu ; il y introduirait les produits de son industrie et surtout les idées subversives, dont on ne veut à aucun prix. Cette exclusion, facile à maintenir au *xvi<sup>e</sup>* siècle, déjà plus malaisé au *xvii<sup>e</sup>*, devient impossible au *xviii<sup>e</sup>* siècle devant la poussée des nations maritimes comme la France, l'Angleterre et les États-Unis. Français et Anglais ne peuvent plus admettre qu'on leur ferme l'accès de tous les ports espagnols, qu'on les soumette, même en cas d'avaries majeures, aux formalités les plus arbitraires et les plus vexatoires. Ils demandent à commercer librement avec les Indes, et l'Espagne s'entête à leur dénier ce droit. Peu de causes ont contribué plus puissamment que celle-ci à la ruine de l'Empire espagnol. La liberté commerciale eût peut-être

fini par entraîner sa disparition, mais aurait certainement prolongé sa durée.

Enfin la méfiance invétérée du Gouvernement et de l'Eglise à l'encontre des idées a conduit l'Espagne à négliger à peu près complètement l'instruction de ses sujets et cette prodigieuse lacune est un des griefs les plus légitimes des colons contre la métropole ; mais il n'est que juste de le faire observer, les obstacles à la culture intellectuelle sont venus beaucoup plus de la nonchalance des autorités américaines que du gouvernement espagnol lui-même. Le roi recommande sans cesse l'érection d'écoles castillanes dans tous les villages et n'est pas obéi. Le Nouveau-Monde ne s'est pas instruit non précisément parce que l'Espagne ne l'a pas voulu, mais parce qu'elle n'a pas su lui envoyer assez de sujets distingués pour faire naître aux Indes le goût de la culture scientifique ; on ne peut donner aux autres ce que l'on a perdu soi-même.

Le gouvernement espagnol s'est développé sur un plan suranné et routinier ; la distance et la lenteur des communications ont paralysé ses bonnes intentions, mais il a donné à l'Amérique deux siècles de paix, pendant lesquels la colonisation européenne a pu prendre racine sur le Nouveau-Continent, et c'est toujours sur greffe espagnole que se développe l'arbre de la civilisation de l'Amérique latine.

G. DESDEVICES DU DEZERT.

---



## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### ÉTUDES CRITIQUES

SUR

### L'HISTOIRE DE CHARLEMAGNE<sup>1</sup>

---

#### III.

##### EINHARD HISTORIEN DE CHARLEMAGNE.

Le nom d'Einhard domine toute l'historiographie du temps de Charlemagne. Sa *Vita Karoli*<sup>2</sup>, après avoir joui pendant une grande partie du moyen âge d'une célébrité presque sans pareille, est aujourd'hui encore considérée par la plupart des historiens comme le document qui nous fait le mieux connaître l'empereur franc et nous permet le mieux de comprendre l'histoire générale de son règne.

Mais Einhard y a passé si rapidement sur des faits dont son récit suppose cependant une connaissance approfondie qu'on n'a pu se résoudre à admettre qu'il n'ait pas pris une part active à la composition de quelques-uns des ouvrages où ces faits ont été exposés en détail. Son nom s'est ainsi trouvé mêlé de bonne heure aux hypothèses qu'a provoquées le mystérieux anonymat du plus considérable de tous, les *Annales royales*, et on lui a successivement attribué, d'abord toute la partie de ces annales qui est relative aux années 801-829, ou du moins une fraction notable de ce récit<sup>3</sup>, puis

1. Les précédentes études ont paru dans la *Revue historique*, t. CXXIV, p. 52-64, et t. CXXV, p. 287-330.

2. La dernière édition vraiment critique est celle de Holder-Egger, *Einhardi Vita Karoli Magni*, dans la collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum* (Hanovre et Leipzig, 1911, in-8°). — Sur l'édition publiée depuis lors par MM. Garrod et Mowat (*Einhard's Life of Charlemagne*, Oxford, 1915, in-16), voir *Revue historique*, t. CXXI (1916), p. 316-317.

3. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze (collection des *Scriptores, in usum scholarum*, 1895, in-8°), p. 114-178. — On trouvera toutes les indications biblio-

le remaniement du texte relatif aux années antérieures — qui, sous cette forme, a été plus particulièrement qualifié d'« Annales d'Einhard<sup>1</sup> ».

On ne s'en est pas tenu là : on lui a fait encore honneur d'ouvrages moins développés, tels que les *Annales de Fulda*, dont tout le début (jusqu'à l'année 838) est, dit-on, de sa main<sup>2</sup>, et les *Annales de Sithiu*, qui sont proches parentes de celles de Fulda<sup>3</sup>. On a cité aussi comme étant d'Einhard un traité sur la Saxe et ses habitants : *De adventu, moribus et superstitione Saxonum*, dont nous ne posséderions plus qu'un court fragment<sup>4</sup>. Enfin, dans la riche galerie de « textes perdus » qu'il a imaginée au cours de ses recherches sur les annales carolingiennes<sup>5</sup>, M. Kurze n'a eu garde d'oublier le biographe de Charlemagne, et il affirme<sup>6</sup> que, sans de regrettables destructions, nous pourrions lire encore les deux recueils annalistiques qu'il rédigea à l'intention des monastères de Seligstadt et de Saint-Pierre-au-Mont-Blandin<sup>7</sup>. Bref, on s'est forgé du personnage même d'Einhard une idée telle que, pour un peu, on en arriverait à lui faire endosser la paternité de toutes les œuvres historiques, importantes ou secondaires, écloses — ou qui auraient pu éclore — de son temps.

Nous nous proposons d'établir non seulement que toutes ces hypothèses sont dénuées de fondement, mais qu'on semble même avoir jusqu'ici beaucoup exagéré l'importance du témoignage d'Einhard comme historien de Charlemagne.

graphiques utiles dans G. Monod, *Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne* (1898), p. 155 et suiv., et Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. I, 7<sup>e</sup> éd. revue par E. Dümmler (Stuttgart et Berlin, 1904), p. 210 et suiv.

1. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 3-115. Cf. G. Monod, *op. cit.*, p. 144, et Wattenbach, *loc. cit.*

2. *Annales Fuldenses*, éd. Kurze, dans la collection des *Scriptores in usum scholarum* (Hanovre, 1891, in-8<sup>o</sup>). Voir la préface de M. Kurze; Wattenbach, *op. cit.*, p. 244-248; Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I (Munich, 1911, in-8<sup>o</sup>), p. 673-675.

3. Publiées par Waitz, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XIII, p. 34-38. — Sur l'attribution à Einhard, voir Kurze, *Die karolingischen Annalen bis zum Tode Einhards* (Berlin, 1913, in-8<sup>o</sup>, extr. du *Jahresbericht des königl. Luisengymnasiums zu Berlin*, 1913), p. 44.

4. Voir, en dernier lieu, Manitius, *op. cit.*, t. I, p. 645.

5. Cf. l'étude précédente sur les « petites annales ».

6. Kurze, *Die karolingischen Annalen bis zum Tode Einhards*, p. 44.

7. Nous ne parlons ici, bien entendu, ni de la correspondance d'Einhard ni de son livre sur la translation des saints Marcellin et Pierre, qui n'ont rien à voir avec l'histoire de Charlemagne.

Qu'Einhard ne soit pour rien dans la composition des diverses annales citées plus haut, il est facile de le prouver.

Nous laisserons de côté les Annales de Seligenstadt et celles de Saint-Pierre-au-Mont-Blandin, que M. Kurze est seul à connaître<sup>1</sup>; mais il est nécessaire d'examiner attentivement le cas des *Annales de Fulda*, qui, lui, au premier abord, est assez embarrassant. Une copie de ces annales, exécutée à Worms au x<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui conservée à Schletstadt, renferme en effet, en marge de l'année 838, la note suivante, qui a fort intrigué les érudits : « Huc usque Enhardus<sup>2</sup> »; et cette note a été reproduite par quelques-uns des compilateurs qui, plus tard, ont incorporé à leurs ouvrages une partie du texte de Fulda : l'auteur des *Annales d'Iburg*<sup>3</sup>, au xii<sup>e</sup> siècle, le chroniqueur Gobelinus Person<sup>4</sup>, au début du xv<sup>e</sup>, et cent ans après le moine de Kirschgarten auquel on doit une grande chronique de Worms<sup>5</sup> du viii<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle. Comme ces divers compilateurs semblent avoir eu en mains un manuscrit différent de celui de Schletstadt<sup>6</sup>, on admet que la note en question n'est pas due à la fantaisie d'un scribe, mais a une valeur en quelque sorte

1. M. Wibel (*Beiträge zur Kritik der Annales regni Francorum und der Annales q. d. Einhardi*, Strasbourg, 1902, in-8°, p. 281-287) a pris la peine de réfuter ces fantaisies.

2. *Annales Fuldenses*, éd. Kurze, p. 28; et sur le manuscrit de Schletstadt, voir p. viii.

3. *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XVI, p. 436, ann. 839 (fin) : « Hucusque Einhart ».

4. Gobelinus Person, *Cosmidromius*, éd. Max Jansen (Münster, 1900), ann. 838 (fin) : « Hucusque Einhardus scripsit chronica. »

5. Boos, *Quellen zur Geschichte der Stadt Worms*, 3<sup>e</sup> partie (1893), p. 21, ann. 838 (fin) : « Hucusque scripsit Einhardus. »

6. Ce n'est peut-être pas aussi sûr pourtant que le croient MM. Kurze (*Ueber die Annales Fuldenses*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für allere deutsche Geschichtskunde*, t. XVII, p. 105, et *Die karolingischen Annalen bis zum Tode Einhards*, p. 45), Wibel (*op. cit.*, p. 272), Hellmann (*Die Entstehung und Ueberlieferung der Annales Fuldenses*, dans le *Neues Archiv*, t. XXXIII, p. 732-733). C'est à tort, en tout cas, qu'ils veulent rattacher les *Annales d'Iburg* et la chronique de Gobelinus Person à une copie du même type que le manuscrit 3 de l'édition Kurze : les *Annales d'Iburg*, les seules pour lesquelles une comparaison détaillée puisse être faite utilement, se rapprochent tout à tour des manuscrits 1, 2 ou 3. Le classement que M. Kurze a proposé de ces divers manuscrits est, au surplus, lui-même très sujet à caution. M. Hellmann (*loc. cit.*) en a proposé un autre, dont nous n'oserions pas d'ailleurs garantir l'exactitude.

officielle et qu'elle ne saurait viser un autre écrivain que le biographe de Charlemagne.

Il est de fait qu'on ne connaît pas à cette époque de moins de Fulda répondant au nom d'Enhard ou d'Einhard et que le biographe de Charlemagne — d'ailleurs ancien élève de Fulda — était assez célèbre pour qu'on pût, s'il s'agissait de lui, s'abstenir de toute désignation complémentaire. Mais l'indication du manuscrit de Schletstadt acquiert-elle donc un surcroît appréciable de valeur parce qu'elle a figuré, à ce qu'on croit, dans une autre copie, qu'on suppose à son tour, sans preuves décisives, indépendante de ce manuscrit? Que ce soit le scribe du manuscrit de Schletstadt ou celui d'un manuscrit antérieur qui ait pris l'initiative d'attribuer à Einhard, ou à un homonyme, le début des *Annales de Fulda*, il reste à mesurer le degré de créance que mérite son assertion.

Or il suffit de lire le texte même des *Annales* pour se convaincre de l'impossibilité absolue où l'on se trouve d'y voir une œuvre d'Einhard. Jusqu'en 829, elles ne sont qu'une mosaïque de fragments, extraits pour la plupart des *Annales royales*, de la petite *Chronique de Lorsch* et des *Annales de Sithiu*<sup>1</sup>. On n'en doit pas moins remarquer, sous l'année 826, la reproduction de deux longues phrases des *Annales royales* relatives aux reliques de saint Sébastien, transférées en grande pompe de Rome à Saint-Médard de Soissons sur la demande d'Hilduin, abbé de ce lieu, et aux miracles inouïs et innombrables qui, selon l'annaliste, suivirent de près leur arrivée en France<sup>2</sup>. Sous la plume d'Einhard, la transcription de ce passage serait vraiment paradoxale à l'excès : lui, si fier des reliques des saints Marcellin et Pierre, jalousement disputées à ce même Hilduin et dont il venait d'entonner les louanges et de célébrer longuement les mérites dans un ouvrage spécial<sup>3</sup>, lui qui ne devait pas

1. Voir les indications marginales de l'édition Kurze.

2. « Dum haec aguntur, Hildoinus abbas monasterii sancti Dionisii Romam mittens, annuente precibus ejus Eugenio apostolicae sedis tunc praesule, ossa beati martyris Christi Sebastiani accepit et ea apud Suessionum civitatem in basilica sancti Medardi collocavit. Ubi dum adhuc in loco, sicut allata erant, inhumata jacerent, tanta signorum ac prodigiorum multitudo claruit, tanta virtutum vis in omni genere sanitarum per divinam gratiam enituit ut a nullo mortalium eorumdem miraculorum aut numerus comprehendi aut varietas valeat enarrari » (*Ann. Fuld.*, éd. Kurze, p. 24).

3. La *Translatio sanctorum martyrum Christi Marcellini et Petri*, éd. Waitz, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XV, p. 238-264. L'ouvrage date des environs de l'année 830 (voir Marguerite Bondoïs, la *Translation des saints Marcellin et Pierre. Étude sur Einhard et sa vie politique de 827 à 834*, fascicule 160 de la *Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences histor. et philolog.*, Paris, 1907, in-8°, p. 30-31).



laisser échapper une occasion de les exalter au détriment des reliques concurrentes<sup>1</sup>, il se serait borné à reproduire, sous l'année 827, la sèche mention des *Annales royales* relative à leur arrivée<sup>2</sup>, après avoir ainsi fait de la réclame à l'église et au saint de son rival<sup>3</sup>! Quelques mots, il est vrai, ont été ajoutés, sous l'année 828, pour rappeler, d'après la *Translation des saints Marcellin et Pierre*, des miracles accomplis grâce à l'intercession de ces derniers<sup>4</sup>; mais combien sèche encore est cette note, qui vise d'ailleurs des miracles survenus, non pas même dans le monastère d'Einhart, à Seligenstadt, mais à Aix-la-Chapelle, lors du passage des reliques dans cette ville.

Ce qui suit l'année 829 est, du reste, plus extraordinaire encore. Les ouvrages auxquels il avait puisé jusqu'alors ne dépassant pas cette date, l'annaliste de Fulda est désormais livré à ses propres forces<sup>5</sup>. Or son récit devient un tissu d'erreurs chronologiques et de confusions grossières. Il place en 831 l'assemblée de Nimègue d'octobre 830, en 832 l'expulsion et en 833 (au lieu de 830 dans les deux cas) le retour au palais de l'impératrice Judith, en 834 (au lieu de 833) la déposition de Louis le Pieux et dans l'été de cette

1. Cf. M. Bondonio, *op. cit.*

2. « Corpora beatorum Christi martyrum Marcellini et Petri mense novembrio in Franciam allata sunt » (*Ann. Fuld.*, éd. Kurze, p. 25).

3. M<sup>re</sup> Bondonio (*op. cit.*, p. 4-5) veut, il est vrai, que l'annaliste de Fulda, dans lequel, elle aussi, elle reconnaît Einhard, ait modifié d'une façon « caractéristique » les passages des *Annales royales* relatifs à saint Sébastien et aux saints Marcellin et Pierre, en supprimant une phrase « emphatique » sur les mérites du premier saint et en substituant le mot *allata* au mot « malveillant » *sublata*, qui sert dans les *Annales royales* à rappeler le transfert du corps des deux autres. C'est bien de la subtilité : la suppression de la phrase relative à saint Sébastien est toute naturelle de la part d'un auteur dont le souci constant est de faire court et qui a déjà cru pouvoir, au détriment de son habituelle concision, transcrire toute une autre phrase « emphatique » équivalente à celle qu'il a omise. Quant au mot *allata*, il n'a nullement été substitué au mot *sublata* : le membre de phrase où figure ce mot a été sauté par l'annaliste de Fulda, qui abrège par système et qui s'est borné à écrire : « Corpora beatorum Christi martyrum Marcellini et Petri mense novembrio in Franciam *allata* sunt » là où son modèle portait : « in Franciam *translata*... sunt ». Dans cette substitution, on ne saurait voir le moindre calcul.

4. « Reliquiae sancti Marcellini martyris post pascha ad Aquis palatium delatae et per eas ibi multa signa facta sunt » (*Ann. Fuld.*, éd. Kurze, p. 25). Cf. *Translatio ss. Marcellini et Petri*, § 60. — Sous l'année 826 (éd. Kurze, p. 24), le mot « ydroulicum » semble tiré également de la *Translatio*, § 75.

5. M. Kurze (éd. citée, p. 26-28) veut qu'il ait connu et utilisé les *Annales de Saint-Bertin*. Sauf sous l'année 835, où ils présentent des ressemblances fugitives, les deux textes sont profondément différents : il n'y a entre eux ni parenté de style ni analogie d'aucune sorte quant au fond.

même année (au lieu du 1<sup>er</sup> mars) son rétablissement sur le trône; il confond enfin les deux assemblées de Thionville et de Worms tenues en 836<sup>1</sup>. Et à ces erreurs flagrantes, il faut sans doute en ajouter d'autres : ainsi, il est à craindre qu'en 838, parlant de l'attribution faite au jeune Charles (le futur Charles le Chauve) d'une « excellente partie du royaume franc », il n'ait pensé au partage de l'année 837<sup>2</sup>, car c'est pour lui, en tout cas, un événement antérieur à l'entrevue de Lothaire et de Louis le Germanique dans les Alpes<sup>3</sup>; en 832, il a dû faire une confusion de mois en datant du 20 mai une éclipse de lune que d'autres textes placent en avril<sup>4</sup>; et en 837 il s'est probablement une fois de plus trompé de mois quand il a daté de juin une expédition des Normands à Walcheren<sup>5</sup>. Et l'on veut que ce ramassis d'erreurs soit l'œuvre d'Einhard, c'est-à-dire d'un homme qui fut non seulement le contemporain, mais un témoin et même parfois un acteur des événements que nous venons de citer! En dépit de son âge, Einhard devait jouir encore vers 838 d'une mémoire un peu moins défaillante.

Ajoutons que l'esprit dans lequel est écrite cette partie des Annales n'est pas non plus précisément celui qu'on s'attendrait à rencontrer chez l'homme qui fut — ceci nous le savons de source sûre<sup>6</sup> — l'ami et le conseiller de Louis le Pieux. Sans doute, on a maintes fois et avec raison insisté sur la cauteleuse neutralité qu'il essaya de garder aux moments critiques du conflit entre l'empereur et ses fils; sur l'excessif désir de retraite et de recueillement dont il fit preuve tout à coup à une heure où l'on eût voulu de part et d'autre obtenir de lui un appui franc et net<sup>7</sup>. Mais, justement, cette attitude effacée d'un politique qui cherche à ne se compromettre vis-à-vis de personne se concilie mal avec le ton hostile sans réticences au gouvernement impérial et approuvateur sans réserves de la conduite suivie par Lothaire et ses frères qu'adopte l'annaliste de Fulda. En 830, Louis le Pieux expulse du palais et prive de leurs charges et de leurs biens toute une série de grands seigneurs : il le fait, déclare l'annaliste<sup>8</sup>,

1. Voir Böhmer et Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, t. I, 2<sup>e</sup> éd. (1908), n<sup>os</sup> 876c, 877a, 925d, 926p, 962a, 963a.

2. *Ibid.*, n<sup>o</sup> 970a.

3. *Ibid.*, n<sup>o</sup> 971d.

4. Cf. Simson, *Jahrbücher des fränkischen Reichs unter Ludwig dem Frommen*, t. II, p. 19.

5. Cf. Böhmer et Mühlbacher, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 965c.

6. Nous y reviendrons plus loin.

7. Voir en particulier les très fines observations de M<sup>lle</sup> Bondonio, *op. cit.*, p. 101 et suiv.

8. Sous l'année 831 (éd. Kurze, p. 26).

« en se donnant les apparences de la justice » (*velut juste*), et le terme employé pour caractériser cette mesure est celui de « spoliatio » (*expolians*). En 833, c'est Louis le Pieux encore qui est la cause de tout le mal : en réunissant une armée pour « marcher contre ses fils » (*contra filios suos*), lesquels ne songeaient, au contraire, qu'à « venir à lui » (*ad se venire volentes*), il provoque les incidents qui aboutissent à sa dégradation. Enfin il y a quelque aigreur dans le ton de l'annaliste lorsqu'il parle<sup>1</sup> de l'« excellente partie » (*optima pars*) du royaume franc attribuée en 837 à Charles, au détriment de ses autres frères. Ce sont, somme toute, les mêmes tendances que dans la portion des Annales qui suit le milieu de l'année 838 et qu'on croit du moine de Fulda Rodolphe : on y doit reconnaître, selon toute vraisemblance, l'œuvre d'un partisan de Louis le Germanique, et la multiplicité des erreurs que nous avons relevées prouve, en outre, que celui qui a tenu la plume n'écrivait qu'assez longtemps après les événements.

En voilà assez, pensons-nous, pour faire écarter définitivement du débat le nom d'Einhard, mort dès le mois de mars 840<sup>2</sup> et dont la conduite et les sympathies ne se concilient guère avec le langage de l'annaliste.

La même conclusion s'impose au sujet des *Annales royales*. Mais les belles *Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne* de Gabriel Monod nous dispenseront ici d'entrer dans le détail : l'attribution à Einhard de la partie des Annales comprise entre les années 801 et 829 repose uniquement, en fin de compte, comme il l'a expliqué<sup>3</sup>, sur une erreur commise au x<sup>e</sup> siècle par l'auteur de la *Translation de saint Sébastien*, le moine Odilon. Ce dernier, trompé évidemment par ce fait que les *Annales royales* font souvent suite à la *Vie de Charlemagne* dans les manuscrits, cite comme étant d'« Agenardus sapiens<sup>4</sup> » ce long passage dithyrambique sur les miracles opérés par son saint<sup>5</sup>, que l'annaliste de Fulda a reproduit presque intégralement, et auquel il

1. Sous l'année 838 (éd. Kurze, p. 28).

2. Voir *Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. xii.

3. G. Monod, *Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne*, p. 136-142 et 157-162.

4. « Sed Agenardus cognomento sapiens, ex qui tempestate habebatur inanis, hujus reverentissimi coelicolae mentionem in Gestis caesarum Karoli magni et filii ipsius Hludowici faciens, inter alia quae annotino cursu dictabat, non inoperosum duxit mortalia acta immortalis astipulatione roborare ita dicens : Dum haec aguntur, Hilduinus abba, etc. » (*Translatio S. Sebastiani*, éd. Holder-Egger, dans les *Monum. Germaniae, Scriptores*, t. XV, p. 379).

5. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 171-172.

est impossible, nous l'avons dit, qu'Einhard lui-même ait mis la main. Et comme ce passage — qui contraste avec les trois lignes très sèches réservées un peu plus loin aux miracles opérés par les saints d'Einhard, ses chers saints Marcellin et Pierre<sup>1</sup>, — est le seul de toutes les *Annales royales* qu'un témoignage positif lui ait jamais imputé, il est assez inutile de s'attarder à l'examen des conjectures fantaisistes faites depuis lors pour tenter, en dépit des vraisemblances, de lui réserver une part de collaboration, si minime soit-elle, au récit des années 801-829.

Ce sont aussi des raisons de pur sentiment qui ont poussé les critiques à faire de lui, pour les années antérieures, l'auteur du remaniement qu'on continue à appeler « *Annales d'Einhard* ». Car sur ce point toute espèce de témoignage, fût-il de la valeur de celui d'Odilon, manque entièrement : si l'on a accumulé les arguments pour tenter d'établir qu'Einhard aurait pu, mieux que tout autre, reviser le texte incorrect de l'annaliste primitif, on n'a pas produit ne fût-ce qu'un commencement de preuve de la réalité de son intervention. Gabriel Monod a même montré que ses tendances ne semblaient guère s'accorder avec celles du remanieur<sup>2</sup>. Et nous ajouterons, à notre tour, que les bévues, fort nombreuses, nous le verrons, commises dans des passages de la *Vie de Charlemagne* qui procèdent des *Annales remaniées*<sup>3</sup>, rendent inadmissible l'attribution des deux ouvrages au même auteur.

Avec l'hypothèse de la collaboration d'Einhard aux *Annales de Sithiu* ou à un prototype de ces annales (car tel est aujourd'hui le point de vue de M. Kurze<sup>4</sup>), nous entrons dans le domaine de la fantaisie pure. M. Kurze, à qui nous en sommes redevable, a parlé pour la justifier de la parenté qui unit ces annales à celles de Fulda; mais on attend encore ses preuves, ce qui nous dispense jusqu'à nouvel ordre de tout essai de réfutation.

Quant au traité *De adventu, moribus et superstitione Saxonum*, on n'en a supposé l'existence que sur la foi d'un écrivain du XI<sup>e</sup> siècle, Adam de Brême. Dans son *Histoire des évêques de Hambourg*, Adam cite à trois reprises des passages qu'il donne

1. « Corpora beatissimorum Christi martyrum Marcellini et Petri de Roma sublata et octobrio mense in Franciam translata et ibi multis signis atque virtutibus clarificata sunt » (*Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 174).

2. Voir G. Monod, *op. cit.*, p. 144-145.

3. Même dans l'hypothèse, insoutenable à notre avis (voir plus loin), de l'antériorité de la *Vie de Charlemagne*, il serait inadmissible qu'Einhard eût laissé échapper ces erreurs ou ne les eût pas corrigées.

4. Kurze, *Die karolingischen Annalen bis zum Tode Einhards*, p. 44.



comme extraits des œuvres d'Einhard<sup>1</sup> : deux d'entre eux sont effectivement tirés de la *Vie de Charlemagne*, et le troisième, qui n'en provient pas, est suivi de cette note : « Ceci est extrait des écrits d'Einhard sur l'arrivée, les mœurs et les superstitions des Saxons » (*Haec tulimus excerpta ex scriptis Einhardi de adventu, moribus et superstitione Saxonum*)<sup>2</sup> : de là, on a conclu que l'opuscule d'Einhard pouvait rappeler à certains égards la *Germanie* de Tacite<sup>3</sup>. Mais on a remarqué depuis longtemps que le passage en question était emprunté à la *Translation de saint Alexandre*<sup>4</sup>, où il est en effet parlé avec quelque détail de la Saxe et de ses habitants et dont Méginhard, moine de Fulda, est un des deux auteurs : les mots *de adventu, moribus et superstitione Saxonum* ne sont donc pas un titre de livre et la mention d'Einhard n'a été introduite ici que par suite d'une confusion de noms facile à expliquer.

\* \* \*

Ainsi, la *Vita Karoli* reste le seul ouvrage intéressant l'histoire de Charlemagne qu'on puisse légitimement attribuer à Einhard. Mais que vaut cet ouvrage ? Et d'abord Einhard était-il à même par sa situation à la cour impériale de nous initier aux secrets de la politique de son maître ? — Rien ne le donne à penser.

Né dans le Maingau<sup>5</sup>, élevé à l'abbaye de Fulda, où nous le voyons

1. *Gesta pontificum Hammaburgensium*, I, 1 : « non indecens aut vacuum fore putamus, si prius de gente Saxonum et natura ejusdem provinciae ponemus ea quae doctissimus vir Einhardus aliquo non obscuri auctores reliquerunt in scriptis suis » ; I, 3 : « Quod breviter conscribens Einhardus tali modo suam ingreditur historiam... » ; I, 9 : « De quo (bello Saxonico) idem scriptor Heinhardus brevi epilogo meminit dicens... » (*Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. VII, p. 284, 285, 287).

2. *Ibid.*, I, 8 (*loc. cit.*, p. 287, l. 1).

3. Voir Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I, p. 645.

4. *Translatio sancti Alexandri*, chap. I et II, éd. Pertz, *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. II, p. 674-675. Sur cet ouvrage, cf. Manitius, *op. cit.*, p. 670-672.

5. Les principaux textes à consulter pour la biographie d'Einhard au temps de Charlemagne sont rassemblés dans Jaffé, *Bibliotheca rerum germanicarum*, t. IV : *Monumenta Carolina* (1867), p. 487-500 ; Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. I, 7<sup>e</sup> éd. par E. Dümmler (1904), p. 198-203 ; *Einhardi Vita Karoli Magni*, éd. Holder-Egger (1911), p. v-xiii ; Manitius, *op. cit.*, t. I, p. 639-642. — Voir aussi les études spéciales de E. Bacha, *Étude biographique sur Éginhard*, dans la collection des *Dissertations académiques publiées par G. Kurth* (Liège, 1888, in-8°, vi-81 p.) ; Fr. Kurze,

parfois occupé, de 788 à 791, à la transcription des chartes monastiques, il avait été à raison de ses aptitudes envoyé peu de temps après par l'abbé Baugolf à la cour du roi franc. Un usage immémorial voulait, on le sait, que le souverain accueillît auprès de lui et fit « nourrir » à ses frais, comme on disait, des jeunes gens de bonne famille ou qui s'étaient distingués dans leurs études. Ces « nourris », qui arrivaient à la cour au sortir de l'école, c'est-à-dire d'ordinaire vers douze ou treize ans, se formaient sous les yeux du roi à la carrière des armes et à la vie politique, constituant une pépinière où se recrutaient ensuite les hauts fonctionnaires de l'administration<sup>1</sup>. C'est à ce titre, et dès 791 ou 792 sans doute<sup>2</sup>, qu'Einhard entra au palais : il le rappelle lui-même en tête de son livre<sup>3</sup>. Il ne devait pas avoir alors plus d'une quinzaine d'années<sup>4</sup>, âge déjà tardif pour être admis au nombre des « nourris ».

On ne voit nulle part qu'il se soit rapidement conquis, comme on l'a souvent dit, une place éminente à cette cour, où l'on semble avoir été tout d'abord plus attentif à sa taille minuscule, dont on plaisantait, qu'aux hautes capacités de son intelligence. En 796, le poète Théodulphe, qui comptait parmi les habitués d'Aix-la-Chapelle, à la fin d'une longue tirade où il nous a présenté l'un après l'autre sur un mode lyrique les principaux familiers du roi venant fêter avec lui ses récentes victoires, cherche à égayer ses auditeurs aux dépens de quelques personnages un peu ridicules : le petit notaire Ercambald<sup>5</sup>, qui circule avec ses tablettes pendues au côté et relit les lettres qu'on lui a dictées en chantonnant « sans voix<sup>6</sup> » ;

*Einhard* (Berlin, 1899, in-8°, 91 p., appendice au *Jahresbericht des königl. Luisengymnasiums zu Berlin, Ostern 1899*).

1. Cf. Guilhermoz, *Essai sur l'origine de la noblesse en France au moyen âge* (1902), p. 424-431.

2. En 796 au plus tard, comme le prouve le poème de Théodulphe cité plus loin ; mais les vraisemblances sont pour une date plus reculée, étant donné le jeune âge auquel arrivaient communément à la cour les « nourris » du roi.

3. « Suberat et alia non inrationabilis, ut opinor, causa, quae vel sola sufficere posset, ut me ad haec scribenda compelleret, nutrimentum videlicet in me impensum... » (*Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. 1, l. 27).

4. Mais pour avoir pu remplir le rôle de scribe dès 788, il faut qu'il soit né au plus tard vers 776. Les plus récentes critiques le font même naître pour cette raison vers 770 — plutôt avant qu'après, déclare M. Manitius (*op. cit.*, p. 640). Il n'était pourtant pas nécessaire d'avoir dix-huit ans pour être capable d'écrire une charte et, en tout cas, un « nourri » de vingt et un ans eût été plus singulier qu'un enfant de douze ans écrivant une charte sous la dictée.

5. Qui allait d'ailleurs bientôt après (en 797) devenir archichancelier. Voir *Monumenta Germaniae, Diplomatum Karolinorum* t. I, éd. Mühlbacher, p. 78.

6. Théodulphe, *Ad Carolum regem*, vers 147-150, éd. Dümmler, dans les *Mon. Germaniae, Poetae latini aevi carolini*, t. I, p. 487.

un inconnu surnommé « le lambin » (*Lentulus*), « qui n'a de prompt que l'esprit » et qui est « plus lent de geste que de paroles »<sup>1</sup> ; et, pour achever le tableau, *Nardulus* — c'est-à-dire le petit Einhard, le petit Nardillon — « en perpétuel mouvement, trottinant comme une fourmi », ne payant pas de mine, quoique sa petite personne recèle de « grandes choses », « portant des livres d'un air affairé » et « préparant des traits pour transpercer le Scot ». Mais qu'on ne s'y trompe pas : les Scots ne sont pas des adversaires dont il y ait très grand mérite à triompher, car leur nom ressemble, à une lettre près, au qualificatif qui leur convient le mieux, celui de sot. Et une dernière plaisanterie complète ce portrait : « Nardillon et Ercambald, joints à Osulf, pourraient être comme les trois pieds d'une même table : l'un est plus gros que l'autre, le deuxième est plus mince que le troisième, mais comme taille ils se valent<sup>2</sup>. » — Tout cela indique bien qu'Einhard était connu des gens de la cour, qu'il passait même pour un bel esprit, mais non qu'il fût déjà une célébrité ni que son rôle fût considérable.

Le sobriquet de Nardillon — qu'Alcuin emploie encore dans une épigramme, où il invite ses lecteurs à ne pas juger ce petit homme sur sa chétive apparence<sup>3</sup> — fait bientôt place dans les textes à un

1. *Ibid.*, vers 151-154.

2. *Ibid.*, vers 155-180 :

Nardulus huc illuc discurrat perpete gressu,  
Ut formica tuus pes redit itque frequens.  
Cujus parva domus habitatur ab hospite magno,  
Res magna et parvi pectoris antra colit.  
Et nunc ille libros, operosas nunc ferat et res,

160 Spiculaque ad Scotti nunc paret apta necem.

.....  
Cui (Scotto) si litterulam, quae est ordine tertia, tollas,

170 Inque secunda suo nomine forte sedet,  
Quae sonat in caelo prima, et quae in scando secunda,  
Tertia in ascensu, quarta in amicitiiis,  
Quam satis offendit, pro qua te, littera salvi,  
Utitur, haud dubium quod sonat, hoc et erit.

.....  
Nardus et Ercambald si conjungantur Osulfo,  
Tres mensae poterunt unius esse pedes.  
Pinguior hic illo est, hic est quoque tenuior illo,

180 Sed mensura dedit altior esse pares.

3. Publ. par Dümmler, dans les *Mon. Germaniae, Poetae latini aevi carol.*, t. I, p. 248 :

Janua parva quidem et parvus habitator in aede est.  
Non spernas nardum, lector, in corpore parvum;  
Nam redolet nardus spicato gramine multum :  
Mel apud egregium portat tibi corpore parvo.  
Parva quidem res est oculorum, cerno, pupilla,

surnom plus respectable : celui de Béselée<sup>1</sup>. Alcuin le désigne ainsi dans une lettre écrite de Tours à Charlemagne, probablement en 799 : soumettant aux méditations de son auguste élève un choix d'expressions avec des phrases ou des vers à l'appui, il l'invite, dans le cas où les exemples qu'il lui donne ne lui paraîtraient pas suffisants, à en demander d'autres à « Béselée, votre et même notre auxiliaire familial », lequel, ajoute-t-il, pourra aussi l'aider utilement à chercher dans « le traité d'arithmétique » la solution de petits problèmes qu'il joint à l'envoi<sup>2</sup>. Et, dans une pièce de vers<sup>3</sup> qui doit être à peu près contemporaine de cette lettre, s'étonnant que Virgile ne soit pas compris dans l'enseignement réservé aux jeunes gens de la cour, il voit là une occupation toute trouvée pour « Bélée<sup>4</sup> » : « lui qui connaît bien les poèmes iliaques<sup>4</sup> », pourquoi n'a-t-il donc pas entrepris d'en diriger l'étude à la place du maître<sup>5</sup>?

De ces vers, ainsi que de la lettre précédente, il ressort qu'Ein-

Sed regit imperio vivacis corporis actus.

Sic regit ipse domum totam sibi Nardulus istam.

« Nardule », dic lector pergens, « tu parvule, salve ».

1. Que ce surnom désigne bien Einhard, l'épithaphe composée par Walahfrid Strabon le prouve nettement. Cette épithaphe a été publiée par Dümmler, dans les *Mon. Germaniae, Poetae lat. aevi carol.*, t. II, p. 377, et reproduite dans l'édition Holder-Egger de la *Vita Karoli*, p. ix, note.

2. *Monumenta Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. II, publ. par E. Dümmler, p. 285 : « Et si minus quid exemplorum habeant praedictae species, Besele, vester immo et noster familiaris adjutor, de paternis versibus adponere poterit. Nequa et figurarum rationes in libello arithmeticae disciplinae considerare valet. »

3. Publiée par Dümmler, dans les *Monumenta Germaniae, Poetae lat. aevi carol.*, t. I, p. 245, n° XXVI :

Quid Maro versificus solus peccavit in aula?

Non fuit ille pater jam dignus habere magistrum,

20 Qui daret egregias pueris per tecta camenas?

Quid faciet Beleel hiliacis doctus in odis?

Cur, rogo, non tenuit scolam sub nomine patris?

4. « Hiliacis doctus in odis », c'est-à-dire, pensons-nous, « qui connaît bien l'Énéide », épopée du héros troyen (*iliacus*) Énée. Dans son édition (p. 245, n. 4), Dümmler interprète : « qui connaît bien les poèmes homériques », ce qui ne semble guère intelligible.

5. C'est ainsi que nous croyons devoir interpréter ce vers assez obscur :

Cur, rogo, non tenuit scolam sub nomine patris?

littéralement : « Pourquoi, je vous prie, n'a-t-il pas tenu école au nom du père? » Le « père », c'est le maître des *pueri* ou jeunes gens réunis au palais (voir, par exemple, *Monum. Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. II, p. 295, l. 13), soit, en l'espèce, Alcuin lui-même.



hard était dès ce moment considéré comme un brillant élève, versé dans la lecture des poètes latins et capable de venir en aide aussi bien aux jeunes étudiants de la cour qu'au débutant qu'était encore en lettres comme en sciences le royal disciple du savant Alcuin.

Il y avait là de quoi lui assurer un rang, honorable sans doute, mais modeste, au palais carolingien. Et il est de fait que son nom, très fréquemment cité sous le règne de Louis le Pieux, ne l'est presque jamais du vivant de Charlemagne : ni l'empereur ni aucun de ses correspondants, sauf Alcuin dans le passage indiqué plus haut, ne parlent de lui dans leurs lettres. Les poètes de la cour eux-mêmes sont d'une extraordinaire discrétion à son égard : aux vers déjà cités, on ne voit à ajouter qu'une simple mention perdue dans un long poème de Théodulphe<sup>1</sup> et un bref passage de la première élogue de Modoin, le futur évêque d'Autun.

Celui-ci, qui écrit tout à la fin du règne de Charlemagne<sup>2</sup> sous le pseudonyme de Nason, voudrait bien par ses flatteries se ménager les faveurs du souverain, et il évoque avec complaisance les profits variés que la poésie a de tout temps valus à ceux qui s'y adonnaient. L'exemple de Virgile, de Lucain et d'Ennius, celui, plus récent, d'Angilbert, d'Alcuin et de Théodulphe lui paraissent concluants ; mais il y ajoute encore celui d'Einhard :

Aonias avidè solitus recitare camenas

Nardus ovans summo praesenti pollet honore<sup>3</sup>.

Vers obscurs dont on a voulu<sup>4</sup> tirer cette conclusion doublement inexacte qu'Einhard était un poète aussi réputé qu'Angilbert, Alcuin ou Théodulphe, bien qu'aucun poème de lui ne nous ait été conservé<sup>5</sup>, et qu'il avait été nommé par l'empereur à une très haute

1. Publié par Dümmler, *Monumenta Germaniae, Poetae latini aevi carol.*, t. I, p. 492, poème adressé à *Corvinianus*, vers 45 : « Beseleel atque Lupum subito respexit inertem ».

2. En tout cas, après la mort d'Alcuin (804), comme le prouve le vers 88.

3. Naso, livre I, v. 91, éd. Dümmler, dans les *Monumenta Germaniae, Poetae lat. aevi carol.*, t. I, p. 387, puis (d'après un meilleur manuscrit), dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XI (1886), p. 85.

4. Voir, entre autres, Ebert, *Histoire générale de la littérature du moyen âge en Occident*, trad. Aymeric et Condamin, t. II, p. 106 et note 1 ; Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. I, 7<sup>e</sup> éd. par Dümmler, p. 201, et Manitius, *op. cit.*, t. I, p. 641.

5. On lui a souvent attribué une *Passion* en vers des saints Marcellin et Pierre ; mais M<sup>lre</sup> Bondonio (*op. cit.*, p. 9-20) nous paraît avoir prouvé que c'est à tort.

charge (*summo honore*), bien que quelques vers plus haut<sup>1</sup> et à deux reprises Modoin ait nettement marqué à propos des anciens poètes latins le sens très large qu'il donnait au mot *honor*. Il veut plutôt parler de la considération dont jouissent ceux qui se vouent au culte des Muses, qu'il s'agisse de poètes ou même, comme c'est le cas d'Einhard, de simples amateurs de poésie, qui savent en goûter et faire goûter aux autres les beautés : « Habitué à déclamer avidement les chants des Nymphes d'Aonie, Einhard jouit maintenant de la plus grande considération. » — De ce passage, on peut conclure seulement que le futur biographe de Charlemagne commençait, à la fin du règne de ce dernier, à être un personnage et que son sort excitait l'envie du poète incompris et ambitieux qu'était Modoin<sup>2</sup>.

Le surnom de Béseléal n'en a pas moins conduit nombre de critiques à penser qu'Einhard avait dû jouer dans l'administration carolingienne le rôle d'un véritable ministre des Beaux-Arts. Béseléal n'est-il pas dans l'Écriture celui à qui Dieu a dispensé les talents nécessaires pour mettre en œuvre et agencer artistement « l'or, l'argent, l'airain, la pierre et le bois » et qui doit à ce don d'être choisi pour construire et décorer l'arche sainte<sup>3</sup>? Et, d'autre part, ne lit-on pas dans l'*Histoire des abbés de Saint-Wandrille* (*Gesta abbatum Fontanellensium*) qu'avant de diriger ce monastère, Anséis (*Ansegisus*) « avait été nommé directeur des constructions royales au palais d'Aix sous l'abbé Einhard, homme très savant en toutes choses<sup>4</sup> »? Comment douter, après cela, de l'existence d'une hiérarchie de fonctionnaires préposés aux travaux publics et aux beaux-arts, à la tête de laquelle le biographe de Charlemagne aurait été placé? Et cette interprétation n'est-elle pas confirmée d'une façon définitive par l'épithète que composa Raban Maur pour la tombe de celui qui avait été son ami et où il est question des services que ce

1. Naso, *loc. cit.*, v. 81 (à propos d'Ennius) :

Propterea in terris tenuit tum culmen honoris.  
Ast alios plures simili cernemus honore.  
Ditatos, longus quos est tractare per omnes  
Circitus.

2. Il ne devait pas tarder à parvenir à ses fins, puisque dès 815 Louis le Pieux le nommait évêque d'Autun.

3. *Exod.*, XXXI, 2-11, XXXV, 30, à XXXVIII, 43.

4. *Gesta abbatum Fontanellensium*, chap. 17 : « Exactor operum regalium in Aquisgrani palatio sub Einhardo abbate, viro undecumque doctissimo, a domno rege constitutus est » (*Monum. Germ., Scriptores*, t. II, p. 293; éd. Löwenfeld, dans la collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*, p. 50).

dernier a rendus par « son art » et des nombreux travaux dont Charlemagne lui confia l'exécution :

Per quem et confecit multa satis opera<sup>1</sup>?

Malheureusement, les termes employés par Raban Maur sont d'un vague dont pourraient s'accommoder les conjectures les plus diverses<sup>2</sup>; et c'est s'abuser à plaisir que d'utiliser comme on l'a fait l'*Histoire des abbés de Saint-Wandrille* (qui ne date, au surplus, que de 840 environ et ne mérite qu'une confiance limitée). Le passage allégué n'est susceptible que d'une seule interprétation : « Sous l'abbatit d'Einhart, Anséis fut nommé directeur des constructions royales » — et cela nous reporte au temps de Louis le Pieux, lequel gratifia Einhard de l'abbaye de Saint-Wandrille en l'année 817<sup>3</sup>.

Reste le surnom de Béselél; mais, au vu de leurs surnoms, fera-t-on également des bergers ou des poètes du sénéchal Audulf (dit Ménalque), du chambrier Mainfroi (dit Thyrsis) ou de l'archevêque Riculf (dit Damoetas)?

Sur la foi de textes de basse époque et sans autorité — comme on l'a depuis longtemps établi — on a fait encore d'Einhart tour à tour un archichapelain, un chancelier, un notaire de Charlemagne<sup>4</sup>. On a même ajouté<sup>5</sup> qu'il avait été son « secrétaire intime », pour ces deux raisons qu'il n'aurait pu sans cela avoir entre les mains le texte intégral de son testament privé (qu'il a transcrit au chapitre 33) et qu'on le retrouve remplissant cet emploi à la cour de Louis le Pieux : arguments étranges et qu'il serait superflu de réfuter.

Au reste, une constatation prime tout : nous connaissons par de

1. *Monum. Germaniae, Poetae lat. aevi carol.*, t. II, p. 237.

2. La conjonction *nam* qui suit le vers « Per quem et confecit multa satis opera » peut même donner à penser que, parmi les « œuvres » d'Einhart, Raban Maur met au premier plan l'acquisition des précieuses reliques des saints Marcellin et Pierre :

17 Nam horum sanctorum condigno functus honore,  
Exquirens Romae corpora duxit et huc, etc.

3. Nous y reviendrons plus loin. — Il y a évidemment quelque confusion chronologique dans la façon dont le chroniqueur présente l'enchaînement des faits.

4. Cf. *Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. vii, note 3. Déjà Teulet, en 1843, dans la préface de son édition des *Œuvres complètes d'Eginhard* (collection de la Société de l'histoire de France), p. v et vi, s'élevait contre l'opinion suivant laquelle Einhard aurait été « notaire et archichapelain ».

5. Bacha, *op. cit.*, p. 34.

nombreux documents la liste des principaux officiers et employés de la cour de Charlemagne; nous connaissons en particulier avec précision celle du personnel supérieur de sa chancellerie : le nom d'Einhard n'y figure pas. Le rôle officiel qu'on lui prête n'est attesté par aucune pièce d'ordre administratif ni par aucun annaliste contemporain ni même par la notice biographique que Walahfrid Strabon lui a consacrée au lendemain de sa mort<sup>1</sup> et où il s'est pourtant appliqué à présenter sa carrière sous l'aspect le plus avantageux.

Sans poste officiel, Einhard a-t-il été du moins, comme on l'a dit<sup>2</sup>, l'homme de confiance de l'empereur et s'est-il trouvé ainsi initié aux secrets de son gouvernement? — A lire les documents contemporains, il n'y paraît guère. On a parlé de missions délicates dont il aurait été chargé : on sait seulement qu'il fut envoyé à Rome en 806 pour y apporter au pape un exemplaire de l'acte par lequel le souverain réglait le partage de l'empire entre ses fils<sup>3</sup>; mais ce n'était là une mission ni bien délicate ni qui exigeât l'envoi d'un grand personnage : un simple clerc du palais aurait pu s'en acquitter aisément. Moins probante encore est la présence d'un nommé Einhard sur la liste des notables délégués vers 805 à la garde de quelques otages saxons<sup>4</sup> : rien ne prouve qu'il s'agisse du biographe de Charlemagne<sup>5</sup>; et il s'en faut d'ailleurs que ces « notables » aient tous été des personnages de marque ou des intimes de l'empereur.

Mais — et voici le grand argument — n'est-ce point à l'intervention d'Einhard que fut dû, en 813, un des actes les plus importants

1. Comme préface à une édition de la *Vita Karoli*. Cette préface est publiée en tête de la *Vita*, éd. Holder-Egger, p. xxviii-xxix.

2. Voir, notamment, Ebert, *Histoire générale de la littérature du moyen âge en Occident*, trad. Aymeric et Condamin, t. II, p. 106; Jaffé, *Bibliotheca rerum germanicarum*, t. IV, p. 489-490; Aug. Molinier, *les Sources de l'histoire de France*, t. V, p. 1; Manitius, *op. cit.*, t. I, p. 639.

3. *Annales regni Francorum*, ann. 806, éd. Kurze, p. 121 : « De hac partitione et testamentum factum... et constitutiones pacis conservandae causa factae atque haec omnia litteris mandata sunt et Leoni papae, ut his sua manu subscriberet, per Einhardum missa. »

4. *Monumenta Germaniae, Capitularia regum Francorum*, t. I, p. 234, l. 10. Pour la date, voir Böhrer et Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, t. I, 2<sup>e</sup> éd. (1908), n° 410.

5. C'est ce qu'a déjà observé Jaffé (*op. cit.*, p. 490, n. 1), dont l'avis est partagé par Holder-Egger, dans son édition de la *Vita Karoli*, p. vi, n. 15. Parmi les homonymes d'Einhard, on peut citer son père (voir Jaffé, *op. cit.*, p. 488; Holder-Egger, *op. cit.*, p. v, n. 3, et Manitius, *op. cit.*, p. 640). Un comte Aginhardus fait partie en 775 d'un tribunal réuni à Schlettstadt (*Monum. Germaniae, Diplomatum Karolinorum*, t. I, éd. Mühlbacher, n° 110, p. 156 l. 6).



de la fin du règne de Charlemagne, l'association de son fils Louis à l'empire?

Ermoldus Nigellus nous a raconté cette scène au second livre du poème qu'il a écrit à la gloire du nouvel empereur<sup>1</sup>. Charles a réuni son conseil. Devant les grands assemblés, il trace de la situation un tableau qui ne manque pas de grandeur, mais où sa volonté apparaît claire et sans réplique : il se fait vieux ; son bras, devant lequel naguère tremblait le monde, commence à perdre sa vigueur. Un fils lui reste, qui s'est signalé toujours par sa soumission aux ordres paternels, par son respect pour les églises, par son aptitude à gouverner et par ses succès militaires : « Donnez-moi loyalement votre avis », conclut-il, « et nous nous y conformerons sans retard. » A cette consultation de pure forme, Einhard, « cher au cœur de Charles », répond au nom de tous en se prosternant devant le souverain et « en baisant la trace auguste de ses pas » : « O César, fameux au ciel, sur terre et sur mer, à qui les tiens sont redevables du titre impérial, il n'est pas en notre pouvoir de rien ajouter à la sagesse de tes desseins, et à aucun mortel le Christ n'a accordé le moyen d'en former de meilleurs. Ce que Dieu, dans sa miséricorde, a inspiré à ton cœur, je t'exhorte à le réaliser entièrement sans retard. Un fils, seigneur, un fils très cher te reste, que ses mérites rendent digne de gouverner tes États. Tous, grands et petits, nous le demandons pour souverain, l'Église le demande et le Christ lui-même approuve. Ce fils saura, après tes tristes funérailles, maintenir les droits de l'Empire par les armes, par sa sagesse et sa loyauté. » Et le poète ajoute qu'« acquiesçant » à cette requête, Charles décida de procéder sans délai au couronnement impérial de son héritier.

Que les choses se soient réellement passées ainsi, qu'Einhard surtout ait été le porte-parole des « grands et du menu peuple » assemblés, il est permis d'en douter. Ermoldus Nigellus n'écrivait qu'en 826, à une époque où, exilé de la cour, il cherchait par ses flatteries à rentrer en grâce auprès de Louis le Pieux<sup>2</sup> et à se ménager la faveur d'Einhard, devenu alors un personnage des plus influents. Et les faits rapportés par le poète seraient-ils même authentiques qu'ils prouveraient tout au plus l'amitié qu'Einhard avait probablement vouée de bonne heure au futur empereur Louis.

En tout cas, sa fortune politique date seulement du règne de ce

1. Ermoldus Nigellus, *In honorem Hludowici*, II, v. 1 et suiv., éd. Dümmler, *Monum. Germaniae, Poetae latini aevi carolini*, t. II, p. 25.

2. Cf. Wattenbach, *op. cit.*, t. I, p. 228; Manitius, *op. cit.*, t. I, p. 553.

dernier : du même âge que lui à peu près, devenu son compagnon d'études le jour où il avait été reçu parmi les « nourris » du palais carolingien, Einhard lui dut la haute situation que des documents multiples, et d'une précision indiscutable cette fois, établissent qu'il occupa à la cour après la mort de Charlemagne. A peine maître du pouvoir, Louis le Pieux le combla de riches abbayes : Saint-Pierre-au-Mont-Blandin, Saint-Bavon de Gand, Saint-Servais de Maëstricht, Saint-Wandrille, Saint-Cloud, Saint-Jean de Pavie<sup>1</sup>; il fit de lui, semble-t-il, son secrétaire particulier<sup>2</sup> et lui confia, à partir de 817, la charge, délicate entre toutes, de guider les débuts de son fils aîné Lothaire<sup>3</sup>, qu'il venait, à son tour, d'associer au trône impérial.

C'est à partir de ce moment qu'Einhard compte vraiment dans l'État : il est un de ceux dont on recherche l'appui quand on sollicite une faveur du souverain<sup>4</sup>; il est aussi un de ceux qui, au début de la crise des années 828 et suivantes, cherche à interposer sa médiation entre Louis et ses fils<sup>5</sup> et si son rôle devient ensuite fort effacé, cet effacement tient uniquement désormais au désir subit qui l'anime, nous l'avons vu, de tirer son épingle du jeu dès l'instant où la somme des risques commence à l'emporter sur celle des avantages certains<sup>6</sup>.

Biographe de Louis le Pieux, Einhard eût donc été en mesure de nous faire des révélations intéressantes sur la politique de son maître, et l'on eût pu accepter comme exacte cette appréciation d'un de ses admirateurs, Walahfrid Strabon : « Sa sagesse et sa probité lui valurent à la cour une gloire telle qu'entre tous les ministres de Sa Majesté il n'en était presque aucun à qui le roi... confiât autant de secrets intimes<sup>7</sup>. » Mais, comme biographe de Charlemagne, il ris-

1. Voir M. Bondonio (*la Translation des saints Marcellin et Pierre*, p. 66-68), qui donne les dates connues pour chacune des charges abbatiales d'Einhard.

2. Voir M. Bondonio, *op. cit.*, p. 83-85. Plusieurs lettres écrites par Einhard au nom de l'empereur figurent dans le recueil de sa correspondance. Une lettre adressée à Louis le Pieux par un clerc inconnu se termine par ce post-scriptum : « Einharde, si hec legas, non mireris si forte invenias errantem, sed magis volo mireris si aliquid a me recte dictum videas » (*Monum. Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. II, p. 616, l. 20).

3. Au témoignage d'Einhard lui-même (*Ibid.*, p. 114, lettre n° 11).

4. Voir une supplique adressée à Einhard en 828-829, *ibid.*, p. 286, n° 14.

5. Voir M. Bondonio, *op. cit.*, p. 86-100.

6. Cf. M. Bondonio, *op. cit.*, p. 101-112.

7. Walahfrid Strabon, *Prologus Vitae Karoli*, publ. avec la *Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. xxix, l. 4-7 : « ... tantum gloriae incrementi merito prudentiae et probitatis est assecutus, ut inter omnes majestatis regiae ministros paene nullus haberetur cui rex id temporis potentissimus et sapientissimus

quait d'en être trop souvent réduit à puiser ses renseignements dans les annales et dans des recueils officiels qui nous sont encore aujourd'hui en majeure partie accessibles.

\* \*

Il en a été effectivement ainsi; et il est même facile de dresser la liste des principaux textes auxquels Einhard a eu recours.

Au premier rang se placent les *Annales royales*, dont l'utilisation est prouvée jusqu'à l'année 814 inclusivement<sup>1</sup>. On relève du moins jusqu'à cette date entre les deux ouvrages des coïncidences caractéristiques, à la fois de fond et de forme<sup>2</sup>; et ce qu'on sait de la composition des *Annales*, de leur continuation progressive sous la dictée des événements, exclut toute idée d'emprunt fait par leurs auteurs au texte de la *Vie de Charlemagne*. Aussi n'a-t-on hésité que sur le point de savoir de quelle version des *Annales*, pour la période antérieure au ix<sup>e</sup> siècle, Einhard s'est servi : de la version primitive ou de la version remaniée, dite improprement « *Annales d'Einhard* »? Mais, depuis les études de MM. Ernst Bernheim, Hermann Bloch, Hans Wibel<sup>3</sup>, n'en déplaie à M. Kurze<sup>4</sup>, l'hésitation n'est plus possible : à de rares exceptions près<sup>5</sup>, c'est la version remaniée qu'Einhard a prise pour guide.

Personne, au surplus, n'a jamais songé à nier que le texte de la

plura familiaritatis suae secreta committeret. » Walahfrid Strabon écrivait entre 840, date de la mort d'Einhard, et 849, date de son propre décès (cf. Manitius, *op. cit.*, p. 308).

1. Voir *Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. 35, l. 3 et note 1.

2. Voir les notes de l'édition Holder-Egger.

3. Ernst Bernheim, *Das Verhältniss der Vita Karoli Magni zu den sogen. Annales Einhardi*, dans la *Historische Vierteljahrschrift*, t. I (1898), p. 161-180; Hermann Bloch, compte-rendu des *Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne* de G. Monod, dans les *Göttingische gelehrte Anzeigen*, t. CLXIII (1901), p. 892; Hans Wibel, *Beiträge zur Kritik der Annales regni Francorum und der Annales q. d. Einhardi* (Strasbourg, 1902, in-8°, iv-294 p.), p. 168-213.

4. Qui a essayé en vain de rétorquer les arguments de ses contradicteurs, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXVI (1901), p. 153-164; t. XXVIII (1903), p. 621-669.

5. Relevées par E. Bernheim, *Die Vita Karoli Magni als Ausgangspunkt zur literarischen Beurtheilung des Historikers Einhard*, dans les *Historische Aufsätze dem Andenken an Georg Waitz gewidmet* (Hannover, 1886, in-8°), p. 83, et par H. Wibel, *op. cit.*, p. 181. Les passages pour lesquels Einhard semble tributaire des *Annales royales* primitives sont : *Vita Karoli*, X, éd. Holder-Egger, p. 13, l. 15-16; XII, p. 15, l. 4; XIII, p. 16, l. 8.

*Vie de Charlemagne* ne fût plus près de cette version que de la version primitive; mais, comme le « remaniement » a été exécuté d'une haleine, on a pu soutenir<sup>1</sup> sans trop d'in vraisemblance qu'il était postérieur à la *Vie*, qu'il en procédait et que, par suite, l'originalité d'Einhard, même lorsqu'il s'agit de faits rapportés dans les *Annales*, était bien plus grande qu'on ne serait tenté de le croire. Ce n'en est pas moins un paradoxe; car dans presque tous les passages où entre les *Annales* remaniées et la *Vie de Charlemagne* s'affirme une évidente parenté, on voit aussitôt les multiples détails qu'Einhard a dû emprunter à l'annaliste, tandis qu'on se demande en vain quel profit ce dernier aurait bien pu tirer de l'œuvre du biographe.

M. Kurze concède que ç'aurait été uniquement un profit littéraire<sup>2</sup>: l'auteur du « remaniement » se serait borné à reproduire quelques tournures de phrases et quelques expressions. Mais cet auteur a donné des preuves assez nombreuses et assez concluantes de son aptitude à retoucher par lui-même le style de l'annaliste primitif pour qu'un tel secours fût pour lui superflu. On ne saurait s'étonner, au contraire, si, avec les faits mêmes empruntés au « remanieur », quelques bribes de ses phrases se retrouvent sous la plume d'Einhard. M. Wibel a, en outre, fort justement noté<sup>3</sup> que, dans la plupart des cas, les concordances de style entre les deux ouvrages — limitées, d'ailleurs, aux seuls passages où ceux-ci concordent aussi pour le fond — portent sur des tournures de phrases ou des expressions si insignifiantes que l'hypothèse de M. Kurze apparaît comme la plus invraisemblable de toutes.

Ira-t-on donc jusqu'à prétendre que le « remanieur » s'est imposé la tâche singulière d'aller, en quelque sorte, prélever dans la *Vie de Charlemagne* des faits qu'il connaissait déjà soit par les *Annales royales* primitives soit directement — car il a su les raconter presque toujours d'une façon plus complète et avec plus de précision — pour les replacer exactement à leur rang chronologique; tandis que la *Vie de Charlemagne* les présente dans un ordre

1. Telle était, en particulier, il y a quelque vingt ans, l'opinion de M. Kurze dans son étude *Ueber die fränkischen Reichsannalen und ihre Uebersetzung* (*Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XIX, ann. 1893, p. 323, et t. XXI, ann. 1895, p. 61). Depuis lors, il n'a cessé de la défendre envers et contre tous dans le *Neues Archiv* et l'a exposée une fois de plus en 1913 dans *Die karolingischen Annalen bis zum Tode Einhardts*, p. 53 et suiv.

2. Par exemple, dans son article intitulé, *Einhard's Vita Karoli und die sogenannten Annales Einhardi* (*Neues Archiv*, t. XXVI, 1901, p. 162).

3. H. Wibel, *op. cit.*, p. 209-211.



méthodique et sans dates? Mais comment se fait-il alors que les trop nombreuses erreurs commises par Einhard n'aient eu aucune répercussion sur le récit de l'annaliste?

Enfin, si sommaire que soit, dans l'ensemble, l'exposé d'Einhard, il ajoute à celui du remanieur, pourtant fort soucieux de ne rien omettre d'important, de petits détails ou y introduit des corrections qu'on s'expliquerait difficilement que ce dernier eût laissé échapper : ainsi, au chapitre VIII de sa biographie<sup>1</sup>, Einhard précise que le combat de Detmold (783) fut livré « près du mont Osning », « le même mois » que le combat de la Haase et « peu de jours avant ». Rien de tel dans les Annales remaniées, dont la parenté avec la *Vie de Charlemagne* est cependant sur ce point manifeste<sup>2</sup>. De même, au chapitre XX, rappelant le complot dirigé contre le roi en 785, Einhard, dont le texte présente ici encore avec celui des Annales remaniées d'incontestables analogies<sup>3</sup>, est seul à nous donner ce précieux renseignement : trois conspirateurs furent massacrés parce qu'ils se défendirent à main armée, tuèrent quelques-uns de ceux qui avaient pour mission de les arrêter et qu'enfin on ne réussit pas à en venir autrement à bout<sup>4</sup>. Des remarques analogues pourraient être présentées au sujet du chapitre IX, consacré à la guerre d'Espagne et à l'affaire de Roncevaux, ou au sujet du chapitre III, où Einhard est seul à nous apprendre que la veuve de Carloman se plaça en 771, ainsi que ses enfants, « sous la protection de Didier, roi des Lombards<sup>5</sup> ». Mais il est inutile de multiplier ces exemples : il suffit de mettre en parallèle les *Annales royales primitives*, les *Annales royales remaniées* et la *Vie de Charlemagne* pour observer d'un bout à l'autre, avec une parfaite netteté, une progression continue du premier au deuxième texte et du deuxième au troisième. Dans ces conditions, supposer que la *Vie de Charlemagne* est antérieure aux Annales remaniées semble une véritable gageure.

Mais, objecte encore M. Kurze<sup>6</sup>, poussé dans ses derniers retranchements, comment Einhard eût-il pu recourir aux Annales remaniées si celles-ci, tout comme l'agneau de la fable, n'étaient point nées à l'époque où lui-même écrivait? Et il s'est donné beaucoup de mal pour établir que le remaniement des Annales n'avait été

1. *Vita Karoli*, VIII, éd. Holder-Egger, p. 11, l. 3-6.

2. *Ibid.*, p. 11, n. 1.

3. *Ibid.*, p. 25, n. 5.

4. *Ibid.*, p. 25, l. 25-p. 26, l. 3.

5. *Ibid.*, p. 6, l. 16.

6. *Neues Archiv*, t. XXVIII, ann. 1903, p. 658.

exécuté qu'après l'achèvement des *Annales royales* proprement dites, c'est-à-dire après 829. Les raisons qu'il en donne sont faibles et on en a déjà fait justice<sup>1</sup>. D'un passage relatif à l'attaque des Abodrites par les Saxons en 798, on a même déduit avec toute apparence de raison que le remanieur écrivait avant la révolte des Abodrites, en 817 : car il a cru devoir ajouter au texte primitif quelques mots sur leur fidélité « qui ne s'est jamais démentie depuis l'époque où ils sont entrés dans l'alliance des Francs<sup>2</sup> », tandis que l'auteur de la *Vie de Charlemagne*, à propos des mêmes événements, a soin d'observer que les Abodrites ont cessé d'être des alliés<sup>3</sup>, ce qui achève de démontrer que son œuvre est postérieure à celle de l'annaliste.

Nous n'hésitons donc pas à considérer le « remaniement » comme une des sources de la *Vie de Charlemagne*. Une comparaison des deux textes permet même d'établir qu'Einhard y a si abondamment puisé qu'il en a extrait la substance d'à peu près le tiers de son livre.

Des autres ouvrages ou des documents qu'il a pu avoir en mains, il n'a tiré qu'un faible parti. Il a sans doute emprunté aux Continuateurs de Frédégaire<sup>4</sup> ce qu'il dit des victoires de Charles Martel à Poitiers et sur la Berre (chapitre II). C'est peut-être dans un opuscule de propagande, comme les Carolingiens surent en répandre à l'occasion, qu'il a recueilli les éléments de son fameux portrait des rois fainéants (chapitre I), dont plusieurs de ses contemporains<sup>5</sup> avaient déjà parlé en termes analogues. Ses fonctions de secrétaire de Louis le Pieux lui ont permis de connaître et de transcrire le testament de Charlemagne (chapitre XXXIII) et l'ont mis à même de feuilleter la correspondance diplomatique du début du IX<sup>e</sup> siècle, dont les chapitres XVI et XXVIII attestent qu'il avait quelques détails présents à l'esprit au moment où il écrivait<sup>6</sup>; mais ce qu'il a

1. Cf. surtout H. Wibel, *op. cit.*, p. 74-123.

2. « Nam Abodriti auxiliares Francorum semper fuerunt ex quo semel ab eis in societatem recepti sunt » (*Annales regni Francorum*, ann. 798, éd. Kurze, p. 105).

3. « Causa belli erat, quod Abodritos, qui cum Francis olim foederati erant... » (*Vita Karoli*, ch. XII, éd. Holder-Egger, p. 15).

4. Édition Krusch, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores rerum merovingicarum*, t. II, p. 175, § 13, et p. 178, § 20.

5. L'auteur de la petite Chronique de Lorsch, III, 12 (éd. Schnorr von Carolsfeld, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXXVI, 1911, p. 27-28), celui des *Annales Mellenses priores*, ann. 692 (éd. Simson) et l'historien byzantin Théophane dans sa *Chronographia* (éd. C. De Boor, I, p. 402 et suiv.). Cf. *Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. 4, n. 1.

6. Il a pu en tirer aussi ce qu'il dit au chapitre XXVI (éd. Holder-Egger, p. 31,

retenu de cette correspondance est bien peu de chose, et l'on s'étonne particulièrement de ne pas rencontrer au chapitre xvi la moindre mention des lettres si caractéristiques de Charlemagne à son « très cher frère et ami » le roi Offa<sup>1</sup>.

\* \* \*

Au surplus, il est manifeste qu'Einhard a tout lu trop vite et n'a pas toujours bien compris ce qu'il lisait.

La manière dont il a interprété les *Annales royales* en est une preuve : au chapitre iii, il ne concède que deux ans de règne, au lieu de trois<sup>2</sup>, à Carloman, frère de Charlemagne, sans doute parce que les années 769 et 770 sont les seules où il soit question dans les *Annales* des faits qui ont marqué ce règne. Au chapitre v, il affirme que Loup, duc de Gascogne, reconnu en 769 la souveraineté franque, alors que l'annaliste parle seulement, et à bon droit, d'une promesse vague de docilité<sup>3</sup> — qui ne devait pas être respectée longtemps : on le vit à Roncevaux. Au chapitre viii, Einhard réduit à deux le nombre des combats livrés aux Saxons par le roi en personne, sans s'apercevoir qu'en dehors des batailles de Detmold et de la Haase (783), qu'il cite, les *Annales* réservent encore une place à deux succès remportés par Charlemagne, l'un en 775, après la surprise de Lübbecke, et l'autre en 779 dans les environs de Bocholt<sup>4</sup>. Au chapitre x, continuant à simplifier, il croit qu'une seule expédition, celle de 786, a eu raison définitivement des Bretons : les *Annales*, qui ne cessent pourtant de lui servir de guide et dont on retrouve ici même quelques expressions sous sa plume, auraient pu lui apprendre qu'en 799 et en 811 de nouvelles campagnes étaient nécessaires<sup>5</sup>, qui devaient d'ailleurs n'aboutir encore elles-mêmes qu'à des résultats très instables.

Dans le récit qu'il donne de l'expédition dirigée en 787 contre le duc de Bénévent Arichis, son inattention se marque peut-être d'une

1. 1-3) des colonnes transportées de Rome et de Ravenne à Aix pour la construction de la chapelle royale : une lettre du *Codex Carolinus* a trait à cette opération (éd. Jaffé, *Bibliotheca rerum germanicarum*, t. IV, p. 268, n° 89; éd. Dümmler, *Monumenta Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. I, p. 614, n° 81).

1. *Monum. Germaniae, Epistolae karol. aevi*, t. II, p. 131, n° 87; p. 145, n° 100.

2. Et même un peu plus.

3. *Annales regni Francorum*, ann. 769, éd. Kurze, p. 31 : « quaecumque imperarentur facturum spondit ».

4. *Ibid.*, p. 43 et 55.

5. *Ibid.*, p. 109 et 135.

façon plus apparente : car, entrant ici dans le détail et n'ayant plus dès lors qu'à transcrire ou paraphraser les *Annales*, il lui était bien facile d'éviter les erreurs. Or les faits, suivant l'annaliste<sup>1</sup>, peuvent se résumer ainsi : Charles s'étant mis en marche de Rome sur Bénévent, le duc Arichis, pour tenter de le fléchir, lui envoya son fils aîné Romoald avec des présents. Charles, pour toute réponse, fit Romoald prisonnier et vint camper à Capoue. Arichis, pris de peur, courut se retrancher dans Salerne et envoya de là sa promesse de soumission, offrant de livrer au roi ses deux fils en otages. Acceptant ces ouvertures de paix, Charles exigea la remise de douze otages, parmi lesquels il se contenta de prendre le second fils d'Arichis, nommé Grimoald ; il renvoya Romoald à son père et chargea des *missi* d'aller à Bénévent recevoir le serment de fidélité d'Arichis et de ses sujets. Des mains d'Einhard<sup>2</sup>, ce récit, pourtant simple et cohérent, est sorti méconnaissable : Charles aurait gagné directement Capoue, et de cette ville (dont Einhard semble oublier qu'elle était déjà en plein territoire bénéventin et que son occupation était déjà un acte d'hostilité), il aurait sommé le duc de se rendre « sous peine de guerre » ; à quoi Arichis aurait répondu en envoyant aussitôt ses deux fils en otages avec de l'argent et en offrant de se soumettre, à cette seule condition qu'on le dispenserait de comparaître personnellement devant le roi. Celui-ci aurait accepté cette clause moyennant une forte indemnité et, après avoir rendu l'aîné des deux fils offerts en otages, aurait renvoyé à Bénévent Arichis (que les *Annales* ont laissé à Salerne) en compagnie des *missi* qu'il avait désignés pour recevoir les serments de fidélité.

Comme on le voit, bien qu'il procède, dans le fond et dans la forme, de celui de l'annaliste, le récit d'Einhard ne lui ressemble guère. Il lui ressemble même si peu qu'on a cru à une transformation intentionnelle. Et il est certain qu'il renferme un détail entièrement nouveau : le désir exprimé par Arichis au moment du traité d'éviter à tout prix un tête-à-tête avec Charlemagne ; mais ce n'est là sans doute qu'une transposition malencontreuse d'une phrase des *Annales royales* primitives, rapportant que, devant la volonté inflexible exprimée par Charles, dès le départ de Rome, de venir à Bénévent même dicter sa volonté, Arichis préféra déguerpir et aller s'enfermer à Salerne, « n'osant », suivant une expression biblique<sup>3</sup>,

1. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 75.

2. *Vita Karoli*, ch. x, éd. Holder-Egger, p. 13-14.

3. *Gen.*, 33, 10 : « Vidi faciem tuam quasi viderem vultum Dei » ; *Exod.*, 33, 23 : « Faciem autem meam videre non poteris », etc., etc.



« voir en personne la face de son seigneur<sup>1</sup> » : manière imagée de parler, qui équivaut exactement, pour le fond, à ce que dit l'auteur des Annales remaniées. Nous sommes loin du texte d'Einhard.

Au chapitre xi, les inexactitudes continuent : de même qu'il a, dans son récit de l'expédition contre le duc de Bénévent, arbitrairement réuni des faits dont les Annales nous laissaient suivre le développement logique et continu, Einhard amalgame ici les détails que ces mêmes annales répartissent entre deux années (les années 787 et 788), donnant à la guerre de Bavière tout entière une cause qui vaut pour 788, mais non pour 787, et terminant son résumé d'une façon aussi imprévue qu'incompréhensible : par l'arrestation du duc Tassilon, convoqué devant le roi à l'issue de la campagne victorieuse de 787, et par la confiscation de la Bavière<sup>2</sup>. Il n'a omis de relever dans les Annales que deux détails, mais essentiels : d'abord, la trahison de Tassilon, survenue en 788, au lendemain de sa défaite et de son apparente soumission ; puis, comme conséquence de cette trahison, sa mise en jugement et sa condamnation à mort, commuée par Charlemagne en un emprisonnement perpétuel<sup>3</sup>. Il était difficile, on le voit, de tirer plus mauvais parti d'un texte pour tant des plus clairs.

Mais les chapitres qui suivent confirment qu'il a lu toutes les Annales avec une légèreté inouïe : ne va-t-il pas, à la fin du chapitre xii, jusqu'à déclarer qu'une seule campagne (celle de 789) suffit à « écraser et dompter » si complètement les Wilzes que ceux-ci « n'osèrent plus désormais refuser d'obéir aux ordres » du roi<sup>4</sup>, alors que les Annales signalent leur soulèvement en 808, où ils se joignirent aux Danois, et les expéditions dirigées contre eux à partir de ce moment jusqu'en 812<sup>5</sup>? Au chapitre xiii, ne fait-il pas durer huit ans la guerre contre les Avares<sup>6</sup>, dont les Annales marquent le début en 791 et la fin en 803 seulement? Dans ce même chapitre, ne cite-t-il pas parmi les victimes des Avares le duc de Frioul Eric, assassiné à Tersatto<sup>7</sup>, alors que l'annaliste, dont il ne cesse de s'inspirer, a pris soin d'opposer nettement la mort d'Eric à celle

1. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 74 : « et timore perterritus non fuit ausus per semet ipsum faciem domni regis Caroli videre ».

2. *Vita Karoli*, ch. xi, éd. Holder-Egger, p. 14.

3. *Annales regni Francorum*, ann. 788, éd. Kurze, p. 81.

4. *Vita Karoli*, ch. xii, éd. Holder-Egger, p. 15, l. 18-21.

5. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 126, 129, 132, 137.

6. *Vita Karoli*, ch. xiii, éd. Holder-Egger, p. 16, l. 2.

7. *Ibid.*, p. 16, l. 17.

d'un autre duc, Gerold de Bavière, dont le décès fut annoncé en même temps au roi et qui, lui, tomba effectivement sous les coups des Avares<sup>1</sup>? Ne prétend-il pas, quelques lignes plus bas, que la guerre contre les Linons fut promptement menée à bonne fin par Charles le Jeune<sup>2</sup>, bien que, selon les Annales, la campagne conduite par ce dernier en 808 ait dû être reprise dès 811 sur de nouveaux frais, sans aboutir même alors, semble-t-il, à d'autre résultat qu'à mettre le pays à feu et à sang<sup>3</sup>?

Mais il y a mieux. Les *Annales royales* rapportent qu'à la fin de l'année 791 Charlemagne hiverna à Ratisbonne, en Bavière, qu'il y passa aussi l'été et qu'un complot fut alors formé contre lui par son propre fils Pépin<sup>4</sup> : faute d'avoir remarqué le membre de phrase relatif au séjour du roi à Ratisbonne durant l'été, Einhard place le complot au temps où Charles « hivernait en Bavière<sup>5</sup> ».

Enfin, fidèle à ce système dont nous avons déjà cité des exemples<sup>6</sup>, qui l'amène, pour simplifier, à donner comme cause de plusieurs événements analogues ce qui, d'après l'auteur dont il s'inspire, est la cause de l'un d'eux seulement, il attribue à la « cruauté de la reine Fastrade<sup>7</sup> » aussi bien le complot du comte Hardrad (785 ou 786), qui semble avoir eu une toute autre origine, que celui de Pépin, que l'annaliste explique en effet de cette façon<sup>8</sup>.

Einhard ne pêche pas seulement par négligence et inattention : on peut le prendre plus d'une fois en flagrant délit d'altération systématique de la vérité. Son récit comparé des campagnes de Pépin le Bref et de Charlemagne contre les Lombards (chapitre vi), écrit tout entier à l'aide des *Annales royales*, est d'un bout à l'autre une audacieuse déformation des faits rapportés dans cet ouvrage. En même temps qu'il exagère comme à plaisir l'étendue des services

1. *Annales regni Francorum*, ann. 799, éd. Kurze, p. 109.

2. *Vita Karoli*, ch. xiii, p. 17, l. 1-2.

3. *Annales regni Francorum*, ann. 81f, éd. Kurze, p. 135.

4. *Ibid.*, ann. 792, p. 91.

5. *Vita Karoli*, ch. xx, éd. Holder-Egger, p. 25. Nous n'ignorons pas qu'on a sérieusement discuté la question de savoir si Einhard n'avait pas ici corrigé de propos délibéré le texte des Annales. Malheureusement, cette « correction » rappelle d'un peu trop près les erreurs incontestables que nous venons de signaler. En tout cas, y aurait-il eu « correction » qu'Einhard ne l'aurait faite que pour des raisons d'ordre logique : car on ne voit pas de quel document il aurait pu disposer.

6. Voir ce que nous avons dit plus haut de la guerre de Bavière (ch. xi) et de la mort d'Éric et de Gerold (ch. xiii).

7. *Vita Karoli*, ch. xx, p. 26, l. 3-4.

8. *Annales regni Francorum*, ann. 792, éd. Kurze, p. 91.

rendus par la royauté franque à la papauté<sup>1</sup>, il veut coûte que coûte, pour rehausser la gloire de Charlemagne, opposer sa ténacité et sa continuité dans l'effort à la mollesse de Pépin : Pépin se serait contenté, à l'en croire, d'une seule expédition, rapidement menée, mais qui laissa intacte la puissance lombarde, tandis que Charles, au prix des pires difficultés, se serait fait un point d'honneur de n'abandonner l'entreprise qu'après avoir assuré par une longue guerre la ruine complète de l'ennemi. Contraste significatif, en effet, mais que les *Annales* démentent catégoriquement quand elles insistent sur les obstacles rencontrés par Pépin, lui aussi, sur les deux campagnes qu'il dut conduire en Lombardie, sur les deux sièges de Pavie qu'il dut entreprendre et mena chaque fois avec succès<sup>2</sup>. Elles racontent, d'autre part, qu'Adalgis, fils du roi Didier, réussit par la fuite à échapper aux mains de Charlemagne<sup>3</sup> : Einhard en a tiré que Charlemagne parvint à « chasser » Adalgis, « non seulement du royaume lombard, mais d'Italie<sup>4</sup> ». A quoi il ajoute que le roi franc poursuivit la guerre jusqu'à ce qu'il eût « opprimé » le duc de Frioul Rodgaud, « soumis toute l'Italie et imposé au pays son fils Pépin comme roi<sup>5</sup> » : façon habile de mettre en relief sa persévérance, mais cette fois au mépris de la chronologie, car, au témoignage des *Annales royales*, entre la fin de la guerre lombarde (774) et l'« oppression » de Rodgaud — qui consista en sa mort (776)<sup>6</sup> — il s'écoula près de deux ans, et l'élévation de Pépin à la royauté ne survint que cinq ans encore après (781)<sup>7</sup>.

La version qu'Einhard nous donne de la guerre de Saxe est à l'avenant. Non qu'il mente à proprement parler, mais en taisant certains faits capitaux, il réussit à fausser entièrement l'histoire. A le lire<sup>8</sup>, on a l'impression que toute la guerre, dans ce qu'elle eut d'essentiel et malgré le caractère de longueur et d'atrocité qu'Einhard lui reconnaît, tient en deux grandes batailles, victorieuses pour les armes franques, à la suite desquelles les Saxons, traqués dans leurs repaires, n'osant plus se mesurer en rase campagne avec leurs ennemis, furent peu à peu réduits à merci.

1. Einhard renchérit encore sur ce que disent les *Annales royales* remaniées, ann. 755. Voir la contre-partie dans les lettres pontificales.

2. *Annales regni Francorum*, ann. 755 et 756, éd. Kurze, p. 13 et 15.

3. *Ibid.*, ann. 774, p. 39.

4. *Vita Karoli*, ch. vi, éd. Holder-Egger, p. 8, l. 22.

5. *Ibid.*, p. 8, l. 24.-p. 9, l. 1.

6. *Annales regni Francorum*, ann. 776, éd. Kurze, p. 43 et 45.

7. *Ibid.*, ann. 781, p. 57.

8. *Vita Karoli*, ch. vii-viii, éd. Holder-Egger, p. 9-11.

Les *Annales royales* présentent les choses autrement : elles nous parlent de beaucoup d'autres combats, qui parfois tournèrent mal pour les Francs; elles nous disent aussi à quelles mesures féroces (le supplice de 4,500 rebelles exécutés de sang-froid à Verdun en 782), à quelles formidables déportations en masses, plusieurs fois répétées à partir de 794, Charlemagne dut avoir recours avant de venir à bout de ces populations jalouses de leur indépendance et de leur liberté. Einhard ne veut connaître qu'une déportation en masse, celle de 804, qu'il présente comme la conclusion de la lutte<sup>1</sup>, afin de réserver au génie militaire de Charles toute la gloire de la conquête.

Conquête! voilà d'ailleurs un mot qu'il répudie. Pour lui (et l'on sait qu'il a eu des imitateurs), les guerres conquérantes de Charlemagne sont des guerres défensives : Charles a imposé le respect aux peuples qui « faisaient la guerre aux Francs » (*contra Francos*)<sup>2</sup>.

Cette politique défensive fut cependant assez féconde en résultats positifs pour qu'Einhard n'ait pu résister au plaisir de tracer, dans un chapitre fameux (chapitre xv), un tableau comparé des limites de l'État franc à l'avènement et à la mort de Charlemagne. Mais dans ce chapitre, par un procédé analogue à celui que nous avons déjà relevé dans son récit de la guerre lombarde, il a cru devoir, pour exalter son héros, à la fois restreindre systématiquement ce qui était déjà acquis au temps de Pépin et grossir les gains réalisés depuis lors : il affirme, malgré les *Annales royales*, que la domination franque, avant Charlemagne, s'arrêtait à la Loire, comme si l'Aquitaine, quelque insoumis que fussent ses ducs, ne faisait pas dès l'époque de Pépin partie intégrante du royaume franc au même titre que le duché de Bavière, lui aussi en perpétuelle rébellion; il impute à tort à son héros la conquête de la Gascogne; il lui attribue la possession de tout le nord-est de l'Espagne jusqu'à l'Èbre, « qui, après avoir traversé la plaine située sous les murs de Tortosa, se jette dans la mer Baléare », bien que, en l'année 809, les *Annales royales*<sup>3</sup> relatent l'échec des tentatives faites par l'armée franque pour s'emparer précisément de Tortosa et, du même coup, pour porter jusqu'à l'Èbre dans cette région la domination franque; il prolonge enfin indûment jusqu'au nord de la Calabre l'empire caro-

1. *Ibid.*, ch. vii, p. 10, l. 19 : « ... usque dum, omnibus qui resistere solebant profigatis et in suam potestatem redactis, decem millia hominum... transtulit... ».

2. *Ibid.*, ch. viii, p. 11, l. 13; ch. xiii, p. 16, l. 9.

3. *Annales regni Francorum*, ann. 809, éd. Kurze, p. 127.



lingien, y englobant ainsi à la fois les domaines pontificaux et le duché de Bénévent dont, suivant les Annales, et malgré de multiples expéditions (jusqu'en l'année 812), Charlemagne ne réussit jamais à faire autre chose qu'un État tributaire.

Au chapitre suivant (chapitre xvi), il n'hésite pas à écrire que « les empereurs de Constantinople Nicéphore, Michel et Léon sollicitèrent spontanément (*ultro*) son amitié et son alliance<sup>1</sup> », ce qui ne laisse pas de surprendre ceux de ses lecteurs qui se rappellent au prix de quelles longues et pénibles démarches et de quels sacrifices d'amour-propre<sup>2</sup> Charles finit par obtenir des princes byzantins la reconnaissance officielle de son titre impérial et un traité d'alliance. On s'étonne qu'Einhard, qui a eu en mains la correspondance relative à cette affaire (car il en a relevé plus loin<sup>3</sup> un détail de protocole), ait osé travestir la vérité à ce point.

\* \* \*

L'usage qu'Einhard a fait des textes dont nous disposons encore prouve donc qu'il y a lieu de se méfier non seulement de l'exactitude, mais aussi de la franchise de ses affirmations. Cependant, comme on lui a souvent, malgré cela, décerné un brevet d'impartialité, il est nécessaire d'insister sur ce point que son œuvre tout entière porte la marque de ce même parti pris, dont nous avons déjà cité des exemples, qui l'amène à toujours grandir et embellir le rôle joué par le roi franc<sup>4</sup>.

Les torts ne sont jamais du côté de Charlemagne; chacun de ses gestes, chacun de ses actes est dicté par les plus nobles sentiments. Renonce-t-il à poursuivre un ennemi? C'est par abnégation, pour ne pas faire souffrir inutilement le pauvre peuple<sup>5</sup>. Est-il battu?

1. « Imperatores etiam Constantinopolitani Niciforus, Michael et Leo, ultro amicitiam et societatem ejus expetentes, complures ad eum misere legatos » (*Vita Karoli*, ch. xvi, éd. Holder-Egger, p. 19, l. 26).

2. La lettre écrite par Charlemagne en 811 à Nicéphore (*Monumenta Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. II, p. 546, n° 32) en est un témoignage décisif.

3. *Vita Karoli*, ch. xxviii, éd. Holder-Egger, p. 33, l. 1 et note f.

4. Remarquer aussi avec quel soin, dans les premiers chapitres, Einhard s'est employé à présenter l'avènement des Carolingiens au trône comme un événement naturel, presque régulier. Avant même la reconnaissance de Pépin comme roi, il veut nous donner l'impression que le pouvoir s'est transmis sans heurts de Pépin l'Ancien à Pépin le Bref, escamotant habilement la bâtardise de Charles Martel et son usurpation violente.

5. *Vita Karoli*, ch. x, éd. Holder-Egger, p. 13, l. 17.

C'est pour lui une occasion de montrer de la grandeur d'âme<sup>1</sup>. A la haine et aux manœuvres déloyales de son frère Carloman, il oppose un calme et une patience angéliques<sup>2</sup>. Il n'est guère d'événement qui ne fournisse au biographe l'occasion de vanter la sagesse, l'énergie, la ténacité, le courage, la constance, l'abnégation, la magnanimité, la tendresse de cœur, la générosité, la charité, la tempérance de son héros : chef d'État incomparable, général sans pareil, fils parfait, père accompli, excellent frère, excellent oncle, ami dévoué; par surcroît, de belle prestance, parlant bien<sup>3</sup> et — détail qui a frappé Einhard — le meilleur nageur de son temps<sup>4</sup>, Charlemagne nous est présenté comme le modèle de toutes les vertus.

Il y a bien quelques ombres au tableau et c'est même parce qu'Einhard n'a pas cru devoir taire absolument tous les épisodes malheureux de la vie de Charlemagne ni toutes ses faiblesses que l'on a si fort vanté son impartialité : illusion tenace, dont on retrouve l'écho jusque chez les meilleurs critiques<sup>5</sup> et que dément cependant le ton général de l'ouvrage.

Oui, sans doute, Einhard a consacré tout un chapitre à l'échec de Roncevaux<sup>6</sup>; mais l'incident était si connu et le souvenir en était resté si cuisant plus d'un demi-siècle après, que le biographe de Louis le Pieux qu'on a surnommé l'Astronome déclarait inutile de rappeler les noms des chefs tombés alors sous les coups des Gascons, tous ses lecteurs les ayant présents à l'esprit<sup>7</sup>. Le silence ici

1. *Ibid.*, ch. VII, p. 10, l. 14; ch. VIII, p. 11, l. 21-29; ch. XVIII, p. 21, l. 22.

2. *Ibid.*, ch. XVIII, p. 22, l. 1-4.

3. Voir plus particulièrement les chapitres XVIII, XIX, XXII, XXIV-XXVII.

4. *Vita Karoli*, ch. XXII, éd. Holder-Egger, p. 27, l. 14 : « ... cujus (natus) adeo peritus fuit ut nullus ei juste valeat anteferri ».

5. Pertz, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. II (1829), p. 430 : « Et veritatis non minus studiosum quam capacem in referendis cladibus Francorum et fama sinistra de Karoli filiabus ac conjurationibus propter immanem Fastradae crudelitatem exortis agnoscimus. » Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. I, 7<sup>e</sup> édition, par E. Dümmler (1904), p. 206 : « ... seine reine Wahrheitsliebe ist unverkennbar, wenn er auch die Schwächen seines Helden mit leichter Hand berührt. » Anguste Molinier, *les Sources de l'histoire de France*, t. V (1904), p. LI : « ... l'auteur est resté franc et sincère; s'il fait du prince un éloge enthousiaste, il indique aussi discrètement les défauts qui déparaient ce noble caractère. »

6. *Vita Karoli*, ch. IX, éd. Holder-Egger, p. 12.

7. « ... extremi quidam in eodem monte regii caesi sunt agminis. Quorum quia vulgata sunt nomina dicere supersedeo » (*Vita Hludovici*, ch. II, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. II, p. 608). Nous n'ignorons pas que M. Bédier (*Les légendes épiques*, t. III, p. 197) a proposé de voir dans cette phrase de l'Astronome une allusion au récit d'Einhard lui-même; mais c'est, semble-t-il, en restreindre le sens à l'excès.

était impossible, et plutôt que de se contenter d'une allusion discrète, Einhard a résolument préféré raconter les faits en détail pour les remettre au point et en atténuer la portée. Aussi qu'on voie avec quelle habileté il insiste, au début du chapitre, sur les brillants résultats obtenus en Espagne, sur la reddition de « toutes les places fortes, de tous les châteaux devant lesquels le roi s'était présenté<sup>1</sup> ». L'armée, ajoute-t-il, repassa en Gaule « saine et sauve, sous cette réserve que, dans les défilés des Pyrénées, elle eut à éprouver un peu la perfidie gasconne<sup>2</sup> ». Et il explique longuement la mauvaise position où les Francs se trouvaient nécessairement placés; le caractère du pays, véritable coupe-gorge fait pour les embuscades; l'inégalité des armements, qui donnait aux assaillants un avantage marqué; enfin l'impossibilité où l'on fut de tirer vengeance d'un ennemi qui, le coup fait, « se dispersa si bien qu'il ne resta plus le moindre indice de la région où l'on eût pu le chercher<sup>3</sup> ».

Sans doute encore, en un autre chapitre (chapitre xxi), Einhard n'a pu se défendre de regretter, en passant, que Charlemagne se soit montré si accueillant aux « pèlerins ». Leur nombre était devenu tel, à l'entendre, qu'ils « semblaient, non sans raison, une charge pour le palais et même pour le royaume<sup>4</sup> ». Mais ce regret est moins, dans son esprit, une critique à l'adresse de l'empereur, dont il loue, au contraire, à ce propos une fois de plus la « grandeur d'âme » et la « générosité<sup>5</sup> », que l'expression d'une jalousie mal dissimulée pour les étrangers, pour les « Scots » surtout, qui pullulaient en Gaule et ailleurs et contre lesquels, dès son arrivée au palais, il avait eu, on s'en souvient, à exercer sa verve<sup>6</sup>.

Et s'il constate, un peu plus loin, que Charlemagne, malgré son intelligence et son labeur, n'est jamais parvenu à bien tracer ses

1. « Saluque Pyrinei superato, omnibus quae adierat oppidis atque castellis in deditionem acceptis » (*Vita Karoli, loc. cit.*, p. 12, l. 5).

2. « Salvo et incolomi exercitu revertitur, praeter quod in ipso Pyrinei jugo Wasconicam perfidiam parumper in redeundo contigit experiri » (*Ibid.*, p. 12, l. 6-8).

3. « Neque hoc factum ad praesens vindicari poterat, quia hostis re perpetrata ita dispersus est, ut ne fama quidem remaneret ubinam gentium quaeri potuisset » (*Ibid.*, p. 12, l. 26).

4. « Amabat peregrinos et in eis suscipiendis magnam habebat curam, adeo ut eorum multitudo non solum palatio, verum etiam regno non inmerito videretur onerosa » (*Ibid.*, p. 26, l. 12).

5. « Ipse tamen prae magnitudine animi hujuscemodi pondere minime gravabatur, cum etiam ingentia incommoda laude liberalitatis ac bonae famae mercede compensaret » (*Ibid.*, p. 26, l. 15-18).

6. Voir plus haut, p. 281.

lettres, il l'en excuse aussitôt en observant qu'il s'y est pris trop tard<sup>1</sup> : Charlemagne n'en reste pas moins grand par les intentions qu'il a eues, même quand le temps lui a manqué pour les réaliser, comme Einhard s'attache encore à l'établir dans son chapitre XXIX, où il loue l'empereur des efforts qu'il fit pour corriger et unifier les lois franques sans cependant pouvoir aboutir à des résultats complets<sup>2</sup>.

Sur un point toutefois Einhard semble s'être permis une critique : pour avoir voulu garder auprès de lui toutes ses filles sans les marier, Charles, écrit-il, « heureux par ailleurs, éprouva la malignité de la mauvaise fortune<sup>3</sup> ». Il atténue, il est vrai, aussitôt l'impression produite par cette très discrète évocation des scandales de la cour en insistant sur la façon très digne avec laquelle l'empereur sut dissimuler son chagrin<sup>4</sup>; mais, enfin, l'impression reste, et l'on s'étonne qu'Einhard n'ait pas jeté sur ces faits un voile plus discret encore. L'explication de cette hardiesse nous est fournie par la lecture de Suétone dont la *Vie d'Auguste* a été ici prise pour modèle : Suétone ayant rappelé la fureur avec laquelle Auguste châtia l'inconduite de sa fille et de l'ainée de ses petites-filles<sup>5</sup>, Einhard a saisi avec empressement l'occasion qui s'offrait à lui d'établir avec le grand empereur romain, même en ces matières épineuses, un parallèle qu'il jugeait flatteur, puisque Charlemagne, à l'inverse d'Auguste, « sut si bien dissimuler ses sentiments qu'on eût pu croire qu'aucun bruit ne s'était répandu, qu'aucun soupçon n'avait même pris naissance de l'affront qu'il avait subi<sup>6</sup> ».

\* \*

Ce n'est pas sur ce point seulement que Suétone lui a servi de

1. « ... sed parum successit labor praeposterus ac sero inchoatus » (*Vita Karoli*, ch. XXV, éd. Holder-Egger, p. 30, l. 21).

2. *Ibid.*, p. 33, l. 7-9.

3. « Ac propter hoc, licet alias felix, adversae fortunae malignitatem expertus est » (*Ibid.*, ch. XIX, p. 25, l. 8). Cette habile périphrase est d'ailleurs imitée de Suétone, *Augustus*, ch. LXV, 1 : « Sed laetum eum atque fidentem et sobole et disciplina domus Fortuna destituit » (édition M. Ihm, collection Teubner, 1908, p. 84, l. 5).

4. « Quod tamen ita dissimulavit, acsi de eis nulla umquam allucius probri suspicio exorta vel fama dispersa fuisset » (*Vita Karoli*, ch. XIX, éd. Holder-Egger, p. 25, l. 10).

5. Suétone, *Augustus*, ch. LXIV et LXV, éd. Ihm, p. 83-85.

6. Texte cité, note 4.



modèle : à la *Vie d'Auguste* et, par places, aux *Vies* des autres Césars, il a emprunté à la fois le plan de son œuvre et souvent son style et ses expressions. Nous ne reviendrons sur cette particularité, qui a déjà souvent et fort bien été mise en lumière<sup>1</sup>, que pour signaler les conséquences fâcheuses que cette imitation a dû entraîner, elle aussi, quoi qu'on en ait dit, au point de vue de la stricte objectivité<sup>2</sup>.

Dans l'ensemble, nous ne le nions pas, Einhard a su garder son indépendance, et quand il applique à Charlemagne quelques-uns des traits qui, chez Suétone, servent à caractériser Auguste ou l'un de ses successeurs, il n'agit jamais sans raisons. Mais, dans son désir de nous fournir, autant que possible, trait pour trait, une réplique aux détails de l'historien romain, ne s'est-il pas, malgré tout, laissé parfois entraîné, sinon à prendre le contre-pied de la vérité, du moins à nous en donner une image déformée?

Nous n'en voulons pour preuve que le chapitre xix relatif aux rapports de Charlemagne avec ses enfants, lequel est en majeure partie calqué sur le chapitre lxiv de la *Vie d'Auguste*. Suétone affirme que l'empereur romain veilla à ce que sa fille et ses petites-filles apprissent à filer la laine, qu'il ne dina jamais sans ses petits-fils et que, lorsqu'il se mettait en route, ils étaient toujours avec lui, soit en voiture, en tête du cortège, soit à cheval, à ses côtés<sup>3</sup>.

1. Notamment par M. Ernst Bernheim, qui y a consacré une étude spéciale (E. Bernheim, *Die Vita Karoli Magni als Ausgangspunkt zur literarischen Beurtheilung des Historikers Einhard*, dans les *Historische Aufsätze dem Andenken an Georg Waitz gewidmet*, Hannover, 1886, p. 73-96). M. Bernheim a d'ailleurs eu le tort, selon nous, de vouloir préciser à l'excès la méthode de travail adoptée par Einhard. — Voir, en outre, Jaffé, *Bibliotheca rerum germanicarum*, t. IV, p. 501-504, notes, et l'édition de la *Vita Karoli* publ. par Holder-Egger, notes.

2. Il est incontestable d'ailleurs qu'elle en a eu aussi d'heureuses : on a fait observer avec raison que c'est en voulant rivaliser avec Suétone qu'Einhard a été conduit à insister sur quantité de détails dont d'autres biographes du moyen âge ne se soucient guère d'habitude. A ce point de vue, voir Jaffé, *op. cit.*, p. 501; Ebert, *Histoire générale de la littérature du moyen âge en Occident*, t. II, trad. Aymeric et Condamin, p. 110; Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. I, 7<sup>e</sup> éd., par E. Dümmler, p. 205; Aug. Molinier, *les Sources de l'histoire de France*, t. I, p. 199; t. V, p. LI; Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I, p. 643. C'est aujourd'hui un lieu commun.

3. Suétone, *Augustus*, lxiv, 2 et 3, éd. Ihm (collection Teubner), p. 83-84 : « Filiam et nepes ita instituit ut etiam lanificio assuefaceret... Neque cenavit una, nisi ut in imo lecto assiderent (nepotes), neque iter fecit, nisi ut vehiculo anteirent aut circa adequarent. »

Einhard a tenu à transposer ce passage en l'appliquant aux sept fils et aux sept filles qu'il attribue à Charlemagne<sup>1</sup>. Il renchérit même jusqu'à prétendre que l'empereur franc, lui, ne dina jamais qu'entouré de ses quatorze enfants et ne se mit en route qu'accompagné de ses fils à cheval et suivi de ses filles<sup>2</sup>. L'exagération est manifeste, et les *Annales royales*, pour ne citer qu'elles, permettent de constater combien rares devaient être les occasions où Charles emmenait ses enfants avec lui au cours de ses perpétuels déplacements; car elles nous le montrent maintes fois, à l'approche des fêtes de Noël, soit partant les retrouver dans un de ses palais des bords du Rhin, soit les appelant auprès de lui lorsqu'il avait décidé d'hiverner en Saxe ou dans quelque autre lointain pays<sup>3</sup>.

De même, au chapitre xvi, Suétone est en partie responsable de la phrase tendancieuse jusqu'à la fausseté, que nous avons déjà relevée, où Einhard représente les empereurs byzantins envoyant à Charles des ambassades pour « solliciter spontanément son amitié et son alliance<sup>4</sup> ».

D'autre part, déjà porté par lui-même, nous l'avons vu, à embellir la figure de son héros, Einhard, en vrai Franc du ix<sup>e</sup> siècle, semble s'être fait un point d'honneur de l'égaliser aux empereurs romains, en lui reconnaissant à la fois tous les mérites que Suétone vantait chez Auguste ou chez ses successeurs ou parfois chez Jules César<sup>5</sup> et ceux qu'il regrettait de ne pas rencontrer chez eux : « de corps ample, robuste et grand », tout comme Tibère, Charlemagne, à la différence de ce dernier, était « d'une taille qui n'avait rien d'ex-

1. Il a énuméré treize fils et filles au chapitre xviii de la *Vita Karoli* et y a ajouté le nom du bâtard Pépin au chapitre xx.

2. « ... filias vero lanificio adsuescere (fecit)... Filiorum ac filiarum tantam in educando curam habuit ut numquam domi positus sine ipsis caenaret, numquam iter sine illis faceret. Adequitabant ei filii, filiae vero pone sequebantur » (*Vita Karoli*, ch. xix, éd. Holder-Egger, p. 23, l. 23, et p. 24, l. 20).

3. Voir, par exemple, *Annales regni Francorum*, ann. 785, éd. Kurze, p. 69; ann. 787, p. 77; ann. 797, p. 103; ann. 805, p. 120. Ces mêmes annales signalent comme exceptionnel le fait qu'en 780, Charlemagne emmena avec lui à Rome sa femme et ses enfants (*ibid.*, p. 57).

4. « Imperatores etiam Constantinopolitani Niciforus, Michael et Leo ultro amicitiam et societatem ejus expetentes complures ad eum misere legatos » (*Vita Karoli*, ch. xvi, éd. Holder-Egger, p. 19, l. 26) = « Indos etiam et Seythas auditu modo cognitos pellexit ad amicitiam suam populique Romani ultro per legatos petendam » (Suétone, *Augustus*, xxi, 3, éd. Ihm, p. 57, l. 34).

5. On sait que César fut généralement considéré au moyen âge comme le premier empereur romain. Cf. A. Graf, *Roma nella memoria e nelle immaginazioni del medio evo* (2<sup>e</sup> éd., 1915), p. 193 et suiv.

cessif<sup>1</sup> »; il avait, comme Néron, « le cou fort<sup>2</sup> » et, comme Titus, « le ventre un peu saillant<sup>3</sup> », mais telle était chez lui, comme chez Auguste, « l'harmonie de ses autres membres » qu'on ne s'en apercevait pas<sup>4</sup>; ses yeux rivalisaient avec ceux de Tibère pour la dimension<sup>5</sup> et avec ceux de Jules César pour la vivacité<sup>6</sup>; ses cheveux blancs étaient aussi beaux que ceux de Claude<sup>7</sup> et, « assis ou debout », sa prestance égalait celle de cet empereur en « autorité » et en « dignité<sup>8</sup> »; comme ceux d'Auguste, ses vêtements étaient simples et modestes<sup>9</sup>; tempérant comme lui<sup>10</sup> — bien qu'Einhard soit obligé d'avouer combien il se plaignait des jeûnes<sup>11</sup> — il savait ne pas imiter son goût immodéré des festins : « il ne banquetait que très rarement », dit-il en retournant la phrase où Suétone note

1. « Corpore fuit amplo atque robusto, statura eminenti, quae tamen justam non excederet » (*Vita Karoli*, ch. xxii, éd. Holder-Egger, p. 26, l. 19) = « Corpore fuit amplo atque robusto, statura quae justam excederet » (Suétone, *Tiberius*, lxxviii, 1, éd. Ihm, p. 148, l. 12).

2. « Cervix obesa » (*Vita Karoli*, ch. xxii, p. 26, l. 26) = « Cervice obesa » (Suétone, *Nero*, li, p. 257, l. 28).

3. « Venterque projectior » (*Vita Karoli*, ch. xxii, p. 26, l. 26) = « Ventre paulo projectiore » (Suétone, *Titus*, iii, 1, p. 310, l. 6).

4. « Tamen haec ceterorum membrorum celabat aequalitas » (*Vita Karoli*, ch. xxii, p. 26, l. 27) = « Staturam brevem ... sed quae commoditate et aequalitate membrorum oculeretur » (Suétone, *Augustus*, lxxix, 2, p. 93, l. 31).

5. « Oculis praegrandidibus » (*Vita Karoli*, ch. xxii, p. 26, l. 22) = « Cum praegrandidibus oculis » (Suétone, *Tiberius*, lxxviii, 2, p. 148, l. 21).

6. « Oculis ... vegetis » (*Vita Karoli*, ch. xxii, p. 26, l. 22) = « Vegetisque oculis » (Suétone, *Julius*, xlv, 1, p. 23, l. 4).

7. « Canitie pulchra » (*Vita Karoli*, ch. xxii, p. 26, l. 24) = « Canitieque pulchra » (Suétone, *Claudius*, xxx, p. 212, l. 28).

8. « Unde formae auctoritas ac dignitas tam stanti quam sedenti plurima adquirebatur » (*Vita Karoli*, ch. xxii, p. 26, l. 24) = « Auctoritas dignitasque formae non defuit vel stanti vel sedenti » (Suétone, *Claudius*, xxx, p. 212, l. 26 : la leçon des manuscrits « et veterum stanti vel sedenti » est évidemment erronée).

9. « Aliis autem diebus habitus ejus parum a communi ac plebeio abhorrebat » (*Vita Karoli*, ch. xxiii, p. 28, l. 15) = « Veste non temere alla quam domestica usus est, etc. » (Suétone, *Augustus*, lxxiii, p. 90, l. 28).

10. « In cibo et potu temperans, sed in potu temperantior ... Vini et omnis potus adeo parvus in bibendo erat ut super caenam raro plus quam ter biberet » (*Vita Karoli*, ch. xxiv, p. 28, l. 18 et p. 29, l. 10) = « Cibi ... minimi erat ... Vini quoque natura parcissimus erat. Non amplius ter bibere eum solitum super cenam in castris apud Mutinam Cornelius Nepos tradit » (Suétone, *Augustus*, lxxvi, 1, p. 91, l. 30; lxxvii, p. 92, l. 15).

11. « Cibo enim non adeo abstinere poterat, ut saepe quereretur noxia corpori suo esse jejunia » (*Vita Karoli*, ch. xxiv, p. 28, l. 21).

qu'Auguste « banquetait assidûment<sup>1</sup> ». Tout le portrait est composé dans cet esprit, quoique, bien entendu, Einhard ne s'interdise pas de signaler quelques-unes des particularités qui distinguent nettement un Charlemagne de n'importe quel empereur de l'antiquité.

Parce qu'il a eu constamment devant les yeux les Vies des Césars romains, Einhard a donc subi un entraînement qui devait presque malgré lui l'amener à déformer les traits de son modèle, à en fausser tout au moins les proportions : avec le parti pris qui l'anime et dont nous avons plus haut apporté des preuves non équivoques, on peut supposer qu'il n'a pas fait grand effort pour résister à cet entraînement.

\* \* \*

Étant données les observations qui précèdent, il y a lieu de se demander dans quelle mesure la *Vie de Charlemagne* mérite créance sur les points où le texte en semble complètement original.

Certains détails qu'elle est seule à fournir nous apparaissent tout de suite comme faux. Il est faux, par exemple, que le partage du royaume franc, effectué en 768 entre Charlemagne et son frère, ait été la reproduction de celui de l'année 741, comme il est dit au chapitre III<sup>2</sup>. Il est faux que la mort de l'empereur ait été précédée de peu par « trois années consécutives » qu'auraient marquées « d'innombrables éclipses de soleil et de lune » et au cours desquelles « une tache noire serait apparue sept jours durant dans le soleil<sup>3</sup> » : ces divers phénomènes, où Einhard voit de sinistres présages, furent particuliers aux deux années 807 et 810<sup>4</sup>.

D'autres détails inspirent des doutes sérieux, comme cet épisode, — où Einhard voit encore un présage de mauvaise augure — de la chute soudaine, à l'approche de l'année 814, du portique qui, à Aix-la-Chapelle, reliait le palais impérial à l'église<sup>5</sup>. Les *Annales royales*

1. « Convivabatur rarissime » (*Vita Karoli*, ch. xxiv, p. 29, l. 1) = « Convivabatur assidue » (Suétone, *Augustus*, lxxiv, p. 91, l. 3).

2. *Vita Karoli*, ch. III, éd. Holder-Egger, p. 6, l. 2-8.

3. *Ibid.*, ch. xxxii, p. 36, l. 5-7 : « Per tres continuos vitaeque terminos proximos annos et solis et lunae creberrima defectio et in sole macula quaedam atrii coloris septem dierum spatio visa. »

4. *Annales regni Francorum*, ann. 807, éd. Kurze, p. 122-123; ann. 810, p. 133.

5. *Vita Karoli*, ch. xxxii, p. 36, l. 8-10 : « Porticus, quam inter basilicam et regiam operosa mole construxerat, die ascensionis Domini subita ruina usque ad fundamenta conlapsa. »



rapportent en effet, et en termes analogues, un accident identique survenu en 817, c'est-à-dire après la mort de Charlemagne. Elles parlent à ce propos d'un portique qui, comme celui de Charlemagne, mettait en communication directe le palais et l'église<sup>1</sup>, mais elles ajoutent qu'il était en bois « vermoulu et pourri<sup>2</sup> », ce qui est surprenant pour un portique dont la reconstruction eût été toute récente, d'autant plus surprenant même que l'annaliste n'a pas un mot pour rappeler l'accident antérieur.

Le témoignage d'Einhard ne semble pas plus sûr lorsqu'il s'agit de faits importants. Ainsi, dans son chapitre xvi, dont nous avons déjà dit le caractère tendancieux, Einhard prétend que Charles réussit « par sa munificence » à « faire si bien plier devant sa volonté les rois scots que ceux-ci ne l'appelèrent jamais que *seigneur* et ne cessèrent de se déclarer ses sujets et ses serfs ». Et il ajoute qu'« il subsiste des lettres » où l'on peut relever l'emploi de ce protocole, au moins singulier<sup>3</sup>. Qu'il s'agisse vraiment des rois d'Écosse ou d'Irlande (*Scottia*), on n'ose plus guère le soutenir, et volontiers on admet<sup>4</sup> une première confusion avec les rois de Northumbrie, ou plutôt avec le roi de Northumbrie Eardulf, qui, chassé de ses états en 808, fut contraint de fuir sur le continent et d'y solliciter l'appui de l'empereur franc et du pape. Les marques d'humilité prodiguées à Charlemagne par ce roi en exil n'auraient dès lors plus grande signification. Mais Eardulf lui-même alla-t-il jamais jusqu'à se dire par lettres « le sujet et le serf » de celui qui s'employa à lui assurer une restauration éphémère<sup>5</sup>? Si oui, ces lettres constituaient des documents que la chancellerie carolingienne aurait eu intérêt à conserver avec plus de soin.

1. Elles disent en effet que l'empereur Louis s'était engagé sur ce portique pour rentrer chez lui au sortir de l'office.

2. *Annales regni Francorum*, ann. 817, éd. Kurze, p. 146 : « FERIA quinta, cum imperator ab ecclesia peracto sacro officio remearet, lignea porticus per quam incedebat, cum et fragili materia esset aedificata et tunc jam marcida et putrefacta, quae contignationem et tabulatum sustinebant, transtra pondus aliquod ferre non possent, incedentem desuper imperatorem subita ruina cum viginti et eo amplius hominibus qui una ibant ad terram usque deposuit... » Dans les deux cas, l'accident est placé un jeudi : le jeudi saint en 817 ; le jeudi de l'Ascension au temps de Charlemagne.

3. *Vita Karoli*, ch. xvi, éd. Holder-Egger, p. 19, l. 6 : « Scottorum quoque reges sic habuit ad suam voluntatem per munificentiam inclinatos ut eum numquam aliter nisi dominum seque subditos et servos ejus pronuntiarent. Extant epistolae ab eis ad illum missae quibus hujusmodi affectus eorum erga illum indicator. »

4. Voir Abel et Simson, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Karl dem Grossen*, t. II (1883), p. 381.

5. Cf. Abel et Simson, *op. cit.*, t. II, p. 398-399.

Ou bien Einhard n'a-t-il pas mêlé les souvenirs plus ou moins vagues qu'il avait pu garder à la fois de la correspondance échangée par Charlemagne avec « son très cher frère et ami » le roi de Mercie Offa<sup>1</sup> (un allié dont, répétons-le<sup>2</sup>, on s'étonne qu'il n'ait rien dit) et d'une lettre-sermon adressée « à son très pieux seigneur » le roi franc par un clerc nommé Cathulf, qui s'intitule « le dernier de vos serfs<sup>3</sup> » ? Nous l'ignorons. Mais il est difficile d'expliquer les dires étranges d'Einhard autrement que par toute une série de confusions.

La suite du chapitre inspire, elle aussi, bien des doutes. On doit se demander, entre autres, si Einhard a réellement vu des lettres du roi Alfonso de Galice et d'Asturie invitant Charlemagne à l'appeler « son homme<sup>4</sup> » et s'il a puisé ses renseignements à bonne source quand il affirme qu'Haroun-al-Raschid consentit à abandonner au profit du prince franc tous ses droits sur les Lieux saints<sup>5</sup>.

Ailleurs (chapitre VII), n'est-ce pas par suite d'une généralisation arbitraire qu'il a cru pouvoir parler d'un traité formel conclu en 804 avec les Saxons et stipulant leur baptême en masse<sup>6</sup>, alors que pareil fait n'est attesté dans les *Annales royales* que pour l'année 785, quand eut lieu la première soumission des Saxons à Charlemagne<sup>7</sup> ? Et peut-on ajouter foi à la singulière version qu'Einhard a accréditée (chapitre XXVIII) du couronnement impérial de l'an 800, auquel le pape aurait procédé à l'insu du roi franc et contrairement à ses désirs<sup>8</sup> ?

Non pas, assurément, que tous les détails nouveaux contenus dans la *Vie de Charlemagne* soient à rejeter en bloc. Sans avoir en aucune façon joué à la cour de cet empereur le rôle de confident<sup>9</sup> qu'on lui a si généreusement prêté, Einhard était en mesure, ayant approché le souverain, ayant vécu longtemps dans son entourage,

1. *Monumenta Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. II, p. 131, n° 87; p. 145, n° 100.

2. Cf. ci-dessus, p. 293.

3. *Monumenta Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. II, p. 501, n° 7 : « Domino regi piissimo, gratia Dei celsissimo, Carlo vere carissimo, regno Christi rectissimo, ultimus namque Cathuulphus, tamen vester servulus... »

4. *Vita Karoli*, ch. XVI, éd. Holder-Egger, p. 19, l. 2 : « Adeo namque Hadeofonsum Galleciae atque Asturicae regem sibi societate devinxit ut is, cum ad eum vel litteras vel legatos mitteret, non aliter se apud illum quam proprium suum appellari juberet. »

5. *Ibid.*, p. 19, l. 17-22.

6. *Ibid.*, p. 10, l. 25.

7. *Annales regni Francorum*, ann. 785, éd. Kurze, p. 71.

8. *Vita Karoli*, ch. XXVIII, éd. Holder-Egger, p. 32, l. 23-26.

9. C'est le mot dont se sert Auguste Molinier lui-même (*Sources de l'histoire de France*, t. V, p. L).

ayant même participé à son initiation scientifique et littéraire, de nous donner des renseignements exacts sur sa personne, sur sa famille, sur sa vie extérieure. Il pouvait aussi, sans difficultés, connaître et décrire, comme il l'a fait au chapitre xvii, les principaux monuments construits sous son règne; il avait dû entendre parler à la cour de la malheureuse affaire de Roncevaux dont nous avons déjà dit que le souvenir semble être resté longtemps vivant<sup>1</sup>; enfin, originaire de la vallée du Main, il devait avoir quelques notions personnelles sur le pays saxon et sur les mœurs de ses habitants<sup>2</sup>. Et parce qu'il a parlé de tout cela dans son livre, ce livre demeure en tout état de cause un document capital. Mais il y montre une telle légèreté, une telle partialité, que, sur les points mêmes où l'on serait tenté de se fier à lui, on doit craindre qu'il n'ait dénaturé les faits.

\* \*

Cette crainte serait atténuée si nous pouvions admettre avec presque tous les critiques<sup>3</sup> que la *Vie de Charlemagne* a été écrite quelques

1. Sans faire intervenir la tradition épique, dont l'origine est matière à discussion, rappelons le texte significatif de l'Astronome (milieu du ix<sup>e</sup> siècle) que nous avons cité plus haut, p. 300, n. 7.

2. On sait qu'il en a parlé aux chapitres vii et viii. — Il est bon de noter qu'il est des cas où certaines précisions données par Einhard ne sont des nouveautés qu'en apparence. Par exemple, au chapitre xii (éd. Holder-Egger, p. 15, l. 6), il est seul à indiquer comme cause de la guerre contre les Wilzes, en 789, le désir de mettre fin aux ravages exercés par ces derniers sur le territoire des Abodrites; mais il ne fait ici que s'inspirer des *Annales royales* qui expliquent la guerre de la même façon, à ceci près qu'elles ne nomment pas les Abodrites : les ravages des Wilzes se sont exercés sur les territoires de ceux de leurs voisins qui étaient « les sujets ou les alliés des Francs » (*Annales regni Francorum*, ann. 789, éd. Kurze, p. 85). Parmi ces alliés, les *Annales* rangent plus loin les Abodrites (ann. 798, p. 105), et elles ajoutent, plus loin encore (ann. 808, p. 126), que les Wilzes ne cessaient en 808 de poursuivre depuis longtemps les Abodrites de leurs attaques : Einhard, fidèle à son procédé habituel de généralisation à outrance, a reporté aux faits de l'année 789 ce qui est attesté pour 808. Il est d'ailleurs possible qu'il ait été ici dans le vrai, bien qu'il ait, par contre, restreint ainsi à l'excès la portée du texte des *Annales* relatif à l'année 789, lequel vise d'autres alliés des Francs encore.

3. Pertz, préface de son édition, *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. II, p. 444 (reproduit en tête de l'édition Holder-Egger, p. vii); Teulet, préface des *Œuvres complètes d'Éginhard*, p. xlv; Abel, *Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen*, t. I, p. 5 (et pourtant Abel est assez sévère pour Einhard); Ebert, *Histoire générale de la littérature du moyen âge en Occident*, trad. Aymeric et Condamin, t. II, p. 108; Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. I, 7<sup>e</sup> éd., par E. Dümmler,

années à peine après la mort de l'empereur († 814). — Malheureusement, il s'en faut de beaucoup que cette prétention soit acceptable.

Dès 821, dit-on, les moines de Reichenau en possédaient une copie, ainsi qu'en fait foi un catalogue de leur bibliothèque rédigé « l'an VIII du règne de l'empereur Louis » et où l'on remarque ce titre : « Vita et gesta Karoli volumen I<sup>er</sup> ». Mais, comme l'observe M. Wibel<sup>2</sup>, il est difficile de tirer argument de cette simple mention, car nous connaissons le texte du catalogue de Reichenau d'une façon trop imparfaite pour en pouvoir garantir les leçons primitives : entre l'original, entièrement ou presque entièrement disparu, et les éditions actuelles trop de copies s'interposent<sup>3</sup>. Il est vrai que de cet original ou d'une très ancienne copie de cet original subsiste un court fragment (aujourd'hui à la Bibliothèque de Genève), qu'on s'accorde à dater du IX<sup>e</sup> siècle et où figure précisément la mention qui nous intéresse<sup>4</sup>. Mais celle-ci n'est pas de la même main que le début : elle est due, ainsi que la fin du fragment, à un second scribe<sup>5</sup>, dont il n'y a aucune raison de faire remonter le travail à la date de 821, qui est celle où le catalogue a été commencé. Les mots « Vita et gesta Karoli », qui rappellent le début de la préface placée en tête

p. 205-206; H. Bloch, article cité, dans les *Göttingische gelehrte Anzeigen*, t. CLXIII (1901), p. 893; Aug. Molinier, *les Sources de l'histoire de France*, t. I, p. 199; t. V, p. L, etc. M. Wibel lui-même (*Beiträge zur Kritik der Annales regni Francorum und der Annales q. d. Einhardi*), tout en réduisant à néant la principale raison qu'on avait jusqu'alors de dater la *Vie de Charlemagne* des toutes premières années du règne de Louis le Pieux, admet (p. 229) que l'œuvre a dû être écrite peu après 817. Holder-Egger (édition de la *Vita Karoli*, p. xxvii) est un des rares qui ait résisté à l'entraînement général.

1. Ce catalogue, précédé des mots : « Brevis librorum qui sunt in coenobio Sindloeos Aua, facta anno VIII Hludovici imperatoris », a été publié par Neugart, *Episcopatus Constantiensis*, 1<sup>re</sup> partie, t. I (1803), p. 536, et par Ziegelbauer, *Historia rei litterariae ordinis S. Benedicti*, 1<sup>re</sup> partie (1754), p. 569, (éditions reproduites par Becker, *Catalogi bibliothecarum antiqui*, [1885], p. 8). Le titre relevé est celui-ci : « Vita et gesta Karoli imperatoris augusti volumen »; mais dans un fragment de l'original ou d'une copie presque contemporaine de l'original retrouvée à Genève et publiée par Hagen (*Neue Jahrbücher für Philologie und Pädagogik*, t. CXV, ann. 1877, p. 863), puis par R. Beer (*Ein aller Katalog und eine junge Fälschung*, dans les *Wiener Studien*, t. IX, p. 165), le titre est simplement celui que nous avons transcrit ci-dessus.

2. Hans Wibel, *Beiträge zur Kritik der Annales regni Francorum und der Annales q. d. Einhardi*, p. 218-227.

3. Sur la tradition manuscrite du catalogue, voir Wibel, *op. cit.*, p. 220-221.

4. Sous la forme « Vita et gesta Karoli volumen I » signalée plus haut.

5. Voir Wibel, *op. cit.*, p. 223.



de l'œuvre d'Einhard par Walafrid Strabon<sup>1</sup>, à l'époque où il était justement abbé de Reichenau, donnent même à penser que le manuscrit signalé dans le catalogue devrait être celui que Walafrid avait non seulement préfacé, mais encore transcrit de sa main<sup>2</sup>.

Très peu de temps du moins après l'année 821, si l'on en croit quelques érudits<sup>3</sup>, la *Vie de Charlemagne* était assez connue et assez goûtée déjà pour qu'on en rencontre des réminiscences sous la plume du rédacteur des *Annales royales* : racontant la surprise et le massacre d'un détachement de troupes franques par les Gascons en 824, l'annaliste, dans l'esprit duquel l'incident évoque aussitôt le souvenir de Roncevaux, reprend, comme malgré lui, quelques-uns des termes dont Einhard s'était servi pour narrer le désastre de 778<sup>4</sup>. — Toutefois, à la réflexion, le rapprochement paraît moins décisif qu'on ne serait tenté de le croire d'abord, la plupart des expressions communes aux deux auteurs figurant déjà dans le récit de l'affaire de Roncevaux tel qu'ils l'avaient pu lire tous deux dans les *Annales royales* remaniées<sup>5</sup>.

1. « Gloriosissimi imperatoris Karoli vitam et gesta quae subjecta sunt Einhardus ... descripsisse cognoscitur » (préface de Walafrid, dans l'édition de la *Vita Karoli* publiée par Holder-Egger, p. xxviii). Cf. Wibel, *op. cit.*, p. 226.

2. Sur ce manuscrit, aujourd'hui disparu, cf. *Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. xxii.

3. En particulier H. Bloch, compte-rendu de G. Monod, *Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne*, dans les *Göttingische gelehrte Anzeigen*, t. CLXIII (1901), p. 893.

4. *Vita Karoli*, ch. ix, éd. Holder-Egger, p. 12, l. 5 et suiv.; *Annales regni Francorum*, ann. 824, éd. Kurze, p. 166 :

*Vita Karoli.*

... Omnibus quae adierat oppidis atque castellis in deditionem acceptis, salvo et incolomi exercitu revertitur, praeter quod in ipso Pyrinei jugo Wasconicam perfidiam parumper in redeundo contigit experiri. Nam ... Wascones in summi montis vertice positiss insidiis ... usque ad unum omnes interficiunt.

*Annales.*

... Cum peracto jam sibi injuncto negotio reverterentur, in ipso Pyrinei jugo perfidia montanorum in insidiis deducti ac circumventi capti sunt et copiae quas secum habere pene usque ad internecionem deletae.

5. *Annales regni Francorum*, ann. 778, éd. Kurze, p. 51 : « ... Superatoque in regione Wasconum Pyrinei jugo, primo Pompelonem ... in deditionem accepit. ... Pompelonem revertitur. Cujus muros, ne rebellare posset, ad solum usque destruxit ac regredi statuens Pyrinei saltum ingressus est. In cujus summitate Wascones insidiis conlocatis extremum agmen adorti totum exercitum magno tumultu perturbant... In hoc certamine plerique aulicorum... interfecti sunt. »

Et puis surtout, pourquoi veut-on, sans preuve aucune, réserver à Einhard le mérite d'avoir servi de modèle à l'annaliste, alors qu'il serait tout aussi légitime de supposer l'inverse? Dans ce dernier cas, on devrait conclure que la *Vie de Charlemagne* a été composée après 824, peut-être même sensiblement plus tard : car quelle que soit l'hypothèse admise, il resterait à déterminer le moment où a été achevée cette portion des *Annales royales*. Mais comme l'argument qu'on en peut tirer est à double tranchant, qu'on peut l'invoquer aussi bien pour avancer que pour reculer la date où Einhard s'est mis à l'œuvre, autant vaut dire qu'il ne mène à rien.

Telles sont pourtant les seules raisons sérieuses qu'on ait fait valoir pour soutenir que la biographie d'Einhard a été écrite au lendemain de la mort de Charlemagne.

En réalité, la plus ancienne mention qu'on en connaisse se rencontre entre 830 et 836 dans une lettre de Loup de Ferrières « sous la main de qui », comme il le dit lui-même, « elle venait de tomber <sup>1</sup> ». Y avait-il longtemps à cette époque que le livre existait? Les termes mêmes dont se sert Loup de Ferrières donneraient à penser que non. Mais ce n'est qu'une impression fugitive — si fugitive que quelques critiques <sup>2</sup> en ont éprouvé une toute contraire.

Pourtant la lecture de la *Vie de Charlemagne* paraît la confirmer : le ton d'Einhard, dans la préface, est celui d'un homme qui écrit alors que beaucoup de témoins du grand règne ont déjà disparu et même, semble-t-il, en un temps où les idées ont changé, où le culte des belles-lettres a cessé d'être en honneur parmi les gens en place et les courtisans, où l'influence de l'auteur lui-même enfin a commencé à décliner; et tout cela paraît nous renvoyer aux dix dernières années du règne de Louis le Pieux, à l'époque où Einhard, prudemment retiré dans son monastère de Seligenstadt, devait être plus que jamais disposé à jouer le rôle de « louangeur du temps jadis », *laudator temporis acti*, qu'affectionnent les vieillards ou les hommes aigris.

Or tel est bien le rôle qu'Einhard semble avoir assumé : non seulement il nous trace de son héros un portrait flatté à l'excès, mais on peut croire qu'il prend un malin plaisir à souligner ce qui dans la vie de Charlemagne était de nature à servir de leçon à ses contemporains : l'esprit de concorde que l'empereur faisait régner dans sa

1. *Monumenta Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. IV, p. 7, n° 1.

2. Notamment M. Wibel, *Beiträge zur Kritik der Annales regni Francorum und der Annales q. d. Einhardi*, p. 229. — Holder-Egger, qui était un esprit sagace et pondéré, avec lequel il est rassurant de se rencontrer, était, au contraire, d'un avis conforme au nôtre. Voir son édition la *Vita Karoli*, p. xxvii, n. 2.

famille<sup>1</sup>, ses efforts pour réaliser l'unité impériale par l'unité de foi<sup>2</sup>, son goût pour la *Cité de Dieu* de saint Augustin<sup>3</sup>, toutes choses qu'il était opportun de méditer au cours des événements tumultueux qui se déroulèrent à partir de 830; et il n'est pas jusqu'aux critiques acerbes adressées à la reine Fastrade, rendue responsable d'avoir, par sa « cruauté », provoqué les conspirations dont Charlemagne faillit être victime<sup>4</sup> qui ne fussent de circonstance à un moment où l'impératrice Judith passait communément pour le mauvais génie du règne de son successeur. — Autant de détails qui renforcent l'impression produite par la lettre de Loup de Ferrières.

Mais ce n'est encore qu'une impression, et l'on voudrait des preuves.

On a cru en avoir trouvé : en deux paragraphes souvent signalés, Einhard fait allusion, d'une manière indiscutable cette fois, à des faits postérieurs à la mort de Charlemagne. Il parle au chapitre xii des Abodrites, « jadis alliés des Francs<sup>5</sup> », et au chapitre xvii des deux seuls actes de piraterie graves que les Normands ou les Sarrasins osèrent commettre sur le territoire de la Gaule, de la Germanie ou de l'Italie *tant que vécut l'empereur Charles<sup>6</sup>*, ce qui suppose qu'à l'époque où il écrit les Abodrites ont rompu l'alliance franque et que les Normands ou les Sarrasins ont renouvelé leurs ravages sur le territoire de l'empire carolingien. Il n'y a rien de décisif cependant à conclure de là, puisque la défection des Abodrites et la reprise des incursions normandes (sinon sarrasines) remontent à l'année 817<sup>7</sup>.

Mais quand on a vu combien, dans la *Vie de Charlemagne*, abondent les inexactitudes voulues ou inconscientes, à quel point les faits, même ceux de la fin du règne, sont confondus et dénaturés<sup>8</sup>,

1. *Vita Karoli*, ch. xviii, éd. Holder-Egger, p. 22, l. 1-4; p. 23, l. 7-15; ch. xix, p. 24, l. 20-p. 25, l. 3; ch. xx, p. 26, l. 8-11.

2. *Ibid.*, ch. vii, l. 28-30, et ch. xv.

3. *Ibid.*, ch. xxiv, p. 29, l. 8-10.

4. *Ibid.*, ch. xx, p. 26, l. 3-7.

5. *Ibid.*, ch. xii, p. 15, l. 6 : « Causa belli erat quod Abodritos, qui cum Francis olim foederati erant, assidua incursione lacescebant nec jussionibus coerceri poterant. »

6. *Ibid.*, ch. xvii, p. 21, l. 13 : « Ac per hoc nullo gravi damno vel a Mauris Italia, vel Gallia atque Germania a Nordmannis diebus suis adfecta est, praeter quod Centumcellae civitas Etruriae per prodicionem a Mauris capta atque vastata est et in Frisia quaedam insulae Germanico littori contiguae a Nordmannis depredatae sunt. »

7. *Annales regni Francorum*, ann. 817, éd. Kurze, p. 147. — Cf. Wibel, *op. cit.*, p. 214-215; *Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. xxvii.

8. On peut noter en particulier combien lointains et vagues semblent les souvenirs qu'il a conservés des correspondances diplomatiques feuilletées par lui, évidemment au temps où il était secrétaire de Louis le Pieux.

comment pourrait-on encore s'arrêter à l'idée d'une biographie conçue et rédigée au lendemain de 814? A supposer qu'Einhard eût été alors capable de pousser jusque-là l'ignorance ou la mauvaise foi, son livre n'eût-il point tout de suite été disqualifié aux yeux des contemporains, encore pour la plupart à même d'opposer leurs souvenirs à ses affirmations? Et c'est pourquoi nous n'hésitons pas, pour notre part, à en reculer la composition jusque vers l'année 830 — plutôt même après qu'avant cette date.

Bref, il faut, croyons-nous, en rabattre beaucoup sur le compte d'Einhard : un entraînement qu'on s'explique, mais qui ne se justifie guère, a amené les critiques à grossir démesurément à la fois son rôle au temps de Charlemagne et l'importance de son œuvre historique. Mis à part ceux de ses écrits qui intéressent seulement l'époque postérieure à 814, cette œuvre ne comprend que la *Vie de Charlemagne*, et celle-ci n'est d'ordinaire originale que dans la mesure où elle ne traite ni de guerres ni de diplomatie : en ces matières, elle se borne presque exclusivement à résumer de façon à la fois insuffisante, inexacte et tendancieuse les *Annales royales* et quelques autres textes. Sur les autres points, elle apporte du nouveau sans doute; mais composée à une époque où les souvenirs d'Einhard avaient déjà dû perdre beaucoup de leur netteté et avec un parti pris non dissimulé d'exalter coûte que coûte la mémoire de l'empereur, elle constitue un document auquel on ne saurait jamais se fier entièrement et dont toutes les affirmations appellent le plus sévère contrôle.

Louis HALPHEN.

---



## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE DE FRANCE

DE 1800 A 1914 ET QUESTIONS GÉNÉRALES DE POLITIQUE  
CONTEMPORAINE.

I. 1800-1814. — Pour décrire *Bonaparte et la société parisienne*, M. P. HOLZHAUSEN<sup>1</sup> s'est servi des témoignages, assez nombreux et peu connus, de voyageurs allemands contemporains, Meyer, Campe, Hase, Reichardt, Sierstoff, etc. Le tableau qu'il trace est animé, souvent curieux et neuf en ce qui concerne Bonaparte, dont il est question beaucoup plus que de la société. Celle-ci est jugée par les Allemands de 1802 d'une façon qui paraît souvent peu bienveillante et comme jalouse, et l'auteur, malgré son intention d'être impartial, n'échappe pas complètement à cette tendance. Le plus curieux à noter aujourd'hui, c'est ce qui plaît aux Allemands d'alors dans le spectacle qu'ils ont sous les yeux. Reichardt voit avec plaisir s'introduire à Paris la « bonne coutume allemande » de se griser entre hommes, et dans l'admiration des voyageurs allemands — ou même de leur historien — envers Bonaparte, il entre beaucoup de haine contre l'Angleterre. La traduction française est bonne. Il faut louer l'impression soignée et le bon choix du caractère.

Il était légitime de faire une place, dans une collection des « Grands hommes de guerre », au *Maréchal Davout*, dont un bon juge a dit qu'il était le meilleur élève de Napoléon, peut-être le seul. L'étude que lui consacre M. PEYRONNET<sup>2</sup> est attentive, soignée, composée clairement; le récit est alerte, rapide, parfois comme hâtant, avec des passages de ton oratoire qui étonnent un peu. Mais trop souvent on croit lire un éloge académique ou un plaidoyer, parfois incomplet, par exemple sur le gouvernement des villes han-

1. P. Holzhausen, *les Allemands à Paris sous le Consulat. Bonaparte et la société parisienne*, traduction du commandant Minart, Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1914, in-12, 261 p.; prix : 3 fr. 50.

2. R. Peyronnet, *Davout*. Paris, Chapelot (collection : *les Grands hommes de guerre*), 1914, in-8°, 176 p.; prix : 1 fr. 50.

séatiques, où manquent tous les témoignages allemands, d'ailleurs très favorables, réunis par Holzhausen. L'auteur ne juge pas son personnage assez librement. Dès le début, l'anecdote d'Hesdin, qui n'est pas belle, est comme escamotée. Il y a sur Davout, dans la *Correspondance* et le *Mémorial*, des mots terribles, discutables, peut-être injustes, mais qu'un biographe ne peut taire. Ils sont absents du volume. Une meilleure critique servirait mieux la mémoire de Davout et sa vraie gloire, qui est toute militaire.

Le lieutenant-colonel J. COLIN<sup>1</sup>, qui a écrit, dans la même collection, le volume sur *Napoléon*, l'a divisé en deux parties : la première, la plus longue, contient un récit sommaire des campagnes, récit clair et exact, très souvent distinct de l'exposé traditionnel, utile par suite, mais purement technique et parfois pénible à lire. La seconde partie, qui n'a que vingt pages, résume les traits principaux du génie militaire de Napoléon, indique ses qualités et ses méthodes de commandement, son « système », psychologique et moral autant que militaire, marque enfin sa place parmi les grands hommes de guerre. Cette fin du volume est, de beaucoup, ce qu'il contient de plus intéressant ; elle aurait pu, semble-t-il, être développée utilement aux dépens de la première partie. On aurait préféré quelques croquis aux gravures sans intérêt qui accompagnent le texte.

Il n'y a qu'à louer, par contre, dans le *Murat* de M. A. DE TARLÉ<sup>2</sup>. L'auteur, de toute évidence, connaît son sujet dans le moindre détail, et il a su le dominer. Le récit, qui suit l'ordre chronologique, nous présente en Murat, non le stratège qu'il n'était pas, mais l'entraîneur d'hommes, l'« incomparable chef de cavalerie », d'une audace proverbiale, imprudent, peu ménager de la vie des hommes, mais obtenant parfois, par sa bravoure magnifique et sa puissance d'entraînement, des résultats inespérés. Comme homme, c'est « un impulsif », et M. de Tarlé a bien mis en relief ses qualités et ses défauts : sa tendresse passionnée pour ses enfants, pour sa mère, sa fidélité envers ses amis, mais aussi sa légèreté, son esprit à la fois confiant et soupçonneux, son manque de caractère. Enfin l'auteur esquisse, du rôle de Murat comme souverain, un tableau original et bien venu. Ce volume est jusqu'ici le plus réussi d'une série qui promet d'être assez longue et qui méritera d'avoir du succès si les volumes suivants sont de la même qualité que celui-ci.

1. Lieutenant-colonel J. Colin. *Napoléon*. Paris, Chapelot (collection : *les Grands hommes de guerre*), 1914, in-8°, 178 p.; prix : 1 fr. 50.

2. A. de Tarlé, *Murat*. Paris, Chapelot (collection : *les Grands hommes de guerre*), in-8°, 166 p.; prix : 1 fr. 50.

Les *Mémoires* du vice-amiral baron GRIVEL<sup>1</sup> ne sont qu'en partie des souvenirs maritimes, car l'auteur, qui devait à la fin de sa carrière naviguer assez longtemps, puis exercer le commandement en chef à Brest, ne raconte que la première moitié de sa vie, celle où il fit partie de la garde impériale, prit part aux campagnes de la Grande Armée et fut gardé prisonnier, après Bailen, sur les pontons anglais de Cadix. Son récit est aisé, simple, naturel, et bien qu'il ne sache pas toujours voir et peindre comme les grands mémorialistes du temps, il offre un témoignage de sérieuse valeur sur certains points : le camp de Boulogne, Tilsit, la campagne d'Andalousie, Leipzig, le soulèvement de la Provence après les Cent-Jours. Quatre pages quelconques pour préface, peu ou pas de notes et pas d'index. Le texte méritait mieux.

Sous ce titre qui promet un peu trop : *les Prémices de l'alliance franco-russe*, M. DE LA TOUR<sup>2</sup> publie, d'après les archives du quai d'Orsay, des rapports extraits de la correspondance de Barthélemy de Lesseps, commissaire des relations extérieures, puis chargé d'affaires de France à Saint-Petersbourg au début du règne d'Alexandre I<sup>er</sup>. Ces rapports sont de 1806 et 1807. On y trouvera quelques détails sur les origines du rapprochement manqué de 1806 et la rupture du traité d'Oubril et des renseignements intéressants sur les relations franco-russes immédiatement après Tilsit. M. de La Tour se borne, la plupart du temps, à commenter les textes qu'il publie, en faisant l'éloge (souvent mérité) du diplomate qui les a rédigés. Mais aucun rapprochement n'est tenté avec les autres documents du temps, français ou étrangers, ni même avec des publications aussi connues que celles d'Albert Vandal ou du grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch.

Le tome III de la *Vie militaire du maréchal Ney*, par le général BONNAL<sup>3</sup>, s'étend de juillet 1807, à février 1812 et se rapporte surtout à la guerre d'Espagne, où Ney commanda le VI<sup>e</sup> corps. C'est, comme dans les volumes précédents, à la fois un journal d'opérations et un recueil de documents (ordres de mouvement, rapports, correspondance). Le commentaire qui relie ces textes est plutôt explicatif que critique et les vues d'ensemble manquent un peu.

1. *Mémoires du vice-amiral baron Grivel*. Préface de G. Lacour-Gayet. Paris, Plon, 1914, in-8°, 415 p.; prix : 7 fr. 50.

2. Commandant Jean de La Tour, *les Prémices de l'alliance franco-russe. Deux missions de Barthélemy de Lesseps à Saint-Petersbourg (1806-1807)*. Paris, Perrin, 1914, in-12, 319 p. (portrait); prix : 3 fr. 50.

3. Général H. Bonnal, *la Vie militaire du maréchal Ney, duc d'Elchingen, prince de la Moskowa*, t. III. Paris, Chapelot, 1914, in-8°, 561 p. (gravure, cartes et fac-similé).

Il y a aussi des traces d'une rédaction hâtive. Ainsi le récit de la mise en liberté sur parole du major Napier (p. 175) laisse supposer que cet officier ne tint pas l'engagement pris, et cependant on trouve sa justification plus loin (p. 361) sans référence d'un passage à l'autre. Ce copieux ouvrage ne laisse pas la même impression nette et vigoureuse qui demeure après la lecture des autres écrits de l'auteur.

M. G. LENÔTRE publie une réimpression du *Manuscrit de 1814*<sup>1</sup> de Fain, dont on ne peut dire qu'elle soit une « édition » véritable, car la part de M. Lenôtre y est mince. Les notes ne sont que des citations de Ségur, de Houssaye ou de Schuermans, et la préface ne fait que décrire, dans ses détails matériels, la vie de campagne de Napoléon, d'après les *Mémoires* de Fain. Sur les éléments dont l'auteur s'est servi, la valeur de son témoignage, la date même où il écrit, pas un mot. Pas même une mention des éditions antérieures. Les illustrations, qui reproduisent des tableaux ou gravures de diverses époques, ne portent ni date, ni noms d'auteur.

M. Paul-F. REIFF a publié dans la collection des *Études de sciences sociales* éditées par l'Université d'Illinois une brochure consacrée à *Frédéric Gentz*, le correspondant et confident habituel de Metternich<sup>2</sup>. C'est une bonne analyse, un peu sèche, des écrits de Gentz; elle met en relief les origines et le caractère de ses opinions antirévolutionnaires. Au fond de la doctrine de Gentz, il n'y a pas seulement des sentiments aristocratiques et conservateurs; il y a surtout une haine violente de la France et une grande ambition nationale pour l'Allemagne. Il écrit en décembre 1804 : « Si l'Allemagne reste unie, nous pouvons dire adieu à la Russie (avec qui je ne voudrais plus avoir affaire pour mille bonnes raisons)... et rire de toutes les menaces de la France... Subjuguer cette France arrogante, terrible, folle, impie, détestable et méprisable, et cela par une mesure (l'alliance austro-prussienne) qui seule permettra à l'Allemagne de redevenir l'Allemagne, assurera notre salut et fondera notre grandeur futurs, quel Allemand peut résister à une perspective si charmante, si ravissante? » On trouve déjà presque le langage des théoriciens du *Mittel-Europa* chez cet « idéologue anti-napoléonien », comme l'appelle M. Reiff.

1. Baron Fain, premier secrétaire du cabinet de l'Empereur, *Souvenirs de la campagne de France (manuscrit de 1814)*, nouvelle édition, publiée avec une préface par G. Lenôtre. Paris, Perrin, 1914, petit in-8°, 260 p.; prix : 3 fr. 50.

2. Paul F. Reiff, *Friedrich Gentz, an opponent of the french Revolution and Napoléon*. Urbana Champaign (Illinois), 1912, in-8°; prix : 80 cents.



II. 1814-1870. — Nous devons à M. l'abbé MOULARD un très complet et consciencieux travail d'histoire locale sur le département de la Gironde au temps de Louis XVIII<sup>1</sup>. A vrai dire, ce n'est qu'une partie (détachée pour servir de thèse de doctorat) d'un grand monument biographique préparé à la mémoire du comte Camille de Tournon, qui avait été préfet à Rome sous l'Empire, avant de le redevenir à Bordeaux en 1815. L'auteur est surtout occupé de mettre en valeur son personnage; bien qu'il conserve une certaine liberté d'appréciation, il ne néglige aucune occasion de louer le comte de Tournon, qui semble en effet avoir été un administrateur de la meilleure espèce. M. Moulard a fait de longues et attentives recherches dans les archives publiques et privées, il sait se servir des documents et sa méthode est fort bonne (avec un peu d'étalage d'érudition peut-être). Aussi son livre est solide et sera utile, malgré cette forme de biographie qui, hors le cas de quelques personnages de premier rang ou très caractéristiques, n'est pas à recommander pour un travail approfondi.

Dans une brochure de ton intentionnellement modéré et de forme assez adroite, M. J. DELEBECQUE<sup>2</sup> s'efforce de servir les intérêts actuels du parti monarchiste en discutant la « calomnie » qui représente les Bourbons comme rentrés en France « dans les fourgons de l'étranger ». Il montre bien que les coalisés n'étaient pas d'accord sur le meilleur moyen de tenir la France en bride et sur le gouvernement qui la garderait le mieux enfermée dans ses anciennes limites. Mais il ne peut nier que les Bourbons aient sollicité l'intervention des alliés en leur faveur, que leur restauration ne se soit négociée chez Talleyrand en présence de l'empereur de Russie, du roi de Prusse et de deux généraux autrichiens, qu'ils n'aient finalement accepté les conditions des puissances étrangères, même relativement à leur futur gouvernement. Ils recommenceront en 1815; cette fois, ils accepteront, pour rentrer, d'abandonner des territoires. Et tout cela vraiment est autre chose qu'une restauration salutaire, due à « l'effort de quelques Français clairvoyants, malgré la mauvaise volonté des puissances étrangères ».

Les *Souvenirs d'un officier de gendarmerie* publiés par M. DE COURSON<sup>3</sup> sont ceux du lieutenant LA ROCHE, qui servit à

1. Abbé Jacques Moulard, *le Comte Camille de Tournon, préfet de la Gironde (1815-1822)*. Paris, Champion, 1914, in-8°, 580 p.; prix : 15 fr.

2. J. Delebecque, *la Première Restauration et les « fourgons de l'étranger »*. Paris, Nouvelle librairie nationale, 1914, in-12, 125 p.; prix : 1 fr. 50.

3. *Souvenirs d'un officier de gendarmerie sous la Restauration*, publiés et annotés par le vicomte Aurélien de Courson. Paris, Plon, 1914, in-16, 312 p.; prix : 3 fr. 50.

Nantes et à Paris sous la Restauration, après avoir été garde du corps du comte d'Artois et de Louis XVIII. Sauf quelques détails sur la Révolution de 1830, on n'y trouvera guère de faits intéressants. Mais le ton général du récit renseigne bien sur l'état d'esprit de ces officiers fanatiques, adhérents de la congrégation et prompts à fusiller la « canaille » que les Bourbons avaient appelée auprès d'eux. La Roche accuse tout net Louis-Philippe d'avoir fait assassiner le duc de Berry. L'éditeur s'en étonne à peine et tient pour établi que la Révolution de 1830 est l'œuvre « d'ouvriers ou banquiers juifs et protestants qui travaillaient, sciemment ou non, pour venger l'Angleterre de la conquête de l'Algérie ». Au reste, il laisse son auteur estropier les noms propres et même écrire que Bonaparte est l'assassin du *prince de Condé*.

Le tome III du *Journal du comte Rodolphe Apponyi*, publié par M. Ernest DAUDET, nous mène de 1835 à 1843<sup>1</sup>. Les faits politiques y tiennent moins de place que dans les précédents. C'est surtout une série d'anecdotes et de conversations de cour et de société. Le comte Apponyi est toujours le même observateur assez superficiel et tout rempli de morgue aristocratique, mais attentif et méticuleux. Toutefois, il paraît raconter plus souvent par ouï-dire dans cette partie du *Journal* que dans les deux premières (voir notamment le récit de la mort du duc d'Orléans). Le témoignage qu'il fournit reste néanmoins intéressant et souvent utile. L'annotation de l'éditeur continue d'être aussi pauvre et la revision du texte aussi hâtive. Il est question, page 184, à propos d'un bal masqué, de « l'armet de Mandrus » porté par un Don Quichotte de carnaval.

Pour écrire son grand ouvrage sur l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>, le grand-duc Nicolas MIKHAILOVICH<sup>2</sup> a utilisé, entre autres documents inédits, la correspondance officielle et privée du ministre d'Autriche à Saint-Petersbourg, Lebzeltern, qui occupa ce poste de 1816 à 1826. Il publie maintenant cette correspondance, extraite des archives de Vienne et des archives privées de la comtesse de Cossé-Brissac, petite-fille de Lebzeltern. On y trouvera de nombreuses lettres échangées entre ce dernier et Metternich, qui fournissent des indications nouvelles et précieuses sur la politique de l'Autriche et de la Russie après 1820 et qui renseignent d'une façon précise, ori-

1. *Vingt-cinq ans à Paris (1826-1850). Journal du comte Rodolphe Apponyi*, publié par Ernest Daudet. T. III : (1835-1843). Paris, Plon, 1914, in-8°, 514 p. (gravures); prix : 7 fr. 50.

2. Grand-duc Nicolas Mikhaïlovich, *les Rapports diplomatiques de Lebzeltern, ministre d'Autriche à la cour de Berlin (1816-1826)*. Saint-Petersbourg, Manufacture des papiers de l'État, 1913, in-4° (illustré).

ginale, parfois amusante, sur la cour de Saint-Petersbourg, sur les hommes d'État russes de l'époque, Nesselrode entre autres, qualifié de « nullité », sur M<sup>me</sup> de Krüdener, cette « pleurnicheuse », etc. La publication, tout à fait luxueuse, est presque toute en français (Lebzeltern savait à peine l'allemand); l'introduction est en russe, avec traduction française.

Les leçons professées à Oxford en 1913 par M. W. A. PHILIPS<sup>1</sup> et qu'il a réunies sous le titre *The Confederation of Europe* ne contiennent pas, comme ces mots sembleraient l'indiquer, un projet d'États-Unis européens, que les événements survenus depuis auraient montré bien chimérique ou du moins singulièrement prématuré. Il s'agit dans ce livre de la Sainte-Alliance de 1815, étudiée comme tentative de fédération européenne. S'aidant des publications récentes et des documents du Foreign Office, l'auteur retrace les efforts d'Alexandre I<sup>er</sup> (le plus ancien remonte à 1804) pour imposer aux peuples le maintien d'un *statu quo* politique et territorial déterminé et même — c'est la partie nouvelle du travail — pour englober le nouveau monde dans ce programme de conservatisme pacifique. Les chapitres sur la question des colonies espagnoles et sur le Congrès de Vérone sont spécialement intéressants à ce dernier point de vue. M. Philips montre bien que la combinaison imaginée par Alexandre se heurtait aux passions nationales et politiques et, qu'après avoir pris une forme presque tyrannique, elle a été ruinée par les mêmes causes qui ruineraient vraisemblablement toute autre entreprise analogue. Le panaméricanisme d'aujourd'hui, issu de la doctrine de Monroe transformée, lui paraît subir une évolution semblable à celle de la Sainte-Alliance, quoique plus lente. Le président démocrate Wilson a parlé du Mexique dans le même style que Castlereagh et Metternich parlaient de Naples ou du Piémont, et l'impérialisme Yankee pourrait bien réussir auprès des républiques latines aussi mal que la Sainte-Alliance d'Alexandre I<sup>er</sup> en France ou en Italie. Cette vue semble assez juste et l'on commence, malgré la formidable crise actuelle, à apercevoir quelques signes d'un mouvement dans ce sens. Il n'est malheureusement pas sûr que des grandes confédérations internationales, groupant les états démocratiques modernes, seront plus viables que celles constituées jadis entre monarchies plus ou moins autoritaires.

Trois volumes de la publication officielle sur les *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871* ont paru à peu d'intervalle

1. Walter Alison Philips, *The Confederation of Europe*. Londres, Longmans, 1914, in-8°, 315 p.; prix : 7 sh. 6 d.

en 1913-1914<sup>1</sup>. Le tome VII va du 1<sup>er</sup> septembre 1865 au 14 mars 1866. C'est le temps de l'entrevue de Bismarck et de Napoléon III à Biarritz, sur laquelle on ne trouvera à peu près aucune indication nouvelle dans les pièces publiées. Par contre, un certain nombre de lettres particulières, échangées entre Drouyn de Lhuys et Benedetti, complètent utilement les publications de ce dernier, notamment sur l'offre d'arrangement faite, au début de 1866, par Guillaume I<sup>er</sup> à Napoléon III, dans une lettre autographe que le comte de Goltz remit au souverain, sans en parler à Drouyn de Lhuys. Ces documents confirment, dans leur ensemble, les indications données par Sybel au sujet de l'attitude indécise de l'empereur des Français. Le tome VIII (16 mars-3 mai 1866) contient surtout des détails précis sur la négociation, déjà connue par La Marmora et Govone, du traité italo-prussien du 8 avril 1866, dont la teneur était communiquée à Benedetti, dès le 23 mars, par Govone lui-même. On trouvera aussi de nombreux et importants documents sur les affaires de Moldo-Valachie, la conférence de Paris et l'élection du prince Charles de Hohenzollern, que le gouvernement français ne voulut ni encourager ni empêcher. Le tome IX (4 mai-1<sup>er</sup> juin 1866) est tout rempli des préparatifs de la guerre avec l'Autriche, des négociations entre Vienne et les petites cours (voir spécialement les efforts de l'Autriche à Dresde et à Munich, où l'on fait entrevoir l'annexion possible du « saucisson » badois) et aussi des tentatives de la France pour réunir un congrès à Paris, malgré la mauvaise volonté de l'Angleterre. On remarquera dans les trois volumes un certain nombre de notes, tirées des archives de la Guerre, et émanant des attachés militaires français à Berlin et Vienne. Le premier de ces officiers, le comte de Clermont-Tonnerre, est clairvoyant et bien informé; le second ne mérite pas la même appréciation. Il n'y a toujours qu'à louer dans la manière dont les documents du recueil sont publiés et commentés.

Le livre de M. DE MONTESQUIOU sur les causes politiques du désastre de 1870<sup>2</sup> est une œuvre de parti. L'auteur veut démontrer que notre défaut de préparation militaire et diplomatique tenait essentiellement au régime démocratique et parlementaire, et il estime que la Prusse a vaincu alors parce qu'elle avait un gouvernement monarchique à tendance autocratique. Les faits ont prouvé depuis

1. *Les Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, recueil de documents publiés par le ministère des Affaires étrangères, t. VII, VIII et IX. Paris, Imprimerie nationale (Ficker, éditeur), 1913-1914, in-8°, 470, 487 et 382 p.

2. Léon de Montesquiou, *1870. Les causes politiques du désastre*. Paris, Nouvelle librairie nationale, 1914, in-12, 286 p.; prix : 2 fr. 50.



combien cette doctrine est aventurée. A vrai dire, ils l'avaient prouvé déjà quand le livre a paru. Dans la défaite russe de 1905, est-ce le régime parlementaire qui est responsable? Il est dommage que l'auteur n'emploie pas mieux ses réelles qualités de discussion, de composition et de style.

Dans les *Souvenirs de 1870-1871* du lieutenant bavaïrois TANERA<sup>1</sup>, on trouvera des notes de route et de bataille sans prétention et sans grande importance historique, mais où les traits de caractère du soldat et de l'officier allemands du Sud apparaissent bien tels que nous les voyons encore à présent : la passion, vite retrouvée sur le territoire envahi, de la guerre et de la conquête, un goût prononcé pour le vin, une préférence pour les mascarades sanglantes et les farces macabres ou atroces, le tout mêlé à un vif sentiment du devoir militaire et au souci, naïvement exprimé, de ne pas être pris pour un « barbare ». La traduction de M. Bachelard est bonne. Toutefois, le mot *Granate* doit être traduit, non par *grenade*, mais par *obus*.

III. 1871-1914 ET QUESTIONS GÉNÉRALES CONTEMPORAINES. — M. DUTRAIT-CROZON a écrit sous le titre *Gambetta et la défense nationale*<sup>2</sup> un assez gros volume dont l'objet est de démontrer qu'en 1870 Gambetta et M. de Freycinet n'ont fait que deux choses : lever les gardes nationales mobilisées, qui « à part de très rares exceptions tournèrent le dos à leur première apparition sur le champ de bataille », et « conduire les armées à la défaite et au désastre ». Sur cette œuvre « qualifiée de défense nationale », se greffe en outre, selon l'auteur, « une œuvre exclusivement politique, sans préjudice d'une gestion financière particulièrement sujette à caution ». Les éléments de ce réquisitoire sont empruntés en grande partie aux documents de l'enquête parlementaire sur le gouvernement de la défense nationale. Malgré les apparences scientifiques de l'ouvrage (notes nombreuses, appendices, index, etc.), ce n'est pas un travail historique proprement dit, mais une publication tendancieuse. L'auteur, qui ne manque d'ailleurs, tant s'en faut, ni de connaissances, ni de savoir faire, laisse percer presque à chaque page les motifs de propagande qui le guident.

Jules FERRY a laissé une très copieuse correspondance à peu près

1. Capitaine Tanera, *Souvenirs anecdotiques d'un officier d'ordonnance allemand (1870-1871)*, traduits par P. Bachelard. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1914, in-8°, 345 p.; prix : 3 fr. 50.

2. Henri Dutrait-Crozon, *Gambetta et la défense nationale (1870-1871)*. Paris, Nouvelle librairie nationale, 1914, in-8°, 583 p.; prix : 6 fr.

inédite<sup>1</sup>. On vient d'en extraire un peu plus de 250 lettres, réparties sur toute la durée de sa vie politique. Elles sont publiées presque sans notes, mais avec un bon index. Peu de lettres se rapportent aux grandes affaires, à la politique étrangère ou coloniale, aux lois scolaires, etc. La lutte contre le boulangisme apparaît mieux et il y a, dans les lettres des dernières années, des morceaux importants (sur les affaires tunisiennes, les lois électorales, les syndicats d'instituteurs). Beaucoup de politique pourtant, mais surtout de la moindre politique de sous-préfecture ou de comice agricole. Ce qui intéressera et plaira davantage, ce sont les lettres où Ferry, éloigné de la vie publique pour plus ou moins longtemps, par exemple lors de sa mission à Athènes en 1872, ou pendant des voyages et des séjours à la campagne, surtout après 1887, révèle par des descriptions ou des récits familiers une sensibilité profonde et un sens très vif de l'observation exercée sur lui-même (voir, p. 499, une lettre à sa femme relatant le succès d'un de ses discours) ou sur les autres (voir, p. 506, le très joli récit d'une fête à l'Opéra en l'honneur du shah de Perse). Cela donne des éléments de premier ordre aux historiens pour juger l'homme, à défaut de l'orateur ou du ministre, que d'autres volumes sans doute feront mieux connaître plus tard.

*L'Organisation du travail* par M. Charles BENOIST<sup>2</sup> est un ouvrage de sociologie plus que d'histoire. L'auteur constate que, dans l'État français, le pouvoir appartient, depuis l'établissement du suffrage universel, à la masse des citoyens, au « nombre ». Le développement de la grande industrie a eu pour conséquence que les ouvriers des villes sont parmi ce « nombre », le seul élément concentré et puissant. Ce sont eux qui représentent « le travail » et qui dominent en vertu de la loi du nombre : « Le nouveau prince est venu ; le règne de l'ouvrier est arrivé. » La tendance du nombre, qui a la force et qui est pauvre, est de vivre aux dépens de la minorité, de créer en faveur du « travail » une « aristocratie à rebours ». La transformation est en train de s'opérer. C'est la « crise (au sens étymologique) de l'État moderne ». Pour qu'elle n'aille pas jusqu'à la violence et à l'injustice, il n'y a comme remède que l'organisation. M. Ch. Benoist a d'abord étudié l'organisation du suffrage universel, dans un volume paru en 1896 ; et l'on sait avec quelle persévé-

1. *Lettres de Jules Ferry* (1846-1893). Paris, Calman-Lévy, [1914], in-8°, 591 p. La publication paraît due à la collaboration de M<sup>me</sup> Eugénie Jules-Ferry, et de MM. Ferdinand-Dreyfus et Charles Schmidt.

2. Charles Benoist, *la Crise de l'État moderne. L'organisation du travail*. T. II : « *L'Espèce* ; l'ouvrier ; la classe ouvrière. Paris, Plon, 1914, in-8°, 374 p.

rance il a travaillé, depuis, à en faire entrer les conclusions dans la pratique. Quant à la formule de l'organisation du travail, M. Benoist pense que, s'il en existe une, si la France peut recevoir un jour une « constitution sociale », il faut, comme disait Taine de la constitution politique, « la découvrir et non la mettre aux voix » et par conséquent étudier les faits historiques ou psychologiques. Dans son premier volume, l'auteur a donc étudié et décrit les conditions du travail dans la grande industrie et, dans le second, qui suit après un long intervalle, la classe ouvrière elle-même, « l'espèce » (au sens scientifique). Cette étude tend à montrer comment la place tenue par les ouvriers, non seulement dans la société, mais dans l'opinion de la société, n'a cessé de grandir depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Cela commence par la « réhabilitation des arts mécaniques » due surtout aux encyclopédistes, pour arriver, en 1848, à l'« apothéose de l'ouvrier ». A partir de cette date, la classe ouvrière a commencé de croire à sa propre existence comme être social distinct, ayant des droits de souveraineté : c'est le « mythe » de la classe ouvrière. Cette sorte d'exposé de psychologie sociale est vivant et, quoique construit sans recherches bien personnelles et d'après des travaux généraux de juristes et d'historiens, il paraît solide. L'adresse de l'auteur, son talent parfois oratoire à l'excès, son style brillant et ingénieux, quoiqu'un peu cherché ou même alourdi de périodes cicéroniennes (une phrase de vingt-quatre lignes, p. 69), font cependant accepter trop aisément des affirmations générales sujettes à discussion (par exemple au I, ch. II, la hiérarchie des professions dans l'ancienne société). Mais il faut attendre, pour juger de l'utilité que les historiens tireront de ces études, le moment où, dans un prochain volume, M. Benoist aura achevé de « découvrir » les bases de la future organisation du travail.

M. André FRIBOURG<sup>1</sup> a réuni en un agréable volume des articles historiques d'actualité parus en 1913. Quelques-uns ne sont que curieux ; d'autres ont pu faire et font encore réfléchir. L'auteur dit avec raison que rien ne recommence exactement, mais que les grandes questions politiques et économiques se sont déjà posées et qu'il y a toujours profit à savoir ce qu'on a fait pour les résoudre. Il est certain que la France, qui savait bien l'histoire de 1870, en a profité, avant et depuis la guerre actuelle. L'histoire financière et l'histoire diplomatique sont moins connues du grand public, et c'est peut-être pourquoi on a recommencé les mêmes erreurs, pourtant bien indiquées par l'auteur dans quelques-uns de ses articles. Des

1. André Fribourg, *les Questions actuelles et le passé (1913)*. Paris, Félix Alcan, 1914, in-12, 308 p.; prix : 3 fr. 50. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 138.

événements plus récents semblent prouver quel profit nous aurions pu tirer d'une étude précise sur l'histoire économique de la Révolution et de l'Empire. Nous sommes aux prises avec les mêmes problèmes et nous les résolvons comme alors, partiellement et à mesure qu'ils se présentent.

Le mouvement national dans les trois États scandinaves et en Finlande est étudié par M. Jacques DE COUSSANGE<sup>1</sup> dans un petit livre bien informé, rempli de faits utiles et de constatations intéressantes, quoique d'une lecture un peu laborieuse. Le public français, rarement instruit (l'auteur l'indique lui-même) de ce qui se passe en Danemark, en Norvège et même en Suède, saura gré à l'auteur de ce qu'il lui donne; il accueillerait plus volontiers encore un exposé didactique et précis, développé selon un ordre rigoureux et même apparent. Il comprendrait mieux ainsi les causes et l'importance de l'attitude prise, dans le conflit actuel, par chacun des trois royaumes.

Feu M. Pompiliu ÉLIADÉ<sup>2</sup>, un des amis les plus fidèles et les plus éclairés que la France ait comptés en Roumanie, où elle en a tant, avait entrepris d'écrire une Histoire de la Roumanie au XIX<sup>e</sup> siècle dont le tome III a paru quelque temps seulement avant la mort de l'auteur. Ce volume se rapporte à la période 1828-1834, où la Roumanie est gouvernée par les trois « présidents plénipotentiaires », le comte Pahlen, le général Geltoukhine et le comte Paul Kisselef. C'est le temps où la Russie essaya de faire des Moldaves et des Valaques un peuple « européen et civilisé », mais en lui interdisant tout caractère national et toute aspiration vers l'indépendance véritable. M. Éliade étudie avec autant de patience que de finesse, non seulement les faits politiques et diplomatiques, mais « les gens et les sentiments ». Ce qu'il dit en particulier des rapports intellectuels de la Roumanie avec la France et du rôle de nos compatriotes dans « l'inspiration nationale » roumaine est tout à fait neuf et intéressant.

Il faut louer l'intention qu'a eue M. Frédéric GIBERT<sup>3</sup> de nous donner un résumé des connaissances actuelles sur l'Albanie. Il a lu et résume la plupart des ouvrages parus sur le sujet, mais il ne semble pas avoir visité le pays et son travail témoigne de quelque

1. Jacques de Coussange, *la Scandinavie. Le nationalisme scandinave*. Plon, 1914, in-12, 336 p.

2. Pompiliu Éliade, *la Roumanie au XIX<sup>e</sup> siècle. T. II : les Trois présidents plénipotentiaires (1828-1834)*. Paris, Hachette, 1914, in-12, 363 p.; prix : 3 fr. 50.

3. Frédéric Gibert, *les Pays d'Albanie*. Paris, P. Rosier, 1914, in-8°, 316 p.; prix : 5 fr. L'une des deux cartes annoncées est illisible.



inexpérience. On est surpris, par exemple, de voir placer l'étude historique à la fin et l'étude géographique en deuxième partie, après les chapitres sur la population, les usages et la langue. Dans cette partie géographique, l'étude de l'hydrographie précède celle du climat, l'étude du commerce celle des moyens de transport. On rencontre des passages où les mots sont employés à contresens : « nébulosité » pour « humidité atmosphérique », « isotherme » pour « température moyenne », etc. L'auteur nous avertit qu'il y a au moins trois modes de transcription de l'alphabet latin en caractères albanais; il reproduit les trois tableaux correspondants et il ne dit pas celui qu'il a choisi. Certaines étymologies inquiètent. M. Gibert est-il bien sûr que le mot allemand *deutsch* soit dérivé de *deutlich* (p. 45)? Les premiers chapitres sont rédigés dans la forme d'articles de revue, les derniers exactement comme un manuel scolaire élémentaire. Ce recueil peut donc rendre quelques services provisoires, mais l'auteur fera bien de le reprendre plus tard, quand sa méthode de travail sera devenue plus solide et le sort de l'Albanie moins incertain.

La dissertation présentée pour le doctorat à l'Université Columbia par M. Ahmed ENIM est une étude de la presse ottomane considérée comme signe du développement politique de la Turquie moderne. C'est un travail sérieux, fait dans un esprit suffisamment scientifique et intéressant par le détail qu'il fournit sur le mode de rédaction et de publication des journaux jeunes-turcs, les goûts et les habitudes du public, la condition matérielle des journalistes, etc. Les conclusions sont optimistes. On ne peut dire que les faits les aient confirmées depuis<sup>1</sup>.

Nous devons à M. Balthazar HOFSTETTER une brochure claire et bien ordonnée sur les origines de l'établissement du protectorat français en Tunisie. Son information n'est pas aussi étendue qu'on le souhaiterait. Ainsi il semble ignorer les livres verts italiens et ne cite des *blue books* anglais que ce qu'on en trouve dans les publications françaises. L'opposition de l'Italie à notre action dans la régence n'est pas assez marquée. Mais, dans l'ensemble, le travail est exact et suffisamment complet. Il sera utile malgré son peu d'étendue, car il n'a guère paru en langue allemande, depuis quelques années, de publications suffisamment impartiales sur la politique française aux colonies et surtout dans l'Afrique du Nord<sup>2</sup>.

1. Ahmed Enim, *The developement of modern Turkey as measured by its press*. New-York, Longmans et Green, 1914, in-8°, 142 p.

2. Dr Balthazar Hofstetter, *Vorgeschichte des französischen Protektorats in*

M. André Duboscq<sup>1</sup> a réuni en volume plusieurs articles sur la Syrie, la Tripolitaine et l'Albanie. Bien que parus pour la plupart en 1912, ils gardent, à cause de leur caractère descriptif, plus d'intérêt que bien d'autres publications sur ces pays où les changements ont été si fréquents et si rapides en peu d'années, même avant la guerre actuelle.

Après la dernière guerre des Balkans, une publication officielle du gouvernement hellénique a réuni de nombreux témoignages, accompagnés de photographies, sur les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace. La conduite des troupes du tsar Ferdinand n'a été condamnée par personne plus sévèrement que par le journaliste allemand Harden qui, dans un article reproduit tout au long dans le recueil, traite les Bulgares de « cannibales » et les compare aux Huns d'Attila et aux Mongols de Gengiskhan. Ces mêmes Bulgares sont traités aujourd'hui par les Allemands en alliés fidèles, et les villes mêmes qu'ils ont ensanglantées et brûlées en 1913, Serès, Demir-Hissar, Doxato, leur ont été livrées par ceux qu'elles accueillaient naguère en libérateurs, l'ancien chef d'état-major Dousmanis et l'ex-roi Constantin. A lire aujourd'hui ce volume, la conduite du gouvernement d'alors semble incompréhensible<sup>2</sup>.

Des deux volumes que M. Jean Rodès<sup>3</sup> a publiés en 1913 et 1914 sur la Chine contemporaine, le premier (*la Chine et le mouvement constitutionnel*) est le mieux composé, le plus nourri de faits précis et sera le plus utile aux historiens. Le second, plus descriptif, tient davantage du récit de voyage : il semble écrit pour des lecteurs plus ignorants ou moins attentifs. Mais on trouvera dans l'un comme dans l'autre des remarques intéressantes et des jugements qui attestent, chez l'auteur, une connaissance personnelle et approfondie du sujet, en même temps qu'une véritable perspicacité.

Nous avons beaucoup de travaux sur le Japon écrits par des Européens. Celui de M. Têruaki KOBAYASHI<sup>4</sup>, chargé de cours à la Faculté

*Tunis bis zum Bardovertrag 12 mai 1881.* Berne, Francke, 1914, in-8°, 104 p.; prix : 3 fr. 50.

1. André Duboscq, *Syrie, Tripolitaine, Albanie*. Paris, Félix Alcan, 1914, in-12, 220 p. (2 cartes); prix : 3 fr. 50.

2. *Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913. Faits, rapports, documents, témoignages officiels.* Athènes, Sakellarios, 1914, in-8°, 319 p.

3. Jean Rodès, *la Chine et le mouvement constitutionnel (1910-1911). Le Céleste Empire avant la Révolution*. Paris, Félix Alcan, 1913 et 1914, 2 vol. in-16, 258 et 237 p.; prix : 3 fr. 50 l'un.

4. T. Kobayashi, *la Société japonaise. Étude sociologique traduite du japonais par M. Y. Yoshida*. Paris, Félix Alcan, 1914, in-8°, 223 p.; prix : 5 fr.

es lettres de Tokio, emprunte une valeur particulière à ce qu'il est l'œuvre d'un Japonais, sociologue de profession, et non d'un touriste ou d'un reporter. On s'attend à quelque chose de nouveau et de pénétrant quand on ouvre le livre. On le ferme avec une légère déception. Cette « étude sociologique » débute par 80 pages de considérations sur la sociologie en général, ses principes, son objet et sa méthode, qui ne sont pas d'une profondeur exceptionnelle et ne se rapportent guère au sujet. Le reste du volume (140 pages environ) étudie l'influence de la géographie sur le caractère japonais (il y a là des passages un peu surprenants sur l'action des paysages et même des arbres, cerisiers ou pins par exemple), puis les origines préhistoriques et historiques du peuple japonais, enfin sa « conscience nationale » et son avenir. Parmi de nombreux développements, scientifiques d'apparence et mêlés de citations un peu hétérogènes, l'idée générale qui se dégage est que les caractères de la société japonaise sont à peu près constants et ont varié, au cours des âges, en intensité plus qu'en nature. L'auteur énumère dix de ces caractères, qui sont des qualités, sans qu'on aperçoive bien pourquoi il n'en trouve pas moins de dix, ni davantage. Il termine par un chapitre où l'on voit que la société européenne d'aujourd'hui, comme toutes les sociétés passées, doit vieillir et disparaître, tandis que la société japonaise survivra et sera supérieure à toutes. « Lorsque les sciences nouvelles seront venues féconder l'esprit oriental, lorsque la civilisation matérielle trouvera place à côté de la civilisation morale dans un pays pourvu d'une solide constitution comme l'était autrefois Rome, la civilisation idéale ne tardera pas à prendre naissance dans ce pays... Cette œuvre grandiose, l'empire du Japon peut seul espérer l'accomplir, car à lui seul s'en présente l'occasion et lui seul présente la foi indispensable à une telle entreprise. » Nous avons lu des formules presque identiques chez les théoriciens de la mystique sociale allemande. Il est rassurant de constater qu'aujourd'hui l'empire du Japon nous aide, précisément, à empêcher une autre civilisation, soi-disant « idéale », de s'imposer par la force des armes.

Raymond Guyot.

---

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

André PIGANIOI. *L'impôt de capitation sous le Bas-Empire romain*. Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Chambéry, impr. Chambérienne, 1916. In-8°, 101 pages.

Le problème auquel s'est attaqué M. Piganiol est un des plus importants, mais aussi un des plus ardues que rencontre l'historien qui veut se rendre compte de l'influence exercée par les institutions romaines sur les sociétés médiévales. Les solutions qu'y ont apportées les savants, depuis Savigny jusqu'à M. Thibault, ont dû varier sans cesse et se faire de plus en plus complexes pour échapper aux objections tirées de textes en apparence contradictoires. Sans éluder aucune difficulté, M. Piganiol est arrivé à des conclusions nouvelles qui, à son avis, englobent toutes les données des documents et répondent à toutes les exigences de la critique.

Pour lui, le *jugum* et le *caput* servent d'assiette à un même impôt, l'impôt foncier. Sur ce point, il s'accorde avec la dernière théorie émise avant lui. Mais il refuse de voir dans la *jugatio* et la *capitatio* deux systèmes différents et pratiqués dans des pays différents. Appliqués simultanément dans la même province, sur la même parcelle, ce sont deux parties d'un même système qui a été créé de toutes pièces au début du Bas-Empire. Le *jugum* est la portion de terre qui suffit à l'entretien d'un *caput*; le *caput* est le *jugum* incorporé. Directement ou indirectement, c'est toujours la terre qui est frappée. Ce système a pour postulats la conception du domaine garni et la nécessité pour l'administration de maintenir l'unité foncière personnelle en attachant autant que possible le cultivateur au sol. Il s'adapte à toutes les catégories de terres : il convient aux villages libres comme aux grands domaines, même aux terres de l'État, du prince et de l'Église, sans que l'usage des immunités fasse tort au principe. S'il a existé une *capitatio humana et animalium*, elle n'a jamais été qu'une forme aberrante et vite abolie de la *capitatio* foncière. Partout où a prévalu ce régime fiscal, en Orient comme en Occident, il a eu pour conséquence d'aggraver la condition du colonat, d'imposer à la société rurale la responsabilité collective et des habitudes communistes.

Fortement documentée, la théorie de M. Piganiol est vigoureusement déduite : elle se tient bien et a belle apparence. Nous avons affaire — comme le prouve, plus encore que cette thèse complémen-



taire, la thèse principale sur les *Origines de Rome*<sup>1</sup> — à un esprit prompt aux hypothèses et capable de les assembler en un tout imposant. Comme ses conceptions tendent naturellement à s'enfermer en un système rigide, le développement de ses idées adopte spontanément les formes de la dialectique. La démonstration est dense, totalement dépourvue de parure. Beaucoup la trouveront difficile à suivre. C'est que l'ouvrage n'est pas de ceux que le lecteur peut parcourir des yeux : à qui voudrait le feuilleter, je conseillerais de se borner à la table des matières. Mais il suffit de n'y pas négliger un mot pour que tout y devienne clair, par l'appropriation complète du style à l'idée, et l'on s'aperçoit alors que la concision dans la précision est une qualité de plus.

On peut toutefois, à ce propos, adresser à M. Piganiol un reproche qui va directement à la méthode d'exposition, mais qu'on serait tenté, si l'on n'y regardait pas de très près, de faire retomber sur le raisonnement. L'auteur oppose aux théories adverses des définitions qu'il pose comme des aphorismes et d'où il tire son argumentation : il procède souvent comme le mathématicien qui démontre son théorème en le supposant résolu. Il établit après coup la vérité de sa définition, qui se présentait d'abord comme un postulat. Le défaut de ce procédé, c'est de laisser planer une certaine obscurité sur la démonstration, de faire éprouver au lecteur un malaise, comme s'il se sentait pris dans un cercle vicieux. Voyez, par exemple (p. 14-22), la partie relative aux *accrescentes* et aux *incensiti* : il y a là, sur une loi de 370 que l'auteur déclare « bien claire », une description qui demande, au contraire, de dures réflexions, parce que les définitions qui auraient éclairé le commentaire ne viennent qu'en manière de conclusions (p. 22 et 36).

Mais allons au fond des choses. Comme pour mieux circonscrire les termes du problème qui se pose, M. Piganiol le détache de tous ses antécédents. Sur les origines de la capitation, il est d'une sobriété extrême. C'est dans sa conclusion seulement qu'il se demande d'où a bien pu sortir le système fiscal qu'il a décrit, et il ne répond à la question que par des négations. D'après lui, le domaine garni n'existe pas avant Dioclétien et n'a rien de commun avec les systèmes fiscaux connus en Perse ou en Égypte. Cependant, ainsi que M. Cuq l'a fait observer à la soutenance, pourquoi la législation de Justinien aurait-elle recueilli les dispositions du Haut-Empire si elles avaient été sans rapport avec le nouveau régime ? Pourquoi les compilateurs auraient-ils rassemblé des textes qui n'eussent plus été en vigueur ? Il faut donc admettre qu'il n'y a pas de fossé infranchissable entre la loi fiscale du Bas-Empire et celle de l'époque antérieure. La législation de Dioclétien n'a pas été une *proles sine matre creata*, mais une combinaison nouvelle d'institutions déjà existantes. Il est difficile dès lors de ne pas

1. Nous publierons prochainement un compte-rendu de cet ouvrage.

chercher les racines de la *jugatio-capitatio* dans les impôts fonciers et la capitation de l'Égypte ptolémaïque et impériale.

Effectivement, si l'on se place sur les bords du Nil, on ne sent pas tout à coup, à la fin du III<sup>e</sup> siècle, une rupture brusque avec le passé. Dès l'époque des Lagides, le fisc percevait, outre les revenus du domaine, un impôt foncier (*ἐκατόστιον*) sur les propriétés privées, à savoir un artabe (*ἀρταβία*) par aroure et un second artabe en sus (*ἐκπαρατή*) sur les bonnes terres. L'impôt foncier se complétait d'un droit sur les esclaves et sur les animaux (volaille), mais surtout d'une contribution personnelle (*σύνταξις*) sur les fellahs (*λαοί*). Pour l'assiette de l'impôt foncier, le cadastre suffisait; pour la fixation des autres impôts, il fallait des déclarations périodiques (*ἐκπαραταί*). A l'époque impériale, le développement de la propriété privée donne une plus grande importance à l'impôt foncier et, par suite, le cadastre est soumis à une revision annuelle (*ἐπιστάσεις*). La contribution personnelle prend, avec une extension nouvelle, le nom de capitation (*λαογραφία* ou *ἐκκατάστασις*); elle atteint les hommes de quatorze à soixante ans et varie, grâce aux immunités, selon les villes et selon les classes. Enfin, sous le Haut-Empire, une loi de 377 (*Cod. Theod.*, VII, 6, 3) fixe en *juga terrena* la puissance contributive de l'Égypte, tandis que des documents papyrologiques, sans nommer ni la *λαογραφία* ni la *capitatio*, donnent des listes de contribuables comptant pour des unités fiscales ou des fractions d'unité (par exemple, dans *Berl. Griech. Urkunden*, 21, II, 3, un total de 125  $1/2$  *ἀνδρες*, suivant la règle du *Cod. Theod.*, XIII, 41, 2 : *per singulos viros, per binas vero mulieres capitis norma*). Les rapports entre ces trois périodes se manifestent par bien des signes. En ce qui concerne les opérations préliminaires du recensement, l'Évangile de Luc et l'édit de Vibius Maximus en 104, où l'on voit les contribuables se rendre chacun dans son lieu d'origine, présentent déjà un accord frappant avec la fameuse description que M. Pignaniol (p. 20-21) emprunte au *De mortibus persecutorum*. Ce ne sont pas là des coïncidences fortuites. Les déclarations de propriétés et de personnes que M. Pignaniol mentionne (p. 75) après la réforme de Dioclétien — et auxquelles il faut ajouter les papyrus de Théadelphie 54 et 55 — dérivent en droite ligne des *ἐκπαραταί* dont il est question dans l'édit de Mettius Rufus, de même que les édits de Cn. Vergilius Capito en 49 et de Tl. Julius Alexander en 68 prouvent que la publicité des règlements fiscaux était de règle en Égypte avant de s'étendre au reste de l'empire.

Mais c'est dans les faits, plus que dans les textes officiels, qu'il convient de rechercher les origines d'une institution. Si M. Pignaniol s'y était appliqué, il nous aurait certainement apporté d'intéressantes observations sur l'état social où le nouveau régime de fiscalité germait dans l'ancien. Malheureusement, il est d'une discrétion regrettable quand il parle du milieu où naquirent et se développèrent les lois fiscales. Il suggère assez souvent que ces lois eurent de grandes consé-

quences sociales; il ne fait pas assez attention qu'inversement elles furent causées par des transformations sociales autant et plus que par une autorité toute-puissante. Il s'enferme volontairement dans l'étude des Codes, surtout du Code Théodosien; il scrute ces textes en juriste, presque en logicien. Bien souvent (par exemple p. 28-29), quelques phrases précises sur les terres désertes, sur la dépopulation auraient animé sa dissertation et en auraient mieux fait comprendre le sens profond. Peut-être même une fréquentation plus intime de la réalité l'eût-elle amené à donner au système tout entier un peu plus de souplesse, ce qui n'aurait pas nui à la vraisemblance.

Il arrive, en effet, assez fréquemment que la réalité crie et se débat dans les liens du système où M. Piganiol prétend l'enfermer.

Ainsi, la théorie de la *jugatio-capitatio* met une différence essentielle entre les paysans et les citadins (p. 25-27). Dès lors, comment Galère et Julien ont-ils pu exiger parfois l'impôt de capitation de la *plebs urbana*? M. Piganiol établit sans doute qu'il s'agit de cas exceptionnels et abusifs; mais, si la capitation est assise sur un domaine garni, comment a-t-elle pu être demandée à des citadins même par abus?

La distinction entre la *capitatio plebeia* des villages libres (p. 33-37) et la *jugatio* des grands domaines (p. 38-48, surtout p. 44) donne constamment l'impression de la distinction habituelle entre la *capitatio*, impôt personnel, et la *jugatio*, impôt foncier. D'autre part, il n'est pas prouvé du tout (p. 34-35) que la loi de 343 vise un cas différent de celui qui est connu par un texte de Cassiodore (rétrogradation pénale du curiale dans la classe des *plebei*); car rien n'indique, dans la loi en question, que la sanction *plebeiam quoque sustineant capitationem* signifie qu'aux curiales punis incombera, non pas le paiement de la *capitatio plebeia*, mais l'obligation de la percevoir (voir le sens de *sustinere*, p. 39, dans un texte de Salvien et, p. 58, dans une loi de Valentinien). Et puis, si M. Piganiol semble avoir raison sur plusieurs points dans sa polémique contre M. Thibault, il ne fait pas comprendre (p. 41) comment Sidoine Apollinaire a pu supplier l'empereur de l'exempter de trois *capita*, quand les clarissimes de Gaule possédaient des domaines de quatre cents *juga* et plus et que les contribuables adressaient naturellement leurs réclamations au *principalis*.

Un moment vient, d'ailleurs, où M. Piganiol est bien forcé d'admettre une exception à sa théorie : c'est quand il parle de la *capitatio humana et animalium* (p. 63 et suiv.). Cette fois la *capitatio* ne peut d'aucune manière être ramenée à la *jugatio*. La contradiction est brusque et un peu déconcertante avec la rigueur du principe annoncée au début et obstinément maintenue jusque-là. Qu'on se reporte de ce chapitre VI aux chapitres précédents, où le système est exposé sans atténuation, on ne peut faire autrement que de se demander si l'auteur ne s'inflige pas un démenti. A la page 30, en exami-

nant les « postulats du système », il cite un texte du *Code Justinien* (XI, 48, 23) d'après lequel le propriétaire qui a reçu un colon fugitif se substitue à lui pour le paiement de toutes les impositions, « sive terrenas sive animales » ; il ne voit dans tout cela qu'un impôt foncier. Quelque trente pages plus loin, il déclare la *capitatio humana atque animalium* « expressément distincte de la juation ou capitation foncière » (p. 64, n. 1) et y reconnaît un impôt mobilier. On attendait bien M. Piganiol à l'explication des textes relatifs à cette forme de capitation ; mais on espérait une conciliation et l'on se trouve en présence d'une exception, non seulement imprévue, mais exclue par avance.

Si l'on a de la peine à faire rentrer dans un système qui serait né tout d'un coup et formé d'une pièce un élément franchement disparate, on ne conçoit pas non plus comment ce système a dégénéré. M. Piganiol nous dit bien qu'il se transforma en présence des barbares et des esclaves : l'individu ne fut plus un symbole, une unité de valeur foncière ; il fut attaché à la glèbe, qu'il enrichit de son travail. Mais n'est-ce pas rompre tout lien entre les deux termes de l'évolution de supposer qu'avant d'incorporer l'homme au sol, l'État se soit borné à humaniser la terre ?

Gustave GLOTZ.

---

Ernest BABELON. *Le Rhin dans l'histoire. Tome II : les Francs de l'Est : Francs et Allemands.* Paris, Ernest Leroux, 1917. In-8°, xx-526 pages. Prix : 7 fr. 50.

Le tome I de cette histoire du Rhin porte le sous-titre : *l'Antiquité. Gaulois et Germains*, et il en sera rendu compte dans un de nos Bulletins d'histoire romaine. Le tome II que nous signalons à nos lecteurs nous conduit depuis l'invasion des barbares au début du v<sup>e</sup> siècle jusqu'à la guerre actuelle, et l'on sera frappé de la disproportion entre les deux périodes. Dans ce tome II, le sujet est bien moins développé que dans le I<sup>er</sup> ; M. Babelon est obligé de passer beaucoup plus rapidement sur les faits et de n'en donner souvent qu'une esquisse. — Et encore, dans ce volume, il n'a pu s'en tenir de façon stricte à son titre : *le Rhin*. Sans doute, c'est le nom propre qui revient le plus souvent dans ses pages ; le Rhin pour la possession duquel se sont livrées tant de luttes, le Rhin personnifié est le héros du livre. Mais, après 923, la France occidentale qui deviendra la France tout court se trouvait éloignée du fleuve ; entre ses frontières et le Rhin coulaient

1. Erratum. P. 6, n. 3 : les trois premières lignes de cette note sont obscures et incorrectes. — P. 21, l. 6 : *ait* ; lire *ait*. — P. 25, l. 25 : *prémices* ; lire *prémises*. — P. 33, avant-dernière ligne : *séperé* ; lire *réparé*. — P. 60, l. 1 : *paysan* ; lire *prêtre*. — P. 63, l. 24 et 25 : *values* et *calculées* ; lire *valu* et *calculé*. — P. 71, l. 26 : *est significatif* ; lire *cela est significatif*.



vers le nord l'Escaut, — à un certain moment même la Somme — vers l'est, la Meuse et la Moselle; la France devait conquérir ces régions intermédiaires pour atteindre le fleuve aux eaux vertes; c'est tout le développement de la France dans la direction du Rhin, toute son expansion vers le nord et l'est que M. Babelon nous expose; il raconte la réunion à la France de la Lorraine aussi bien que celle de l'Alsace; les relations de nos rois avec les ducs de Brabant ou de Luxembourg aussi bien que celles avec les électeurs de Trèves, de Mayence et de Cologne. Comme toute cette région intermédiaire est disputée entre les deux influences allemande et française, il esquisse en dernière analyse une histoire des relations de la France et de l'Allemagne de l'an 400 à l'année 1914. A ce point de vue spécial, il parcourt toute l'histoire de France.

Évidemment, pour faire ce travail, il ne pouvait entreprendre des recherches personnelles, fouiller les archives, consulter directement les documents originaux. Son livre est fait à l'aide des ouvrages français — et exclusivement avec des ouvrages français — dont quelques-uns sont des œuvres d'érudition, dont d'autres sont eux-mêmes des œuvres de haute vulgarisation, comme les *Frontières de la France* de Lavallée, l'*Histoire générale* de Rambaud et Lavis, l'*Histoire de France* de Lavis. Il a dû ainsi lire avec attention de très nombreux volumes et en extraire tous les passages sur le développement de la France du côté de l'est. Son travail est considérable et méritoire; il reflète les qualités et aussi parfois les défauts des livres consultés. Parmi les chapitres les meilleurs de son volume sont ceux dans lesquels il indique, à la suite de G. Monod, R. Parisot, F. Lot, le vrai caractère des partages carolingiens, notamment du pacte de Verdun, d'août 843, ou encore celui où, à la suite de Rod. Reuss, il décrit l'état de l'Alsace pendant la guerre de Trente ans et montre fort bien que les Français ont été appelés par les Alsaciens, soit protestants, pour les garantir contre le duc de Férria, soit catholiques, pour les garantir contre les Suédois, et cela dès 1634, avant que Richelieu eût déclaré la guerre à l'Espagne et fût intervenu directement dans la lutte. Aux faits que lui ont fournis ses lectures, il ajoute quelques renseignements intéressants, empruntés à la numismatique, dont il est un des maîtres les plus éminents; il signale les anciennes monnaies de Strasbourg, les deux célèbres intailles de Lothaire II (p. 92), les monnaies musulmanes trouvées sur « la route de l'ambre » (p. 159), la découverte du trésor de Childéric (p. 285-286). Il combine surtout ces faits fort adroitement, de manière à présenter une thèse, ou plutôt deux thèses, l'une historique, l'autre politique.

La thèse historique est celle qui a été soutenue récemment par M. Driault<sup>1</sup> et elle est celle de nombreux historiens. Ils expliquent toute l'histoire de France depuis les origines jusqu'à nos jours par l'antagonisme entre les Français et les Allemands : c'est la lutte entre deux

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 363.

civilisations opposées; puis c'est aussi la lutte pour la frontière du Rhin. Toujours, même au temps où nos premiers Capétiens étaient confinés dans leur humble domaine, même au temps où les Valois soutenaient contre les Anglais une guerre qui fut plus que centenaire, où, de Charles VIII à Henri II, nos rois franchissaient les Alpes pour marcher à la conquête du Milanais et de Naples, leur ennemi principal était l'Allemagne et ils avaient leurs regards dirigés vers le Rhin. M. Babelon rappelle, dans une page brillante, toute la haine des Italiens contre les Allemands qui prétendaient dominer dans la péninsule, à cause de la tradition impériale, et il écrit : « Charles VIII et ses successeurs, appelés et aidés par les Italiens, purent croire qu'ils abattraient la puissance impériale en Italie plus facilement que dans les Pays-Bas, où l'hydre allemande cramponnait ses bras tentaculaires. Les Italiens paraissaient des alliés plus sûrs que les principicules rhénans » (p. 222). Nos rois seraient ainsi allés conquérir sur les bords du Pô les rives du Rhin! Que devient de la sorte la thèse de M. Delaborde qui, dans son *Expédition de Charles VIII en Italie*, soutenait que toute la tradition nationale entraînait invinciblement la monarchie française vers l'Italie? Reconnaissons-le nettement, l'histoire d'un peuple non plus que celle d'un règne n'ont cette parfaite unité que les historiens leur veulent parfois reconnaître. Mignet a certainement faussé l'histoire de la politique extérieure de Louis XIV en la faisant tourner tout entière autour du « pivot » de la succession d'Espagne; des problèmes différents sont successivement et parfois en même temps au premier plan. Que la France ait cherché, à diverses époques de son histoire, à s'étendre du côté de l'est, qu'en ces moments elle ait rappelé, comme en 1445 le conseiller Jean Rabateau, les anciennes frontières de la Gaule, c'est l'évidence même; mais il y eut certainement d'autres périodes où elle laissait « en sommeil » ses prétentions ou ses droits.

La thèse politique est que la France doit, à la fin de cette guerre, s'assurer l'hégémonie sur toute la rive gauche du Rhin. Aussi bien, les indigènes de cette région, par « l'habitat » — et ce mot un peu vague revient sans cesse dans le volume — par les mœurs, par les traditions se rapprochent beaucoup de ceux de la France, ce qui peut être contesté; ils sont devenus Prussiens malgré eux en 1814, ils ont longtemps résisté à la bureaucratie prussienne et c'est à une date presque récente qu'ils ont été empoisonnés par les idées du pangermanisme, ce qui est incontestable. Pourtant, M. Babelon écarte l'idée d'une annexion brutale; ce qu'il demande, c'est un système de protectorat, analogue à celui que les anciens rois français exerçaient sur les archevêchés rhénans et sans doute très différent de celui que les pangermanistes réclament sur la Pologne ou la Belgique; il espère du reste fermement que le jour viendra où ces habitants voudront devenir citoyens français, comme jadis Goethe et Schiller. « L'influence de leur habitat, de leur vieux sang gallo-romain et franc viendra en quelque sorte au-devant de nous; le pays rhénan, suivant l'expression de

Charles Maurras, « exprimera toutes ses virtualités de développement français »; notre esprit libéral et généreux fera le reste; « plus que jamais le Rhin séparera deux mondes » (p. 521).

Peut-être, au cours de son volume comme dans sa conclusion, M. Babelon ne fait-il pas assez une distinction qui est certes dans sa pensée. La rive gauche du Rhin, c'est aujourd'hui le Palatinat et la Prusse rhénane; mais c'est aussi la Hollande et la Belgique. Nous sommes bien convaincu que M. Babelon n'a songé ni à l'une ni à l'autre. Sans doute, il a mentionné les tentatives de la France pour se développer du côté du nord au détriment des Pays-Bas espagnols ou autrichiens; mais au XVIII<sup>e</sup> siècle l'idée d'une patrie belge n'était pas née et des hasards de mariages et d'héritages avaient rattaché les provinces belges à Madrid, dont elles supportaient avec impatience le joug. « Ce qui serait crime aujourd'hui ne l'aurait pas été en ce temps-là », écrivit en 1908 M. Lavissee avec beaucoup de force en un passage que M. Babelon a eu mille fois raison de reproduire<sup>2</sup>; le crime serait plus abominable encore actuellement, alors que la Belgique, pour sauvegarder sa neutralité, a subi l'affreux martyre et poursuit la lutte à nos côtés.

M. Babelon ne songe donc qu'aux pays de la rive gauche du Rhin qui font partie de l'Empire germanique; mais, là encore, tout en souhaitant que ces contrées soient soustraites à la domination prussienne, nous devons tenir compte des sentiments actuels des habitants. L'Alsace a protesté avec la plus grande énergie, en 1871, contre son annexion à l'Allemagne; à ceux qui alléguaient son passé germanique,

1. Ces idées sont précisées dans une conférence qu'a faite M. Babelon, au nom du Comité de la rive gauche du Rhin, et qui a été publiée (*la Rive gauche du Rhin, les revendications françaises dans l'histoire*, Paris, H. Floury, 1917, in-8°, 44 p.; prix : 0 fr. 60). M. Babelon y résume ses deux volumes et conclut, en préconisant, pour le pays rhénan, un système de protectorat qui donnerait à la France l'occupation militaire et l'influence économique, « tout en respectant les libertés des habitants comme, par exemple, en Tunisie et au Maroc ». Les habitants recevraient le titre de Français au fur et à mesure qu'ils le solliciteraient. — M. Paul Marmottan, dans sa brochure, *Notre frontière naturelle, le Rhin* (Paris, H. Floury, 1915, 41 p., avec une carte), antérieure à celle de M. Babelon, a soutenu la thèse d'une annexion pure et simple : « L'Alsace-Lorraine n'est, dans notre pensée, qu'une partie de nos revendications, certes la plus immédiate à résoudre, c'est entendu; mais la France, avec l'Alsace-Lorraine seule, est encore une France tronquée à notre détriment; car ses limites ne doivent s'arrêter qu'à Mannheim, Spire, Mayence, Bonn et Cologne avec Aix-la-Chapelle. » Mannheim est sur la rive droite du fleuve.

2. M. Babelon proteste avec beaucoup de force contre l'annexion de la Hollande à l'Empire français en 1810. Napoléon I<sup>er</sup> disait : « Ce pays n'est qu'une portion de la France, parce qu'il n'est que l'alluvion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, c'est-à-dire des grandes artères de l'Empire. » Mais ce n'en fut pas moins, écrit M. Babelon, une spoliation à la prussienne (p. 398).

son dialecte, elle a crié son amour pour la patrie française; les bourreaux répliquèrent qu'ils voulaient faire le bonheur des Alsaciens malgré eux; des générations actuelles des Alsaciens ils faisaient appel aux générations futures, persuadés que ceux du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle penseraient autrement que ceux du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Sans doute, M. Babelon garde pour les populations rhénanes toutes sortes de ménagements; il proteste contre toute tentative de violence; mais lui aussi allègue les souvenirs historiques, la communauté des traditions, « l'habitat » et invoque d'avance le désir des rhénans — à naître — de se rattacher à la France comme jadis leurs ancêtres, les Mayençais de 1792. Restons entièrement fidèles au principe qui fait la force de notre cause, celui en vertu duquel l'Alsace-Lorraine doit rentrer après cette guerre au « foyer » de la patrie-française. Ce que la France réclame, c'est un bien qui lui a été ravi par la violence, c'est le rétablissement de la Justice outragée, c'est la libération d'un million et demi d'Alsaciens et de Lorrains qui ont proclamé bien haut leur droit de rester membres de la nation française, qui ont juré de le revendiquer envers et contre tous usurpateurs et qui, malgré toutes les persécutions, ont tenu ce serment<sup>1</sup>.

Chr. PFISTER.

1. Voici une série de fautes d'impressions ou de petites erreurs au moins dans la forme. P. 47. Y a-t-il bien eu à Dabo une enceinte pareille au mur païen du Saint-Odile? — P. 67. « Au pied du mont Siegwald, quelque part entre Colmar et Bâle. » La colline de Sigolsheim, bien connue des Alsaciens, se trouve au nord de Colmar. — P. 69. A Strasbourg, en 842, « Louis parle aux soldats en langue tudesque et Charles en langue romane ». Il faut intervertir : Louis, pour se faire comprendre des guerriers de Charles, prête serment en roman, Charles parle *teudisca lingua*. — P. 77. Le mot cité n'est pas de Robert Macaire; il se trouve une pièce intitulée les *Saltimbanques* de Dumas et Varin. — P. 150. « Otton III, élevé par Gerbert », phrase qu'on retrouve un peu partout. Or, Otton III, à son avènement, n'a que trois ans. — P. 155. « La seule région qui, sous Charlemagne et ses successeurs, ait reçu une organisation sociale se compose des cinq duchés de Saxe, de Franconie, d'Allemagne ou de Souabe, de Thuringe et de Bavière. » Mais c'est l'Allemagne tout entière. — P. 159. Saint Adalbert, en 997, archevêque de Prague. — P. 163. « Sous Gérard d'Alsace le sort de l'Alsace fut uni à celui de la Lorraine mosellane ». Mais non, à ce moment l'Alsace était une dépendance du duché de Souabe, comme il est dit exactement p. 152. — P. 170. L'empereur Henri VI mourut le 28 septembre 1197. — P. 172. Sur le rôle des milices communales à la bataille de Bouvines, cf. le mémoire de Luchaire. — P. 177, l. 3, lire 1224. — P. 180. Ce qui est dit sur les landgrafs et le landvogt d'Alsace est inexact. Les deux landgrafs ont usurpé les anciens droits d'état et sont des comtes féodaux; les rois de Germanie créent alors le landvogt pour les représenter dans le pays et faire valoir leurs droits. — P. 181. L'ordonnance du duc de Lorraine Mathieu II dont il est question n'a pas existé. Il est d'ailleurs exact qu'à la fin de son règne la plupart de ses actes sont rédigés en français. Cf. Le Mercier de Morière, *Catalogue des actes du duc de Lorraine Mathieu II*, p. 98. — P. 187. Au temps d'Adolphe de Nassau, il n'y avait pas de duc de Lorraine du nom de



Mary W. WILLIAMS. *Anglo-American Isthmian diplomacy, 1815-1915*. Washington, American Historical Association, et Oxford, University Press, 1916. In-8°, xii-356 pages.

L'ouvrage de M<sup>lle</sup> Williams est une étude minutieuse et fort bien conduite sur les négociations qui ont eu lieu depuis 1815 entre le gouvernement anglais et le gouvernement américain au sujet des préten-

Thibaut; Ferri III fut duc de 1251 à 1303. — P. 189. Sur les relations de la France et de Verdun jusqu'en 1552, consultez la très belle thèse de l'abbé Aimond; il est inexact de dire que les Evêchés lorrains ont été acquis par la France sous Philippe le Bel et ses trois fils. — P. 192. Le duc de Lorraine Ferri IV n'a pas été tué à Cassel. Voir le travail de Levallois, *Positions des thèses de l'Ecole des chartes*, 1902, p. 93. — P. 196. Je suppose qu'il faut lire comme p. 210 le comte de Blankenheim. Les passages de Petit-Dutaillis cités dans ces pages sont empruntés à l'*Histoire de France* de Lavisse. — P. 200. Philippe le Bon de Bourgogne n'obtint pas la Haute-Alsace; comme il est dit plus loin, le duc Sigismond engagea ses états alsaciens à Charles le Téméraire en 1469. — P. 208. Lire : le chroniqueur Mathieu d'Escouchy. — P. 223. L'anecdote du défi de Claude de Battré à l'empereur Maximilien, empruntée à l'*Art de vérifier les dates*, est controuvée. — P. 228. Maximilien, père de Charles-Quint. — P. 235. Les *Mémoires* de Vicilleville n'ont aucune valeur historique. — P. 239. Ni dans la trêve de Vaucelles ni dans le traité de Cateau-Cambrésis il n'est question des Trois-Evêchés. — P. 246. M. Babelon tient-il beaucoup à des phrases de ce genre : « Le luthéranisme s'est greffé sur le wotanisme de la forêt germanique » ? — P. 248, lire 1572, au lieu de 1592. — P. 265. L'Alsace qui, en grande partie, avait adopté la Réforme. Un tiers seulement de l'Alsace embrassa le protestantisme. — P. 266. Lire Jametz. — P. 280. Lire l'art. 72 du traité de Munster, au lieu de 44. — P. 281. La phrase citée « Il faudrait deux siècles de chaînes... etc. » n'est pas d'un ambassadeur du roi de Prusse, en l'espèce Schmettau; elle se trouve dans une plaquette anonyme, écrite vers 1709, et dont l'auteur, aux gages de la Prusse, voulait exhorter les plénipotentiaires allemands à réclamer de la France non l'Alsace, qui serait revenue à l'Autriche, mais la Franché-Comté qui se serait ajoutée à Neuchâtel et à Valengin, nouvel héritage du roi de Prusse. Cf. Rod. Reuss, *L'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle*, t. I, p. 727, note. Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la phrase « Aucune violence n'a été faite sur les croyances religieuses. » — P. 287. Charles III et son frère François, lire : Charles IV. — P. 288 et suiv. Ce qui est dit sur la Lorraine n'est pas clair. Le traité des Pyrénées fut corrigé par le traité de Vincennes, de février 1661, entre Mazarin et Charles IV. Le duché de Bar demeura au duc qui revint à Nancy. Il en fut chassé en 1670 et non 1669 et mourut en 1675. Son neveu Charles V repoussa les conditions qu'on lui voulait imposer à Nimègue et ne rentra point dans son duché en 1679, comme il est dit p. 295. C'est seulement en 1698 que Léopold, fils de Charles V, recouvra les états de ses aïeux. Cf. les beaux volumes d'Othenin d'Haussonville. — P. 296. Strasbourg n'a pas été réunie à la France par un arrêt du Conseil supérieur d'Alsace; l'expression « chambre de réunion » est au demeurant inexacte pour l'Alsace. — P. 310. Jean-Sigismond déclara embrasser la religion protestante; la phrase est prise à l'*Art de vérifier les dates*; il faut entendre la religion calviniste. — P. 325. Goethe, né en 1749, n'a pas été témoin du couron-

tions rivales des deux États dans l'Amérique centrale, prétentions auxquelles les projets de canal de l'Atlantique au Pacifique donnaient une importance exceptionnelle. Le sujet méritait d'être traité avec tout le détail qu'il comporte. C'est une belle passe d'armes diplomatique qui a duré cent ans, mais qui paraît bien entrée maintenant dans le domaine de l'histoire.

Il faut convenir, et M<sup>lle</sup> Williams ne le dissimule pas, que les arguments ressassés de part et d'autre par des générations de diplomates ont été souvent plus ingénieux que solides : les diplomates en convenaient eux-mêmes, dans l'intimité. L'établissement des Anglais dans le Honduras britannique n'avait pour origine que les entreprises des flibustiers du xvi<sup>e</sup> siècle et l'Angleterre avait reconnu que le territoire appartenait à l'Espagne; le protectorat qu'elle exerçait sur un vague roitelet indien de la côte des Mosquitos reposait sur des titres encore plus contestables; quant à ses prétentions sur les îles de la baie de Honduras, particulièrement sur l'île et le port de Roatan, on est bien forcé d'avouer qu'elles n'avaient aucun fondement sérieux. Les États-Unis, de leur côté, dans la campagne qu'ils poursuivaient pour expulser les Anglais de l'Amérique centrale, n'étaient pas uniquement conduits par les principes abstraits de la justice et du droit. Ils invoquaient la doctrine de Monroe; mais, tout au moins dans les années qui précédèrent la guerre de Sécession, ils n'auraient pas demandé mieux que de mettre la main sur l'Amérique centrale après le départ de leurs rivaux. Ils tenaient essentiellement, en tout cas, à ne pas laisser les Anglais maîtres de la future voie navigable qui devait, pensait-on, traverser le Nicaragua; et les Anglais ne voulaient pas non plus du contrôle exclusif des États-Unis.

Ces dispositions réciproques s'opposaient à tout arrangement véritable. On crut avoir trouvé une formule de conciliation dans le traité

nement de l'empereur François I<sup>er</sup> le 4 octobre 1745; il fut témoin de celui de Joseph I<sup>er</sup> le 3 août 1764 et répète à ce propos ce qu'on lui a raconté sur le couronnement du père. Lire : la maison Frauenstein. Le récit de Goethe est un peu tourné en caricature. — P. 326. Il y avait en Allemagne dix cercles. — P. 376. En vertu du traité conclu à Paris le 23 mai 1802, la Prusse reçut en dédommagement de ses possessions sur la rive gauche du Rhin : 1<sup>o</sup> l'évêché de Paderborn; 2<sup>o</sup> l'évêché de Hildesheim; 3<sup>o</sup> l'Eichsfeld (non pas *Eichstätt* qui n'a jamais été en Prusse); 4<sup>o</sup> la ville et territoire d'Erfurt et d'Untergleichen (ces territoires, qui appartenaient au temporel de Mayence, comme l'Eichsfeld, n'étaient pas des évêchés; rappelons que par le traité de Tilsitt Erfurt fut réuni à la France. Les châteaux de Gleichen sont enclavés dans le territoire de Gotha); 5<sup>o</sup> Munster et une partie du Haut-Evêché de ce nom. — P. 378. Charlemagne enterré assis sur un trône est une légende qui repose sur un texte mal interprété de Thietmar de Mersebourg. — P. 388. Le roi de Bavière devait être des premiers à abandonner Napoléon. La trahison de Hanau est du 30 octobre 1813. — P. 421. Gagern se mit au service de Guillaume d'Orange qui devint roi des Pays-Bas en 1815; mais c'était un Allemand, né à Kleinniedersheim, près de Worms.

Clayton-Bulwer de 1850, mais pour s'apercevoir presque immédiatement que chacun des deux gouvernements comprenait, ou affectait de comprendre, le traité dans un sens tout différent, tellement les termes en étaient vagues. A diverses reprises, on parla de rupture et même de guerre, mais sans beaucoup de conviction, surtout du côté anglais. Inutile d'ajouter que pendant ce temps les petites républiques de l'Amérique centrale se trouvaient réduites à l'état de pièces de l'échiquier diplomatique : l'Angleterre et les États-Unis y entretenaient un savant désordre qui ne s'alliait que trop bien avec les tendances naturelles des habitants.

C'est, en définitive, l'Angleterre qui a cédé. Dès 1860, elle abandonna l'île de Ruatan. En 1894, après d'interminables complications, les Mosquitos furent annexés au Nicaragua, l'Angleterre ne conservant plus que le Honduras britannique. Enfin, en 1901, le traité Hay-Panncefote a déterminé les conditions de neutralisation du canal dont le gouvernement américain voulait entreprendre la construction. De nouvelles difficultés surgirent en 1912 lorsque le Congrès vota l'exemption des droits de passage pour les caboteurs américains; mais la bonne foi de M. Wilson et, il convient de l'ajouter, les protestations d'une grande partie de l'opinion publique aux États-Unis ont amené, comme on sait, le retrait de cette mesure. La grande question de l'isthme, source éternelle de difficultés entre l'Amérique et l'Angleterre, semble donc définitivement close. On ne peut se défendre de penser que, si les hommes politiques et les diplomates avaient apporté plus tôt dans cette affaire un peu plus de franchise et un peu moins d'ingéniosité, il eût fallu moins de cent ans pour la résoudre.

Telle nous paraît être la conclusion pratique de l'intéressant travail de M<sup>lle</sup> Williams. Ce travail, appuyé sur de nombreux documents inédits, accompagné d'une bibliographie très complète et écrit dans un style limpide, auquel quelques américanismes donnent juste une légère saveur de terroir, est une excellente contribution, non seulement à l'histoire diplomatique, mais à l'histoire générale. Peut-être quelques renseignements complémentaires sur l'histoire de l'Amérique centrale n'auraient-ils pas été inutiles de loin en loin pour le lecteur européen, auquel l'histoire du Nicaragua risque de n'être pas très familière et qui n'a pas toujours les trois volumes de Bancroft à portée de la main.

D. PASQUET.

---

**INORODETZ. La Russie et les Peuples allogènes.** Berne, Ferd. Wyss, 1917. In-8°, vi-222 pages, avec une carte ethnographique de la Russie.

L'auteur de cet ouvrage sur la Russie écrit contre les « Moscovites » en un français qui visiblement n'est pas sa langue maternelle. Son

nom, simple pseudonyme, est « Allogène ». Nous respecterons son anonymat et nous croyons qu'il appartient à l'une des « cent onze nationalités enfermées à l'étroit et étouffées dans cette immense prison qu'est la Russie » (p. vi).

Le livre s'offre à nous comme une étude objective, étrangère à toute préoccupation de polémique : l'auteur ne veut « rien prédire, rien inspirer » ; il se contente d'« exposer des faits en laissant au lecteur le soin de tirer lui-même les conclusions » (p. vi). Les premières pages abondent en tableaux statistiques empruntés aux recensements officiels ou à de savants spécialistes, comme Schultze (*Journal européen d'économie politique*, 1916, n° 10, p. 525, cité p. 4). On aurait pourtant voulu ces tableaux plus nombreux encore pour justifier les conclusions que, contre toute prévision, l'auteur nous impose dès la page 8. D'après lui, en 1897, sur 128 millions d'habitants, l'Empire russe comptait 55,700,000 Grands Russes ; en 1913, sur 170 millions, il en comptait 80 millions (p. 6). « Ainsi les Grands Russes gouvernants représentent moins d'un tiers de la population de l'Empire » (p. 8). Dans son désir de nous faire voir dans la Russie une autre Autriche-Hongrie sans noyau ethnique prédominant, il en vient à ne plus voir que  $55,7 \times 3 = 167$  et  $80 \times 3 = 240$ . D'autres tableaux présentés sans références nous inspirent quelques craintes : dans l'un d'eux, 2,300,000 « Roumains purs » écrasent de leur nombre en Bessarabie 85,000 « Russes » ; après quoi, nous voyons apparaître 40,000 « Lippoyans » (Russes dissidents), 35,000 Cosaques, 210,000 Ukrainiens, 75,000 « Roumains dénationalisés » devenus Russes. Total : 445,000 habitants de langue russe, minorité après tout imposante, qui se grossit évidemment encore de nombreux immigrés venus de Russie, Juifs, Tziganes, Arméniens et « autres nationalités ». A retenir un aveu de l'auteur (p. 182) : « Maintenant la noblesse de Bessarabie est complètement russifiée ; il en est de même du clergé du pays... Les prêtres sont devenus des Russes convaincus... A la longue, « les intellectuels » des villes n'ont pas réussi à lutter contre le courant ; à l'exception de quelques-uns... très rares, tous les autres ont été absorbés par la russification. »

Ce mot de « russification », d'autres comme « injustice, violence, obscurantisme » inquiètent par leur fréquence et parce qu'ils préparent des attaques non seulement contre le régime autocratique, mais aussi contre les Russes les moins suspects d'obscurantisme. L'auteur veut plus que la restauration de la Pologne, il estime que la haine est et doit être entre Polonais et Russes un sentiment naturel : « Lorsqu'en ces derniers temps, on entend prononcer par des mystiques russes isolés des paroles de pitié pour la Pologne, envers laquelle l'injustice commise doit être réparée, cela ne veut rien dire ; car nous savons bien la haine que leur patron Dostoïewski a professée toute sa vie à l'égard des Polonais... En Russie, le Polonais n'a personne pour soi, mais bien tous plus ou moins ouvertement contre lui.



Il en est ainsi déjà depuis des siècles et cela est ancré profondément à jamais dans la conscience réciproque des deux peuples » (p. 138). Même tactique à l'égard de la Finlande : « Le fait que la majorité de la Douma coopéra à la mise en vigueur d'une loi (accordant en Finlande l'égalité des droits aux Russes et aux Finlandais) qui devait nécessairement provoquer des conflits ont (*sic*) une énorme signification pour l'opinion finlandaise. On comprit que la politique de violence russe n'était pas seulement dictée par des courants fortuitement malveillants des cercles dirigeants, mais qu'il y avait derrière d'importantes forces nationalistes qui dominaient dans la représentation populaire russe... Pendant la guerre, la Douma a prouvé à différentes reprises qu'elle ne désire aucun changement dans la politique finlandaise, bien qu'elle exige de toutes les nationalités les plus grands sacrifices pour la cause commune... Lors de la session de 1915... la majorité de la Douma refusa de s'occuper de la question finlandaise. Même, le professeur Milioukov s'est mis complètement depuis la guerre au service des idées panslavistes » (p. 55).

En fait, l'auteur est moins préoccupé de la Bessarabie, de la Pologne et de la Finlande que du partage de l'Empire russe : « Est-ce qu'un tel État a le droit d'exister? Cette politique, laissant le champ libre aux vieux instincts tatars des Russes et qui n'est pas imputable à la situation créée par la guerre, est seulement la conséquence nécessaire de l'antagonisme constant entre le véritable esprit moscovite et les peuples allogènes dont la civilisation est supérieure... Un tel État ne peut plus, ne doit plus exister sur de telles bases. Il n'appartient plus à la société des peuples civilisés du *xx*<sup>e</sup> siècle... La guerre mondiale serait (*sic*) devenue un jugement dernier pour la Russie. » C'est sur cette phrase en *italique*, c'est sur ce conditionnel, à allure de futur prochain, que finit ce livre où l'auteur se défend de rien « prédire ».

Les populations d'origine touranienne l'intéressent de façon vraiment singulière. Il ne s'explique la « brutalité », le « manque de scrupules », la « cruauté » du Russe que par « l'instinct cruel, sanguinaire des peuples nomades de l'Asie », par « l'influence du joug tatar » (p. 13); il reproduit complaisamment le mot de Napoléon, « grattez le Russe, vous trouverez le Tatar » (p. 20). D'autre part, nous lisons, page 204 : « On a parlé du joug tatar, de sa domination barbare...; mais en s'exprimant ainsi, on procède de suppositions obscures et inexactes... L'Asie mahométane a créé à Kazan un centre, non pour ses hordes nomades, mais pour sa civilisation... Les Bulgares du Volga, ancêtres des Tatars de Kazan, sont les fondateurs de la civilisation mahométane turco-tatar qui se maintient encore sur ce fleuve important ». « Les Russes furent les barbares. A Kazan, Ivan le Terrible fit détruire des écoles, des bibliothèques, des palais, tous les bâtiments religieux, des millions de volumes ». « Millions » est bien gros, au reste Ivan eut tort; mais l'auteur est-il sûr que les « ico-

noclastes » tatares n'avaient pas été barbares vis-à-vis des Russes ? Il n'en a cure et fait ressortir en *italique* « la supériorité indiscutable culturelle (sic) de l'élément touranien » (p. 205), ainsi que son « étouffement » par les Russes. Cet étouffement est du reste démenti page 206 par l'auteur en ces termes : « Les Tatares intellectuels de Kazan, prêtres, médecins, avocats, écrivains jouent le rôle le plus important. Leur large participation au commerce, à l'industrie est un témoignage de leurs forces économiques. Dans les gouvernements de Simbirsk, de Saratov, il y a beaucoup de fabriques de drap installées d'après les procédés modernes, occupant jusqu'à 2,500 ouvriers qui appartiennent à des Tatares. Dans l'Oural, ils possèdent plusieurs mines d'or et de platine... Kazan est un centre d'édition pour toute la Russie musulmane. Ils ont créé eux-mêmes des établissements dans lesquels des maîtres tatares enseignent à la jeunesse la religion, la langue et les mœurs de ses ancêtres ». Ceci n'empêche pas « Allongène » de « prédire et d'inspirer » la création d'un empire turco-touranien dont l'est et le sud de l'Empire russe feraient les frais. Tout est prêt pour la curée : « Les Tatares du Nord sont convaincus qu'il n'y a plus rien à attendre ni du peuple ni du gouvernement russes... Les Kirghizes s'unifient certainement aux peuples voisins de même religion, de même race, pour une action commune contre la Russie » (p. 208-211). Il appelle les Turcomans, « cette race fière et héroïque à laquelle il est nécessaire de rendre sa liberté, une indépendance complète et méritée ». De plus, « il est nécessaire que le Turkestan accaparé et incorporé par la Russie contre tout droit soit de nouveau incorporé aux khanats de Boukhara et de Khiva à demi indépendants ». Les Tatares de Crimée « exigent que le khanat de Crimée soit rétabli dans la péninsule sous la protection du sultanat osmano-turque et du califat mahométan » (p. 209-212). Au Caucase, les Arabes qui gouvernèrent la Géorgie, les Mongols, les Turcs, les Persans, n'ont jamais comme les Russes mis en œuvre un tel programme de destruction nationale ; l'église chrétienne de Géorgie fut en général épargnée par les conquérants islamiques. « Sans doute (XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles), les Turcs ont islamisé par force les provinces sud et sud-ouest de la Géorgie ; il est possible que cela était considéré par eux comme une nécessité parce que ces régions confinent à la frontière turque » (p. 191). Conclusion : pour avoir cédé à une « nécessité » inverse, les Russes méritent d'être déchus de leurs droits sur la Géorgie. Autre conclusion, inattendue celle-là : un anathème à l'adresse « des bandes de volontaires chrétiens d'une certaine nation qui, dans la guerre actuelle au Caucase, fait cause commune avec les Russes » ; cette nation, qui n'est d'ailleurs pas nommée dans ce livre, qui n'est pas au nombre des cent onze martyres à glorifier, qui n'est pas aimée des Turcs, — est la nation arménienne, pour l'appeler par son nom.

Mais ce qui frappe dans cet ouvrage, c'est moins encore l'importance du sultanat osmano-turc que celle des mérites et des droits des Alle-

mands en Russie. Au chapitre x intitulé « Les Lithuaniens de l'Empire russe », on lit : « Depuis 1864, il était interdit d'imprimer des ouvrages en lithuanien avec des caractères latins... Le peuple tira ses livres... de la Lithuanie prussienne : Tilsitt devint le centre d'édition pour les Lithuaniens de Russie. Des colporteurs venaient y chercher les livres, passaient secrètement la frontière et les vendaient dans toute la Lithuanie russe. A Ragnit (Prusse orientale), parut en 1883 le premier journal patriote lithuanien « Auszra » pour Lithuaniens de Russie ». C'est parfait. Une note (p. 114) délimite même la Lithuanie prussienne : districts de Tilsitt, Memel, Interburg, Gumbinnen. Elle ne nous apprend pas, il est vrai, que langue et livres lithuaniens y sont interdits. L'auteur veut nous indigner contre les Russes qui limitent le droit d'acquérir des terres et de commercer, laissé à des Tatares connus dès le temps de Molière comme de terribles usuriers ; contre les Russes qui veulent limiter l'emploi de la langue tatare « aux matières d'enseignement à caractère confessionnel ». Il n'a pas un mot sur les Allogènes lithuaniens ou polonais qui en Prusse se voient retirer complètement le droit de posséder des terres et d'user de leur langue, même pour les choses d'ordre confessionnel. L'onyme « Allogène » serait-il allemand ?

Tout le livre en donne l'impression. Les Allemands y sont présents et à leur poste de combat à toutes les pages : en Finlande où les Russes ont osé arrêter à Abo le négociant Gerike « dont le frère était consul d'Allemagne », où les Allemands ont recruté une légion étrangère de 3,000 hommes ; en Bessarabie où ils sont 70,000 ; sur la Volga où ils étaient 39,200 en 1897 ; en Transcaucasie où ils sont 40,000 venus du Wurtemberg ; en Russie méridionale où ils dépassent le demi-million, venus de la Poméranie à Kherson et Ekaterinoslav ; en Volhynie où, dès 1897, ils étaient 172,000 venus des environs de Francfort-sur-le-Mein ; en Sibérie, dans la région d'Omsk (p. 169). « Les paysans de ces colonies prospères égalent pour la plupart les fermiers germano-américains des États-Unis sous le rapport de l'aisance confortable et de l'esprit d'entreprise. » Il y a cinquante ans, l'un d'eux, Falz Fein, ignorait déjà le nombre de ses moutons, mais déclarait posséder « plus de 3,000 chiens de bergers » (p. 170). « Leurs établissements peuvent compter parmi les plus riches non seulement de la Russie, mais du monde entier » (p. 172). Avec tout cela, ils sont fort à plaindre, les autorités russes les regardant comme des « colons étrangers » et limitant leurs « droits de citoyens », le rayonnement de leurs « écoles de villages », « de la société allemande pour la propagation de l'instruction dans la Russie méridionale » (p. 171). Les Russes ont même décrété l'exil en Sibérie pour les colons allemands « qui se rendraient coupables d'avoir propagé de fausses nouvelles pendant la guerre » (p. 172). Les voilà bien, les Tatares ! Faut-il dire que dans ce livre les Baltes allemands tiennent autant de place que les Polonais, plus que les Ukrainiens, plus que les Juifs russes ? Faut-il

dire que les Allemands y sont présentés comme les Mentors des autres Allogènes? Ce serait dire que ce livre est plus un plaidoyer pour l'Allemagne que pour les Allogènes. Faut-il dire que ce livre n'est pas un livre d'histoire, mais seulement un document historique précieux qui nous renseigne sur l'activité des pangermanistes?

A. MANSUY.

Ernest DAUDET. *Les auteurs de la guerre de 1914*. Tome I : *Bismarck* (Paris et Neuchâtel, Attinger frères, 2<sup>e</sup> édition, 1916. In-16, 288 pages); Tome II : *Guillaume II et François-Joseph* (Ibid., 1916. In-16, 276 pages).

M. Ernest Daudet « se flatte d'avoir saisi sur le vif, dans la conception et l'exécution de leurs desseins criminels, les personnages qui lui apparaissent... comme les auteurs responsables de la guerre », et il pense avoir fait, dans la poursuite de la vérité, « un premier pas... qui ouvrira la route aux futurs historiens ». C'est beaucoup dire et accorder à son œuvre une valeur quelque peu exagérée. Il est vrai, il a disposé « de documents diplomatiques, de notes et de souvenirs qu'il doit à des communications bienveillantes », mais il ne faut point garder d'illusions sur l'importance de ces sources nouvelles; le peu qu'elles apprennent est de mince intérêt. M. Daudet ne donne aucune référence, mais on a trop feuilleté le *Livre jaune* ou le *Livre bleu* pour ne pas reconnaître que, pour les points capitaux, c'est à leurs pages qu'il emprunte le meilleur de son exposé. Les confidences qu'il a recueillies fournissent quelques détails, quelques touches personnelles; elles ajoutent un peu de vie à tout le solennel des rapports officiels, mais elles n'éclairent en rien le grand problème des origines de la guerre.

Le premier volume a pour sous-titre *Bismarck*; il ne faut pas cependant y chercher une histoire suivie du chancelier et le plan en est au moins singulier. Après avoir étudié, d'une façon d'ailleurs très fragmentaire, l'origine des guerres de 1864 et 1866, M. Daudet passe immédiatement aux crises de 1875 et 1887 : pas un mot sur le rôle de Bismarck en 1870; presque tout le livre est consacré au règne de Frédéric III et aux débuts de celui de Guillaume II; l'auteur s'attache surtout au conflit du jeune empereur et du vieux chancelier, à la chute de ce dernier, à son attitude dans la retraite. Il est impossible de saisir en quoi cet exposé répond aux intentions de M. Daudet, qui étalent de nous montrer comment « la responsabilité de cet homme néfaste se trouve engagée dans les événements qui ont suivi sa mort et dans le plus tragique, celui qui met aujourd'hui le monde à feu et à sang ». Il pouvait être tentant de retrouver dans l'œuvre de



Bismarck les causes-lointaines de la guerre, de montrer, pour parler la langue de M. Daudet, « que c'est sur son ordonnance qu'a été injecté dans les veines de l'Allemagne le virus prussien qui l'a contaminée ». Pour traiter ce sujet, il fallait rappeler quels avaient été, dès son arrivée au pouvoir, les traits les plus généraux de sa politique et en mettre en lumière les conséquences encore actives. Or, M. Daudet n'apporte que le récit, souvent minutieux, d'une série d'incidents. Ce n'est pas la politique de Bismarck qui retient son attention, c'est sa personne même, ses procédés de diplomate et de chef de gouvernement, ses propos et ses boutades. En quoi certains épisodes comme le mariage d'Herbert de Bismarck — tout un chapitre lui est consacré — peuvent-ils éclairer les origines de la guerre? M. Daudet s'en tient presque toujours à l'histoire anecdotique : il n'ajoute rien à ce que nous savons de l'œuvre de Bismarck et n'établit point sa part de responsabilité dans le conflit actuel.

Le deuxième volume est plus riche d'intérêt. L'auteur reste, il est vrai, fidèle à sa méthode, avant tout biographique; on chercherait en vain un rappel des grands événements politiques ou économiques qui ont marqué le règne de Guillaume II et la fin de celui de François-Joseph. A lire M. Daudet, on garde l'impression que l'histoire de l'Europe tient tout entière dans les intrigues de cours et dans les combinaisons de chancelleries. Pas plus que dans le premier tome, il n'est possible de discerner dans le second un plan rationnel : le premier s'est terminé à la mort de Bismarck, le deuxième commence en juin 1914 et, à part un chapitre très général sur le caractère et la politique de Guillaume II, n'embrasse que les quelques semaines qui vont du drame de Serajevo aux premières hostilités. Pour cette courte période, M. Daudet fournit des renseignements précis et souvent nouveaux, non pas cependant sur ce qui s'est passé à Berlin ni sur les efforts de l'Entente pour éviter la catastrophe. C'est surtout pour Vienne et Belgrade qu'il est bien informé; il a recueilli le témoignage de ceux qui vécurent dans ces deux capitales les journées décisives. On ne lira pas sans émotion le récit de ce que fut à Belgrade la vie politique depuis la remise de l'ultimatum jusqu'au premier bombardement de la ville; la brutalité du ministre autrichien, le baron Giesl, les conditions particulièrement difficiles où certaines circonstances matérielles plaçaient le gouvernement serbe, l'extrême bonne volonté de M. Pachitch et de ses collaborateurs, la cohésion et l'activité des diplomates de l'Entente nous sont rappelées en d'excellents termes. Une fois de plus, on apporte la preuve de la provocation et de la longue préméditation autrichienne; la note, préparée en secret à Vienne, devait, dans l'esprit de ses rédacteurs, rendre la guerre inévitable; le baron Giesl en était à ce point certain qu'après avoir reçu une réponse serbe, sans même prendre le temps de la lire, il écrivait à M. Pachitch qu'il quittait Belgrade le soir même; et, une demi-heure après, tout le personnel de la légation autrichienne montait dans le

train... Il était bon de rappeler « avec quelle perfidie et quelle duplicité le gouvernement austro-hongrois a préparé son coup » ; mais cela ne suffisait pas. Un point reste souvent obscur pour qui étudie les origines de la guerre. Si chacun sait que l'Autriche a voulu profiter de l'attentat de Serajevo pour réaliser, aux dépens de la Serbie, des projets que la guerre balkanique avait singulièrement retardés et compromis, il est plus difficile de discerner dans quelle mesure la diplomatie de Vienne a voulu faire sortir du conflit austro-serbe une conflagration européenne, dans quelle mesure elle a été l'instrument ou le complice de Berlin. M. Daudet s'efforce d'apporter sur ce point quelque lumière. Le comte Berchtold, dont il trace un saisissant portrait, n'a sans doute escompté qu'un conflit localisé ; il ne paraît pas avoir été dans le secret des intentions prussiennes ; mais, détaché et insouciant, il était dominé et joué par ses subordonnés les Macchio, les Forgash, les Burian et, surtout, par l'ambassadeur allemand, aujourd'hui disparu, von Tschirschky. Le caractère et le rôle de ce dernier personnage sont, de très heureuse façon, mis en lumière : c'est en partie par ses manœuvres que la guerre a été rendue inévitable. M. Daudet est ainsi amené à rechercher quelles sont les responsabilités de l'Autriche ; mais on regrette qu'il n'ait pas abordé la question de front. Ce n'aurait pas été besogne inutile à l'heure où l'on constate chez les Alliés, et même en France, de trop notoires courants austrophiles, dont il est aisé, cependant, de discerner les origines. Les pages où est résumée la politique austro-hongroise à l'égard de la Serbie sont trop sommaires ; M. Daudet ne paraît pas connaître, avec une suffisante précision, le problème yougo-slave. Il indique, en traits énergiques, mais trop généraux, les responsabilités magyares. Est-ce parce que nos diplomates de Vienne n'avaient guère l'occasion de connaître le comte Tisza, que M. Daudet parle à peine de ce personnage dont l'action fut capitale ? Ou bien s'est-il réservé de l'étudier dans son troisième volume qui sera consacré aux complices ? On doit aussi regretter que de l'archiduc François-Ferdinand et de ses projets il ne nous soit donné qu'une esquisse incertaine. Pourquoi se contenter de résumer les hypothèses de M. Wickham Steed et ne pas se livrer à une enquête plus personnelle ? Il y a cependant quelques indications intéressantes sur l'attitude du monde officiel, sur celle en particulier du grand maître de la cour, le prince de Montenuovo, après la mort de l'archiduc et lors de ses funérailles ; peut-être éclairent-elles la récente disgrâce de ce petit-fils de Marie-Louise que Charles IV vient de remplacer par le comte Berchtold. On aimerait à trouver dans le livre de M. Daudet des renseignements sur le jeune empereur, son entourage, ses intentions. Le problème autrichien apparaît comme un des plus complexes et des plus graves de l'heure où nous écrivons. M. Daudet, à qui le personnel de la Hofbourg et du Ballplatz est si familier, ne sait ou, du moins, ne dit rien des termes où il se pose. Est-ce que vraiment l'organisation de la double monarchie, la

lutte des partis, les tendances séparatistes ou dominatrices des Magyars, la question du trialisme n'ont aucun rapport avec la guerre et ses origines; est-ce qu'il n'y avait pas là un sujet d'étude dont l'intérêt dépasse celui des menées diplomatiques? M. Daudet se plait à nous parler de la vie intime de François-Joseph, à nous faire pénétrer dans le monde des ambassades et de la chancellerie de Vienne; il néglige complètement l'histoire même de l'Autriche-Hongrie à la veille du conflit. Ce trait suffit sans doute à caractériser son œuvre et à la juger.

J. MORIZE.

J. ALAZARD. *L'Italie et le conflit européen (1914-1916)*. Paris, Félix Alcan, 1916. In-12, 271 pages. Prix : 3 fr. 50.

Il y a, dans la préface de l'excellent livre de M. Alazard, une idée discrètement indiquée et d'autant plus séduisante. L'Italie, en mal de transformation en grande puissance moderne, appliquée à se donner le développement économique indispensable à ce rôle, devait être attirée vers l'Allemagne par la force de l'organisation industrielle et politique, la facilité de l'argent, le bon marché des marchandises offertes. Mais le jour où le conflit européen posait devant elle un problème moral, elle devait revenir à son esprit latin, à ses sympathies innées : c'est une crise de l'âme nationale qui lui a fait juger tout d'abord la guerre contre la France impossible et ensuite la guerre aux côtés de la France et de ses Alliés nécessaire. Sans doute, il n'y a pas eu dans la décision de l'Italie que des motifs idéalistes, et M. Alazard marque nettement quelles étaient ses aspirations et ses ambitions et comment, d'autre part, en face de ses anciens alliés déçus par son refus de les suivre et nécessairement résolus à se venger le jour où ils pourraient, elle devait être amenée à faire « par anticipation une guerre défensive ». Mais sa décision a été pour une large part une révolte d'honnêteté et de fierté latines; c'est ce que l'opinion chez nous a instinctivement senti et c'est pourquoi, après avoir manifesté sa reconnaissance à l'Italie pour le geste du 3 août 1914, elle a salué avec joie son entrée dans la guerre et suit dans une attente passionnée ses efforts et ses succès.

Intérieure ou extérieure, la politique de l'Italie a de la race. Elle n'est pas faite de mouvements brusques et rudes, elle ne se traduit pas par les violences brutales d'un Bismarck. C'est un jeu très fin, très compliqué, discret et subtil, préparé de longueur, où s'ordonnent, s'harmonisent, s'équilibrent les mobiles les plus divers, et parfois en apparence les plus contraires; il est joué par des hommes qui ont, presque tous, un sens diplomatique très aigu et, quelques-uns, un talent de premier ordre. L'un des grands mérites de M. Alazard est de nous donner l'impression nette de cette complexité et de nous faire exactement apercevoir l'ensemble de la stratégie politique à l'intérieur

et à l'extérieur, par laquelle l'Italie a accompli son évolution, détendu les liens multiples dont l'avait entourée l'Allemagne, non pas seulement les liens politiques, mais aussi, ce qui est plus encore, les liens économiques, créé en elle-même l'état d'esprit et autour d'elle les conditions diplomatiques nécessaires pour lui permettre d'entreprendre, comme dit M. Pingaud (*l'Italie*), « sa dernière guerre d'indépendance nationale ». Le chapitre I qui, à l'occasion des élections de 1913, analyse les causes de l'influence de M. Giolitti sur la politique italienne, et le chapitre III, qui raconte comment prit corps l'idée de l'intervention, sont très précis et très instructifs; beaucoup de Français pourront y prendre des facteurs politiques qui agissent en Italie une idée plus complète et plus juste qu'ils ne l'avaient jusqu'ici.

Le moment le plus dramatique de la période dont M. Alazard raconte l'histoire est assurément celui où, l'intervention déjà virtuellement décidée, M. Giolitti parut à Rome pour retourner la situation, puis, fort de son influence sur la majorité parlementaire, congédier le suppléant qu'il s'était donné en 1914, M. Salandra, et maintenir lui-même son pays dans la neutralité. C'était poser la question entre le Parlement, resté prisonnier de ses anciennes habitudes et de ses faiblesses, et la nation, dont la guerre avait ravivé l'idéal patriotique et la volonté de réaliser les aspirations nationales. M. Salandra fit un coup de maître en portant le débat du Parlement devant le pays. Au lieu de se laisser mettre en minorité à la Chambre, il démissionna; quand il reprit le pouvoir, il était fortifié par la manifestation unanime de l'opinion publique, investi désormais d'un mandat populaire précis pour faire la guerre. « Le complot giolittien avait échoué : et du même coup le régime que symbolisait le député de Dronero (M. Giolitti) était morellement atteint. Dans cette lutte entre le Parlement en majorité neutraliste et les éléments vitaux de la nation, le Parlement avait dû céder » (p. 120). M. Alazard prend nettement parti contre M. Giolitti. Il n'enregistre pas une version des faits qui, sans le disculper entièrement, le charge moins. D'après cette version, M. Giolitti aurait, comme tout homme d'État italien digne de ce nom, tenu l'intervention de l'Italie aux côtés des Alliés pour inévitable, mais il aurait estimé prématuré le moment choisi par M. Salandra. Le prince de Bülow, exactement informé comme toujours des dessous de la politique italienne, aurait, en ces premiers jours de mai, fait répandre le bruit qu'à une déclaration de guerre de l'Italie ses anciens alliés répondraient en tournant contre elle le gros de leurs forces, en lançant sur elle une formidable offensive. M. Giolitti serait alors accouru, sous le coup de l'émotion patriotique, pour faire ajourner à un moment moins dangereux la redoutable décision en faveur de la guerre. Cette version, certes, soulève nombre d'objections, et le fait incontesté des relations trop étroites de M. Giolitti avec M. de Bülow suffirait à en mettre en question l'autorité. Il sera intéressant de connaître en des temps plus calmes la vérité sur le problème psychologique qui est ainsi posé.



L'unité morale de l'Italie sortira de la guerre cimentée et achevée et l'opposition obstinée de quelques groupes de neutralistes irréductibles n'y changera rien. Est-ce l'idée de ce résultat qui a inspiré leur politique aux hommes d'État qui avec tant de souplesse et de fermeté à la fois ont guidé l'évolution du royaume dans cette difficile période d'août 1914 à mai 1915? Sans doute. Ont-ils, de plus, jugé nécessaire d'affirmer dans cet immense conflit européen la place et le rôle de l'Italie en Europe, de prouver, par les actes, qu'elle entend ne pas vivre seulement de ses grandes traditions et de son glorieux passé, mais qu'elle est un État moderne, plein de force, débordant de vie, qui veut sa part de l'intense mouvement économique du monde contemporain, et à la résolution autant que les moyens de se l'assurer? On sent l'Italie susceptible à l'extrême sur ce point, les Italiens toujours sur le qui-vive : l'Italie, disent-ils, n'a pas seulement été, elle est, et surtout elle sera ; elle est une grande puissance politique et elle sera une grande puissance économique. Or, chez nous, personne aujourd'hui ne songe vraiment à lui contester sa nouvelle grandeur : mais d'anciens préjugés ne s'effacent pas en un jour, et l'intrigue germanique avait trop bien fait les choses pour que les longs malentendus qui nous ont séparés n'aient pas laissé encore quelques traces. M. Alazard, qui l'indique discrètement, est certain que ces derniers vestiges d'un passé moins bon disparaîtront bientôt. Il tient pour la nécessité d'une alliance intime entre la France et l'Italie ; l'alliance, pour être féconde, devra reposer sur la double assise solide d'une union intellectuelle et d'une union économique. « Il faudra changer la base de notre diplomatie, ajouter à l'alliance slave et anglaise, qu'exigeait l'équilibre européen, l'alliance italienne, qu'exige notre volonté de vivre libres et forts » (p. 221-222). L'expression, ici, n'est pas tout à fait aussi heureuse que l'idée et il y a sans doute quelque exagération à dire que, faute d'être l'alliée de l'Italie, la France serait « une satellite de l'Angleterre » (p. 218). Mais il est certain que tout le cours de leur histoire depuis bientôt vingt ans pousse la France et l'Italie l'une vers l'autre, que la guerre aura créé entre elles des liens durables, qu'il ne restera rien des mauvais souvenirs du passé à l'issue d'une lutte où l'Italie aura pu prouver à la fois toute sa force et tout son dévouement à l'idéal de la solidarité latine.

Louis EISENMANN.

---

Harold BEGBIE. *L'Angleterre justifiée*. Traduit de l'anglais par  
Price HUBERT. Paris, Brossard, 1917. In-8°, iv-401 pages.  
Prix : 6 fr.

Le titre de cet ouvrage n'en indique pas le contenu ; l'auteur ne s'est pas proposé de justifier l'Angleterre des accusations que l'Allemagne n'a cessé de porter contre elle depuis le début de la présente guerre ;

c'est une apologie de l'ancien ministre de la guerre, Lord Haldane. Lord Haldane a été traité par une partie de la presse anglaise, surtout de la presse conservatrice, comme l'auteur principal des terribles difficultés en face desquelles l'Angleterre s'est trouvée depuis trois ans. On savait qu'il avait longtemps vécu en Allemagne, qu'il y avait noué des relations très étendues, que l'empereur et ses ministres lui avaient donné des témoignages publics de confiance et d'amitié. En conséquence, on le tenait pour un germanophile, sinon même pour quelque chose de pis encore; on lui reprochait de n'avoir point compris les intentions belliqueuses de l'Allemagne, de n'avoir tenu aucun compte des avertissements donnés à plusieurs reprises, notamment en 1906, en 1908 et en 1911 par le gouvernement impérial, de n'avoir pas pris alors, étant ministre de la Guerre (1906-1911), toutes les mesures nécessaires pour mettre l'armée anglaise en état de lutter dès le début, avec avantage, comme l'armée allemande. Aveuglement, incompétence, trahison, tels étaient les tares ou les crimes que l'on imputait à l'ancien ministre devenu le bouc émissaire chargé de tous les péchés commis par le ministère libéral. Imputations absurdes, calomnieuses, contraires à la réalité des faits, déclare avec véhémence M. Begbie : Lord Haldane, ami personnel d'Édouard VII, a été comme son souverain, partisan résolu de la paix, d'une entente avec l'Allemagne; après Algésiras comme après Agadir, il a contribué pour sa grande part à calmer les intentions belliqueuses de l'empereur allemand; suivant avec une inquiétude patriotique les progrès de l'esprit militariste et pangermaniste en Allemagne, il travailla résolument à la réforme de l'armée anglaise. A cet égard, son ministère a été fécond : il a ruiné l'esprit de routine, créé un état-major instruit et ardent au travail, doté son pays d'une armée territoriale, qui a fait heureusement oublier l'ancienne milice, donné aux corps d'armée active une artillerie lourde dont l'intervention devait être décisive dans les combats sur l'Ourcq, organisé un admirable service sanitaire. En réalité, conclut M. Begbie, à la date du 1<sup>er</sup> août 1914, deux seules armées étaient prêtes : celle de l'Allemagne et celle de l'Angleterre (p. 255). Ne lui opposez pas que cette armée admirable était trop peu nombreuse; il vous répondra que, sans elle, le triomphe des Allemands sur la Marne et sur l'Yser eût été complet et décisif. Il ne dissimule pas les services rendus par la France à la cause de la civilisation et de la justice; mais il tient que le rôle de l'Angleterre a été le mieux préparé et le plus efficace.

On reproche au ministère Asquith d'avoir manqué de décision pendant la crise diplomatique qui a précédé la guerre; on lui fait grief de n'avoir pas déclaré nettement à l'Allemagne que l'Angleterre se rangerait résolument aux côtés de la France dans le cas d'une agression injustifiée de l'Allemagne. En réalité, répond M. Begbie, l'Angleterre dans cette circonstance encore a fait tout son devoir; le vicomte Grey, intime ami de Lord Haldane, n'a pas laissé ignorer que

Charles Maurras, « exprimera toutes ses virtualités de développement français »; notre esprit libéral et généreux fera le reste; « plus que jamais le Rhin séparera deux mondes » (p. 521).

Peut-être, au cours de son volume comme dans sa conclusion, M. Babelon ne fait-il pas assez une distinction qui est certes dans sa pensée. La rive gauche du Rhin, c'est aujourd'hui le Palatinat et la Prusse rhénane; mais c'est aussi la Hollande et la Belgique. Nous sommes bien convaincu que M. Babelon n'a songé ni à l'une ni à l'autre. Sans doute, il a mentionné les tentatives de la France pour se développer du côté du nord au détriment des Pays-Bas espagnols ou autrichiens; mais au XVII<sup>e</sup> siècle l'idée d'une patrie belge n'était pas née et des hasards de mariages et d'héritages avaient rattaché les provinces belges à Madrid, dont elles supportaient avec impatience le joug. « Ce qui serait crime aujourd'hui ne l'aurait pas été en ce temps-là », écrit en 1908 M. Lavissee avec beaucoup de force en un passage que M. Babelon a eu mille fois raison de reproduire<sup>2</sup>; le crime serait plus abominable encore actuellement, alors que la Belgique, pour sauvegarder sa neutralité, a subi l'affreux martyre et poursuit la lutte à nos côtés.

M. Babelon ne songe donc qu'aux pays de la rive gauche du Rhin qui font partie de l'Empire germanique; mais, là encore, tout en souhaitant que ces contrées soient soustraites à la domination prussienne, nous devons tenir compte des sentiments actuels des habitants. L'Alsace a protesté avec la plus grande énergie, en 1871, contre son annexion à l'Allemagne; à ceux qui alléguaient son passé germanique,

1. Ces idées sont précisées dans une conférence qu'a faite M. Babelon, au nom du Comité de la rive gauche du Rhin, et qui a été publiée (*la Rive gauche du Rhin, les revendications françaises dans l'histoire*, Paris, H. Floury, 1917, in-8°, 44 p.; prix : 0 fr. 60). M. Babelon y résume ses deux volumes et conclut, en préconisant, pour le pays rhénan, un système de protectorat qui donnerait à la France l'occupation militaire et l'influence économique, « tout en respectant les libertés des habitants comme, par exemple, en Tunisie et au Maroc ». Les habitants recevraient le titre de Français au fur et à mesure qu'ils le solliciteraient. — M. Paul Marmottan, dans sa brochure, *Notre frontière naturelle, le Rhin* (Paris, H. Floury, 1915, 41 p., avec une carte), antérieure à celle de M. Babelon, a soutenu la thèse d'une annexion pure et simple : « L'Alsace-Lorraine n'est, dans notre pensée, qu'une partie de nos revendications, certes la plus immédiate à résoudre, c'est entendu; mais la France, avec l'Alsace-Lorraine seule, est encore une France tronquée à notre détriment; car ses limites ne doivent s'arrêter qu'à Mannheim, Spire, Mayence, Bonn et Cologne avec Aix-la-Chapelle. » Mannheim est sur la rive droite du fleuve.

2. M. Babelon proteste avec beaucoup de force contre l'annexion de la Hollande à l'Empire français en 1810. Napoléon I<sup>er</sup> disait : « Ce pays n'est qu'une portion de la France, parce qu'il n'est que l'alluvion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, c'est-à-dire des grandes artères de l'Empire. » Mais ce n'en fut pas moins, écrit M. Babelon, une spoliation à la prussienne (p. 398).

son dialecte, elle a crié son amour pour la patrie française; les bourreaux répliquèrent qu'ils voulaient faire le bonheur des Alsaciens malgré eux; des générations actuelles des Alsaciens ils faisaient appel aux générations futures, persuadés que ceux du  $\text{xx}^{\text{e}}$  siècle penseraient autrement que ceux du  $\text{xix}^{\text{e}}$  siècle. Sans doute, M. Babelon garde pour les populations rhénanes toutes sortes de ménagements; il proteste contre toute tentative de violence; mais lui aussi allègue les souvenirs historiques, la communauté des traditions, « l'habitat » et invoque d'avance le désir des rhénans — à naître — de se rattacher à la France comme jadis leurs ancêtres, les Mayençais de 1792. Restons entièrement fidèles au principe qui fait la force de notre cause, celui en vertu duquel l'Alsace-Lorraine doit rentrer après cette guerre au « foyer » de la patrie française. Ce que la France réclame, c'est un bien qui lui a été ravi par la violence, c'est le rétablissement de la Justice outragée, c'est la libération d'un million et demi d'Alsaciens et de Lorrains qui ont proclamé bien haut leur droit de rester membres de la nation française, qui ont juré de le revendiquer envers et contre tous usurpateurs et qui, malgré toutes les persécutions, ont tenu ce serment<sup>1</sup>.

Chr. PFISTER.

1. Voici une série de fautes d'impressions ou de petites erreurs au moins dans la forme. P. 47. Y a-t-il bien eu à Dabo une enceinte pareille au mur païen du Saint-Odile? — P. 67. « Au pied du mont Siegwald, quelque part entre Colmar et Bâle. » La colline de Sigolsheim, bien connue des Alsaciens, se trouve au nord de Colmar. — P. 69. A Strasbourg, en 842, « Louis parle aux soldats en langue tudesque et Charles en langue romane ». Il faut intervertir : Louis, pour se faire comprendre des guerriers de Charles, prête serment en roman, Charles parle *teudisca lingua*. — P. 77. Le mot cité n'est pas de Robert Macaire; il se trouve une pièce intitulée les *Sallimbanques* de Dumarsan et Varin. — P. 150. « Otton III, élevé par Gerbert », phrase qu'on retrouve un peu partout. Or, Otton III, à son avènement, n'a que trois ans. — P. 155. « La seule région qui, sous Charlemagne et ses successeurs, ait reçu une organisation sociale se compose des cinq duchés de Saxe, de Franconie, d'Allemagne ou de Souabe, de Thuringe et de Bavière. » Mais c'est l'Allemagne tout entière. — P. 159. Saint Adalbert, en 997, *archevêque* de Prague. — P. 163. « Sous Gérard d'Alsace le sort de l'Alsace fut uni à celui de la Lorraine mosellane ». Mais non, à ce moment l'Alsace était une dépendance du duché de Souabe, comme il est dit exactement p. 152. — P. 170. L'empereur Henri VI mourut le 28 septembre 1197. — P. 172. Sur le rôle des milices communales à la bataille de Bouvines, cf. le mémoire de Luchaire. — P. 177, l. 3, lire 1224. — P. 180. Ce qui est dit sur les landgrafs et le landvogt d'Alsace est inexact. Les deux landgrafs ont usurpé les anciens droits d'état et sont des comtes féodaux; les rois de Germanie créent alors le landvogt pour les représenter dans le pays et faire valoir leurs droits. — P. 181. L'ordonnance du duc de Lorraine Mathieu II dont il est question n'a pas existé. Il est d'ailleurs exact qu'à la fin de son règne la plupart de ses actes sont rédigés en français. Cf. Le Mercier de Morière, *Catalogue des actes du duc de Lorraine Mathieu II*, p. 98. — P. 187. Au temps d'Adolphe de Nassau, il n'y avait pas de duc de Lorraine du nom de



Mary W. WILLIAMS. **Anglo-American Isthmian diplomacy, 1815-1915.** Washington, American Historical Association, et Oxford, University Press, 1916. In-8°, xii-356 pages.

L'ouvrage de M<sup>lle</sup> Williams est une étude minutieuse et fort bien conduite sur les négociations qui ont eu lieu depuis 1815 entre le gouvernement anglais et le gouvernement américain au sujet des préten-

Thibaut; Ferri III fut duc de 1251 à 1303. — P. 189. Sur les relations de la France et de Verdun jusqu'en 1552, consultez la très belle thèse de l'abbé Aimond; il est inexact de dire que les Évêchés lorrains ont été acquis par la France sous Philippe le Bel et ses trois fils. — P. 192. Le duc de Lorraine Ferri IV n'a pas été tué à Cassel. Voir le travail de Levallois, *Positions des thèses de l'École des chartes*, 1902, p. 93. — P. 196. Je suppose qu'il faut lire comme p. 210 le comte de Blankenheim. Les passages de Petit-Dutaillis cités dans ces pages sont empruntés à l'*Histoire de France* de Lavisse. — P. 200. Philippe le Bon de Bourgogne n'obtint pas la Haute-Alsace; comme il est dit plus loin, le duc Sigismond engagea ses états alsaciens à Charles le Téméraire en 1469. — P. 208. Lire : le chroniqueur Mathieu d'Escouchy. — P. 223. L'anecdote du défi de Claude de Bâttré à l'empereur Maximilien, empruntée à l'*Art de vérifier les dates*, est controuvée. — P. 228. Maximilien, père de Charles-Quint. — P. 235. Les *Mémoires* de Vicilleville n'ont aucune valeur historique. — P. 239. Ni dans la trêve de Vaucelles ni dans le traité de Cateau-Cambrésis il n'est question des Trois-Évêchés. — P. 246. M. Babelon tient-il beaucoup à des phrases de ce genre : « Le luthéranisme s'est greffé sur le wotanisme de la forêt germanique » ? — P. 248, lire 1572, au lieu de 1592. — P. 265. L'Alsace qui, en grande partie, avait adopté la Réforme. Un tiers seulement de l'Alsace embrassa le protestantisme. — P. 266. Lire Jametz. — P. 280. Lire l'art. 72 du traité de Munster, au lieu de 44. — P. 281. La phrase citée « Il faudrait deux siècles de chaînes... etc. » n'est pas d'un ambassadeur du roi de Prusse, en l'espèce Schmettau; elle se trouve dans une plaquette anonyme, écrite vers 1709, et dont l'auteur, aux gages de la Prusse, voulait exhorter les plénipotentiaires allemands à réclamer de la France non l'Alsace, qui serait revenue à l'Autriche, mais la Franché-Comté qui se serait ajoutée à Neuchâtel et à Valengin, nouvel héritage du roi de Prusse. Cf. Rod. Reuss, *L'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle*, t. I, p. 727, note. Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la phrase « Aucune violence n'a été faite sur les croyances religieuses. » — P. 287. Charles III et son frère François, lire : Charles IV. — P. 288 et suiv. Ce qui est dit sur la Lorraine n'est pas clair. Le traité des Pyrénées fut corrigé par le traité de Vincennes, de février 1661, entre Mazarin et Charles IV. Le duché de Bar demeura au duc qui revint à Nancy. Il en fut chassé en 1670 et non 1669 et mourut en 1675. Son neveu Charles V repoussa les conditions qu'on lui voulait imposer à Nimègue et ne reentra point dans son duché en 1679, comme il est dit p. 295. C'est seulement en 1698 que Léopold, fils de Charles V, recouvra les états de ses aïeux. Cf. les beaux volumes d'Othenin d'Haussonville. — P. 296. Strasbourg n'a pas été réunie à la France par un arrêt du Conseil supérieur d'Alsace; l'expression « chambre de réunion » est au demeurant inexacte pour l'Alsace. — P. 310. Jean-Sigismond déclara embrasser la religion protestante; la phrase est prise à l'*Art de vérifier les dates*; il faut entendre la religion calviniste. — P. 325. Gothe, né en 1749, n'a pas été témoin du couron-

tions rivales des deux États dans l'Amérique centrale, prétentions auxquelles les projets de canal de l'Atlantique au Pacifique donnaient une importance exceptionnelle. Le sujet méritait d'être traité avec tout le détail qu'il comporte. C'est une belle passe d'armes diplomatique qui a duré cent ans, mais qui paraît bien entrée maintenant dans le domaine de l'histoire.

Il faut convenir, et M<sup>lle</sup> Williams ne le dissimule pas, que les arguments ressassés de part et d'autre par des générations de diplomates ont été souvent plus ingénieux que solides : les diplomates en convenaient eux-mêmes, dans l'intimité. L'établissement des Anglais dans le Honduras britannique n'avait pour origine que les entreprises des flibustiers du xviii<sup>e</sup> siècle et l'Angleterre avait reconnu que le territoire appartenait à l'Espagne; le protectorat qu'elle exerçait sur un vague roitelet indien de la côte des Mosquitos reposait sur des titres encore plus contestables; quant à ses prétentions sur les îles de la baie de Honduras, particulièrement sur l'île et le port de Roatan, on est bien forcé d'avouer qu'elles n'avaient aucun fondement sérieux. Les États-Unis, de leur côté, dans la campagne qu'ils poursuivaient pour expulser les Anglais de l'Amérique centrale, n'étaient pas uniquement conduits par les principes abstraits de la justice et du droit. Ils invoquaient la doctrine de Monroe; mais, tout au moins dans les années qui précédèrent la guerre de Sécession, ils n'auraient pas demandé mieux que de mettre la main sur l'Amérique centrale après le départ de leurs rivaux. Ils tenaient essentiellement, en tout cas, à ne pas laisser les Anglais maîtres de la future voie navigable qui devait, pensait-on, traverser le Nicaragua; et les Anglais ne voulaient pas non plus du contrôle exclusif des États-Unis.

Ces dispositions réciproques s'opposaient à tout arrangement véritable. On crut avoir trouvé une formule de conciliation dans le traité

nement de l'empereur François I<sup>er</sup> le 4 octobre 1745; il fut témoin de celui de Joseph I<sup>er</sup> le 3 août 1764 et répète à ce propos ce qu'on lui a raconté sur le couronnement du père. Lire : la maison Frauenstein. Le récit de Goethe est un peu tourné en caricature. — P. 326. Il y avait en Allemagne dix cercles. — P. 376. En vertu du traité conclu à Paris le 23 mai 1802, la Prusse reçut en dédommagement de ses possessions sur la rive gauche du Rhin : 1<sup>o</sup> l'évêché de Paderborn; 2<sup>o</sup> l'évêché de Hildesheim; 3<sup>o</sup> l'Eichsfeld (non pas *Eichstatt* qui n'a jamais été en Prusse); 4<sup>o</sup> la ville et territoire d'Erfurt et d'Untergleichen (ces territoires, qui appartenaient au temporel de Mayence, comme l'Eichsfeld, n'étaient pas des évêchés; rappelons que par le traité de Tilsitt Erfurt fut réuni à la France. Les châteaux de Gleichen sont enclavés dans le territoire de Gotha); 5<sup>o</sup> Munster et une partie du Haut-Évêché de ce nom. — P. 378. Charlemagne enterré assis sur un trône est une légende qui repose sur un texte mal interprété de Thietmar de Mersebourg. — P. 388. Le roi de Bavière devait être des premiers à abandonner Napoléon. La trahison de Hanau est du 30 octobre 1813. — P. 421. Gagern se mit au service de Guillaume d'Orange qui devint roi des Pays-Bas en 1815; mais c'était un Allemand, né à Kleinniedersheim, près de Worms.

Clayton-Bulwer de 1850, mais pour s'apercevoir presque immédiatement que chacun des deux gouvernements comprenait, ou affectait de comprendre, le traité dans un sens tout différent, tellement les termes en étaient vagues. A diverses reprises, on parla de rupture et même de guerre, mais sans beaucoup de conviction, surtout du côté anglais. Inutile d'ajouter que pendant ce temps les petites républiques de l'Amérique centrale se trouvaient réduites à l'état de pièces de l'échiquier diplomatique : l'Angleterre et les États-Unis y entretenaient un savant désordre qui ne s'alliait que trop bien avec les tendances naturelles des habitants.

C'est, en définitive, l'Angleterre qui a cédé. Dès 1860, elle abandonna l'île de Ruatan. En 1894, après d'interminables complications, les Mosquitos furent annexés au Nicaragua, l'Angleterre ne conservant plus que le Honduras britannique. Enfin, en 1901, le traité Hay-Pannecote a déterminé les conditions de neutralisation du canal dont le gouvernement américain voulait entreprendre la construction. De nouvelles difficultés surgirent en 1912 lorsque le Congrès vota l'exemption des droits de passage pour les caboteurs américains; mais la bonne foi de M. Wilson et, il convient de l'ajouter, les protestations d'une grande partie de l'opinion publique aux États-Unis ont amené, comme on sait, le retrait de cette mesure. La grande question de l'isthme, source éternelle de difficultés entre l'Amérique et l'Angleterre, semble donc définitivement close. On ne peut se défendre de penser que, si les hommes politiques et les diplomates avaient apporté plus tôt dans cette affaire un peu plus de franchise et un peu moins d'ingéniosité, il eût fallu moins de cent ans pour la résoudre.

Telle nous paraît être la conclusion pratique de l'intéressant travail de M<sup>lle</sup> Williams. Ce travail, appuyé sur de nombreux documents inédits, accompagné d'une bibliographie très complète et écrit dans un style limpide, auquel quelques américanismes donnent juste une légère saveur de terroir, est une excellente contribution, non seulement à l'histoire diplomatique, mais à l'histoire générale. Peut-être quelques renseignements complémentaires sur l'histoire de l'Amérique centrale n'auraient-ils pas été inutiles de loin en loin pour le lecteur européen, auquel l'histoire du Nicaragua risque de n'être pas très familière et qui n'a pas toujours les trois volumes de Bancroft à portée de la main.

D. PASQUET.

---

**INORODETZ. La Russie et les Peuples allogènes.** Berne, Ferd. Wyss, 1917. In-8°, vi-222 pages, avec une carte ethnographique de la Russie.

L'auteur de cet ouvrage sur la Russie écrit contre les « Moscovites » en un français qui visiblement n'est pas sa langue maternelle. Son

nom, simple pseudonyme, est « Allogène ». Nous respecterons son anonymat et nous croyons qu'il appartient à l'une des « cent onze nationalités enfermées à l'étroit et étouffées dans cette immense prison qu'est la Russie » (p. vi).

Le livre s'offre à nous comme une étude objective, étrangère à toute préoccupation de polémique : l'auteur ne veut « rien prédire, rien inspirer » ; il se contente d'« exposer des faits en laissant au lecteur le soin de tirer lui-même les conclusions » (p. vi). Les premières pages abondent en tableaux statistiques empruntés aux recensements officiels ou à de savants spécialistes, comme Schultze (*Journal européen d'économie politique*, 1916, n° 10, p. 525, cité p. 4). On aurait pourtant voulu ces tableaux plus nombreux encore pour justifier les conclusions que, contre toute prévision, l'auteur nous impose dès la page 8. D'après lui, en 1897, sur 128 millions d'habitants, l'Empire russe comptait 55,700,000 Grands Russes ; en 1913, sur 170 millions, il en comptait 80 millions (p. 6). « Ainsi les Grands Russes gouvernants représentent moins d'un tiers de la population de l'Empire » (p. 8). Dans son désir de nous faire voir dans la Russie une autre Autriche-Hongrie sans noyau ethnique prédominant, il en vient à ne plus voir que  $55,7 \times 3 = 167$  et  $80 \times 3 = 240$ . D'autres tableaux présentés sans références nous inspirent quelques craintes : dans l'un d'eux, 2,300,000 « Roumains purs » écrasent de leur nombre en Bessarabie 85,000 « Russes » ; après quoi, nous voyons apparaître 40,000 « Lippovans » (Russes dissidents), 35,000 Cosaques, 210,000 Ukrainiens, 75,000 « Roumains dénationalisés » devenus Russes. Total : 445,000 habitants de langue russe, minorité après tout imposante, qui se grossit évidemment encore de nombreux immigrants venus de Russie, Juifs, Tziganes, Arméniens et « autres nationalités ». A retenir un aveu de l'auteur (p. 182) : « Maintenant la noblesse de Bessarabie est complètement russifiée ; il en est de même du clergé du pays... Les prêtres sont devenus des Russes convaincus... A la longue, « les intellectuels » des villes n'ont pas réussi à lutter contre le courant ; à l'exception de quelques-uns... très rares, tous les autres ont été absorbés par la russification. »

Ce mot de « russification », d'autres comme « injustice, violence, obscurantisme » inquiètent par leur fréquence et parce qu'ils préparent des attaques non seulement contre le régime autocratique, mais aussi contre les Russes les moins suspects d'obscurantisme. L'auteur veut plus que la restauration de la Pologne, il estime que la haine est et doit être entre Polonais et Russes un sentiment naturel : « Lorsqu'en ces derniers temps, on entend prononcer par des mystiques russes isolés des paroles de pitié pour la Pologne, envers laquelle l'injustice commise doit être réparée, cela ne veut rien dire ; car nous savons bien la haine que leur patron Dostoiewski a professée toute sa vie à l'égard des Polonais... En Russie, le Polonais n'a personne pour soi, mais bien tous plus ou moins ouvertement contre lui.



Il en est ainsi déjà depuis des siècles et cela est ancré profondément à jamais dans la conscience réciproque des deux peuples » (p. 138). Même tactique à l'égard de la Finlande : « Le fait que la majorité de la Douma coopéra à la mise en vigueur d'une loi (accordant en Finlande l'égalité des droits aux Russes et aux Finlandais) qui devait nécessairement provoquer des conflits ont (*sic*) une énorme signification pour l'opinion finlandaise. On comprit que la politique de violence russe n'était pas seulement dictée par des courants fortuitement malveillants des cercles dirigeants, mais qu'il y avait derrière d'importantes forces nationalistes qui dominaient dans la représentation populaire russe... Pendant la guerre, la Douma a prouvé à différentes reprises qu'elle ne désire aucun changement dans la politique finlandaise, bien qu'elle exige de toutes les nationalités les plus grands sacrifices pour la cause commune... Lors de la session de 1915,... la majorité de la Douma refusa de s'occuper de la question finlandaise. Même, le professeur Millioukov s'est mis complètement depuis la guerre au service des idées panslavistes » (p. 55).

En fait, l'auteur est moins préoccupé de la Bessarabie, de la Pologne et de la Finlande que du partage de l'Empire russe : « Est-ce qu'un tel État a le droit d'exister? Cette politique, laissant le champ libre aux vieux instincts tatars des Russes et qui n'est pas imputable à la situation créée par la guerre, est seulement la conséquence nécessaire de l'antagonisme constant entre le véritable esprit moscovite et les peuples allogènes dont la civilisation est supérieure... Un tel État ne peut plus, ne doit plus exister sur de telles bases. Il n'appartient plus à la société des peuples civilisés du *xx*<sup>e</sup> siècle... La guerre mondiale serait (*sic*) devenue un jugement dernier pour la Russie. » C'est sur cette phrase en *italique*, c'est sur ce conditionnel, à allure de futur prochain, que finit ce livre où l'auteur se défend de rien « prédire ».

Les populations d'origine touranienne l'intéressent de façon vraiment singulière. Il ne s'explique la « brutalité », le « manque de scrupules », la « cruauté » du Russe que par « l'instinct cruel, sanguinaire des peuples nomades de l'Asie », par « l'influence du joug tatar » (p. 13); il reproduit complaisamment le mot de Napoléon, « grattez le Russe, vous trouverez le Tatar » (p. 20). D'autre part, nous lisons, page 204 : « On a parlé du joug tatar, de sa domination barbare...; mais en s'exprimant ainsi, on procède de suppositions obscures et inexactes... L'Asie mahométane a créé à Kazan un centre, non pour ses hordes nomades, mais pour sa civilisation... Les Bulgares du Volga, ancêtres des Tatars de Kazan, sont les fondateurs de la civilisation mahométane turco-tatar qui se maintient encore sur ce fleuve important ». « Les Russes furent les barbares. A Kazan, Ivan le Terrible fit détruire des écoles, des bibliothèques, des palais, tous les bâtiments religieux, des millions de volumes ». « Millions » est bien gros, au reste Ivan eut tort; mais l'auteur est-il sûr que les « ico-

noclastes » tatars n'avaient pas été barbares vis-à-vis des Russes? Il n'en a cure et fait ressortir en *italique* « la supériorité indiscutable culturelle (sic) de l'élément touranien » (p. 205), ainsi que son « étouffement » par les Russes. Cet étouffement est du reste démenti page 206 par l'auteur en ces termes : « Les Tatars intellectuels de Kazan, prêtres, médecins, avocats, écrivains jouent le rôle le plus important. Leur large participation au commerce, à l'industrie est un témoignage de leurs forces économiques. Dans les gouvernements de Simbirsk, de Saratov, il y a beaucoup de fabriques de drap installées d'après les procédés modernes, occupant jusqu'à 2,500 ouvriers qui appartiennent à des Tatars. Dans l'Oural, ils possèdent plusieurs mines d'or et de platine... Kazan est un centre d'édition pour toute la Russie musulmane. Ils ont créé eux-mêmes des établissements dans lesquels des maîtres tatars enseignent à la jeunesse la religion, la langue et les mœurs de ses ancêtres ». Ceci n'empêche pas « Allo-gène » de « prédire et d'inspirer » la création d'un empire turco-touranien dont l'est et le sud de l'Empire russe feraient les frais. Tout est prêt pour la curée : « Les Tatars du Nord sont convaincus qu'il n'y a plus rien à attendre ni du peuple ni du gouvernement russes... Les Kirghizes s'uniront certainement aux peuples voisins de même religion, de même race, pour une action commune contre la Russie » (p. 208-211). Il appelle les Turcomans, « cette race fière et héroïque à laquelle il est nécessaire de rendre sa liberté, une indépendance complète et méritée ». De plus, « il est nécessaire que le Turkestan accaparé et incorporé par la Russie contre tout droit soit de nouveau incorporé aux khanats de Boukhara et de Khiva à demi indépendants ». Les Tatars de Crimée « exigent que le khanat de Crimée soit rétabli dans la péninsule sous la protection du sultanat osmano-turque et du califat mahométan » (p. 209-212). Au Caucase, les Arabes qui gouvernèrent la Géorgie, les Mongols, les Turcs, les Persans, n'ont jamais comme les Russes mis en œuvre un tel programme de destruction nationale; l'église chrétienne de Géorgie fut en général épargnée par les conquérants islamiques. « Sans doute (xvii-xviii<sup>e</sup> siècles), les Turcs ont islamisé par force les provinces sud et sud-ouest de la Géorgie; il est possible que cela était considéré par eux comme une nécessité parce que ces régions confinent à la frontière turque » (p. 191). Conclusion : pour avoir cédé à une « nécessité » inverse, les Russes méritent d'être déchus de leurs droits sur la Géorgie. Autre conclusion, inattendue celle-là : un anathème à l'adresse « des bandes de volontaires chrétiens d'une certaine nation qui, dans la guerre actuelle au Caucase, fait cause commune avec les Russes »; cette nation, qui n'est d'ailleurs pas nommée dans ce livre, qui n'est pas au nombre des cent onze martyres à glorifier, qui n'est pas aimée des Turcs, — est la nation arménienne, pour l'appeler par son nom.

Mais ce qui frappe dans cet ouvrage, c'est moins encore l'importance du sultanat osmano-turc que celle des mérites et des droits des Alle-

mands en Russie. Au chapitre x intitulé « Les Lithuaniens de l'Empire russe », on lit : « Depuis 1864, il était interdit d'imprimer des ouvrages en lithuanien avec des caractères latins... Le peuple tira ses livres... de la Lithuanie prussienne : Tilsitt devint le centre d'édition pour les Lithuaniens de Russie. Des colporteurs venaient y chercher les livres, passaient secrètement la frontière et les vendaient dans toute la Lithuanie russe. A Ragnit (Prusse orientale), parut en 1883 le premier journal patriote lithuanien « Auszra » pour Lithuaniens de Russie ». C'est parfait. Une note (p. 114) délimite même la Lithuanie prussienne : districts de Tilsitt, Memel, Interburg, Gumbinnen. Elle ne nous apprend pas, il est vrai, que langue et livres lithuaniens y sont interdits. L'auteur veut nous indigner contre les Russes qui limitent le droit d'acquérir des terres et de commercer, laissé à des Tatares connus dès le temps de Molière comme de terribles usuriers; contre les Russes qui veulent limiter l'emploi de la langue tatare « aux matières d'enseignement à caractère confessionnel ». Il n'a pas un mot sur les Allogènes lithuaniens ou polonais qui en Prusse se voient retirer complètement le droit de posséder des terres et d'user de leur langue, même pour les choses d'ordre confessionnel. L'anonyme « Allogène » serait-il allemand?

Tout le livre en donne l'impression. Les Allemands y sont présents et à leur poste de combat à toutes les pages : en Finlande où les Russes ont osé arrêter à Abo le négociant Gerike « dont le frère était consul d'Allemagne », où les Allemands ont recruté une légion étrangère de 3,000 hommes; en Bessarabie où ils sont 70,000; sur la Volga où ils étaient 39,200 en 1897; en Transcaucasie où ils sont 40,000 venus du Wurtemberg; en Russie méridionale où ils dépassent le demi-million, venus de la Poméranie à Kherson et Ekaterinoslav; en Volhynie où, dès 1897, ils étaient 172,000 venus des environs de Francfort-sur-le-Mein; en Sibérie, dans la région d'Omsk (p. 169). « Les paysans de ces colonies prospères égalent pour la plupart les fermiers germano-américains des États-Unis sous le rapport de l'aisance confortable et de l'esprit d'entreprise. » Il y a cinquante ans, l'un d'eux, Falz Fein, ignorait déjà le nombre de ses moutons, mais déclarait posséder « plus de 3,000 chiens de bergers » (p. 170). « Leurs établissements peuvent compter parmi les plus riches non seulement de la Russie, mais du monde entier » (p. 172). Avec tout cela, ils sont fort à plaindre, les autorités russes les regardant comme des « colons étrangers » et limitant leurs « droits de citoyens », le rayonnement de leurs « écoles de villages », « de la société allemande pour la propagation de l'instruction dans la Russie méridionale » (p. 171). Les Russes ont même décrété l'exil en Sibérie pour les colons allemands « qui se rendraient coupables d'avoir propagé de fausses nouvelles pendant la guerre » (p. 172). Les voilà bien, les Tatares! Faut-il dire que dans ce livre les Baltes allemands tiennent autant de place que les Polonais, plus que les Ukrainiens, plus que les Juifs russes? Faut-il

dire que les Allemands y sont présentés comme les Mentors des autres Allogènes? Ce serait dire que ce livre est plus un plaidoyer pour l'Allemagne que pour les Allogènes. Faut-il dire que ce livre n'est pas un livre d'histoire, mais seulement un document historique précieux qui nous renseigne sur l'activité des pangermanistes?

A. MANSUY.

Ernest DAUDET. *Les auteurs de la guerre de 1914*. Tome I : *Bismarck* (Paris et Neuchâtel, Attinger frères, 2<sup>e</sup> édition, 1916. In-16, 288 pages); Tome II : *Guillaume II et François-Joseph* (Ibid., 1916. In-16, 276 pages).

M. Ernest Daudet « se flatte d'avoir saisi sur le vif, dans la conception et l'exécution de leurs desseins criminels, les personnages qui lui apparaissent... comme les auteurs responsables de la guerre », et il pense avoir fait, dans la poursuite de la vérité, « un premier pas... qui ouvrira la route aux futurs historiens ». C'est beaucoup dire et accorder à son œuvre une valeur quelque peu exagérée. Il est vrai, il a disposé « de documents diplomatiques, de notes et de souvenirs qu'il doit à des communications bienveillantes », mais il ne faut point garder d'illusions sur l'importance de ces sources nouvelles; le peu qu'elles apprennent est de mince intérêt. M. Daudet ne donne aucune référence, mais on a trop feuilleté le *Livre jaune* ou le *Livre bleu* pour ne pas reconnaître que, pour les points capitaux, c'est à leurs pages qu'il emprunte le meilleur de son exposé. Les confidences qu'il a recueillies fournissent quelques détails, quelques touches personnelles; elles ajoutent un peu de vie à tout le solennel des rapports officiels, mais elles n'éclairent en rien le grand problème des origines de la guerre.

Le premier volume a pour sous-titre *Bismarck*; il ne faut pas cependant y chercher une histoire suivie du chancelier et le plan en est au moins singulier. Après avoir étudié, d'une façon d'ailleurs très fragmentaire, l'origine des guerres de 1864 et 1866, M. Daudet passe immédiatement aux crises de 1875 et 1887 : pas un mot sur le rôle de Bismarck en 1870; presque tout le livre est consacré au règne de Frédéric III et aux débuts de celui de Guillaume II; l'auteur s'attache surtout au conflit du jeune empereur et du vieux chancelier, à la chute de ce dernier, à son attitude dans la retraite. Il est impossible de saisir en quoi cet exposé répond aux intentions de M. Daudet, qui étaient de nous montrer comment « la responsabilité de cet homme néfaste se trouve engagée dans les événements qui ont suivi sa mort et dans le plus tragique, celui qui met aujourd'hui le monde à feu et à sang ». Il pouvait être tentant de retrouver dans l'œuvre de



Bismarck les causes lointaines de la guerre, de montrer, pour parler la langue de M. Daudet, « que c'est sur son ordonnance qu'a été injecté dans les veines de l'Allemagne le virus prussien qui l'a contaminée ». Pour traiter ce sujet, il fallait rappeler quels avaient été, dès son arrivée au pouvoir, les traits les plus généraux de sa politique et en mettre en lumière les conséquences encore actives. Or, M. Daudet n'apporte que le récit, souvent minutieux, d'une série d'incidents. Ce n'est pas la politique de Bismarck qui retient son attention, c'est sa personne même, ses procédés de diplomate et de chef de gouvernement, ses propos et ses boutades. En quoi certains épisodes comme le mariage d'Herbert de Bismarck — tout un chapitre lui est consacré — peuvent-ils éclairer les origines de la guerre? M. Daudet s'en tient presque toujours à l'histoire anecdotique : il n'ajoute rien à ce que nous savions de l'œuvre de Bismarck et n'établit point sa part de responsabilité dans le conflit actuel.

Le deuxième volume est plus riche d'intérêt. L'auteur reste, il est vrai, fidèle à sa méthode, avant tout biographique; on chercherait en vain un rappel des grands événements politiques ou économiques qui ont marqué le règne de Guillaume II et la fin de celui de François-Joseph. A lire M. Daudet, on garde l'impression que l'histoire de l'Europe tient tout entière dans les intrigues de cours et dans les combinaisons de chancelleries. Pas plus que dans le premier tome, il n'est possible de discerner dans le second un plan rationnel : le premier s'est terminé à la mort de Bismarck, le deuxième commence en juin 1914 et, à part un chapitre très général sur le caractère et la politique de Guillaume II, n'embrasse que les quelques semaines qui vont du drame de Serajevo aux premières hostilités. Pour cette courte période, M. Daudet fournit des renseignements précis et souvent nouveaux, non pas cependant sur ce qui s'est passé à Berlin ni sur les efforts de l'Entente pour éviter la catastrophe. C'est surtout pour Vienne et Belgrade qu'il est bien informé; il a recueilli le témoignage de ceux qui vécurent dans ces deux capitales les journées décisives. On ne lira pas sans émotion le récit de ce que fut à Belgrade la vie politique depuis la remise de l'ultimatum jusqu'au premier bombardement de la ville; la brutalité du ministre autrichien, le baron Giesl, les conditions particulièrement difficiles où certaines circonstances matérielles plaçaient le gouvernement serbe, l'extrême bonne volonté de M. Pachitch et de ses collaborateurs, la cohésion et l'activité des diplomates de l'Entente nous sont rappelées en d'excellents termes. Une fois de plus, on apporte la preuve de la provocation et de la longue préméditation autrichienne; la note, préparée en secret à Vienne, devait, dans l'esprit de ses rédacteurs, rendre la guerre inévitable; le baron Giesl en était à ce point certain qu'après avoir reçu la réponse serbe, sans même prendre le temps de la lire, il écrivait à M. Pachitch qu'il quittait Belgrade le soir même; et, une demi-heure après, tout le personnel de la légation autrichienne montait dans le

train... Il était bon de rappeler « avec quelle perfidie et quelle duplicité le gouvernement austro-hongrois a préparé son coup » ; mais cela ne suffisait pas. Un point reste souvent obscur pour qui étudie les origines de la guerre. Si chacun sait que l'Autriche a voulu profiter de l'attentat de Serajevo pour réaliser, aux dépens de la Serbie, des projets que la guerre balkanique avait singulièrement retardés et compromis, il est plus difficile de discerner dans quelle mesure la diplomatie de Vienne a voulu faire sortir du conflit austro-serbe une conflagration européenne, dans quelle mesure elle a été l'instrument ou le complice de Berlin. M. Daudet s'efforce d'apporter sur ce point quelque lumière. Le comte Berchtold, dont il trace un saisissant portrait, n'a sans doute escompté qu'un conflit localisé ; il ne paraît pas avoir été dans le secret des intentions prussiennes ; mais, détaché et insouciant, il était dominé et joué par ses subordonnés les Macchio, les Forgash, les Burian et, surtout, par l'ambassadeur allemand, aujourd'hui disparu, von Tschirschky. Le caractère et le rôle de ce dernier personnage sont, de très heureuse façon, mis en lumière : c'est en partie par ses manœuvres que la guerre a été rendue inévitable. M. Daudet est ainsi amené à rechercher quelles sont les responsabilités de l'Autriche ; mais on regrette qu'il n'ait pas abordé la question de front. Ce n'aurait pas été besoin inutile à l'heure où l'on constate chez les Alliés, et même en France, de trop notoires courants austrophiles, dont il est aisé, cependant, de discerner les origines. Les pages où est résumée la politique austro-hongroise à l'égard de la Serbie sont trop sommaires ; M. Daudet ne paraît pas connaître, avec une suffisante précision, le problème yougo-slave. Il indique, en traits énergiques, mais trop généraux, les responsabilités magyares. Est-ce parce que nos diplomates de Vienne n'avaient guère l'occasion de connaître le comte Tisza, que M. Daudet parle à peine de ce personnage dont l'action fut capitale ? Ou bien s'est-il réservé de l'étudier dans son troisième volume qui sera consacré aux complices ? On doit aussi regretter que de l'archiduc François-Ferdinand et de ses projets il ne nous soit donné qu'une esquisse incertaine. Pourquoi se contenter de résumer les hypothèses de M. Wickham Steed et ne pas se livrer à une enquête plus personnelle ? Il y a cependant quelques indications intéressantes sur l'attitude du monde officiel, sur celle en particulier du grand maître de la cour, le prince de Montenuovo, après la mort de l'archiduc et lors de ses funérailles ; peut-être éclairaient-elles la récente disgrâce de ce petit-fils de Marie-Louise que Charles IV vient de remplacer par le comte Berchtold. On aimerait à trouver dans le livre de M. Daudet des renseignements sur le jeune empereur, son entourage, ses intentions. Le problème autrichien apparaît comme un des plus complexes et des plus graves de l'heure où nous écrivons. M. Daudet, à qui le personnel de la Hofbourg et du Ballplatz est si familier, ne sait ou, du moins, ne dit rien des termes où il se pose. Est-ce que vraiment l'organisation de la double monarchie, la

lutte des partis, les tendances séparatistes ou dominatrices des Magyars, la question du trialisme n'ont aucun rapport avec la guerre et ses origines; est-ce qu'il n'y avait pas là un sujet d'étude dont l'intérêt dépasse celui des menées diplomatiques? M. Daudet se plaît à nous parler de la vie intime de François-Joseph, à nous faire pénétrer dans le monde des ambassades et de la chancellerie de Vienne; il néglige complètement l'histoire même de l'Autriche-Hongrie à la veille du conflit. Ce trait suffit sans doute à caractériser son œuvre et à la juger.

J. MORIZE.

J. ALAZARD. *L'Italie et le conflit européen (1914-1916)*. Paris, Félix Alcan, 1916. In-12, 271 pages. Prix : 3 fr. 50.

Il y a, dans la préface de l'excellent livre de M. Alazard, une idée discrètement indiquée et d'autant plus séduisante. L'Italie, en mal de transformation en grande puissance moderne, appliquée à se donner le développement économique indispensable à ce rôle, devait être attirée vers l'Allemagne par la force de l'organisation industrielle et politique, la facilité de l'argent, le bon marché des marchandises offertes. Mais le jour où le conflit européen posait devant elle un problème moral, elle devait revenir à son esprit latin, à ses sympathies innées : c'est une crise de l'âme nationale qui lui a fait juger tout d'abord la guerre contre la France impossible et ensuite la guerre aux côtés de la France et de ses Alliés nécessaire. Sans doute, il n'y a pas eu dans la décision de l'Italie que des motifs idéalistes, et M. Alazard marque nettement quelles étaient ses aspirations et ses ambitions et comment, d'autre part, en face de ses anciens alliés déçus par son refus de les suivre et nécessairement résolus à se venger le jour où ils pourraient, elle devait être amenée à faire « par anticipation une guerre défensive ». Mais sa décision a été pour une large part une révolte d'honnêteté et de fierté latines; c'est ce que l'opinion chez nous a instinctivement senti et c'est pourquoi, après avoir manifesté sa reconnaissance à l'Italie pour le geste du 3 août 1914, elle a salué avec joie son entrée dans la guerre et suit dans une attente passionnée ses efforts et ses succès.

Intérieure ou extérieure, la politique de l'Italie a de la race. Elle n'est pas faite de mouvements brusques et rudes, elle ne se traduit pas par les violences brutales d'un Bismarck. C'est un jeu très fin, très compliqué, discret et subtil, préparé de longueur, où s'ordonnent, s'harmonisent, s'équilibrent les mobiles les plus divers, et parfois en apparence les plus contraires; il est joué par des hommes qui ont, presque tous, un sens diplomatique très aigu et, quelques-uns, un talent de premier ordre. L'un des grands mérites de M. Alazard est de nous donner l'impression nette de cette complexité et de nous faire exactement apercevoir l'ensemble de la stratégie politique à l'intérieur

et à l'extérieur, par laquelle l'Italie a accompli son évolution, détendu les liens multiples dont l'avait entourée l'Allemagne, non pas seulement les liens politiques, mais aussi, ce qui est plus encore, les liens économiques, créé en elle-même l'état d'esprit et autour d'elle les conditions diplomatiques nécessaires pour lui permettre d'entreprendre, comme dit M. Pingaud (*l'Italie*), « sa dernière guerre d'indépendance nationale ». Le chapitre I qui, à l'occasion des élections de 1913, analyse les causes de l'influence de M. Giolitti sur la politique italienne, et le chapitre III, qui raconte comment prit corps l'idée de l'intervention, sont très précis et très instructifs; beaucoup de Français pourront y prendre des facteurs politiques qui agissent en Italie une idée plus complète et plus juste qu'ils ne l'avaient jusqu'ici.

Le moment le plus dramatique de la période dont M. Alazard raconte l'histoire est assurément celui où, l'intervention déjà virtuellement décidée, M. Giolitti parut à Rome pour retourner la situation, puis, fort de son influence sur la majorité parlementaire, congédier le suppléant qu'il s'était donné en 1914, M. Salandra, et maintenir lui-même son pays dans la neutralité. C'était poser la question entre le Parlement, resté prisonnier de ses anciennes habitudes et de ses faiblesses, et la nation, dont la guerre avait ravivé l'idéal patriotique et la volonté de réaliser les aspirations nationales. M. Salandra fit un coup de maître en portant le débat du Parlement devant le pays. Au lieu de se laisser mettre en minorité à la Chambre, il démissionna; quand il reprit le pouvoir, il était fortifié par la manifestation unanime de l'opinion publique, investi désormais d'un mandat populaire précis pour faire la guerre: « Le complot giolittien avait échoué: et du même coup le régime que symbolisait le député de Dronero (M. Giolitti) était mortellement atteint. Dans cette lutte entre le Parlement en majorité neutraliste et les éléments vitaux de la nation, le Parlement avait dû céder » (p. 120). M. Alazard prend nettement parti contre M. Giolitti. Il n'enregistre pas une version des faits qui, sans le disculper entièrement, le charge moins. D'après cette version, M. Giolitti aurait, comme tout homme d'État italien digne de ce nom, tenu l'intervention de l'Italie aux côtés des Alliés pour inévitable, mais il aurait estimé prématuré le moment choisi par M. Salandra. Le prince de Bülow, exactement informé comme toujours des dessous de la politique italienne, aurait, en ces premiers jours de mai, fait répandre le bruit qu'à une déclaration de guerre de l'Italie ses anciens alliés répondraient en tournant contre elle le gros de leurs forces, en lançant sur elle une formidable offensive. M. Giolitti serait alors accouru, sous le coup de l'émotion patriotique, pour faire ajourner à un moment moins dangereux la redoutable décision en faveur de la guerre. Cette version, certes, soulève nombre d'objections, et le fait incontesté des relations trop étroites de M. Giolitti avec M. de Bülow suffirait à en mettre en question l'autorité. Il sera intéressant de connaître en des temps plus calmes la vérité sur le problème psychologique qui est ainsi posé.



L'unité morale de l'Italie sortira de la guerre cimentée et achevée et l'opposition obstinée de quelques groupes de neutralistes irréductibles n'y changera rien. Est-ce l'idée de ce résultat qui a inspiré leur politique aux hommes d'État qui avec tant de souplesse et de fermeté à la fois ont guidé l'évolution du royaume dans cette difficile période d'août 1914 à mai 1915? Sans doute. Ont-ils, de plus, jugé nécessaire d'affirmer dans cet immense conflit européen la place et le rôle de l'Italie en Europe, de prouver, par les actes, qu'elle entend ne pas vivre seulement de ses grandes traditions et de son glorieux passé, mais qu'elle est un État moderne, plein de force, débordant de vie, qui veut sa part de l'intense mouvement économique du monde contemporain, et a la résolution autant que les moyens de se l'assurer? On sent l'Italie susceptible à l'extrême sur ce point, les Italiens toujours sur le qui-vive : l'Italie, disent-ils, n'a pas seulement été, elle est, et surtout elle sera; elle est une grande puissance politique et elle sera une grande puissance économique. Or, chez nous, personne aujourd'hui ne songe vraiment à lui contester sa nouvelle grandeur : mais d'anciens préjugés ne s'effacent pas en un jour, et l'intrigue germanique avait trop bien fait les choses pour que les longs malentendus qui nous ont séparés n'aient pas laissé encore quelques traces. M. Alazard, qui l'indique discrètement, est certain que ces derniers vestiges d'un passé moins bon disparaîtront bientôt. Il tient pour la nécessité d'une alliance intime entre la France et l'Italie; l'alliance, pour être féconde, devra reposer sur la double assise solide d'une union intellectuelle et d'une union économique. « Il faudra changer la base de notre diplomatie, ajouter à l'alliance slave et anglaise, qu'exigeait l'équilibre européen, l'alliance italienne, qu'exige notre volonté de vivre libres et forts » (p. 221-222). L'expression, ici, n'est pas tout à fait aussi heureuse que l'idée et il y a sans doute quelque exagération à dire que, faute d'être l'alliée de l'Italie, la France serait « une satellite de l'Angleterre » (p. 218). Mais il est certain que tout le cours de leur histoire depuis bientôt vingt ans pousse la France et l'Italie l'une vers l'autre, que la guerre aura créé entre elles des liens durables, qu'il ne restera rien des mauvais souvenirs du passé à l'issue d'une lutte où l'Italie aura pu prouver à la fois toute sa force et tout son dévouement à l'idéal de la solidarité latine.

Louis EISENMANN.

---

Harold BEGGIE. *L'Angleterre justifiée*. Traduit de l'anglais par Price HUBERT. Paris, Brossard, 1917. In-8°, iv-401 pages. Prix : 6 fr.

Le titre de cet ouvrage n'en indique pas le contenu; l'auteur ne s'est pas proposé de justifier l'Angleterre des accusations que l'Allemagne n'a cessé de porter contre elle depuis le début de la présente guerre;

c'est une apologie de l'ancien ministre de la guerre, Lord Haldane. Lord Haldane a été traité par une partie de la presse anglaise, surtout de la presse conservatrice, comme l'auteur principal des terribles difficultés en face desquelles l'Angleterre s'est trouvée depuis trois ans. On savait qu'il avait longtemps vécu en Allemagne, qu'il y avait noué des relations très étendues, que l'empereur et ses ministres lui avaient donné des témoignages publics de confiance et d'amitié. En conséquence, on le tenait pour un germanophile, sinon même pour quelque chose de pis encore; on lui reprochait de n'avoir point compris les intentions belliqueuses de l'Allemagne, de n'avoir tenu aucun compte des avertissements donnés à plusieurs reprises, notamment en 1906, en 1908 et en 1911 par le gouvernement impérial, de n'avoir pas pris alors, étant ministre de la Guerre (1906-1911), toutes les mesures nécessaires pour mettre l'armée anglaise en état de lutter dès le début, avec avantage, comme l'armée allemande. Aveuglement, incompétence, trahison, tels étaient les tares ou les crimes que l'on imputait à l'ancien ministre devenu le bouc émissaire chargé de tous les péchés commis par le ministère libéral. Imputations absurdes, calomnieuses, contraires à la réalité des faits, déclare avec véhémence M. Begbie : Lord Haldane, ami personnel d'Édouard VII, a été comme son souverain, partisan résolu de la paix, d'une entente avec l'Allemagne; après Algésiras comme après Agadir, il a contribué pour sa grande part à calmer les intentions belliqueuses de l'empereur allemand; suivant avec une inquiétude patriotique les progrès de l'esprit militariste et pangermaniste en Allemagne, il travailla résolument à la réforme de l'armée anglaise. A cet égard, son ministère a été fécond : il a ruiné l'esprit de routine, créé un état-major instruit et ardent au travail, doté son pays d'une armée territoriale, qui a fait heureusement oublier l'ancienne milice, donné aux corps d'armée active une artillerie lourde dont l'intervention devait être décisive dans les combats sur l'Oureq, organisé un admirable service sanitaire. En réalité, conclut M. Begbie, à la date du 1<sup>er</sup> août 1914, deux seules armées étaient prêtes : celle de l'Allemagne et celle de l'Angleterre (p. 255). Ne lui opposez pas que cette armée admirable était trop peu nombreuse; il vous répondra que, sans elle, le triomphe des Allemands sur la Marne et sur l'Yser eût été complet et décisif. Il ne dissimule pas les services rendus par la France à la cause de la civilisation et de la justice; mais il tient que le rôle de l'Angleterre a été le mieux préparé et le plus efficace.

On reproche au ministère Asquith d'avoir manqué de décision pendant la crise diplomatique qui a précédé la guerre; on lui fait grief de n'avoir pas déclaré nettement à l'Allemagne que l'Angleterre se rangerait résolument aux côtés de la France dans le cas d'une agression injustifiée de l'Allemagne. En réalité, répond M. Begbie, l'Angleterre dans cette circonstance encore a fait tout son devoir; le vicomte Grey, intime ami de Lord Haldane, n'a pas laissé ignorer que

la violation de la neutralité belge déciderait l'Angleterre à prendre aussitôt les armes. L'Allemagne en a été dûment prévenue et, jusque vers 1913, l'empereur et son chancelier furent d'accord pour résister aux suggestions forcenées des partis pangermanistes; mais l'enthousiasme belliqueux soulevé par les souvenirs de 1813 et surtout les troubles intérieurs de l'Angleterre, la guerre civile que certains unionistes ne craignaient pas de préparer en Irlande, amenèrent un revirement fatal dans l'esprit d'un souverain absolu, intelligent, mais versatile, « agité, obsédé et soupçonneux ». Lord Haldane avait prévu le péril irlandais et s'était associé aux efforts des libéraux pour désarmer l'Irlande en lui faisant les concessions nécessaires, tout comme il avait contribué à doter les populations sud-africaines d'une autonomie qui, en peu d'années, allait faire d'elles un des plus solides piliers de l'Empire britannique.

Enfin, au-dessus des intérêts politiques du pays, il fallait considérer la grandeur morale de l'Angleterre, si tristement ravalée par une presse ignorante et grossièrement matérialiste. Lord Haldane a toujours été préoccupé du problème si complexe de l'éducation; devenu chancelier et président de la Chambre des Lords, qui est en Angleterre la cour suprême de la justice, il a dicté des arrêts qui ont restauré le bon renom de la magistrature et la notion du droit. Or, voilà le grand citoyen, le ministre créateur, l'homme d'État clairvoyant que des publicistes comme M. O. S. Oliver (dans un pamphlet intitulé *Ordeal by Battle*), des professeurs comme M. Cramp n'ont pas craint de traîner dans la boue et de menacer de la potence!

Tel est ce livre écrit avec un éloquence fiévreuse par un ami de Lord Haldane; cet ami est un journaliste qui a beaucoup voyagé, qui a fréquenté les plus hauts personnages en Allemagne, dans les pays scandinaves, en France; poète et romancier, il sait, comme le dit son traducteur, « aller au cœur des hommes et des choses ». Est-ce à dire qu'il entraîne sur tous les points la conviction du lecteur? S'il a raison de faire ressortir les services considérables rendus par Lord Haldane en ce qui touche la réorganisation de l'armée anglaise, on proteste contre cette affirmation téméraire qu'en 1914 cette armée était prête. Qu'elle fut admirable, je ne prétends pas le contester; mais Lord Haldane, qui avait été admis, par l'État-Major de Berlin lui-même, à connaître l'armée allemande jusque dans ses ressorts les plus cachés (on a protesté en Allemagne contre les facilités données au ministre anglais de se renseigner ainsi de première main), devait savoir que le nombre en était la principale force. Aussi, après les premières rencontres de 1914, fallut-il refaire une machine de guerre toute nouvelle; s'il en est ainsi, Lord Roseberry était-il si mal venu à dénoncer (p. 264) « le défaut de préparation » qui faillit compromettre la cause de l'Angleterre et de ses alliés?

Quoi qu'il en soit de ces réserves, le livre de M. Begbie est à un

très haut degré intéressant et instructif. L'auteur a beaucoup à nous dire sur plusieurs des personnages qui ont occupé dans ces dernières années la scène du monde, par exemple sur Édouard VII, dont il parle avec un mélange presque dévot d'attendrissement et d'admiration. Il dédie son ouvrage à « l'aimable et gracieuse mémoire » de ce roi « qui », dit-il, « chercha la paix et se prépara à la guerre, qui croyait qu'il y a quelque chose de bon dans tous les hommes et qui ne désespéra pas de l'humanité »; il le représente comme le type du souverain constitutionnel, tandis que, si l'on en croit un autre publiciste anglais, bien informé, lui aussi, des choses de son pays, Sir Thomas Barclay, certains chef de parti lui reprochaient précisément d'agir trop souvent par-dessus la tête de ses ministres (cf. *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 371). D'autre part, il convient de noter ce que dit notre auteur du peuple allemand; il assure qu'il est injuste de le confondre avec les agités, les aigrefins, les pédants et les ambitieux du pangermanisme. Il veut qu'avant de l'envelopper tout entier dans des sentiments trop légitimes de haine et de vengeance on prenne la peine d'apprendre à le connaître, pour lui rendre exactement la justice qu'il mérite. Il proteste avec raison contre l'idée parfois exprimée en Angleterre et même ailleurs, qu'il faut anéantir l'Allemagne; mais il espère que l'Allemagne en arrivera d'elle-même à se repentir d'avoir fait cette guerre injuste dans ses origines, inhumaine dans ses procédés, ruineuse dans ses résultats.

Jusqu'à quel point l'Angleterre elle-même peut-elle être considérée comme responsable des fautes imputées au ministère libéral et en particulier à Lord Haldane? Jusqu'à quel point peut-elle être justifiée des accusations lancées par une presse prévenue et incompétente? La réponse à cette question, qui dépasse l'intérêt inspiré même par une personnalité aussi distinguée que Lord Haldane, pourrait se trouver çà et là dans le courant de l'ouvrage. L'auteur le termine par une sorte de sermon laïc. Ame candide, il estime que « la morale est supérieure au nationalisme » et qu'elle doit « servir de base à la politique » (p. 361); sous peine d'avoir consenti, en pure perte, d'énormes sacrifices d'hommes et d'argent, l'Angleterre, quand, victorieuse, elle aura déposé les armes, devra travailler à faire triompher chez elle les notions de devoir et de justice sociale que la corruption des mœurs actuelles a ravalées à un niveau indigne d'elle et de son passé; ce sera « l'expérience de la paix » après celle de la guerre.

Ch. BÉMONT.

---



## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

### LA GUERRE.

— JEAN-BERNARD. *Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1916, in-8°, livr. 9-18; prix de chaque livr. : 0 fr. 75). — Ces livraisons dont quelques-unes ont été déjà signalées ici (cf. *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 373) forment le t. II de l'*Histoire générale*. Elles se rapportent à la période comprise entre le 24 août 1914 et la fin de septembre. Le gros morceau est donc l'ensemble des opérations militaires qui ont abouti à l'échec de l'invasion allemande sur la Marne et à l'est de Nancy; cinq semaines qui compteront dans l'histoire du monde! Pour l'exposé de la bataille de la Marne, l'auteur ne paraît pas avoir adopté le meilleur plan : pour chacune des journées qui vont du 6 au 13 septembre, il résume ce qui s'est passé dans chacune des armées françaises de l'ouest à l'est en suivant toujours le même ordre et en terminant chaque journée par le récit des atrocités ou des saletés commises par les Allemands. Cet ordre, dont peut s'accommoder une histoire *anecdotique*, convient moins à une histoire *générale* où les faits devraient être groupés plus fortement ensemble. Il y a donc quelque hésitation dans le plan de l'ouvrage, qui se lit néanmoins avec un réel intérêt et où même on pourra trouver çà et là quelque renseignement personnel dont l'historien fera son profit.

Ch. B.

— *Pages d'histoire, 1914-1917* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917; suite). — N° 131 et 133 : *Les communiqués officiels*. XXVIII et XXIX : *Février-avril 1917*. — N° 132. *Les dévastations allemandes dans les départements envahis, mars-avril 1917* (on reproduit ici le procès-verbal de la séance du Sénat français, le 31 mars 1917, où M. Chéron a résumé les atrocités commises par les Allemands dans les régions qu'ils ont été obligés d'évacuer en Picardie; puis en annexe le huitième rapport de la Commission Payelle. De ce rapport, ainsi que des discours prononcés au Sénat, se dégage un sentiment d'horreur contre des dévastations qu'aucune nécessité militaire ne saurait justifier. Dans la préface, M. Welschinger montre que les infamies ordonnées par l'autorité militaire ont été approuvées par la presse officieuse d'Allemagne; sa démonstration n'aurait rien perdu de sa force à être exprimée sur un ton moins emporté). — N° 134. Émile HINZELIN. *L'Alsace-Lorraine sous le joug qui se brise* (intéressant recueil d'anecdotes). — N° 135. S. R. *Histoire de la Révolution russe*

1905-1917 (exposé très précis et très instructif, qui s'arrête au moment où fut constitué le gouvernement provisoire). — N° 137. G. PARISSET. *Leurs buts de guerre. Choix de documents sur la paix allemande* (extraits des documents allemands distribués en cinq chapitres : 1° les rêves du début de la guerre, 1914-1915 ; 2° et 3° les premiers projets et les contre-projets de paix allemande, 1914-1915 ; 4° discussions sur les buts de la guerre, 1916 ; 5° les invites à la paix, 1916-1917. On suit ainsi le développement de l'opinion publique, officielle et officieuse en Allemagne, depuis les programmes de victoire du début jusqu'aux tentatives de paix séparée qu'on voit éclore de temps en temps depuis une année. On est stupéfait plus encore qu'indigné des prétentions allemandes ; surtout, il importe de les bien connaître ; aussi faut-il souhaiter que ce petit livre, mis en vente au prix de 1 fr. 50, soit répandu et lu dans toute la France. Chaque extrait est traduit avec le plus grand soin et, pour chacun d'eux, l'éditeur a mentionné la source où il l'a puisée. Au point de vue historique, il contient toutes les garanties désirables d'authenticité et d'exactitude). — N° 138. Fernand PASSELECQ. *La vérité sur les déportations belges ; étude historique et économique* (utile abrégé du grand ouvrage de M. Passelecq signalé plus haut, p. 154). En tête, on a réimprimé le discours prononcé par M. Emile Vandervelde à Nancy, le 2 février 1917, et qui est un éloquent réquisitoire contre les violences des autorités allemandes à l'égard des Belges. Ch. B.

— Gabriel HANOTAUX. *L'énigme de Charleroi* (Paris, L'édition française illustrée, in-32, VII-124 p. ; prix : 1 fr. 50). — M. Hanotaux a fort bien fait de publier à part les deux articles où, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 août et 1<sup>er</sup> septembre 1917, il pense avoir donné le mot de cette énigme. A vrai dire, la brochure ne reproduit pas littéralement les articles de la *Revue* ; M. Hanotaux y a donné plus de détails sur les combats de la Sambre des 21, 22 et 23 août 1914, ce qu'on appelle couramment chez nous « la bataille de Charleroi » ; ces détails, il n'a eu qu'à les emprunter à son *Histoire illustrée de la guerre de 1914* que nous devons nous contenter de mentionner, l'ouvrage lui-même ne nous étant point parvenu. Peut-être aurait-il mieux fait de s'en tenir à sa première rédaction, moins chargée de menus faits. Quant à la bataille de Charleroi, c'est une énigme en ce sens que nous en connaissons mal les péripéties, par suite du désarroi où nous avait jetés la défaite. En 1870, la partie avait été gagnée par les Allemands en trois coups décisifs : le 4 et le 6 août, les 14-18 août, les 30-31 août et 1<sup>er</sup> septembre ; en 1914, trois jours, 21-23 août, leur avaient suffi pour occuper la Belgique et refouler nos armées en désordre au delà de nos frontières. Que s'était-il donc passé ? M. Hanotaux explique la minutieuse préparation de l'ennemi qui, derrière l'impénétrable rideau de l'Argonne, concentre une masse d'hommes et de matériel capable d'écraser sous un choc un adversaire déjà condamné à la défensive, puis la précipite par les routes au nord de la

Meuse où il supposait bien qu'on ne l'attendait pas ; enfin, tandis que les Français pensaient n'avoir devant eux que deux armées, une troisième surgit au confluent de la Sambre et de la Meuse et la prise de Namur lui donne la voie libre. Assaillis de front et menacés sur les ailes, les Français plient. Au lieu de résister sur des lignes menacées ou déjà coupées en plusieurs points, le général ordonne une retraite qui aura d'abord l'avantage de rapprocher les armées de leurs bases de ravitaillement et de leurs réserves. L'énigme est résolue et M. Hano-taux aurait pu s'en tenir là ; mais il poursuit en posant une autre question qui est une nouvelle énigme : comment le haut commandement français a-t-il pu parer le coup et, reprenant l'offensive, surprendre à son tour l'ennemi aventuré dans une poursuite téméraire ? L'auteur montre que, si nos armées étaient battues, elles n'étaient « ni tournées, ni coupées, ni détruites » ; il publie, avec un excellent commentaire, une « Note pour toutes les armées » (24 août) où le général en chef rectifie et précise les méthodes de combat qu'il faudra employer désormais ; puis l'« Instruction générale du 25 août », morceau capital, qui prévoit et prépare la bataille de la Marne. Joffre ayant pénétré le dessein de l'ennemi lui oppose un front rigide d'armées qui sont bien dans sa main, qui savent où il veut les mener et qui sont prêtes à réagir victorieusement quand il leur ordonnera de reprendre la marche en avant. C'est une solution plus claire que la première et dont le public saura sans doute le plus de gré à M. Hano-taux.

Ch. B.

— *Une version allemande de la Marne. Les batailles de la Marne, 6-12 septembre 1914*, par un officier d'état-major allemand, avec un croquis du champ de bataille. Traduit de l'allemand par Th.-C. BUYSE, traducteur au ministère de la Guerre de Belgique, précédé d'une étude critique de Joseph REINACH (Bruxelles et Paris, G. van Oest, 1917, in-12, viii-149 p. ; prix 3 fr.). — On sait déjà par deux articles de M. Joseph Reinach parus dans la *Revue de Paris* (1<sup>er</sup> décembre 1916 et 1<sup>er</sup> avril 1917) qu'un officier attaché à l'État-Major de Moltke ou de von Kluck (l'imprimeur ne paraît pas savoir s'il faut lire Kluck ou Klück) a publié en Allemagne, à la librairie Mittler et fils, une version habilement paradoxale de la retraite allemande sur la Marne ; cet officier concluait que la bataille ne s'était pas terminée par une défaite des Allemands, mais qu'elle avait été volontairement interrompue par eux « pour des motifs purement stratégiques ». Les articles de M. Reinach ont été reproduits dans la brochure que nous annonçons ; à la suite, on lit le plaidoyer allemand lui-même, précieusement recueilli par M. Fernand Passelecq, directeur du « Bureau documentaire belge » au Havre.

Ch. B.

— *Guide Michelin pour la visite des champs de bataille. Champs de bataille de la Marne. I. L'Ourcq, Meaux, Sentis, Chantilly* (Paris, Berger-Levrault, 1917, in-8°, 118 p.). — Ce guide comprend :

1° une partie historique où sont indiquées, avec une grande précision et de bons croquis, les positions occupées successivement par les Français et les Anglais à l'ouest de l'Ourcq lors du retour offensif qui arrêta l'ennemi et ruina le plan d'hégémonie allemande; 2° un guide du touriste à travers le vaste champ de bataille qui s'étend de Chantilly à Meaux. Si l'on est un peu choqué de voir un gros industriel profiter de l'occasion pour faire à sa maison une réclame retentissante, il faut reconnaître que le « Touring-Club » a, de son côté, fait une œuvre utile en donnant toutes les indications nécessaires pour permettre d'accomplir dans le moindre temps et avec le plus de fruit possible ce pèlerinage national. Ch. B.

— ARTHUR-LÉVY. 1914, août-septembre-octobre, Paris (Paris, Plon-Nourrit, 1917, in-16, 296 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Arthur-Lévy, l'auteur de *Napoléon intime* et de *Napoléon et la paix*, a vécu à Paris les trois premiers mois de la guerre et il nous retrace la physiologie de la capitale en cet intervalle. Le lecteur n'y trouvera aucune révélation sensationnelle; mais ceux qui ont demeuré alors à Paris revivront, avec lui, les heures par lesquelles ils ont passé, reverront les spectacles qu'ils ont vus : le départ des mobilisés, les touchants adieux aux gares, les premiers taubes sur Paris, l'angoisse qui se répand lorsque le gouvernement se retire à Bordeaux, la joie profonde causée par la victoire de la Marne, le calme résigné des Parisiens quand la guerre devient la guerre lente des tranchées, quand se livre la bataille de l'Yser. Le volume s'arrête au 30 octobre, au moment où les écluses de Nieuport levées inondent la plaine de Flandre, et sans doute il sera suivi d'autres. M. Arthur-Lévy ne se borne pas à exposer; il nous livre les réflexions que lui suggèrent les communiqués publiés d'abord trois fois, puis deux fois par jour, la déclaration du général Galliéni, le *Livre jaune*, le manifeste des quatre-vingt-treize intellectuels allemands reproduit tout au long; il fait d'ingénieux rapprochements ou signale des contrastes historiques : à 1914, il accolera ou opposera successivement les dates de 1805, 1812, 1866, 1870; et de tous ces éléments il a fait un livre curieux qui sera pour l'historien futur de la guerre un sûr document.

C. PF.

— Albert ERLANDE. *En campagne avec la légion étrangère* (Paris, Payot, in-16, 298 p.; prix : 3 fr. 50). — La légion étrangère se recrute, comme on sait, d'étrangers qui s'engagent volontairement à servir la France pour un temps donné; elle se compose donc d'hommes venant de tous pays et appartenant à toutes les classes de la société. Avant la guerre, on y comptait pas mal d'Allemands, bons soldats à l'ordinaire, mais qui ne laissèrent pas de créer des difficultés au gouvernement français, — nous rappellerons seulement l'affaire des déserteurs de Casablanca. Ils ont été avantageusement remplacés depuis par des Scandinaves et des Russes, des Italiens et des Espagnols, même



quelques Anglais. A défaut de patriotisme, sentiment qui est le principal ressort des armées nationales, cette troupe a son sens spécial de l'honneur, de fidélité au drapeau. Elle l'a maintes fois prouvé par ses actions d'éclat dans nos expéditions coloniales. Elle sait qu'on la réserve pour les opérations difficiles et périlleuses; là résident sa fierté et sa force. L'auteur du présent ouvrage nous la dépeint dans une suite de scènes aussi originales que variées, en un style savoureux et pittoresque, tout en saillies imprévues où éclatent les imprécations, les aphorismes philosophiques et la bonne humeur. C'est d'abord la formation du régiment dans la ville des papes, puis le séjour dans les tranchées de Champagne durant le premier hiver de la guerre qui fut si inattendu et si dur; enfin la bataille d'Artois, où le régiment se couvrit de gloire le 9 mai 1915. Ici, nous touchons au tragique; car, si l'affaire fut brillante pour la légion, elle lui coûta très cher. L'auteur ne fait pas le récit de la bataille; mais les anecdotes qu'il en raconte ne devront pas être négligées par l'historien, qui trouvera dans le menu détail l'exacte notation de la réalité.

Ch. B.

— Christophe NYROP, professeur à l'Université de Copenhague, *Guerre et civilisation*. Traduit du danois par Emmanuel PHILIPOT, préface par Paul VERRIER (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-32, XII-189 p.; prix : 3 fr.). — L'auteur indique lui-même très nettement le plan de cet opuscule, formé de quinze courts articles sur des sujets très divers en apparence : après une introduction générale [ch. I : *Moltke et Maupassant*], viennent quatre chapitres consacrés aux dévastations commises en Belgique et dans la France du Nord; la question du manifeste des quatre-vingt-treize et des réponses qu'il a provoquées s'y rattache naturellement. La guerre amène l'annexion, laquelle entraîne avec elle la tyrannie militaire [ch. VII : *Les ennemis de l'Allemagne*; ch. VIII : *Faut-il faire des annexions?* ch. IX : *On emprisonne des savants*; il s'agit, on l'a compris, de Pirenne et de Fredericq]. Comment l'oppression des nationalités provoque des réactions violentes et prépare des explosions de haine, c'est ce que montre par exemple le mouvement irrédentiste en Italie et c'est pourquoi M. Nyrop étudie l'attitude de l'Italie dans la présente guerre. Enfin il essaie dans deux courtes sections d'éclairer par quelques exemples les rapports entre la guerre et la langue, entre la guerre et la religion : le dernier chapitre indique dans le lointain cette cité de Dieu que les hommes devraient édifier ensemble dans un esprit de concorde. Il propose alors en exemple au monde la haute et sereine figure de son ami Gaston Paris qui, en 1870, en plein siège de Paris, ne craignit pas, dans une de ses leçons au Collège de France, d'exalter au-dessus de tous les cultes, celui de la science honnête et désintéressée, capable « de réunir les hommes comme dans une patrie commune, supérieure aux diverses nationalités étroites et hostiles, patrie qu'aucune guerre ne pourra ensanglanter, qu'aucune conquête ne peut menacer et où

les âmes trouveront le repos et la sécurité » (p. 183). On lira ces pages avec émotion, non seulement parce qu'elles sont écrites par un ami de la France, qu'elles réfutent en termes aussi nets que mesurés les prétentions de l'Allemagne militariste et qu'elles condamnent ses abominables procédés de guerre, mais aussi à cause de leur valeur littéraire (voir par exemple le ch. xiv : *les Oiseaux de proie du roi Ratbert*) et de leur haute inspiration morale. Contre les affirmations mystiquement féroces d'un Moltke, il conclut que la guerre est destructive de toute civilisation et c'est « pour faire la guerre à la guerre » qu'il a écrit son livre.

Un des chapitres de cet opuscule se rapporte à la déportation en Allemagne de MM. Fredericq et Pirenne, coupables d'avoir refusé au gouverneur de Belgique leur concours pour la mise en œuvre de l'Université dite flamande créée par les Allemands à Gand au mépris des droits du souverain légitime. M. Nyrop a repris la question dans une nouvelle brochure (*L'arrestation des professeurs belges et l'Université de Gand. Un conflit entre la force et le droit; une réponse à la légation allemande de Stockholm*, traduit du danois par Emmanuel PHILIPOT. Paris, Payot, 1917, in-16, 84 p.). C'est un modèle d'étude critique où tous les témoignages sont produits et contrôlés, où l'urbanité de la forme fait d'autant mieux ressortir la force d'une argumentation serrée, précise, persuasive. Il faut lire cette brochure et l'on sera convaincu que l'intérêt porté par les Allemands au mouvement flamingant est uniquement inspiré par leurs visées d'ambition personnelle et que pour eux l'Université flamande de Gand n'est qu'un des instruments employés pour préparer l'annexion de la Belgique à l'Empire.

Ch. B.

— L. ABENSOUR. *Nos vaillantes* (Paris, Chapelot, 1917, in-8°, 312 p.; prix : 4 fr.). — M. Abensour, en de jolies pages imprégnées d'une belle ardeur féministe et en une documentation très nourrie, passe en revue le rôle des femmes des nations alliées qui ont su s'adapter aux circonstances actuelles, remplacer leurs maris à l'usine ou aux champs, administrer des communes en présence de l'ennemi, guérir les misères à l'arrière ou au front. Il évoque des figures dignes de l'épopée, popularisées déjà par la presse, telles sœur Julie, M<sup>me</sup> Macherey et tant d'autres héroïnes.

La question de la vie s'est, en effet, posée angoissante; en l'absence du mari mobilisé, la femme a travaillé pour nourrir sa famille, a remplacé l'homme dans des emplois réputés jusqu'alors exclusivement masculins. Mais elle a su rester femme et M. Abensour semble convenir que c'est en tant que femme, dans sa tâche d'infirmière, qu'elle s'est surpassée, en sachant adoucir bien des minutes angoissantes.

M. Abensour aurait dû nous parler aussi du rôle de la femme habitant les campagnes des régions soumises au feu de l'ennemi, rôle

d'autant plus grand qu'il est anonyme, mais qui devrait trouver place dans un livre féministe. Que répondre à la paysanne qui, à M..., en Champagne, se préoccupait uniquement des ravages causés dans ses vignes par les obus, allant constater, stoïque, dédaigneuse de sa vie, si rien n'avait été brisé, et se remettant aussitôt à sarcler ses terres? Non loin de Verdun, il est loisible aussi de voir des femmes mener encore paître leurs vaches. Relevons encore cette idée incorrecte : l'auteur (p. 109), parlant de « l'Œuvre de la serviette du soldat », semble croire que le poilu dédaigne l'hygiène, quand, au contraire, retour des tranchées, son premier soin est de chercher de l'eau; observation qui n'enlève certes rien à la valeur très sérieuse du livre.

M. R.

— A. CHASSIN. *Les prisonniers de guerre français internés en Suisse*. Préface de Maurice BARRÈS (Paris, Plon-Nourrit, 1917, in-8°, 111 p., avec des planches et une carte). — C'est un guide à l'usage de nos soldats internés en Suisse, après avoir été prisonniers dans les camps allemands. On leur donne dans cette brochure des notions sur la géographie, l'histoire, les mœurs de la Suisse; on mentionne les lieux d'internement; on publie les règlements auxquels ils doivent se soumettre; on leur adresse des conseils pratiques et moraux; on les engage surtout à travailler, « chacun selon ses facultés et son état », ainsi que dit le vieux code.

C. PF.

— Édouard DRIAULT. *Le fer de Lorraine et la paix* (Paris, Léon Tenin, 1917, in-8°, 24 p.; extrait du *Bulletin* du « Comité Michelet »). — La découverte du procédé Thomas, en permettant d'enlever le phosphore des minettes, a fait du bassin de Briey le plus précieux des gisements de fer, d'autant plus qu'il est en quelque sorte inépuisable. Voilà pourquoi l'Allemagne, riche en houille, mais pauvre en fer, veut s'emparer de Briey et des environs; il faut absolument l'en empêcher. Bien mieux, il faut reprendre le bassin de Thionville qu'elle nous a arraché en 1871. En ces deux points nous sommes tout à fait d'accord avec M. Driault.

C. PF.

— Marcel DUNAN. *L'été bulgare. Notes d'un témoin, juillet-octobre 1915* (Paris, Chapelot, 1915, petit in-8°, VIII-396 p.; prix : 4 fr. 50). — Le mardi 6 juillet 1915, M. Marcel Dunan, ancien correspondant du *Temps* à Vienne, entra en Bulgarie par la petite gare de Tzaribrod et arrivait à Sofia à six heures du soir. Trois mois après, presque jour pour jour, le 8 octobre, il quittait la capitale de la Bulgarie avec le ministre de France et prenait la mer au pauvre village de Dédéagatch, pour remettre pied à terre à Salonique, où débarquaient les premières troupes des Alliés. A sa venue, la politique du tsar Ferdinand et de ses ministres semblait incertaine, hésitante entre les puissances de l'Entente et celles de l'Europe centrale; elle écoutait les pro-

positions des unes et des autres, prenant le vent. Ferdinand de Cobourg, à qui sa félonie de 1913 pouvait servir d'amère leçon, ne voulait pas risquer une seconde fois sa mise sur le mauvais tableau. Au départ de M. Dunan, la situation est nette. La Bulgarie a levé le masque : elle a traité avec la Turquie (ô Gladstone, à quoi ont servi vos énergiques protestations contre les « massacres bulgares » ?); elle s'est jetée dans les bras de l'Allemagne et de l'Autriche; elle s'apprête à se précipiter sur la Serbie et à la frapper dans le dos. Comment s'est produite cette évolution? Quelles en ont été du moins les marques extérieures? C'est ce que M. Dunan nous montre dans ce livre. Pendant les trois mois de cet « été bulgare », il a pris des notes quotidiennes; il a mis par écrit les entretiens qu'il a eus avec les hommes politiques : ministres bulgares, députés de toutes les nuances, ministres des puissances étrangères; il a consigné tous les documents qu'il a pu recueillir, fait des extraits des principaux articles des journaux locaux; et c'est tout ce travail qu'il nous livre, en environ quatre-vingt-dix entre-filets, trente ou trente et un par mois, les uns assez brefs, quelques-uns très étendus. Dans cette suite d'articles on trouvera aussi des paysages, une description de Sofia avec le contraste que présentent la ville neuve et les anciens quartiers turcs et tziganes; des portraits des personnages qui sont en scène, brossés avec une certaine vigueur : le tsar, son président du Conseil Radoslavof, les chefs des diverses factions, Ghenadief, Guéchof, Malinof, etc., le ministre de France M. de Panafieu, celui de Russie, M. Savinsky et les autres; des réflexions sur les sept partis qui représentent les tendances diverses de l'opinion bulgare, depuis les *narodniaks* ou populistes jusqu'aux démocrates et socialistes; une énumération des principaux journaux; et aussi d'excellentes considérations historiques sur la formation et le développement de l'état bulgare; car M. Dunan n'est pas seulement un reporter et un « correspondant », il est un historien. Mais, surtout, M. Dunan nous permet de suivre, presque au jour le jour, toutes les fluctuations extérieures de la politique bulgare, ses avances et ses reculs, ses réticences et ses faussetés jusqu'à ce qu'éclate tout d'un coup la grande trahison. Sans doute, il ne peut pas nous dire à quel moment exact Ferdinand prit la résolution de se déclarer pour l'Allemagne; il ignore les promesses exactes faites par Guillaume II, les collusiones et les ententes secrètes entre le tsar des Bulgares et le roi de Grèce; sans doute encore, ayant été reçu par les ministres de l'Entente, n'a-t-il pas pu mêler quelque blâme à l'éloge mérité qu'il fait de leur conduite et n'a-t-il pas été tout à fait libre d'apprécier la politique de bascule suivie dans les Balkans par les diplomates de l'Entente; mais son livre constitue un document de premier ordre; il nous apprend tout ce qu'il a été possible à un spectateur de savoir à l'heure présente.

Après son arrivée à Salonique, M. Marcel Dunan assista à l'effondrement de la Serbie et prit part à la *béjana*, la terrible retraite. Il en a exposé les épisodes dans le *Temps*. Il doit reprendre et compléter



ses récits; il nous annonce un nouveau volume : après « L'Été bulgare », « L'Automne serbe ».

C. PR.

— Henri LIBERMANN. *Face aux Bulgares. La campagne française en Macédoine serbe*. Récits vécus d'un officier de chasseurs à pied, octobre 1915-janvier 1916. Préface de Paul MARGUERITE (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-16, ix-332 p.; prix : 3 fr. 50; dans la collection « La guerre; les récits des témoins ». — Le héros central du livre est le lieutenant Mazurier; il ressemble de fort près au capitaine Libermann qui signe ce volume. Le lieutenant de chasseurs à pied a quitté, au milieu d'octobre 1915, sa tranchée boueuse de Reims, sous le fort de La Pompelle; son bataillon se reforme dans le village de Cornebarrieu, près de Toulouse, s'embarque à la fin du mois sur la *Principessa Mafalda* de Gênes, débarque à Salonique le 1<sup>er</sup> novembre, bivouaque au camp de Zeitenlick trois jours, puis marche en avant, — il s'agit d'arrêter l'invasion des Bulgares en Serbie et de sauver, si possible, ce malheureux royaume. Il franchit la Tcherna, reçoit l'ordre d'attaquer le monastère d'Arkangel, centre de la position bulgare, d'enlever le village de Cicévo-le-Bas et, pendant quatre jours, du 10 au 13 novembre, il livre d'héroïques combats qui lui valent cette citation à l'ordre de la division : « Le ... bataillon de chasseurs à pied, commandant Némillet, a montré les plus belles qualités d'entrain, de solidité, de souplesse dans la manœuvre contre des forces supérieures, aussi bien dans l'offensive que dans la défensive. » Mais le commandant Némillet a été mortellement blessé dans l'après-midi du 12 et ne tarde pas à être remplacé par le commandant Mauss; puis, devant des forces supérieures, l'armée française doit songer à la retraite. Il faut atteindre le pont de Vozarçi, l'unique passage de la Tcherna. On y réussit après des combats incessants, et derrière elle l'armée française fait sauter le pont. Nos chasseurs ne sont pas au bout de leurs peines. Entre la Tcherna et le Vardar, sur les hauteurs du Dracevisko Brdo, ils endurent de cruelles souffrances. Le froid est vif, le brouillard épais, la neige tombe à gros flocons, menaçant d'ensevelir les hommes dans leur tente; un chapitre du volume est intitulé : Comme en 1812. Sur le Vardar même, il faut encore se battre; mais des renforts arrivent. Les chasseurs sont sauvés! Mazurier cependant est tombé malade; on l'envoie en France pour rétablir sa santé; et, sans doute, guéri, il a pris part à de nouvelles luttes, puisque le livre porte à la fin cette date : « Verdun, 24 octobre 1916. »

Une série de petits chapitres d'une belle tenue littéraire; des descriptions pittoresques; des conversations entre le lieutenant Mazurier et le sous-lieutenant Maxens, son compagnon de peines et de gloire; un sentiment très élevé du devoir de l'officier, une confiance inébranlable dans les destinées de la France, voilà ce qu'on trouve dans cet excellent volume d'où l'argot et les mots de troupiers ont été à peu près bannis et où le réalisme a été évité. Nous regrettons seulement

l'absence d'une carte qui eût mieux permis de suivre les opérations militaires. C. PF.

— Alcide RAMETTE. *Au secours de la Serbie. Le retour d'un blessé* (Paris, Plon, 1917, in-16, 332 p.; prix : 3 fr. 50). — Dans ce livre tout d'actualité M. A. Ramette nous apparaît acteur en même temps que spectateur des scènes qu'il dépeint en deux épisodes très agréables à lire et sous une forme très littéraire. Dans « Au secours de la Serbie », après avoir bien campé la très belle figure d'un jeune lieutenant des régions envahies de la France, il nous fait assister au départ de soldats vers l'Orient mystérieux, aux combats le long du Vardar, à la retraite française devant les forces bulgares. Il nous montre une fois de plus, après tant d'autres, que le soldat français sait toujours garder sa gaité, même dans les moments les plus critiques; exercer ses facultés d'observation, de curiosité, ainsi qu'en fait foi la description du camp de Kavadar, et surtout qu'il songe constamment à la patrie lointaine, au foyer détruit dont l'évocation l'emplit de mélancolie profonde.

Le « Retour d'un blessé », qui forme le second épisode, est le journal d'un officier blessé. La vie débilite de l'hôpital nous y apparaît avec l'impatience résultant du repos obligatoire; seule la présence d'une infirmière la peut rendre supportable. Avec l'auteur, nous saluons la régénérescence de la Hellade personnifiée par cette figure de femme grecque, « française toute de cœur ».

Œuvre d'un historien doublé d'un poète.

M. R.

— Capitaine CANUDO. *Combats d'Orient. Dardanelles. Salonique, 1915-1916* (Paris, Hachette, 1917, in-16, 274 p.; prix : 3 fr. 50; dans la collection « Mémoires et récits de guerre »). — Ce volume est l'œuvre d'un officier très distingué, très valeureux, qui est en même temps un artiste de grand mérite, un brillant coloriste. Peut-être, dans les premiers récits : le départ de Marseille, l'arrivée à Lemnos, la descente dans la péninsule de Gallipoli, puis l'arrivée, en octobre 1915, à Salonique, la description de la « ville au Carrefour des races », le souci de la littérature apparaît-il trop. La première partie de l'ouvrage est intitulée « Helles » et, sur le rôle historique de la Grèce, on y trouve des considérations de ce genre : « La Grèce a été un remous dans le cours du grand fleuve métaphysique qui déroule les chaînons de l'esprit humain du sud-est au nord-ouest de notre monde. Elle a formulé plastiquement les deux éléments anthropomorphes de l'univers : l'esprit et la chair. » Mais, au fur et à mesure que l'on avance dans le volume, ces préoccupations esthétiques disparaissent; l'émotion augmente quand le capitaine Canudo nous conduit « sur les défenses du Vardar », raconte la marche en avant au secours des Serbes; c'est un véritable morceau d'anthologie que le chapitre où est décrite la messe des morts, célébrée le 1<sup>er</sup> novembre par un Père Blanc, en plein air, devant une mosquée en ruines, sur une hauteur

dominant le fleuve couvert de nuages. L'émotion devient tout à fait poignante lorsque se déroule sous nos yeux « la retraite dans les fumées du Vardar ». Ici le récit, dans sa simplicité, atteint une grandeur épique. Le capitaine commande le dernier détachement qui demeure en Serbie, qui se retire en livrant de continuels combats, de jour et de nuit, sur des montagnes abruptes, au milieu de la neige, la faim tirillant les hommes, et qui, dans la nuit du 12 au 13 décembre, atteint enfin le sol grec pour y apprendre que le roi vient de renverser son ministre Venizelos et de commencer contre nous son œuvre de trahison. Ces pages doivent se ranger parmi les plus belles qui aient été publiées sur la guerre.

C. Pr.

— *Les offensives de 1917. Cartes au 250,000<sup>e</sup> en six couleurs* (Paris, Berger-Levrault; prix : 0 fr. 50 chaque). — Aux quatre feuilles précédemment indiquées (voir p. 140) sont venues s'ajouter les suivantes : les n<sup>os</sup> 1 : *Dixmude*, avec la ligne du front au 16 juin 1917; 3 : *Lille* (id.); 11 : *Verdun*, avec la ligne du front au 15 août; et 12 : *Saint-Mihiel* (id.). L'ensemble comprendra dix-sept feuilles destinées à marquer la ligne séparant les armées belligérantes de Nieuport aux Vosges.

Ch. B.

## HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— DAREMBERG et SAGLIO. *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*. Fasc. 52 : *Vota-Zytum* (Paris, Hachette, 1917; prix : 4 fr.). — Avec ce fascicule est terminé le *Dictionnaire des Antiquités*, un des monuments de l'érudition française pendant le dernier demi-siècle, car le tome I est daté de 1873. Dirigé d'abord par Edmond Saglio (Darembert n'a fait qu'y prêter son nom), il a d'abord progressé avec une regrettable lenteur : d'un fascicule au suivant, la science avait fait de notables progrès et chaque volume semblait avoir déjà vieilli au moment où il paraissait. Sous l'impulsion de MM. Pottier et Lafaye, il a marché aussi vite que le permettait la mise en train d'une œuvre où l'illustration occupe à juste titre presque autant de place que le texte. Ce beau résultat fut obtenu malgré les obstacles de toute nature opposés par la guerre. Reste à paraître un dernier fascicule comprenant cinq tables : des auteurs, des mots grecs, des mots latins, des renvois aux articles du *Dictionnaire*, des matières.

Ch. B.

— Gustave GLOTZ. *L'Histoire de Délos d'après les prix d'une denrée* (Paris, E. Leroux, 1916, in-8°, 45 p.; extrait de la *Revue des études grecques*, juillet-décembre 1916). — Cette denrée, c'est la poix qu'achetaient les hiéropes de Délos par quantités considérables, pour enduire et encaustiquer les autels, à l'approche des grandes fêtes; cette poix venait de la Macédoine. Or, les comptes de l'intendance sacrée nous renseignent vingt-neuf fois sur le prix de cette marchandise dans l'intervalle des années 310 à 169 av. J.-C. Le prix de beaucoup

le plus élevé est de l'année 279; or, cette année-là, les Celtes se sont rués sur la Macédoine et ont tout dévasté. Le prix de beaucoup le plus bas est de l'année 179; en cette année, Philippe V de Macédoine, qui allait engager contre Rome la lutte suprême, accorda, selon toute apparence, pour se concilier le dieu délien, des exemptions de droits aux hiéropes qui en profitèrent dans leurs achats. Serrant ensuite la question de plus près et commentant l'échelle des prix, M. Glotz présente toute une série d'ingénieuses considérations sur l'histoire de Délos depuis l'an 315 où Antigone le Borgne, maître de l'Asie, venait d'enlever l'île aux Athéniens jusqu'en 170 environ où Persée continua d'entretenir avec les Déliens les mêmes rapports favorables que son père Philippe V. Il en arrive à fournir de nouveaux arguments en faveur de la liste des archontes déliens que MM. Homolle et Dürrbach ont dressée pour les années 301 à 168. L'histoire politique explique les variations économiques; voilà pourquoi des variations économiques bien constatées nous permettent de deviner de profondes perturbations politiques.

C. PF.

— Paul HUVELIN. *Une guerre d'usure. La deuxième guerre punique* (Paris, Perrin et Cie, 1917, in-16, 162 p.; prix : 2 fr. 50). — M. Huvelin, se rappelant la préface de Tite-Live, se plonge dans l'histoire du passé, pour oublier un instant les affaires présentes. Il a donc relu Tite-Live que nous venons de citer et aussi Polybe, puis les nombreux historiens modernes qui ont raconté la seconde guerre punique et parlé d'Hannibal; le récit italien de Gaetano de Sanctis a paru trop tard pour qu'il pût s'en servir. Mais voici qu'en étudiant cette histoire de la fin du III<sup>e</sup> siècle avant notre ère, il est repris par le présent; il ne songe qu'à la guerre actuelle. Les soldats romains deviennent des « poilus »; si parfois ils ont eu « le cafard », ce furent des accidents exceptionnels fort exagérés et réparés promptement par des prodiges d'héroïsme. Quant aux civils, comme « ils ont tenu », après le désastre de Cannes! Précisément après cette bataille, du 2 août 216, les Romains pratiquent la guerre dont Fabius Cunctator a formulé les préceptes, « la guerre d'usure »; ils « grignotent » leur terrible adversaire, interceptant ses convois, enlevant ses détachements, ne bataillant qu'à l'abri de retranchements; et cette guerre dura treize ans, jusqu'à l'expulsion des Carthaginois d'Italie. Combien de fois aurait-on lu dans les communiqués — s'il y en avait eu et s'ils étaient arrivés jusqu'à nous — : « Situation inchangée. » M. Huvelin dit aussi leur fait aux neutres, surtout à ceux qui cessent d'être neutres pour embrasser la mauvaise cause parce qu'ils croient à son triomphe. Son Philippe V de Macédoine ressemble beaucoup à Ferdinand de Bulgarie. Si l'on ôte du livre toutes ces allusions, il reste une intéressante et solide étude sur la grande guerre de 218 à 201; le portrait d'Hannibal où, sous le héros, l'on nous montre l'homme est fort bien venu; les réflexions de la fin sur les causes de la défaite de Carthage et de



la victoire de Rome sont l'œuvre d'un historien qui a beaucoup pratiqué Montesquieu. C. Pf.

## HISTOIRE DE FRANCE.

— J. TOUTAIN. *Notre belle France. Sa tradition nationale, son rôle historique* (Paris, Belin frères, 1917, in-16, 230 p.). — M. J. Toutain, qui est professeur à l'École des Hautes-Études, ne prend sur la couverture de ce petit volume que le titre de « professeur à l'École normale supérieure d'institutrices de Fontenay-aux-Roses ». C'est que ce livre, se composant de trente et un chapitres, est formé de trente et une leçons professées à Fontenay. Nous y passons en revue tous les grands épisodes de notre histoire nationale depuis les luttes de Vercingétorix pour l'indépendance de la Gaule jusqu'aux efforts héroïques faits en ce moment par nos soldats pour la libération et la victoire de la patrie. M. Toutain sait rendre justice aux rois qui ont forgé l'unité de la France, Clovis, Charlemagne, Philippe-Auguste, Louis IX, François I<sup>er</sup>, Louis XIV, comme aux grandes assemblées de la Révolution, Constituante et Convention, et au puissant génie que fut Napoléon I<sup>er</sup>. Mais un personnage domine son livre dont il forme le lien, c'est « notre belle France ». M. Toutain nous expose le « rôle historique » rempli par notre patrie, son rayonnement dans le monde par les lettres, les arts, les philosophes, les idées généreuses dont elle s'est faite le champion. Nous ne pouvons que recommander la lecture de ce volume à la jeunesse de nos écoles; les grandes personnes le parcourront, de leur côté, avec plaisir et profit. C. Pf.

— La Petite bibliothèque, « Pour mieux comprendre la France » (Paris, Henri Didier, in-16) vient de s'enrichir de cinq nouveaux fascicules (chacun 0 fr. 60). Deux d'entre eux sont consacrés aux *Grandes époques de l'art français*, l'un nous conduisant des origines à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, l'autre du xvii<sup>e</sup> siècle à nos jours. On y trouvera des notions sommaires sur les écoles romanes, sur l'architecture dite gothique, sur les œuvres de la Renaissance, l'art classique, le mouvement romantique. La concision imposée à l'auteur donne souvent à ses jugements un caractère tranchant. Le troisième fascicule a pour titre : *la Musique et les arts décoratifs* (64 p.). Vingt-sept pages y sont consacrées à la musique, depuis Adam de la Halle jusqu'à Claude Debussy et Paul Dukas; viennent à la suite de brefs développements sur la tapisserie, le meuble et la céramique (p. 61, lire Cyflé au lieu de Gyfflé). — Deux autres fascicules énumèrent, l'un des origines à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, l'autre du xviii<sup>e</sup> siècle à nos jours, *les Œuvres de la pensée française depuis la Chanson de Roland*, à laquelle est assignée la date « vers 1080 », jusqu'au *Chantecler* d'Edmond Rostand, « où la tradition d'Aristophane se mêle à celle du *Roman de Renart* ». Pourquoi avoir oublié parmi les

oraisons funèbres de Bossuet celle d'Henriette de France et avoir écrit « Anne d'Autriche » au lieu de « Marie-Thérèse d'Autriche » ?

C. PF.

— Marcel FOSSEYEUX. *L'assistance parisienne au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1916, in-8°, 46 p.; extrait des *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France* de 1906). — Deux groupes de faits résument l'histoire de l'assistance publique à Paris comme dans le reste de la France au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Le premier consiste dans la réforme des établissements hospitaliers. M. Fosseyeux nous conduit successivement dans les divers hôpitaux de Paris : l'Hôtel-Dieu, l'hôpital des Enfants-Rouges rue du Temple, l'hôpital du Saint-Esprit contigu à l'hôtel de ville, l'hôpital de la Trinité près de Notre-Dame pour les enfants trouvés, les deux asiles de nuit de la rue Saint-Denis (hôpital Sainte-Catherine et hôpital des Filles-Dieu), hôpital Saint-Gervais chez les Haudriettes pour les femmes sans logis, hôpital de Saint-Jacques-aux-Pèlerins également rue Saint-Denis, etc. Sur chacune de ces maisons, il nous fournit, à l'aide de documents la plupart inédits, les détails les plus curieux : administration, réception des malades ou des malheureux, soins qui leur sont donnés, nourriture et habillement, principaux donateurs. En passant, il note quelques faits sur les épidémies à Paris et quelques prescriptions médicales bizarres. — Mais ces établissements hospitaliers devinrent tout à fait insuffisants. Il fallut assurer le service d'assistance à domicile et créer sous le nom d'Aumône générale une organisation complète d'administration charitable qui, devenue le grand bureau des pauvres, fonctionna jusqu'à la fin de l'Ancien régime; c'est le second groupe de faits que considère M. Fosseyeux. Il nous parle successivement de la direction de l'Aumône, puis des personnes secourues par elle : pauvres honteux, aveugles qui ne pouvaient trouver place aux Quinze-Vingts, lépreux, invalides militaires. Son étude très solide est un chapitre important à la fois de l'histoire de Paris au XVI<sup>e</sup> siècle et de l'histoire de la charité.

C. Pr.

— L. LÉVY-SCHNEIDER. *Les soldats de la Révolution*. Conférence donnée à l'Université de Lyon le 27 mai 1916 (Trévoux, impr. J. Jeanin, 1917, in-16, 62 p.). — C'est un exposé très méthodique, très clair et aussi très éloquent de l'état des armées françaises sous la Révolution. Dans une première partie, M. Lévy-Schneider étudie la formation des soldats de 1789 à la fin de 1793; il nous montre ceux de l'Ancien régime, recrutés par le racolage pour huit ans, formant une armée de métier et vivant à l'écart de la nation; puis les volontaires, tirés de la Garde nationale : ceux de 1791, engagés pour un an avec quinze sous de solde par jour; ceux de 1792 et de 1793, où un contingent déterminé est demandé à chaque département et doit être parfait obligatoirement; enfin l'amalgame des soldats de métier et des volontaires, des « culs blancs » et des « bleus », des régiments et des batail-

lons et la formation des demi-brigades. Dans une seconde partie, il indique les résultats obtenus en l'an II, 1793-1794; il présente les véritables soldats de la Révolution dont le type est alors formé; il dit la force morale prodigieuse qui les soutient :

... leur âme chantait dans les clairons d'airain;

il fait connaître leurs exploits. Sa documentation, ce sont les lettres écrites par ces braves, celles de Joliclerc, d'autres qui étaient inédites<sup>1</sup>; car nous avons ici un travail original. Tout naturellement, M. Lévy-Schneider a fait de nombreuses allusions à la guerre actuelle et il a demandé aux Français de 1914-1917 de consentir pour la patrie aux mêmes sacrifices que se sont imposés ceux de 1793. C. Pr.

— Victor BORET. *La bataille économique de demain* (Paris, Payot et C<sup>ie</sup>, in-16; prix : 3 fr. 50). — M. Victor Boret est à la fois député et commerçant, mais il tient à nous prévenir qu'il n'est ni un économiste, ni un politicien. Qu'il n'est pas un politicien au sens qu'on attache irrévérencieusement à ce mot, on le reconnaîtra sans peine en lisant son chapitre intitulé : « Un appel au Parlement »; quant à la modestie qui lui fait décliner le titre d'économiste, elle est excessive. Tout son livre, écrit d'une plume alerte et spirituelle, ne tend-il pas à prouver que, dans la bataille économique d'après-guerre, le commerce devra avant tout se pénétrer de l'idée que la victoire appartiendra à ceux qui sauront être persévérants, tenaces et s'aider eux-mêmes? Il lui semble non moins indispensable que l'aristocratie des affaires et la démocratie de l'épargne s'unissent en une étroite collaboration pour atteindre, suivant sa propre expression, le rendement maximum du capital et du travail. Tout cela c'est de l'excellente économie politique. Esprit clairvoyant et qui ne se paie pas de mots, M. Boret met son lecteur en garde contre les espérances extrêmes que pourrait susciter le projet d'union douanière interalliée et de boycottage universel des produits allemands. Il signale la difficulté du traitement à accorder aux neutres, celle de l'organisation des relations par transports terrestres et maritimes entre le groupe oriental et le groupe occidental des Alliés et celle de la pénurie constatée de certains produits manufacturés dans les pays alliés. Ici encore, il déclare que cette œuvre de réorganisation et de création doit émaner pour une très large part de l'initiative privée et des grands organismes industriels et commerciaux, les gouvernements n'intervenant que par leur sanction législative et diplomatique. Dans son chapitre sur la vocation commerciale, il fait justice du préjugé qu'on est toujours assez instruit pour être commerçant. Sans doute, on naît commerçant comme on naît poète ou même sim-

1. P. 14, lire Abreschwiller; c'est une commune de langue française que les Allemands désignent sous la forme d'Albersweiler.

plement rôtisseur, mais la théorie des sciences commerciales n'est-elle pas la fille de l'observation pratique? On ne voit donc pas pourquoi M. Boret pousse sa prédilection pour l'esprit pratique jusqu'à déclarer néfaste pour les vocations commerciales l'enseignement théorique qui n'a pas été précédé de quelques années de stage dans une maison de commerce. Celui qui écrit ces lignes s'est assis, il y a bien longtemps, à la vérité, sur les bancs d'une Ecole de commerce et son expérience établit qu'il est possible de mener de front l'enseignement pratique et l'enseignement théorique. Cela s'est fait et peut par conséquent se faire encore.

E. C.

— *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, publiés sous la direction de Julien HAYEM. Quatrième série (Paris, Hachette et C<sup>ie</sup>, 1916, in-8°, VII-313 p.). — M. Hayem poursuit la publication de sa très intéressante collection. Il a réussi à grouper maintenant une équipe de travailleurs sérieux et expérimentés, familiers avec les dépôts d'archives et qui livrent à l'histoire économique des matériaux de bonne qualité. Dans cette quatrième série, quelques mémoires sont particulièrement à signaler. Celui de M. Destray d'abord, qui étudie l'exploitation du charbon de terre à La Machine, près Decize, au XVI<sup>e</sup> siècle; c'est au moins en 1514 que remonte cette exploitation, vraisemblablement une des plus anciennes utilisations importantes de la houille dans notre pays. Puis les deux études de M. Isnard sur les papeteries en Provence et l'industrie chapelière à Marseille au XVIII<sup>e</sup> siècle, et son mémoire sur les compagnonnages marseillais; il s'est attaché surtout au détail pittoresque, à la vie extérieure du compagnonnage; sauf en un passage, il n'a guère touché au rôle du compagnonnage comme organe de défense de la classe ouvrière, comme dominateur du marché de la main-d'œuvre, rôle qui apparaît avec tant d'évidence dans les documents dijonnais que j'ai publiés moi-même. Notons encore l'étude de M. de Dainville sur les tentatives de Colbert et de ses successeurs pour établir des relations en droiture entre Bordeaux et les pays du Nord; elle est instructive parce qu'elle montre l'ancienneté chez nous de certaines faiblesses que l'on croit nouvelles parmi nos commerçants. En particulier pour Bordeaux, la mentalité de nos exportateurs n'a pas beaucoup changé: le rôle joué dans le commerce bordelais par le Hambourg du temps de Colbert est comme une préfiguration du rôle joué par le Hambourg d'avant-guerre. M. de Dainville aurait pu consulter avec fruit le travail de M. Boissonnade sur les premières relations commerciales directes entre la France et le Brandebourg. Les études de feu Georges Mathieu sur la tentative avortée pour créer une manufacture d'armes de « la Montagne » à Tulle et sur le blocus continental en Corrèze sont presque d'actualité. Il y a là, en particulier pour nos ministres du Ravitaillement, des enseignements à recueillir. Les administrateurs de 1812 songeaient à faire du



sucre de châtaignes, suivant une formule due à Parmentier, et reprise en Toscane, du sucre de raisin, du sucre de maïs<sup>1</sup>, etc. — H. HR.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— V.-H. FRIEDEL. *Pédagogie de guerre allemande* (Paris, Fischbacher, 1917, in-12, 301 p.). — Le présent volume se compose de huit études détachées, mais qui toutes se rapportent à la pédagogie allemande et à la guerre actuelle. M. Friedel qui, depuis plusieurs années, est secrétaire du Musée pédagogique et qui a fait, avant la guerre, de minutieuses enquêtes, connaît fort bien toute l'organisation de l'enseignement en Allemagne et quels en sont les principes directeurs. Il a pu, pendant la guerre même, se tenir au courant des publications germaniques et des projets de réforme que réclament professeurs et instituteurs pour exalter encore dans l'âme de la jeunesse le sentiment patriotique et la haine de la France. Ils veulent, dans toute l'Allemagne, une centralisation de l'enseignement public, même de l'enseignement primaire, et, le 21 mars 1915, le ministre de l'Instruction publique de Prusse a inauguré à Berlin « l'Institut central Empereur Guillaume II pour l'éducation et l'enseignement ». Ils veulent, dans les écoles primaires, une éducation physique plus intense et la création d'écoles préparatoires à l'armée (*Heeresvorschulen*) pour tous les jeunes gens à partir de l'âge de dix-sept ans. Ils veulent l'introduction dans les écoles d'une éducation morale et civique pour obvier aux désordres dont les tout jeunes gens se sont rendus coupables pendant cette guerre, en l'absence des pères. Quelques-uns demandent l'école « unitaire » (*Einheitsschule*) qui conduirait tout naturellement, par sélection, les sujets d'élite de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire, les sujets d'élite de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur. Cependant les attaques contre les humanités classiques se sont multipliées : il faut que les citoyens allemands reçoivent une instruction et une éducation exclusivement allemandes. Les Universités doivent être avant tout des champions du germanisme : le premier souci des Allemands, après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, fut de créer l'Université de Strasbourg et la veille de son départ pour le front, le 14 août 1914, Guillaume II signa les décrets nommant les professeurs de la nouvelle Université de Francfort-sur-le-Mein. Bon gré mal gré, l'Allemagne sera obligée après la guerre de faire une place plus grande à la femme dans l'enseignement : déjà elle admet à la tête de quelques écoles primaires des institutrices mariées, ce qui fait pousser de hauts cris à des pédagogues peu galants. La guerre n'a point empêché la propagande scolaire à l'étranger. A notre Alliance française et à l'Alliance israélite s'oppose avec énergie et avec

1. Et non de « blé » comme il est dit page 31. Il s'agit du « blé de Turquie ».

succès la « Société pour l'expansion du germanisme à l'étranger », *Verein für das Deutschtum im Auslande*, qui signe de ses initiales V. D. A. Depuis le début des hostilités, la Société a mobilisé tous ceux qui ont fréquenté ses écoles; ils font en faveur de l'Allemagne, dans l'Amérique du Sud, plus encore dans la péninsule des Balkans, une propagande sans pudeur dont M. Friedel donne de curieux exemples. Nous avons ainsi indiqué de façon sommaire les huit articles du volume; on voit qu'ils ne sont pas seulement réunis par le fil de la reliure; une même pensée les domine; une même conclusion s'en dégage que l'auteur résume dans son avant-propos : « La pédagogie allemande a dévoilé, dès août 1914, ses véritables tendances. Elle a dépouillé le caractère idéal et humaniste pour devenir franchement utilitaire et nationaliste. La patrie de la pédagogie a fait à sa réputation. » C. Pf.

— Gaspard WAMPACH. *Ce qu'ils disent* (Paris, Fischbacher, 1917, in-16, x-328 p.). — Il y a dans ce livre beaucoup de labeur et de bonnes intentions : l'auteur a entrepris de nous présenter l'opinion des plus illustres représentants de la pensée allemande sur la guerre et ses origines. Nous y trouvons en grand nombre des citations de Bethman-Hollweg, de Bernhardt, de Hellferich, de Schiemann et d'autres encore, même de Hollandais et de Suisses germanophiles. L'information est riche et nous passons en revue toutes les ambitions de la politique allemande, toutes les accusations contre lesquelles ont à se défendre ses dirigeants. La responsabilité des origines de la guerre, la violation de la neutralité belge et la définition du Mittel-Europa, but final du pangermanisme, ont naturellement la première place. Mais l'argumentation de l'auteur gagnerait à être plus claire. Sa discussion, il faut le dire, est mal ordonnée et ne nous laisse guère d'idées précises. Tout le récit des « Atrocités allemandes » ne rentre pas dans le cadre de l'ouvrage. D'autre part, l'ironie continuelle est une attitude fatigante qui nous laisse parfois incertains sur la pensée de l'auteur, et à laquelle il aurait pu renoncer sans retirer quoi que ce soit à la valeur de son ouvrage. R. D.

— Jean Charlemagne BRACQ. *The provocation of France. Fifty years of German aggression* (New-York, Oxford University Press, American Branch; Londres, Humphrey Milford, in-12, vii-202 p.; prix : 1 dol. 25 cents). — Puisque les empires centraux ne se lassent point de répéter qu'ils n'ont pas voulu la guerre, il nous faut redire et prouver sans fin que c'est bien sur eux et sur eux seuls que retombe la responsabilité du crime commis en août 1914. Cette tâche, M. Bracq, professeur de littérature française au collège Vassar, s'en est acquitté avec un zèle chaleureux dont tout Français devra lui être reconnaissant. Il n'a point fait œuvre d'érudit; son information, il le déclare expressément, est puisée surtout dans des livres, brochures, journaux français. Ne lui demandez donc pas une étude approfondie ni impartiale

sur les rapports entre la France et l'Allemagne depuis cinquante ans; mais il a le mérite d'exposer les faits avec clarté. Il est convaincu que la France, surtout dans les années qui ont précédé immédiatement la guerre, était hostile à la pensée d'attaquer l'Allemagne; mais elle se sentait d'année en année plus menacée par sa redoutable voisine et obligée de prendre ses précautions. Les provocations allemandes ne manquèrent pas, depuis l'affaire Schnœbelé jusqu'à celle de Saverne, mais la laissèrent maîtresse d'elle-même; « son attitude a été telle qu'elle peut attendre avec calme le jugement de l'histoire » (p. vii). La postérité jugera certainement comme M. Bracq. Ch. B.

## HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— *L'Album Zislin*. Dessins de guerre, 2<sup>e</sup> fascicule, 46 planches in-4<sup>o</sup> dont 8 en couleurs (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, prix : 3 fr. 50). — Nous avons signalé le premier fascicule de cet Album qui sera très recherché des amateurs et doit avoir une place d'honneur dans les collections de la guerre (*Rev. histor.*, t. CXXV, p. 389); nous en avons dit les très solides mérites. Zislin continue le bon combat; tandis que sa tête est mise à prix en Alsace annexée, il se bat sur le front français avec le fusil et le crayon, en vaillant soldat et valeureux artiste. Quelques-unes de ces nouvelles planches sont poignantes. Guillaume II, « l'impérial semeur », sème des croix de guerre qui se convertissent en croix de cimetière; l'Alsace est assise tragique, hagarde, à l'extrémité d'un rocher des Vosges et contemple le pays dévasté : « Ils l'auront, dit Guillaume..., mais ils verront dans quel état. » Voici maintenant la note attendrie : un paysage alsacien; un village sous la neige; au fond sort des tranchées un poilu français que salue une famille indigène : « Nouvel an 1917. Bonne année! » Acceptons-en l'augure. Que bientôt luise pour l'Alsace l'aurore de la délivrance! C. Pr.

— S. GRUMBACH. *Das Schicksal Elsass-Lothringens. Reden eines elsässischen Sozialisten an zwei Nationen* (Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1915, in-16, 142 p.; prix : 1 fr. 50). — Ce petit volume, écrit avec verve et où jaillissent parfois des morceaux éloquentes, dédié à la mémoire de Jean Jaurès, sera certainement plus tard un document curieux pour l'historien qui voudra étudier la situation de l'Alsace-Lorraine à la veille de la grande guerre européenne et pendant cette guerre; voilà pourquoi nous le signalons ici. Nous donnons acte à l'auteur que tous ses efforts dans les congrès socialistes d'Alsace-Lorraine, d'Allemagne ou de France et dans les congrès internationaux aussi bien que dans les assemblées électorales du *Reichsland* n'ont tendu qu'à un seul but : éviter entre la France et l'Allemagne une guerre dont tout homme pouvait prévoir les horreurs et qui, pour les Alsaciens et les Lorrains, poserait les plus angoissants cas de conscience.

Nous lui donnons acte qu'il reconnaît qu'au fond de leur être les Alsaciens ont gardé une vive sympathie pour la France, que les journalistes allemands ont fort mal interprété le caractère des élections alsaciennes au Landtag de 1911 et au Reichstag de 1912, que l'Allemagne porte la terrible responsabilité de la guerre présente. Nous lui donnons acte enfin de la conduite pendant cette guerre des socialistes alsaciens dont beaucoup ont été emprisonnés pour « francophilie » (cf. p. 76). Mais il n'en reste pas moins vrai que M. Grumbach avoue n'avoir pas cru à une guerre, au moins immédiate, entre l'Allemagne et la France (cf. p. 34), que l'alliance des socialistes avec les immigrés allemands aux élections de 1911 et 1912 est une manœuvre politique fort répréhensible, que M. Grumbach lui-même a combattu plus la « loi de trois ans » en France que tous les crédits militaires en Allemagne, que parmi les députés socialistes élus il y a eu M. Emmel. Tout le livre veut démontrer la nécessité après cette guerre d'un plébiscite où Alsaciens et Lorrains se déclareraient librement ou pour la France ou pour l'Allemagne; car M. Grumbach repousse — et en ce point nous sommes d'accord avec lui — toute autre solution; l'exemple de la Belgique nous apprend quel sort peut attendre les petites nations neutres. Ses adjurations à la sociale-démocratie allemande manquent un peu d'élan; celles aux républicains et aux socialistes français sont plus pressantes: seul, dit-il, un vote ferme des Alsaciens et des Lorrains empêcherait à l'avenir toute nouvelle guerre de revanche et créerait une certitude. Mais cette certitude sera créée d'autre façon. L'Alsace-Lorraine, redevenue française, nommera librement ses représentants aux Chambres et leur donnera mission d'affirmer, par une solennelle déclaration, pendant de celle de Bordeaux, qu'elle a été arrachée malgré elle à la mère patrie et qu'avec joie et bonheur elle reprend « au foyer » sa place laissée vide pendant quarante-six années<sup>1</sup>. C. Pf.

— Dans la collection des *Annales d'Alsace*, publiées par l'Union amicale d'Alsace-Lorraine et dont nous avons signalé les premiers fascicules, ont paru en 1917 les études suivantes: Anselme LAUGEL. *L'art populaire alsacien*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-8°, 31 p.; prix: 0 fr. 75 (description des villages alsaciens; les maisons, le costume, les coutumes campagnardes; une promenade au Musée d'art alsacien). — Albert DE DIETRICH. *La création de la Marseillaise. Rouget de Lisle et Frédéric de Dietrich*. Bibliothèque d'Alsace-Lorraine, Paris, rue Serpente; prix: 1 fr. (biographie de Philippe-Frédéric de Dietrich, premier maire français de Strasbourg, par son arrière-arrière petit-fils; biographie de Rouget de Lisle; cir-

1. Contre le plébiscite en Alsace, signalons la brochure de P.-G. La Chesnais, *la Question du plébiscite. Ce que doit être l'application du droit des peuples au problème d'Alsace-Lorraine*, in-12, 32 p., dans les publications de la Ligue républicaine d'Alsace-Lorraine.



constances dans lesquelles fut composée la *Marseillaise* le 24 avril 1792; histoire de ce chant de guerre; ce qu'en dit Goethe. En appendice cinq documents sur les origines du chant. Cette conférence faite le 2 mai 1917 était présidée par Eugène Rostand qui a lu à la fin son admirable poème sur « le vol de la Marseillaise ». — Chr. PFISTER. *Comment la république de Mulhouse s'est donnée à la France*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 24 p.; prix : 0 fr. 75 (coup d'œil sommaire sur l'histoire de Mulhouse, son alliance avec la Suisse; ses rapports avec la France; développement de l'industrie des indiennes au XVIII<sup>e</sup> siècle; la crise douanière; les négociations avec la Convention et le Directoire; Mulhouse vote à la quasi-unanimité sa réunion à la France en 1798; les fêtes de la réunion, 15 mars 1798). — Anselme LAUGEL. *L'Alsace et la Lorraine pendant la guerre de 1870*. Bibliothèque d'Alsace-Lorraine, 26 p.; prix : 0 fr. 75 (souvenirs personnels d'un bachelier de juillet 1870, qui fut lui-même un volontaire de la guerre : l'enthousiasme du début; les premiers revers; le siège et le bombardement de Strasbourg; le général Uhrich et le préfet du 4 septembre Valentin; les débuts de l'administration prussienne en Alsace; le comte von Bismarck-Bohlen). — D<sup>r</sup> BLUMENTHAL. *L'Alsace-Lorraine pendant la grande guerre*. Ibid., 15 p.; prix : 0 fr. 75 (situation délicate des Alsaciens-Lorrains en août 1914; ceux qui se sont engagés en France; traitements indignes infligés par les Allemands à ceux qui sont restés; accueil enthousiaste fait par les habitants de Thann et de Saint-Amarin aux troupes françaises. La conférence a été précédée d'une vibrante allocution de M<sup>me</sup> Jules SIEGFRIED). — Abbé E. WETTERLÉ. *L'Alsace-Lorraine de demain*. Ibid., 23 p.; prix : 0 fr. 75 (la France doit simplement réintégrer dans sa nationalité ceux qui étaient français en 1871 et leurs descendants; elle sera impitoyable aux immigrés; nécessité de bien choisir les nouveaux fonctionnaires français; transitions à ménager à propos des assurances ouvrières, de la situation des pharmaciens, du régime scolaire, de la loi de séparation des Églises et de l'État. Il faut « que la France retrouve des citoyens libres et heureux, qui se donneront tout à elle, parce qu'elle se sera donnée toute à eux »). — Ces conférences, sauf la première qui date de 1916, ont été faites lors de la semaine d'Alsace-Lorraine, organisée du 29 avril au 6 mai, au Palais des sociétés savantes, par l'Union amicale d'Alsace-Lorraine et son dévoué président, M. L. Armbruster. Diverses expositions avaient été organisées dans la salle : exposition scolaire de l'Alsace reconquise, des bibliothèques d'Alsace-Lorraine, de la Renaissance française de l'Alsace-Lorraine, etc.; et les conférences étaient suivies d'auditions artistiques, poésies, drames, chants en dialecte alsacien, musique. On trouvera le programme de ces fêtes dans la brochure : *Pour l'Alsace-Lorraine*. Ibid., 35 p.; prix : 0 fr. 75, ainsi que les discours prononcés par M. Armbruster et M. Steeg, ministre de l'Instruction publique, lors de la clôture de l'exposition; les discours prononcés le 6 mai 1917 devant la statue

de Strasbourg, en présence des membres du Parlement interallié, par le prince Colonna, syndic de Rome, M. T. P. O' Connor, député de Liverpool, délégués, l'un du Parlement italien, l'autre du Parlement anglais, et par M. Painlevé, ministre de la Guerre; le discours prononcé par M. Armbruster lui-même, ce même dimanche 6 mai, lors de la clôture de la semaine alsacienne, au retour de la cérémonie de la place de la Concorde; enfin un dernier discours de M. Armbruster, le 29 mai 1917, devant le Congrès de la fédération régionaliste française où l'Alsace devait être représentée.

C. PF.

## HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— F. MAURETTE. *Ce que les États-Unis nous apportent* (Paris, Hachette, 1917, in-16, 47 p.; prix : 0 fr. 60). — 'Que nous apportent les États-Unis qui, le 2 avril 1917, se sont rangés à nos côtés dans la guerre contre l'Allemagne? Réponse : des aliments, des céréales, des légumes et des fruits, des viandes frigorifiées et des salaisons; du matériel, de la houille, du pétrole, du coton, des munitions, des aéroplanes, des automobiles; des navires et les chantiers vont y accélérer les constructions; de l'or et le pays dispose de quinze milliards en espèces; des soldats et la conscription, introduite dans la Confédération deux mois après l'entrée en guerre, a porté sur dix millions d'hommes; enfin de nouveaux alliés, puisque l'exemple des États-Unis ne peut manquer, un jour ou l'autre, d'entraîner l'Amérique latine. Voilà ce que démontre, par des diagrammes et des chiffres précis, M. Fernand Maurette dans cette brochure fort joliment éditée.

C. PF.

— *Carnegie Endowment for international peace. Year book for 1917*, n° 6 (Washington, au siège de la Société, in-8°, xvii-213 p.). — On sait qu'Andrew Carnegie a doté de dix millions de dollars la Fondation créée par lui en 1910; les revenus doivent en être employés « à hâter l'abolition de la guerre internationale, dont l'existence est une flétrissure pour notre civilisation ». L'activité de cette Fondation a été depuis lors consignée dans un Annuaire dont voici le sixième volume. On y lit que, cette année, deux subventions seulement ont été accordées à des Sociétés : l'une de 4,000 fr. pour venir en aide à la bibliothèque Frédéric Passy, l'autre de 2,072 fr. 60 au Comité France-Amérique. Puis on donne les rapports présentés au nom de chaque section. Dans celui sur l'Éducation, on trouve une liste des fonds distribués en Amérique pour adoucir les souffrances de la guerre; elle atteint presque le chiffre considérable de cinquante millions de dollars et elle est incomplète. Le rapport de la section d'Économie politique et d'histoire contient une bibliographie des ouvrages sur l'histoire économique qui ont été édités en 1916 ou dont la publication a été ajournée par la guerre. Le rapport de la section du Droit interna-

tional est le plus étendu, ainsi qu'il convient; on y trouve une liste des « classiques » de ce Droit, des indications sur l'Institut de Droit international en Amérique, une relation des conférences faites en Amérique par le Dr Alejandro Alvarez, du Chili, et de M. de La Pradelle, de l'École de droit de Paris, etc.

La section d'Éducation a fait paraître en une brochure séparée (Division of intercourse and education. Publication n° 13, in-8°, 14 p.) un recueil d'adresses à la Russie nouvelle qui ont été lues à New-York, le 23 avril 1917, sous les auspices du « National institute of arts and letters ». On trouve à la suite une liste déjà considérable des publications entreprises par la Fondation. Ch. B.

— *Library of Congress. Publications issued by the Library since 1897. January 1917* (Washington, Government printing office, 1916, 50 p.). — En dehors de la partie proprement technique concernant le catalogue et les échanges, on trouvera dans ce fascicule une liste des recueils de textes historiques publiés par la bibliothèque du Congrès et un catalogue de publications relatives à l'art, à la géographie, aux cartes, à l'histoire, aux manuscrits, aux journaux, aux incunables, à l'économie politique, enfin aux bibliographies. Ch. B.

## HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— BRYCE (The Right Hon. Viscount). *The next thirty years : thoughts on the work that awaits Students of the human sciences* (Londres, Humphrey Milford, [1917], in-8°, 30 p.; prix : 1 sh.; extrait des « Proceedings » de la « British Academy », t. VIII). — Dans ce discours prononcé au moment où il quitta la présidence de l'Académie britannique après quatre années d'exercice, M. Bryce analyse en traits rapides l'œuvre accomplie par l'histoire dans tous ses domaines et décrit le champ presque illimité d'études qui doivent solliciter l'attention des penseurs, des écrivains, des érudits appartenant à la prochaine génération. C'est une vaste synthèse du travail scientifique appliqué au développement de l'humanité depuis l'archéologie des peuples primitifs jusqu'aux problèmes politiques du temps présent et du plus prochain avenir. Ch. B.

— FOSTER WATSON. *The old grammar schools* (Cambridge, at the University Press, 1916, in-18, vi-150 p.; prix : 1 sh. 3 d.; collection des « Manuals of science and literature »). — Les « grammar schools » sont les écoles à culture essentiellement classique; elles dérivent des écoles romaines où, à côté du latin, l'on enseignait aux enfants la langue et la littérature grecques. Pendant tout le moyen âge, elles se bornèrent à l'étude purement formelle du latin. La Renaissance y ranima l'enseignement des deux langues classiques et aussi de l'hébreu. La plus belle époque pour ces écoles est celle qui s'étend de Colet, un des initiateurs du « New Learning », à la chute du gouvernement puritain en

1660; elles ne firent ensuite que végéter jusqu'à la réorganisation radicale de l'instruction publique par les lois de 1868-1869, 1874 et 1899. Leur histoire a été résumée dans ce petit volume par un professeur « émérite » de l'Université d'Aberystwyth. On aurait souhaité le voir suivre un plan plus organique; mais il fait connaître l'essentiel. La bibliographie pourra rendre des services. Ch. B.

— L. S. S. O'MALLEY. *Bengal, Bihar and Orissa, Sikkim* (Cambridge, at the University Press, 1917, in-8°, xii-317 p.; prix : 6 sh.; « Provincial geographies of India », sous la direction de Sir T. Holland). — L'auteur, qui est employé au service civil dans l'Inde, décrit avec précision et brièveté la condition physique et naturel de ces provinces, l'administration et la population, l'histoire et l'archéologie, les races, les religions et les langues, l'organisation économique et administrative. Une carte, une bibliographie très sommaire et un index complètent cet agréable volume qu'animent de nombreuses photographies de monuments et de paysages. Ch. B.

— Sir Walter RALEIGH. *The faith of England* (Oxford, at the Clarendon Press, 1917, 24 p.). — Conférence faite au collège de l'Université de Londres, le 22 mars 1917. L'auteur, qui est un historien distingué, expose les raisons qu'il a de croire en la victoire de l'Angleterre : c'est surtout qu'elle représente un idéal de moralité et de générosité politique supérieur à celui de l'Allemagne. Mais elle doit avoir la volonté de vaincre : « S'ils nous battent, nous n'aurons que ce que nous méritons. Jusque-là et jusqu'à ce qu'ils aient levé les bras en l'air, nous les combattons et Dieu défendra le Droit. » Les alliés de l'Angleterre peuvent s'appliquer ces paroles et répéter, dans les mêmes termes, leur *Sursum corda* ! Ch. B.

— E. Gómez CARRILLO. *Au cœur de la tragédie. Sur le front anglais*. Traduction de l'espagnol par Gabriel LEDOS (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-16, 307 p.; prix : 3 fr./50). — Après avoir constaté sur le front français « le sourire sous la mitraille », M. Carrillo a été admis à visiter le front anglais; et comme il ne s'agit plus de nous, il nous est permis d'être moins réservés dans l'expression de nos sentiments. Le nouveau livre de l'éminent journaliste espagnol est un de ceux qui, parmi l'abondante littérature de guerre, méritent le mieux de retenir l'attention. Moins prolixe que dans son précédent volume sur les souvenirs de la domination espagnole dans les Flandres, M. Carrillo a cherché surtout à pénétrer dans l'âme du soldat anglais. Il relève chez lui peu de curiosité d'esprit, le goût du confort, une passion toujours très vive pour les sports, qui entretiennent chez lui l'esprit de discipline, d'initiative et d'honneur; et ces mêmes sentiments l'animent sur le champ de bataille; chez le « Hun », l'Anglais admire la bravoure, mais il hait la trahison; au combat comme au jeu, il veut que président les règles du « fair play ». Il prétend agir en « gentle-



man », aussi est-il d'apparence froid et gourmé, il commande à ses nerfs et cache ses souffrances comme ses joies sous le voile de l'ironie et de cet « humour » tout particulier que les Latins ont peine à comprendre. Une des accusations que les Allemands n'ont pas craint de lancer contre les Anglais est d'être un peuple sans idéal, avec des âmes de marchands et de boutiquiers. M. Carrillo insiste au contraire sur le caractère chevaleresque du soldat et par conséquent du peuple anglais; il en trouve des exemples très significatifs en effet, soit dans l'histoire, soit dans la présente guerre (p. 29 et suiv.). Aussi l'Anglais ignore-t-il le sentiment de la haine, qui est soigneusement entretenu en Allemagne comme un des ressorts nécessaires de la force guerrière et il répugne aux représailles. Mais il ne veut pas être dupe et prétend rendre à l'Allemand coup pour coup; soldats, ingénieurs, chimistes, tous s'efforcent de retourner contre lui les armes traîtresses qu'il n'a pas craint d'employer. Après des portraits artistement burinés de Kitchener, de Lloyd George, de Balfour, le volume se termine en effet par un tableau saisissant de l'industrie de guerre qui a pris en Angleterre des proportions gigantesques; M. Carrillo a pu, depuis un an déjà, en constater les effets victorieux. L'armée de Kitchener (mais alimentée par la conscription dont Kitchener ne voulait pas) et l'usine de Lloyd George ont bien travaillé.

Ch. B.

— H. GAIDOZ. *Deux érudits gallois : John Rhys et Llywarch Reynolds* (Paris, Société de l'Enseignement supérieur, 1917; extrait de la « Revue internationale de l'Enseignement », numéros des 15 janvier et 15 février 1916, 15 mars et 15 août 1917). — Ce sont deux notices nécrologiques; mais où l'on trouvera, outre les détails biographiques et bibliographiques nécessaires, des détails inédits, des souvenirs personnels, une esquisse du développement qu'ont prises les études celtiques depuis un demi-siècle, des renseignements de première main, soit sur les plus anciennes émigrations qui ont conduit les Celtes en Irlande, soit sur l'organisation récente des Sinn-feiners. Tous ceux qui s'intéressent aux études celtiques auront profit à lire ce travail dû à l'un de nos maîtres celtisants.

Ch. B.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

### FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1917, juillet-septembre. — Gustave ROUANET. Les séances de la Constituante après le 14 juillet 1789. I. L'ordre du jour; le procès-verbal (minutieuse étude sur le mécanisme intérieur de l'Assemblée). — Albert MATHIEZ. Les subsistances pendant la Révolution. III. Les Enragés et la lutte pour le maximum, janvier-février 1793 (retrace la biographie d'un jeune enthousiaste, Jean Varlet, et d'un prêtre interdit, l'abbé Jacques Roux; c'est ce dernier surtout qui, après la mort du roi, engagea la lutte contre les accapareurs et pour le maximum). — Gabriel VAUTHIER. Lakanal commissaire de la République dans les quatre nouveaux départements de la rive gauche du Rhin (d'après sa correspondance publiée ici en partie; on y constate l'incompétence de Lakanal pour les fonctions administratives). — G. VALLÉE. L'école centrale de la Vienne, 1795-1805; suite. — M. DOMMANGET. La déchristianisation à Beauvais. La fête et le culte de la Raison; suite. — Albert MATHIEZ. Sur les portraits de Danton et de sa famille (publie une lettre écrite en 1810 ou en 1813, sans doute par la belle-sœur de Danton, M<sup>me</sup> Victor Charpentier. Celle-ci était peintre; peut-être doit-on lui attribuer le portrait de Danton que posséda jadis le Dr Robinet et qui se trouve aujourd'hui à Carnavalet). — M. DOMMANGET. La main-d'œuvre militaire pour la la moisson de 1794 dans le district de Crépy-en-Valois. — Albert MATHIEZ. Les malles de Reubell (à la suite d'une dénonciation, le Comité révolutionnaire de la section des Tuileries fit mettre les scellés sur des malles « pleines d'argent », disait-on, et « venant de Mayence », 10 octobre 1793; les scellés furent levés le 24 novembre suivant, mais on ne dit rien de l'argent. L'accusation de dilapidation contre Reubell ne repose que sur des on-dit). — Id. La mère de Momoro (elle mourut quelques jours après avoir appris la mort de son fils guillotiné; elle ne laissait que quelques hardes, 26 livres en sous et 460 livres en assignats). = C.-rendus : E. D. Bradby. The life of Barnave (important; l'auteur prétend avoir prouvé que Barnave n'eut aucune relation avec Marie-Antoinette et que les lettres publiées par le chevalier de Heidenstam et qui disent le contraire sont des faux). — P. Raphael. La France, l'Allemagne et les Juifs, 1789-1915 (bon).

2. — **Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français.** 1917, avril-juin. — N. WEISS. L'origine et les étapes his-

toriques des droits de l'homme et des peuples (veut démontrer que la Réforme, en proclamant le droit de résistance au souverain légitime, a affirmé la première les droits de l'homme et des peuples. Luther sans doute s'est montré hésitant; mais c'est à Genève en 1558, par ceux qui s'y étaient mis à l'abri de la tyrannie de Marie la Sanglante, puis en 1559-1560 en Écosse, par Jean Knox, qu'a pris naissance et que s'est formulée cette doctrine. C'est ensuite en Angleterre, puis aux États-Unis que, dans les conflits soulevés d'abord par la religion, puis par la politique, elle a été développée et est devenue la source des libertés démocratiques). — Marcel GODET. Les protestants à Abbayeville au début des guerres de religion, 1560-1572; suite (le culte protestant au château d'Abbayville; à la suite du massacre de Vassy, le gouverneur d'Heucourt et les siens sont tués par la populace le 6 juillet 1562). — H. AUBERT. Les débuts de l'Église de Marseille au xvi<sup>e</sup> siècle (publie une lettre adressée par cette Église aux ministres de Genève le 13 mars 1559; on y trouve en anagramme le nom du pasteur Folion). — N. WEISS. Un vieux cimetière huguenot au Cap (à La Motte, dans une vallée à l'ouest de Stellenbosch et appelé le *coin français*; on y relève une série de noms français du xviii<sup>e</sup> siècle). — N. WEISS et J. STALKER. Le troisième et quatrième centenaire de la Réformation en Allemagne, en France et en Suisse, 1817 et 1917 (l'Allemagne se prépare à exploiter au profit de la guerre qu'elle a déchaînée le quatrième centenaire, le 31 octobre 1517). — E. RITTER et Ch. BOST. Notes complémentaires sur Jean Astruc. = C.-rendu : *Frank Puaux*. Les défenseurs de la souveraineté du peuple sous le règne de Louis XIV (important article de Paul Seippel).

\*3. — **La Révolution française.** 1917, juillet-août. — E. LINTILHAC. Dans la salle du « Manège » (aspect de cette salle où siégèrent les trois assemblées révolutionnaires du 9 novembre 1789 au 10 mai 1793). — A. AULARD. Cartes de viande sous la Convention nationale (avec fac-similé d'une de ces cartes pour messidor et thermidor an III). — A. MANSUY. Pour les langues slaves en 1796 et maintenant (Lamarque, député à la Législative, fut livré en mars 1793 aux Autrichiens par Dumouriez; il fut enfermé au Spielberg à Brunn et échangé en décembre 1795 contre la fille de Louis XV; de retour à Paris, il proposa au Conseil des Cinq-Cents de faire étudier les langues slaves qu'il avait découvertes pendant sa captivité). — Maurice DUSSARP. La reddition de Valenciennes en 1793 (procès-verbal d'une enquête faite le 10 octobre 1795 par Roger Ducos sur la conduite du citoyen Perdrix, capitaine des pompiers pendant le siège). — Cl. PERROUD. Cinq lettres de Fanny, l'amie d'André Chénier (écrites de Dieppe à son cousin Le Couteux de Canteleu, du 20 août au 1<sup>er</sup> septembre 1795). — R. BONNET. Une lettre à Thiers, à propos de son *Histoire du Consulat et de l'Empire* (elle est de M. Doniol et date de 1862; elle s'élève contre les éloges donnés à Napoléon par un procureur général révoqué en 1848; quelques renseignements sur la conscription en Auvergne et dans le

Velay à la fin du Premier Empire). — A. AULARD. Les lettres de Fouché à M<sup>me</sup> de Custine (A. Bardoux dans son livre sur *M<sup>me</sup> de Custine* ne les a pas publiées correctement). = Document : Protestation des chanoines de la cathédrale de Saint-Brieuc contre la constitution civile du clergé (9 novembre 1790) communiquée par L. DUBREUIL. = C.-rendus : Alex. Tuetey. Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française; t. XI (se rapporte à germinal, floréal et prairial an II; dans sa préface, l'auteur étudie le procès des Hébertistes). — Henri Martin. Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Toulouse (importance, solidité et richesse de la publication). — Abbé Em. Sevestre. Étude critique des sources de l'histoire religieuse de la Révolution en Normandie (utile). — Abbé Ch. Guéry. Histoire de l'abbaye de Lyre (dans l'Eure; les chapitres sur la Révolution sont très bien traités). — H. Fernau. Allemands, en avant vers la démocratie! (le plus net, le plus franc, le plus audacieux manifeste contre les Hohenzollern). — Alfred Loisy. La religion (très beau livre où l'auteur a touché à tout ce qui intéresse l'homme).

4. — *Revue de l'histoire des colonies françaises*. 1917, 2<sup>e</sup> trimestre. — S. C. HILL. Les archives anciennes de l'India Office, 1600-1800 (liste des documents ou des volumes de pièces qui ont trait de façon plus spéciale aux affaires françaises de l'Inde et contenus dans les General Records, dans la collection Mackenzie et dans la collection Orme, le tout réuni à l'India Office). — Henri MALO. Voyage d'un capucin français dans le Levant au XVIII<sup>e</sup> siècle (il s'agit du frère Luc de Boulogne-sur-Mer, capucin lai, et dont la relation a été retrouvée dans les archives de la marine; description de Constantinople et des Lieux saints, visités de 1735 à 1748). — G. MARESCHAL DE BIÈVRE. Études sur l'île Bourbon à l'époque révolutionnaire (l'esclavage pendant la Révolution; les sans-culottes; il n'y eut qu'un petit nombre d'arrestations arbitraires et le 17 novembre 1795 l'assemblée coloniale de Bourbon put écrire à Paris : « L'esprit impur de Robespierre a soufflé son infection jusqu'ici; mais ses poisons n'ont pas été mortels »). — H. PRENTOUT. Un neutre d'Asie pendant la Révolution et les guerres napoléoniennes : Mascate (divers agents français envoyés à l'iman de Mascate; l'iman nous est d'abord favorable; mais, croyant au succès de l'Angleterre, il se détourna de nous en 1809, en même temps que la Perse). = C.-rendus : Arthur Girault. The colonial tariff policy of France (montre l'évolution de notre politique douanière coloniale depuis le XVII<sup>e</sup> siècle). — Un mouvement d'évangélisation bouddhique en Annam au XVII<sup>e</sup> siècle (d'après divers articles de L. Cadière).

5. — *Revue de l'histoire des religions*. 1917, mai-juin. — G. MILLET. La religion orthodoxe et les hérésies chez les Yougoslaves (conférence faite à l'Institut des études slaves; s'occupe surtout de l'hé-



résie des Bogomiles). — A. VAN GENNEP. L'état actuel du problème totémique; I (histoire de cette doctrine jusqu'en 1910; les deux ouvrages de J. G. Frazer, *Totemism and Exogamy* et de É. Durkheim, *les Formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*; appréciations faites par les savants de ces deux livres; la théorie emblématique de Durkheim; l'émanisme de Karutz; le vitalisme de Dussaud). = C.-rendus : *Anton Fridrichsen*. Hagios-Qadōs. Ein Beitrag zu den Voruntersuchungen zur christlichen Begriffsgeschichte (de très utiles précisions sur le concept de sainteté). — *Albo Ferrabino*. Kalypso (essai sur les mythes antiques, comme l'*Orpheus* de S. Reinach; conclusion contestable). — *Ch. Monchi-court*. L'expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba (au sud de la Tunisie; intéressant, avec de nombreux documents).

6. — **Revue des études anciennes.** 1917, juillet-septembre. — M. HOLLEAUX. Textes gréco-romains. VII. στρατηγός ἢ ἀνθύπατος (ces deux termes dans le sénatus-consulte de l'an 112 découvert à Delphes, sont en réalité synonymes; ils doivent se traduire par : proconsul). — H. LECHAT. Notes archéologiques; art grec; X (le fronton oriental du temple de Delphes; peintures découvertes à Pompéi en 1909 dans la villa Gargiulo; deux plaquettes en terre cuite du musée de Lyon, l'une représentant la rencontre d'Électre et d'Oreste, l'autre la danse de deux hériodules autour d'un Palladion). — R. PICHON. Virgile et César (dans l'*Énéide* VI, v. 788-792, il s'agit d'Auguste non de César). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXXV. Métier et religion; Juno Saponaria (croit la reconnaître dans une divinité figurée sur un bas-relief trouvé à Grand et conservé au musée d'Épinal; reproduction de ce monument ainsi que d'un autre trouvé à Sainte-Fontaine et actuellement au musée de Metz; celui-ci représente cinq jeunes gens nus, l'un d'entre eux portant un coq). — LÉON DE VESLY. Une dolabra fossaria ou pic de terrassiers de l'époque néolithique trouvée à Gaillon, Eure. — Franz CUMONT. Oppidum Batavorum (l'oppidum que Civilis brûla en 70 doit être identifié avec la forteresse située sur une colline escarpée à 2 kilomètres à l'est de Nimègue). — C. JULLIAN et A. JOUBIN. La brique de Substantion (avec l'empreinte d'un cheval chevauché par un oiseau; les influences grecques y sont évidentes). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : E. Cavaignac. Histoire de l'antiquité. I. Javan (pour apprécier ce t. I, il faut attendre que la seconde partie ait paru). — Gaetano De Sanctis. Storia dei Romani. T. III. L'età delle guerre puniche (cf. *supra*, p. 99). — W. Deonna. Les lois et les rythmes dans l'art (la critique philosophique ne saurait accepter les solutions proposées sans d'expresses réserves). — George H. Chase. Museum of fine arts, Boston. Catalogue of arretine pottery (excellent). — Alfred Loisy. L'Épître aux Galates (« à propos d'une lettre très courte adressée à une église très modeste, M. Loisy agite les nombreuses questions que soulève le pro-

blème complexe des origines du christianisme. Il le fait avec netteté et sa maîtrise habituelles, tout en se plaçant à un point de vue nouveau et suggestif ». — *D. Viollier*. Les sépultures du second âge de fer sur le plateau suisse (fait connaître toutes les nouvelles découvertes). — *Léon Coutil*. Département de l'Eure, archéologie gauloise, gallo-romaine, franque et carolingienne. III. Arrondissement de Bernay (utile répertoire).

**7. — Revue des études historiques.** 1917, juillet-septembre. — *Marcel Marion*. Le maximum, mai 1793-nivôse an III (passe en revue les diverses lois sur le maximum, 4 mai et 29 septembre 1793, 6 ventôse an II et les apprécie avec sévérité; après le 9 thermidor, on laissa subsister officiellement le maximum; mais en réalité on n'en tenait plus compte; son abolition le 4 nivôse an III fut un bienfait). — *Ernest d'Hauterive*. La police pendant la Révolution, organisation et fonctionnement (I. Jusqu'au 10 août 1792. II. Pendant la Convention; cette organisation fut modifiée par la création, sous le Directoire, en janvier 1796, du ministre de la Police générale). — *Émile Bernard*. Un officier prussien au service de la France; le Caïd Osman (son vrai nom ne nous est pas donné; ancien lieutenant de cuirassiers prussien, il quitta son pays à la suite d'un duel, s'engagea en 1840 dans la légion étrangère, se distingua dans les guerres d'Algérie et fut tué à Puebla au Mexique). — *Marquis de Girardin*. La fuite de Pie IX à Gaëte, novembre 1848 (fait, je suppose, d'après des papiers du comte F., *scalco segreto*, dont on montre le rôle lors des préparatifs de cette fuite). — *Baron de Baye*. Trois amis : Joukovsky, prince Pierre Wiazemsky, Pouchkine (le 13 juillet 1913 des monuments furent élevés à Ostafiévo à ces trois amis; on rappelle ici à grands traits la biographie des deux premiers, Joukovsky, 1786-1852; le prince Pierre Wiazemsky, 1792-1878; à suivre). — *G. Baguenault de Puchesse*. Les Balsac d'Enragues (à propos du livre du baron de Montmorand sur Anne de Graville). = C.-rendus : *D. Sidersky*. Étude sur la chronologie assyro-babylonienne (travail essentiel). — *M. Maugis*. Histoire du Parlement de Paris. T. III. Rôle de la cour, 1345-1610 (très utile). — *Jean de Maupassant*. Un grand armateur de Bordeaux : Abraham Gradis (intéressant). — *Frederic Barbey*. Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France, 1794-1798 (récit pittoresque et animé). — *L. Thillet*. Les doctrines politiques de Léon XIII (bon). — *Ch. Andler*. Les origines du pangermanisme (nulle étude n'est plus complète, plus vaste, plus édifiante que celle présentée dans ces quatre volumes). — *Léon Bocquet et Ernest Hosten*. L'agonie de Dixmude (émouvant). — Ouvrages sur la guerre que nous avons signalés.

**8. — Revue des études napoléoniennes.** 1917, septembre-octobre. — *Hip. Grinwasser*. Le code Napoléon dans le duché de Varsovie; étude historique d'après des documents inédits (dans le duché, ou

grand-duché, constitué à Tilsit avec les parties de la Pologne nouvellement reconquises sur la Prusse, l'empereur ordonna l'introduction du code Napoléon; le ministre Lubienski s'y employa avec un zèle sincère, mais rencontra de grosses difficultés de la part du clergé et de la grande noblesse; d'ailleurs sur certains points, le code Napoléon était moins favorable aux Polonais, surtout aux paysans, que la législation prussienne. Enfin les démocrates ne l'accueillirent pas sans de vives protestations. La politique impériale, si défiante à l'égard des Polonais, ruina elle-même son œuvre). — Marcel BLANCHARD. Projets de monument sur le mont Cenis, 1813. — Colonel A. GROUARD. Les derniers historiens de 1815. La journée du 17 juin (cherche à expliquer pourquoi Napoléon, victorieux des Prussiens à Ligny, le 16 juin, demeura inactif pendant toute la journée du 17; en réalité, l'empereur, fatigué et découragé, ne prit aucune mesure rapide pour empêcher la jonction des Prussiens et des Anglais, qui devaient l'accabler le lendemain à Waterloo). — Jules DECHAMPS. De Napoléon à Lamartine (indique ce que Lamartine a pensé, dit et écrit sur Napoléon, qu'il détestait tout en l'admirant). — Henri CLOUZOT. Les résidences du Second Empire : Saint-Cloud. — Gabriel VAUTHIER. Les congrégations religieuses sous l'Empire (analyse deux rapports rédigés par J.-N. Portalis, maître des requêtes au Conseil d'Etat, en octobre et décembre 1807). — Édouard CHAPUISAT. Les études napoléoniennes en Suisse.

**9. — Revue historique de la Révolution française et de l'Empire.** 1917, janvier-mars. — Maurice DUSSARP. Roger Ducos et sa mission à Landrecies en l'an III (publie le registre de correspondance de Roger Ducos allant du 1<sup>er</sup> germinal au 10 fructidor an III. Ce registre se trouvait dans les greniers de la mairie de Dax avec tous les papiers de Ducos; récemment ces papiers furent vendus ou mis au pilon; mais le registre où Grosley, secrétaire de Ducos, et Ducos lui-même, prirent soin de recopier toute la correspondance relative à la mission de Landrecies, a été heureusement retrouvé. Nouvelle et déplorable preuve de l'insouciance avec laquelle certaines mairies traitent leurs archives. Et cependant il existe à Dax une Société historique qui publie un Bulletin). — Édouard-L. BURNET. Notes sur les séjours à Genève d'Hérault de Séchelles et de M. de Cambry, 1790 et 1791. — Gabriel VAUTHIER. Napoléon et les encouragements à la littérature (publie le rapport adressé par Champagny à Napoléon qui, de Posen, le 12 décembre 1806, lui avait ordonné de trouver un moyen « pour donner une secousse à toutes les différentes branches des belles-lettres qui ont de tout temps illustré la nation ». Le rapport a été rédigé par M. de Gérando, secrétaire du ministre de l'Intérieur; il est daté de Paris, 22 janvier 1807; il y eut un supplément daté du 18 mars. Intéressant). — F. UZUREAU. La Fédération de Pontivy, 1790 (les Bre-

tons et les Angevins décidèrent Paris à prendre la tête des fédérations; c'est le pacte conclu à Pontivy le 17 février qui donna l'idée de la Fédération du 14 juillet 1790). — Commandant WEIL. Un couple royal en exil. Le duc et la duchesse d'Aoste. Victor-Emmanuel I<sup>er</sup> et la reine Marie-Thérèse, 1798-1806; suite. — R. VALLENTIN DU CHEYLARD. Après le siège de Toulon; suite (détails sur la répression, d'après les registres de l'état civil et les actes du tribunal criminel de Vaucluse installé le 4 septembre 1793). — Gabriel VAUTHIER. La Compagnie royale des arquebusiers au XVIII<sup>e</sup> siècle (il s'agit de la Compagnie qui existait à Paris; en 1789, les arquebusiers étaient au service de la ville pour assurer l'ordre public; le corps fut dissous le 4 juin 1790). — Otto KARMIN. La loge « Triple Unité » à L'Orient d'Anney en 1789. — Gabriel VAUTHIER. Les mariages décadaires, an VII. = C.-rendus : *Fr. Olmo*. La rivoluzione francese nelle relazioni diplomatiche di un ministro Piemontese a Roma, 1792-1796 (excellent; il manque un index). — *Jacob Ter Meulen*. Der Gedanke der internationalen Organisation in seiner Entwicklung, 1300-1800 (analyse, avec de nombreuses citations à l'appui, les écrits qui ont été publiés en faveur d'une organisation pacifique du monde, de Pierre Dubois à Kant). = Avril-juin. Otto KARMIN. Autour des négociations financières anglo-prusso-russes de 1813 (publie des fragments de la correspondance de Castlereagh et de Sir Francis d'Ivernois; à noter une ébauche de convention tendant à créer un « papier fédératif » émis par les trois hautes puissances contractantes, « exclusivement applicable aux dépenses de la guerre et remboursable en espèces métalliques »). — F. UZUREAU. Notes sur les États généraux et l'Assemblée Constituante (tirées d'une Histoire inédite de la Révolution par Joseph Clémanceau; c'était un Angevin qui passa les années 1789 et 1790 à Versailles et à Paris, embrassa avec ardeur la cause révolutionnaire, fut interné par les Vendéens en 1793 et plus tard exerça les fonctions de percepteur de 1803 à 1815. Il mourut à Chinon le 26 novembre 1840; son Histoire a été écrite en 1826-1827; il a été témoin de plusieurs scènes qu'il y raconte). — Maurice DUSSARP. Roger Ducos et sa mission à Landrecies, 1<sup>er</sup> germinal-10 fructidor an III; suite. — O. KARMIN. Carouge à l'époque révolutionnaire (publie un chapitre de l'Histoire inédite de Carouge par l'archéologue et historien Jean-Daniel Blavignac, 1817-1876). — Commandant WEIL. Un couple royal en exil. Le duc et la duchesse d'Aoste, 1798-1806; suite et fin. — R. VALLENTIN DU CHEYLARD. Après le siège de Toulon; suite (met en œuvre un grand nombre de documents inédits). — Gabriel VAUTHIER. Une belle famille française sous le Directoire : les Didot (efforts qu'ils firent pour créer en France une imprimerie capable de surpasser les meilleures productions de l'Angleterre). — Une chanson inédite de Lally-Tollendal contre le Directoire, 1798 (envoyée par F. d'Ivernois à G. Ellis M. P.). = C.-rendu : *A. Robinet de Cléry*. Un diplomate d'il y a cent ans :



Frédéric de Gentz, 1764-1832 (travail bien documenté, nouveau en partie; le rationalisme de Gentz est fort bien analysé; mais l'auteur a eu tort d'écrire une apologie; il a été beaucoup trop indulgent pour un homme qui fut un « vendu perpétuel »).

10. — **Journal des savants.** 1917, juillet. — R. CAGNAT. La ville antique de Gigthis en Tunisie (d'après l'étude de L.-A. Constans; insiste surtout sur le forum, dont le plan est reproduit, et sur le marché). — J. GUIFFREY. La tapisserie aux États-Unis (analyse l'ouvrage d'un savant américain, George Leland Hunter, consacré à l'histoire de la tapisserie en Europe et où sont passés en revue dans un dernier chapitre les tapisseries du musée métropolitain de New-York; signale ensuite le catalogue de la magnifique collection de M. Ffoulke, de Washington). — V. CHAPOT. La sculpture antique au musée de Constantinople (histoire de ce musée; parcourt les trois volumes du catalogue dressé par M. Gustave Mendel et signale les pièces importantes). — Ch.-V. LANGLOIS. Autographes nouveaux de Guillaume de Nogaret (signale une lettre écrite de Sens un mardi après la troisième heure à Étienne de Suisi, chancelier, et annonçant l'envoi de trois mémoires, l'un sur les affaires de Montpellier, l'autre sur celles de Saulx-le-Duc, le troisième sur celles de Figeac; cette lettre est sans doute de 1303; dès lors, dans ce post-scriptum : *Adhuc faciam meam dietam, Domino concedente*, il faut voir une allusion au voyage d'Anagni; d'autres autographes de Nogaret ont été retrouvés dans un résidu des Archives nationales formé de pièces oubliées ou éliminées plus ou moins indument au cours des classements successifs). — C.-rendus : University of California publications in classical philology; t. II et III (le t. III contient des observations curieuses de W. A. Merrill sur le texte de Lucrèce; au t. II, E. Deutsch explique le passage de Suétone, *Jul.* 80, où sont indiqués les trois partis entre lesquels hésitaient les conjurés décidés à tuer César). — *Giovanni Montelatici*. Storia della letteratura bizantina, 324-1453 (tableau clair et bien informé; quelques réserves par M. Bréhier). — J. Charles Cox. Bench-Ends in English Churches (étude bien curieuse sur la façon dont les extrémités des bancs destinés aux fidèles étaient décorés dans les églises anglaises). — R. Grand. Le contrat de complant depuis les origines jusqu'à nos jours (excellent). — Août. H. LEMONNIER. Les monuments historiques (discute quelques-unes des idées émises dans le livre de Paul Léon; recherche ce qu'on pensait autrefois de l'architecture gothique; critique la façon dont parfois ont été réparées les cathédrales de ce style; conseils donnés à la Commission des monuments historiques; recommande pour l'avenir « la réaction contre les solutions absolues, hautesaines, l'esprit de ménagement substitué à l'esprit de rigidité, la conciliation cherchée entre le passé qui représente la tradition et le présent qu'on ne saurait enfermer dans l'immobilité »). — Louis LÉGER. L'influence italienne dans la littérature slave de la Dalmatie (passe en revue les poètes ragusains du xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècle : Mencetic, Georges

Drzic, André Cubranovic, puis l'œuvre de Marko Marulic, de Špalato, à propos de l'édition des écrivains croates que publie l'Académie d'Agram). — Charles DIEHL. La dernière renaissance de l'art byzantin (à propos de la thèse de G. Millet; en discute surtout la seconde partie consacrée aux écoles byzantines des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles; M. Millet a courageusement abordé des problèmes difficiles, a fourni, pour les résoudre, des indications précieuses; mais l'on ne saurait dire qu'il en ait apporté la solution définitive et indiscutable). = C.-rendus : M. W. Mooney. The House-door on the ancient Stage (conclusions discutables). — Max. Collignon. L'emplacement du Cécropion à l'Acropole d'Athènes (sans doute il se trouvait, dans l'hiéron engagé dans les substructions de l'Erechtheion, un très ancien tombeau qu'on a identifié peu à peu avec celui de Cécrops). — J. Toutain. L'idée religieuse de la Rédemption et l'un de ses principaux rites dans l'antiquité grecque et romaine (étudie le « saut de Leucade »). — E.-Ch. Babut. L'adoration des empereurs et les origines de la persécution de Dioclétien (personnel et pénétrant). — C. Enlart. Manuel d'archéologie; t. III (excellent). — Geneviève Aclouque. Les corporations, l'industrie et le commerce à Chartres, du XI<sup>e</sup> siècle à la Révolution (honorabile et instructive monographie).

11. — **Polybiblion.** 1917, juillet. — Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : Charles de Souza et Haldane Macfall. La défaite allemande, août-septembre 1914 (bon résumé); James R. McConnell. Flying for France (plein de couleur et de vivacité; l'auteur est mort pour la France); Hugues Le Roux. La France et le Monde. I. Angleterre, États-Unis (notes de voyage de 1915; admirable intensité de vision). — P. Henri Denifle. Luther et le luthéranisme, traduit de J. Paquier, nouvelle édition (le traducteur a ajouté des notes précieuses). — A. Bellessort. L'apôtre des Indes et du Japon. Saint François-Xavier (excellent). — Ém. Sevestre. Étude critique des sources de l'histoire religieuse de la Révolution en Normandie (recueil monumental). — Aug. Lemaçon. Les actes des prêtres assermentés du diocèse de Saint-Brieuc guillotins en 1794; t. I (huit biographies). — De Guichen. La révolution de juillet 1830 et l'Europe (expose les conséquences de « la révolte de juillet, qui fut la plus injuste, la plus ingrate et la plus inepte des révolutions »). — John Finley. Les Français au cœur de l'Amérique (documentation trop exclusivement anglaise).

12. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1917, 14 juillet. — H. Vander Linden. Alexander VI and the demarcation of the maritime and colonial domains of Spain and Portugal (bon). — H. Courteault. Journal de Jean Vallier, maître d'hôtel du roi, 1648-1657; t. III (très intéressant témoignage sur la Fronde de 1651-1652, en particulier sur l'assaut donné à l'hôtel de ville de Paris le 4 juillet 1652). — Livres sur la guerre; dans le nombre, mentionnons : Jean Galtier-

*Boissière*. En rase campagne, 1914; un hiver à Souchez, 1915-1916 (bon); Capitaine *Hassler*. Ma campagne au jour le jour, 1914-décembre 1915 (impressionnant et réconfortant); *André Salomon*. Le Chass'bi; notes de campagne en Artois et en Argonne. = 21 juillet. *Thòmopoulos*. Πελασγικά (étude très nourrie sur la langue des Étrusques, Cariens, Lyciens, de Lemnos et de la Crète, langue que l'auteur appelle pélasgique; des étymologies très hasardées mettent en défiance; mais les plus anciennes inscriptions grecques sont bien interprétées). — *R. L. Poole*. Lectures on the history of the papal chancery down to the time of Innocent III (remarquable). — *Ph. Lauer*. Recueil des actes de Louis IV, roi de France, 936-954 (travail très méritoire, malgré des négligences de détail). — *B. Rava*. Venise dans la littérature française, depuis les origines jusqu'à la mort de Henri IV (composition assez lâche; mais beaucoup de curiosités piquantes et de l'inédit). — *E. Gabory*. La gloire et la paix vendéennes, 1815-1850 (intéressant; surtout pour ce qui touche la « Petite Église » et la pacification religieuse). — *H. Cordier*. Annales de l'hôtel de Nesles (important recueil de documents relatifs à cet hôtel, sur l'emplacement duquel s'élève aujourd'hui le palais de l'Institut). — *L. Lambeau*. Histoire des communes annexées à Paris en 1859. Charonne (aussi varié qu'instructif). — *Sir Arthur Evans*. Les Slaves de l'Adriatique et la route continentale de Constantinople (important). = 28 juillet. *Fr. Barbey*. Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France, 1794-1799 (excellent). = 4 août. *E. Cavaignac*. Histoire de l'antiquité. I. Javan, jusqu'en 480 (solide érudition, idées personnelles). — *A. Moret*. L'administration locale sous l'ancien empire égyptien (instructif). — *E. S. Bouchier*. Spain under the roman empire (honorale tentative de synthèse. Certaines parties sont très insuffisantes). — *B. Combes de Patris*. L'affaire Fualdès (bon). — *Rod. Mondolfo*. Le matérialisme historique d'après Frédéric Engels (utile; mais il aurait fallu revoir de plus près le texte que l'on traduisait, l'alléger, ajouter des tables, etc.). = 11 août. *Max Turmann*. La Suisse pendant la guerre; *Alexis François*. La part du neutre; *Louis Dumur*. Les deux Suisse, 1914-1917 (important article de H. Hauser sur ces trois livres et, à ce propos, sur la situation de la Suisse prise entre les Alliés et les Empires centraux. Il n'y a pas deux Suisses séparées par la langue et les affinités ethniques; il y a une Suisse démocratique et fédérale, avec un gouvernement auquel elle a remis de pleins pouvoirs et qui peut-être en abuse à l'exemple et d'après les suggestions intéressées de l'Allemagne autocratique). = 18 août. *A. Piganiol*. Essai sur les origines de Rome (remarquable; heureuse réaction contre l'hypercritique de Mommsen et de Pais). — *R. L. Hawkins*. Maître Charles Fontaine Parisien (très bonne étude sur la vie et les œuvres d'un poète contemporain et ami de Marot, dont l'étude intéresse l'histoire des idées au temps de la Renaissance). — *Charles de Souza et Major Haldane Macfall*. La désaite allemande. 1<sup>re</sup> phase : août-septembre 1914, tra-

duit par *Michel Palmer* (étude intelligente et originale où l'on cherche à expliquer les causes de l'immobilité voulue des armées allemandes pendant les trois premières semaines d'août, le plan de Joffre qui aurait pu donner d'excellents résultats s'il avait été exécuté avec plus de vigueur à Charleroi). — *George D. Herron*. The menace of peace (thèse remarquable sur le sens véritable de la guerre : elle n'est pas un conflit de prestige ni d'intérêts, mais une lutte de principe, une véritable croisade, où les Alliés « combattent, même s'ils l'ignorent, pour la conservation du bien qui est en Christ » ; avec sa divinisation de la violence [physique et morale, l'Allemagne « fait la guerre à l'humanité pour faire prévaloir le principe de l'Antéchrist »). — *C. W. Ackerman*. Germany, the next Republic? (instructive histoire des rapports de l'Allemagne et des États-Unis depuis 1915, par un journaliste qui connaît bien l'Allemagne et qui a beaucoup à dire sur la lutte des partis dans cet empire en apparence si uni et si fort). — *S. R.* Histoire de la Révolution russe (1905-1917 ; remarquable résumé). = 25 août. *René Lote*. Le sens des réalités, sagesse des États. Leçons politiques de la guerre (intelligent, instructif, excessif. Est-il certain qu'en Allemagne ce soient les compétences qui gouvernent et que la France n'ait pas le sens des réalités?). — *H. Cochin*. Les deux guerres, 1870-1871, 1914-1917 (intéressant). — *J. Haury*. Procopii Caesariensis opera omnia. Vol. III, 2 : vi libri De Aedificiis (excellente édition). — *P. Bosch Gimpera*. El problema de la ceramica iberica (guide très sommaire sur la céramique peinte ibérique avant la conquête ; beaucoup de faits nouveaux). — *H. Hagenmeyer*. Fulcheri Carnotensis Historia Hierosolymitana (très bonne édition avec un commentaire très copieux, peut-être trop copieux). — *Jos. Cernesson*. La conversion de J.-J. Rousseau en 1728 (n'est pas convaincant). = 1<sup>er</sup> septembre. *K. L. Krause*. Wofür stirbt das deutsche Volk? (série d'articles où un Bavaois retrace la série des crimes allemands ; à la question : « Pourquoi meurt le peuple allemand? », il répond nettement : « parce qu'un homme l'a voulu », parce que l'ont voulu les junker, caste agrarienne et militariste à la fois, les « patriotes de guerre », les « patriotes du cuir, du drap d'uniforme, des canons et des munitions ». Tout cela d'ailleurs s'imprime et s'édite en Suisse). — *Aug. Longnon* et abbé *Victor Carrière*. Pouillés de la province de Trèves (bon). = 8 septembre. *A. Blanchet* et *A. Dieudonné*. Manuel de numismatique française ; t. II (remarquable). — *Alfred Loisy*. La religion (interprétation catholique du christianisme, mais détachée de toute orthodoxie. La foi que défend l'auteur « n'est pas celle d'un Dieu personnel dont le Verbe se serait incarné, mais celle de l'Humanité collective dont l'idéal s'exprime dans le Devoir »). — *Albert Soubies*. Les membres de l'Académie des beaux-arts depuis la fondation de l'Institut, 4<sup>e</sup> série, 1876-1901 (très utile). — *Jos. Delabays*. Qu'elle vive ! L'Alsace française ; impressions d'un neutre (ce neutre est de Fribourg en Suisse ; il parle en un excellent



français de l'âme alsacienne). — *H. Stein*. Notre frontière de l'Est (bon; compte-rendu par *H. Hauser*). — *H. Morf*. Demokratie und Krieg in Frankreich (correspondant parisien des *Basler Nachrichten*, *M. Morf* s'efforce de montrer qu'une démocratie « peut aussi mener une grande guerre, surtout quand elle a la conviction que c'est une guerre de défense ». D'autre part, il a tort de considérer la politique coloniale de la République française pour tout à fait anti-démocratique). — *R. Vallette*. Héros et martyrs de la grande guerre, 1914-1916 (Vendéens et Angevins). = 15 septembre. *Aylward M. Blackman*. The rock tombs of Meir (excellente étude archéologique sur trois tombes de la XII<sup>e</sup> dynastie fouillées sur l'emplacement de la ville d'Aphroditopolis, que les Romains appelaient Cusae et qui est aujourd'hui Meir). — *J. R. Melida*. Cronologia de las antigüedades Ibericas ante-romanas (trois conférences fort instructives). — *Henri Stein*. Notre frontière de l'Est (excellent résumé des rapports entre la France et l'Allemagne depuis le traité de Verdun jusqu'à nos jours; compte-rendu par *E. Walvert*).

13. — *Annales de géographie*. 1917, 15 juillet. — *P. VIDAL DE LA BLACHE*. La répartition des hommes sur le globe; second article : formation de densité (1<sup>o</sup> groupes et surfaces de groupements; 2<sup>o</sup> mouvements de peuples et migrations). — *Max. SORRE*. L'industrie espagnole en 1914. — *Augustin BERNARD*. Une nouvelle étape de l'occupation française au Maroc (raconte comment s'est opérée la jonction des groupes mobiles de Meknès avec ceux de Bou Denib sur la haute Moulouya, en 1914 et en 1917). — *E. DE MARTONNE*. L'enseignement géographique dans les universités des États-Unis. = 15 septembre. *N. ARABU*. Les régions voisines de la mer de Marmara. — *Henry HUBERT*. Progression du dessèchement dans les régions sénégalaises (à une époque géologique très ancienne, le Sénégal était bien arrosé; puis un régime sec s'est peu à peu substitué au régime humide; il a même fait de rapides progrès depuis un demi-siècle, si bien que certaines régions ont été abandonnées par leurs habitants).

14. — *Bulletin hispanique*. 1917, avril-juin. — *G. CIROT*. Appendices à la chronique latine des rois de Castille jusqu'en 1236 (deux fragments, l'un sur la prise de Zurita, le second sur l'impôt demandé par Alphonse VIII aux nobles et la conduite de *D. Diego López à Alarcos*). — *A. MOREL-FATIO*. Cayetano Alberto de La Barrera (extraits de la correspondance de La Barrera, auteur du *Catálogo bibliográfico y biográfico del teatro antiguo español*, décédé à Madrid le 30 octobre 1872). — *X.* La presse espagnole et la guerre (en espagnol, écrit en mai 1917). — *St. O.* L'Espagne francophile (manifeste du comte de Romanonès remis au roi le 19 avril 1917; manifeste du parti réformiste, quelques paroles du « Mitin » de Madrid, 27 mai 1917).

15. — *Bulletin italien*. 1917, avril-juin. — *E. PICOT*. Les Italiens en France au XVI<sup>e</sup> siècle. 10<sup>e</sup> article : Les Italiens dans les universités françaises (retour sur le moyen âge; principaux maîtres italiens en

France au début du *xvi<sup>e</sup>* siècle : Girolamo Aleandro, Agustino Giustini; quatre Italiens au Collège de France : Agazio Guidacero et Paolo Paradisi pour l'hébreu, Francesco Vimercati pour la philosophie grecque et latine, Guido Guidi pour la médecine). — J. MATHOREZ. Notes sur les Italiens en France du *xiii<sup>e</sup>* siècle jusqu'au règne de Charles VIII; II (commerçants, professeurs et médecins). — R. STUREL. Bandello en France au *xvi<sup>e</sup>* siècle; 9<sup>e</sup> article. — A. SORRENTINO. Gian Battista Vico et la race méditerranéenne (d'après la *Scienza Nuova*, article en italien). — G. RICHARD. Benedetto Croce esthéticien, critique littéraire et historien de la littérature italienne (signale en Croce « un des penseurs les plus complets de notre temps »).

**16. — Revue archéologique.** 1917, janvier-avril. — Th. HOMOLLE. L'origine des caryatides (très intéressant et discussion serrée; le fait historique qui a fourni le thème de la légende apportée par Vitruve n'est pas la trahison et la punition nationale des Caryates alliés aux Perses contre la patrie hellénique; c'est la destruction par les Spartiates, en l'année 368, de la ville de Caryae, fidèle à l'alliance thébaine. La caryatide représente une danseuse de caryatis, danse en l'honneur de l'Artémis de Caryae; les premières statues de caryatides sont l'œuvre de Praxitèle; il semble qu'elles aient été exécutées par lui dans le temps et à l'occasion de la destruction de Caryae pour célébrer la victoire de Lacédémone; une réplique en fut donnée dans l'enceinte du temple d'Apollon à Delphes et a été découverte par l'École française d'Athènes). — H. LECHAT. Statuette de Jupiter (petit bronze trouvé à Lyon le 14 mars 1914). — ÉM. ESPÉRANDIEU. Le dieu cavalier de Luxeuil (la description qu'a donnée Caylus de ce groupe est erronée; il s'agit du cavalier écrasant un anguipède; voit dans le cavalier le Jupiter gaulois). — FRANZ CUMONT. Disques ou miroirs magiques de Tarente (description des symboles qui y sont représentés : servaient à des opérations magiques). — P. PARIS. Emporion; fin (principaux objets trouvés). — W. DEONNA. Notes archéologiques. VII. Les cornes bouletées des bovidés celtiques (cornes et boules ont un sens cosmique; l'art aime à grouper, en une union plus ou moins étroite, des symboles de formes différentes, mais exprimant la même idée). — M. VASSITCH. Le dieu enchaîné dans la religion préhistorique et dans la croyance populaire serbe (en enchaînant les dieux, on pensait les empêcher de quitter le temple). — G. CHENET. Les potiers d'Avocourt-en-Hesse (ateliers de potiers romains dans ce village de la Meuse que les communiqués ont rendu célèbre). — G. SEURE. Archéologie thrace; suite (inscription funéraire grecque et latine provenant d'un mausolée trouvé à Taouchan-tépé en Bulgarie). — Salomon REINACH. Apelles et le cheval d'Alexandre (le passage d'Ellen est aujourd'hui mal compris; Érasme avait donné le sens véritable : ô roi, le cheval est bien mieux représenté que toi). — G. GROSLIER. La batellerie cambodgienne au *viii<sup>e</sup>* et

au XIII<sup>e</sup> siècle de notre ère (d'après des bas-reliefs d'Angkor). — André MACHIELS. Le Maître de la mort de Marie et les deux Josse van Clève (Josse « le Fou » n'est pas le Maître de la mort de Marie; tout au plus ce dernier tableau pourrait-il être attribué à un autre Josse van Clève, alias van der Beke). = C.-rendus : R. Cagnat et V. Chapot. Manuel d'archéologie ancienne; t. I (admirable instrument de travail). — The collection of ancient Greek Inscriptions of the British Museum; part IV, section II, by F. Marshall (on signale les textes et monuments inédits). — A. Dieudonné. Manuel de numismatique française (remarquable). — Léon Coutil. L'ornementation spirali-forme. Période paléolithique et néolithique. Age du bronze et du fer (illustration étonnamment riche). — Ul. Chevalier. Les ruines au cours des âges (volume bizarre). — A. Meillet. Caractères généraux des langues germaniques (précieux). — Eug. Demole. Le culte pré-historique du soleil et le cimier des armes de Genève (a raison contre le paradoxe de Deonna; a tort de concéder à celui-ci que le culte du soleil se trouvait jadis en honneur dans nos contrées). = Mai-juin. Édouard NAVILLE. Les fouilles américaines à Kerma (province de Dongola, Soudan, en 1912 et 1913; cimetière exploré; poterie mise au jour). — Georges LAFAYE. L'achèvement d'une œuvre française (le *Dictionnaire des antiquités* de Daremberg et Saglio). — Gabriel MILLET. Essai d'une méthode iconographique (distingue les types iconographiques et les cycles narratifs; les types iconographiques s'attachent à la tradition hellénistique, orientale ou byzantine; influence de l'iconographie byzantine sur l'Occident aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles). — Salomon REINACH. Vénus à la balance (elle est représentée avec une balance sur des deniers émis en l'an 50 av. J.-C. et sur une colonne historiée du camp de Mayence; c'est que la planète Vénus était localisée dans le domicile zodiacal de la Balance). — Louise ROBLOT-DELONDRE. Les sujets antiques dans la tapisserie; I (veut dresser une liste aussi complète que possible des tapisseries représentant des sujets tirés de l'antiquité, histoire des Juifs comprise, depuis l'origine jusqu'au triomphe incontesté de la Renaissance; considérations générales). — MORIN-JEAN. Bol de verre peint trouvé à Olbia en 1913. — Victor BÉRARD. Les « Prolégomènes » de Fr.-Aug. Wolf (extraits de son volume : « Un mensonge de la science allemande »). = C.-rendus : Institut français du Caire. Bulletin de l'Institut d'archéologie orientale; t. XII (on signale les principaux articles). — Eug. Cavaignac. Histoire de l'antiquité. I. Javan (l'exposé ne charme point, mais il inspire confiance). — Pierre Roussel. Les cultes égyptiens à Délos (excellent). — André Piganiol. Essai sur les origines de Rome (remarquable). — Émile Mâle. L'art allemand et l'art français du moyen âge (quelques réserves sur le premier chapitre; le chapitre sur l'architecture romane est le meilleur). — Léon Coutil. Département de l'Eure. Archéologie gauloise, gallo-romaine,

franque et carolingienne. III. Arrondissement de Bernay (fascicule d'une extrême richesse). — *J. de Morgan*. Essai sur les nationalités (parle incorrectement de l'antiquité). — *M. Wilmotte*. Le Français à la tête épique (étude approfondie sur les origines de l'épopée française). — *Rendel Harris*. The origin of the Prologue to St. Johns Gospel (petit livre plein d'enseignement).

**17. — Revue des sciences politiques.** 1917, 15 février. — Eugène D'EICHTHAL. Paul Leroy-Beaulieu (notice nécrologique). — Maurice CAUDEL. Octave Houdas (idem; bibliographie de ses travaux). — Jacques FLACH. L'inversion politique de l'Allemagne et l'Évangile de Bismarck (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 421). — Gaspard WAMPACH. Le Luxembourg et les Luxembourgeois (le Luxembourg n'a pas résisté aux Allemands parce qu'il ne pouvait pas résister; il devait protester et il protesta. Histoire sommaire du pays. Les traités de Vienne de 1815 et l'union personnelle du Luxembourg aux Pays-Bas. Le traité des vingt-quatre articles, du 19 avril 1839, qui mutile le grand-duché; le traité de Londres du 11 mai 1867. La haine du Luxembourgeois contre l'Allemand qui est pour lui le Prussien. Il faut qu'à la paix le Luxembourg retrouve sa pleine indépendance, cesse d'être englobé dans le Zollverein, exploite directement ses chemins de fer). — Nos grandes colonies et la guerre. V. G. REGELSPERGER. Afrique équatoriale française (le désastreux traité franco-allemand du 4 novembre 1911; état de la colonie en 1914; sa part dans la conquête du Cameroun allemand; le commerce de la colonie pendant la guerre; son avenir). — D. BELLET. Ce qu'a été l'infiltration allemande en Perse (article très instructif). — Émile LUCE. Les Corfiotes et nous. Notes d'un témoin sur la troisième occupation française. = C.-rendus : Ouvrages sur la guerre, parmi lesquels : *Louis Renault*. Les premières violations du droit des gens par l'Allemagne. Luxembourg et Belgique (argumentation très solide); *Jean Alazard*. L'Italie et le conflit européen (livre de première main); *Raoul Labry*. Avec l'armée serbe en retraite, à travers l'Albanie et le Monténégro (sobre et très exacte peinture de ce que l'auteur a vu). — Comte *Maurice de Périgny*. La ville de Fez, son commerce et son industrie (livre précis sans sécheresse avec çà et là une note pittoresque). = 15 avril (voir *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 406). = 15 juin. Raphaël-Georges LÉVY. Finances anglaises. A propos de l'emprunt de 1917. — A. CHUQUET. Murat, général en chef, décembre 1812-janvier 1813 (Napoléon avait confié le commandement à Murat, lorsqu'il quitta l'armée le 5 décembre 1812, après le désastre de Russie. Murat l'exerça fort mal et, finalement, le céda le 17 janvier au prince Eugène, puis partit pour Naples; indignation de l'armée; il fallut, pour apaiser son irritation, la bravoure que Murat déploya plus tard à Dresde et à Leipzig). — P.-P. DE SOKOLOVITCH. Les rapports serbo-roumains, passé, présent, avenir (histoire sommaire des deux pays dont les destinées présentent tant de ressemblances; entre eux, un seul point de discussion, le



Banat; mais l'histoire et l'ethnographie sont contraires à la thèse roumaine. Qu'on prenne comme base de la future délimitation les territoires des deux églises nationales). — Paul CLOAREC. La guerre sous-marine. — M. LAUWICK. Le rapprochement intellectuel anglo-russe (ce qui a été fait en Angleterre pour l'enseignement de la langue et de la littérature russes). — M. BESSON. L'expansion japonaise dans le monde (de 1868 à nos jours). — Eug. d'EICHTHAL. Souvenirs d'une ex-saint-simonienne (cf. *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 417). — B. COMBES DE PATRIS. De Louis XVII à Charles de Navarre (d'après les travaux de M<sup>me</sup> de Saint-Léger; mais, en fait, Mathurin Bruneau n'a été qu'un faux dauphin). — P. COPPINGER. La méthode scientifique d'un professeur d'histoire à l'Université de Berlin (le Dr Édouard Meyer). — C.<sup>re</sup> rendus : Ouvrages sur la guerre, parmi eux : A. Gauvain. L'Europe avant la guerre (œuvre d'un esprit calme et lucide); Dr Gustave Le Bon. Les premières conséquences de la guerre (grande largeur de vues; quelques réserves). — 15 août. Léon MOREL. L'influence des penseurs et l'action nationale en Grande-Bretagne (John Stuart Mill, Herbert Spencer, Thomas Carlyle, John Ruskin). — Pierre CHASLES. La Révolution russe et la guerre européenne (la première crise révolutionnaire de 1905 et la Révolution de février 1917; les deux courants du socialisme et le ministère de coalition; la Révolution russe et le principe des nationalités; la formule « ni annexion ni contribution » n'est pas comprise par les soldats moujiks). — L'Amérique et la guerre mondiale. I. Orzabal DE LA QUINTANA. Le panaméricanisme et son évolution récente (on peut prévoir que bientôt se dressera contre la tyrannie germanique une ligue de la liberté humaine unissant tous les peuples, de la baie d'Hudson au cap Horn, en un système politique où l'Amérique tout entière agira de concert avec les États-Unis). II. Charles DUPUIS. Le droit international de l'avenir selon les vues américaines (l'œuvre de l'Institut américain de droit international et l'ouvrage de M. Alejandro Alvarez). — Bogumil VOSNJAK. L'administration française dans les pays yougoslaves, 1809-1813 (étendue des provinces illyriennes créées par la paix de Schönbrunn; c'était presque une Yougoslavie atteignant ses frontières naturelles, sauf les pays soumis à la domination turque et le territoire entre Save et Drave; sage administration de Napoléon à laquelle on doit toutefois reprocher une centralisation à outrance; c'est une conférence faite à la Sorbonne le 25 novembre 1916). — D. D. Vers l'expansion économique (résultats acquis par l'Association nationale économique au terme de sa première année d'existence, après les enquêtes dirigées par M. Henri Hauser et M. Hitier). — C.<sup>re</sup> rendus : Ouvrages relatifs à la guerre, parmi eux : Louis Dumur. Les deux Suisse, 1914-1917 (histoire anecdotique du rôle joué par la Suisse; ne ménage pas toujours à son pays les critiques); Maurice Muret. L'évolution belliqueuse de Guillaume II (ouvrage de haute conscience et d'incontestable autorité); René Pinon. François-Joseph (montre la grande

inintelligence du souverain); *Pierre Atype*. L'Éthiopie et les convoitises allemandes (très complet). — *E. S. P. Haynes*. The decline of Liberty in England (s'égare dans des considérations assez mal liées). — *A. Debidour*. Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours (sera toujours consulté avec intérêt et profit). — *John Finley*. Les Français au cœur de l'Amérique (personnel, original, vivant). — *Henri Grappin*. Histoire de la Pologne, de ses origines à 1900 (rendra service). — *B. Combes de Patris*. L'affaire Fualdès (conclut, avec raison ce semble, à une erreur judiciaire).

**18. — Revue générale du droit.** 1917, juillet-août. — *J.-B. Mispoulet* (article nécrologique). — *E.-H. Perreau*. Un rajeunissement des théories juridiques (à propos du livre de Hanrion, *Principes de droit public*). — *James-M. Beck*. L'affaire Cavell (l'article a été traduit de l'anglais par *M. Jules Valéry*; *M. Beck*, ex-substitut de l'Attorney général des États-Unis, a traité de l'affaire en juriste). = C.-rendus : Un demi-siècle de civilisation française (il ressort du volume que le rôle de la France n'est pas terminé dans l'histoire du monde). — Ouvrages sur la guerre que nous avons signalés. — *H. Heyman*. La Belgique sociale, son passé, son avenir et celui des pays alliés (œuvre d'un flamand; le livre respire un profond amour de la patrie belge).

**19. — Le Correspondant.** 1917, 25 juillet. — Vice-amiral *BEP-RYER*. La marine. Quelques-uns des enseignements de la guerre. — *MILES*. Silhouettes de guerre. L'amiral Sims (il s'agit de l'amiral qui commande en chef les forces navales des États-Unis envoyées dans les eaux européennes). — *Filippo Meda*. L'Italie, la guerre et la paix (on reproduit ici le discours prononcé à la Sorbonne le 15 juillet 1917 par *M. Meda*, ministre des Finances du royaume d'Italie, lorsque fut inauguré l'Institut italien créé à Paris). — *Marcel Dupont*. En campagne. Impressions d'un officier de légère. XII. Les coureurs de Verdun-Souville, 15 juin 1916 (très émouvant). — *J. Maître*. Les grands travaux nécessaires : la voie navigable de la Méditerranée à l'Europe centrale (par le Rhône et la Saône vers la Suisse et l'Alsace). — *L. de Lanzac de Laborie*. Un projet de mariage du duc d'Orléans, 1836. Correspondance confidentielle et inédite de Thiers, président du Conseil, et du comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur à Vienne; suite (du 10 au 12 juillet 1836. Le mariage avec une archiduchesse paraît décidément impossible et le duc d'Orléans songe à accepter la proposition faite par la Prusse d'un « petit mariage » avec Hélène de Mecklembourg. Instructif, car la question matrimoniale est liée intimement à toute la politique européenne). — *Ch. Stiénon*. La campagne d'Asie. II. Sur le Tigre (d'avril 1915, où commença la marche en avant de l'armée anglaise jusqu'au 11 mars 1917, jour où les Anglais entrèrent à Bagdad). = 10 août. *William Martin*. Les réformes démocratiques en Allemagne et le fédéralisme (« ce qui importe au

repos du monde, ce n'est pas d'établir en Allemagne la démocratie ou le parlementarisme, c'est d'affaiblir la Prusse au profit, non de l'Empire, mais des États ». — MILES. Silhouettes de guerre. M. Venizelos. — Albert DERIZE. La famille française (d'après un récent ouvrage de Henri Lavedan, auquel s'opposent, par contraste, les observations faites par deux Américains, Henry van Dyke et Barrett Wendell. En fait, la famille française s'est modifiée profondément depuis la loi sur le divorce; il importe pour l'avenir d'en resserrer les liens). — Édouard SOULIER. Les pays du Nord et la France (la France a des sympathies nombreuses dans ces pays; mais elle-même ne prend pas assez de soins pour les stimuler). — Henry DUGARD. Le Sous. Le pays, l'histoire, la situation actuelle, la dernière expédition de février-avril 1917 (le Sous est une des régions les plus intéressantes du Maroc; mais on a beaucoup exagéré sa richesse agricole; quant à ses ressources minières, elles sont encore mal connues). — Jean GAILLARD. L'opinion française et l'Espagne (nous comptons en Espagne beaucoup d'amis; la propagande allemande y est incessante; mais nous pouvons la combattre avec succès au point de vue commercial, industriel, artistique, littéraire. Il n'y a d'ailleurs pas de temps à perdre pour organiser la lutte contre un adversaire tenace et dénué de scrupules). — Commandant DAUBERT. La cavalerie défaillante! (le rôle de la cavalerie est-il fini? Non; il a été grand et efficace pendant les premiers mois de la guerre, il redeviendra essentiel quand on aura percé la ligne ennemie. Son action rapide doit être liée à celle de l'aéronautique). — Antoine DE TARLÉ. Américains et Français aux États-Unis pendant la guerre de l'Indépendance. = 25 août. \*\*\*. Le fédéralisme ou autonomisme en Russie, Finlande, Ukraine, Lithuanie, Russie blanche, pays balte. — MILES. Silhouettes de guerre. Le baron Sidney Sonnino. — Henry COCHIN. Un grand ami français des États-Unis d'Amérique : Augustin Cochin (A. Cochin écrivit une brochure qui fit grand bruit en 1861 sur l'abolition de l'esclavage; il prépara de toute son âme la réception du P. Lacordaire à l'Académie française et le discours de réception où il fut longuement question des États-Unis à propos de Tocqueville, dont le R. P. venait occuper le fauteuil; il fit en 1869, dans une réunion publique, un discours sur A. Lincoln qui fut un triomphe pour l'orateur. Il fut toujours un chaud admirateur d'une démocratie qu'éclairait l'Évangile). — L. DE LANZAC DE LABORIE. La « Société des nations » dans le passé. Aspirations, utopies et légendes. — Id. Un projet de mariage du duc d'Orléans, 1836; suite et fin (du 15 juillet au 16 novembre. L'Autriche, comme on sait, finit par repousser toute idée de donner une archiduchesse en mariage au fils d'un roi usurpateur et dont la vie était constamment en danger. Thiers s'y attendait et le roi prit sa déconvenue avec une certaine philosophie : « Les voilà bien comme je les ai connus », dit-il des princes autrichiens; « c'est avec cet esprit que, depuis un demi-siècle, ces gens à reculons perdent tous leurs procès ». Et Thiers d'écrire à

l'ambassadeur de France : « Actuellement, prenez à Vienne l'air dégagé, sans dépit, l'air que nous avons ici au fond du cœur; seulement ne vous laissez pas caresser... »). — 10 septembre. Jean BRUNHES. Races et nation. Les plus lointaines origines de notre peuple de France (résumé fort instructif des données fournies par l'anthropologie et par les historiens de l'antiquité; mais que de questions peut-on poser encore qui attendront longtemps sans doute une solution certaine ou vraisemblable!). — MILES. Silhouettes de guerre. Le général Sir Stanley Maude. — Jean SAISON. A l'armée d'Orient. Impressions et notes d'un officier. I. La retraite; Krivolak, Demir Kapou, 20 novembre-6 décembre 1915 (beaucoup de renseignements très précis). — Ernest DAUDET. La France et l'Allemagne après le Congrès de Berlin. La mission du comte Saint-Vallier, décembre 1877-décembre 1881, d'après des documents inédits; I. — Marc HÉLYS. A travers les provinces de France : Poitiers, Limoges, Cette, Montpellier. — Marcel DUPONT. En campagne. Impressions d'un officier de légère. XIII. Nuit dans les gaz (sous Verdun, 22 juin 1916; extrêmement émouvant). — Hubert MORAND. Le service des rapatriés à Évian (à la date du 14 juillet dernier, 110,000 rapatriés étaient déjà rentrés en France par Évian). — 25 septembre. \*\*\*. La Révolution russe et le principe électif (examine dans quelle mesure la nation russe a pu, jusqu'à présent, se préparer à l'application difficile de ce principe et quels résultats on peut attendre de cette innovation). — MILES. Silhouettes de guerre. Lord Rhondda, contrôleur des vivres (biographie du baron Rhondda of Llanwern, ci-devant David Alfred Thomas, né le 26 mars 1856, directeur d'un grand nombre de houillères, député libéral pour Merthyr Burghs en Galles, pair du royaume en 1916). — Prince Vladimir J. GHICA. Dans les régions dévastées. Mont-Renaud, Noyon, Chauny, Jussy. Feuilles d'un carnet de voyage (un simple détail : là où les Allemands n'ont pas pris le temps ou la peine de détruire les instruments aratoires, ils ont pris soin de les priver d'une pièce essentielle, « la même chez tous, de façon qu'il ne soit pas possible de les réasortir l'un par l'autre ». Raffinement de la « culture »). — Jacques DE COUSSANGE. La guerre et les pays scandinaves (le blocus, l'espionnage, l'opinion, les derniers incidents qui ont jeté un jour si singulier sur la neutralité de la Suède). — Général CANONGE. La bataille de la Marne. I. Historique (avec deux cartes). — François BOUCHER. Le bleu horizon dans les anciens uniformes de l'armée française.

20. — *Études*. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1917, 20 juillet. — Le cardinal L. BILLOT. La parousie; 3<sup>e</sup> article. — Paul SCHNEIDER. L'acier contre l'acier. II. Les usines Schneider. — Abel DECHÈNE. Les proscrits du 2 décembre à Jersey, 1852-1855; fin (départ de Victor-Hugo le 31 octobre 1855 et son arrivée à Guernesey; le gouverneur Love, avant de prendre l'arrêté d'expulsion, semble avoir conféré avec le secrétaire d'État anglais). — Impressions de guerre. LIII. L'ambulance de Pavillon-sur-Meuse,



travail du bois (c'est-à-dire des baraquements, novembre-décembre 1916). — Louis LAURAND. « Un mensonge de la science allemande » (à propos du livre de V. Bérard). — Louis DES BRANDES. Les journaux français de la grande guerre (à propos de la nomenclature publiée par l'*Argus de la Presse*). = 5 août. Louis JALABERT. La Révolution russe (la Douma et la situation des partis. La bureaucratie : ses tares et son rôle dans la Révolution. Le tsar ; les influences occultes, les dernières fautes. « Ce n'est pas sans regret que nous voyons disparaître de l'histoire cet homme qui eût pu être si grand s'il n'eût pas fléchi sous le poids d'un pouvoir trop pesant pour ses frères épaules »). — Joseph DASSONVILLE. Le monument aux morts (à propos de l'enquête faite par un journal du front, le *Souvenir*, et des quatre-vingt-deux réponses qu'il reçut ; fin au n° du 20 août). — Alain DE BECDÉLIÈRE. La « mission militaire » de Bordeaux vers 1684 (quand Vauban reconstruisit le Château-Trompette, renversé pendant la Fronde, des jésuites du collège de la Madeleine catéchisèrent les travailleurs ; plus tard, ils prirent soin des soldats qui formaient la garnison du nouveau château ; ce fut la « mission militaire » dont l'œuvre nous est décrite d'après les manuscrits du P. Guibert, le directeur de 1678 à 1687). — Albert LE CHARTRAIN. Saint François-Xavier (d'après le livre de Bellessort). — Paul BERNARD. Une importante découverte : le texte original du Directoire de saint Ignace (trouvé par le P. Bouvier à la Bibliothèque royale de Bruxelles, ms. 2847, et publié par lui d'après une phototypie communiquée par le gouverneur allemand von Bissing). — Impressions de guerre. LIV. Craonne (mars-mai 1917 ; par le P. Paul DUBRULLE, tombé à la tête de sa section et dont les articles vont être réunis en un volume). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux. La « Société des nations » (suite le 20 août ; bon résumé des travaux sur le grand dessein attribué à Henri IV). = C.-rendu : *Lucien Misermont*. Le serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des archives vaticanes (quelques réserves). = 20 août. Pierre MERTENS. Visite au Japon en guerre (la vie à bord d'un grand transpacifique japonais, 26 août-10 septembre 1916 ; Tokio et l'Inland Sea ; un jour à la police de Moji, 17 septembre ; l'auteur a été arrêté à cause d'un croquis dessiné au revers d'une carte ; à suivre). — Lucien ROURE. Foires de France (à propos de la foire de Paris qui s'est terminée le 31 mai 1917 ; la foire du Lendit, les foires de Champagne et de Brie, de Beaucaire, de Lyon). — Abel DECHÈNE. L'esprit français vu par M<sup>me</sup> de Staël dans son livre de l'Allemagne ; I (ce qu'elle dit de l'esprit de conversation). — Raoul DE SCORRAILLE. « El P. Francisco Suarez. » Centenaire et congrès suarézien (le P. Suarez est mort à Lisbonne le 25 septembre 1617 ; comment on se propose de célébrer le troisième centenaire). — Impressions de guerre. LV. Petits à-côtés de la grande tragédie. = C.-rendu : R. P. Raymond Génier. Sainte Paule (bon volume de la collection « Les saints »). = 5 septembre. Pierre GUILLOUX. Études augustinienes. I. L'enfant pro-

digue (son enfance, son séjour en Italie, la conversion). — Pierre MERTENS. Visite au Japon en guerre; fin (l'église catholique à Nagasaki; arrivée en Chine à Chang-hai, puis à la mission de Sienshien). — Abel DECHÈNE. L'esprit français vu par M<sup>me</sup> de Staël dans son livre de l'Allemagne; fin (ce qu'elle dit du drame français, de notre stérilité lyrique; elle réduit trop notre pensée aux modestes proportions d'une pensée de salon). — Pierre BLIARD. Au mont Valérien en 1870. Impressions et notes d'un capitaine de francs-tireurs (le comte Emmanuel de La Rochethulon, plus tard député de la Vienne). = C.-rendu : *Charles Le Goffic*. Les marais de Saint-Gond (a voulu conter une belle histoire et broser un grand tableau; n'a pas assez mis en lumière les résultats de l'action militaire dont ces marais furent le théâtre). = 20 septembre. Louis BILLOT. La parousie; 4<sup>e</sup> article. — Paul DUDON. Pourquoi les martyrs de septembre furent-ils massacrés? (se prononce, avec l'abbé Mangenot, contre la thèse de M. Misermont. Les prêtres massacrés n'avaient pas à choisir entre la mort et le serment de liberté et d'égalité inscrit dans les lois des 10, 14, 15 et 18 août 1792; le crime qui leur fut reproché datait du jour où ils avaient refusé le serment à la Constitution civile du clergé, crime qui fut regardé comme irrémissible). — Pierre GUILLOUX. Études augustiniennes; II (influence que la mère de saint Augustin eut sur lui). — Joseph HUBY. Le réveil de l'esprit (il s'agit de l'esprit catholique, d'après le livre de Robert Vallery-Radot). — Alexandre BROU. Le Père Louis Chainé (né à Lyon le 28 mai 1882, aumônier chez les Alpains sur le front d'Alsace; extraits de ses lettres et de ses notes de mars 1915 au 25 avril 1916; à suivre). — Lucien MÉCHINEAU. L'histoire religieuse de l'Abyssinie aux <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles (d'après les lettres des missionnaires publiées par le P. Beccari; la table des cinq volumes vient de paraître et forme un t. VI). — Yves DE LA BRIÈRE « Histoire vraie » du clergé pendant la guerre des Jésuites sous l'Ancien régime (d'après deux volumes de Jean Guiraud). — L. LAURAND. Les langues germaniques (signale le beau travail d'A. Meillet). = C.-rendu : *Henri Vaugeois*. La morale de Kant dans l'Université de France (diatribe contre cette morale et contre l'Université; voit dans l'affaire Dreyfus une explosion de l'esprit kantien).

21. — **La Grande Revue**. 1917, juillet. — Paul ADAM. La guerre dans les Dolomites. — Général PALAT. Une victoire décisive est-elle possible? — Noël SABORD. La tempête sur les cimes; II (sorte de chronique des événements dont Lille fut le théâtre du 2 août au 4 octobre 1914). — Gaetan PIROU. Les idées maîtresses de Jaurès. — Gérard HARRY. La « colossomanie » (en Allemagne, avant et pendant la guerre actuelle). — René LOTE. Pourquoi la guerre est longue (parce que nous n'avons pas su calculer les capacités de l'ennemi, ses méthodes et ses ressources profondes, parce que nous n'avons pas su, comme lui, mettre la science au service de l'ambition. Nécessité, dans

l'organisation moderne, de mettre d'accord l'État et la Science, pour qu'ils puissent se servir mutuellement). — Max BOË. Une ville de réfugiés (expose les sacrifices que s'est imposés la ville de Sens en août et septembre 1914 pour recevoir les malheureux que l'invasion allemande chassait de leurs demeures). — Août. Robert d'HUMIÈRES. L'aristocratie de demain (pages posthumes ou « variations eugéniques » sur la formation et le déclin des aristocraties dans l'histoire du monde). — Herbert Beerbohm TREE. Impressions d'Amérique en guerre. — Noël SABORD. La tempête sur les cimes; fin (la mobilisation et le contre-coup de la guerre à Eymoutiers). — E. Ch. ATHANASIADES. La vérité sur la Grèce germanophile (« une Grèce germanophile n'a jamais existé »; les Allemands savaient bien qu'ils n'y avaient qu'un ami : le roi). — G. GUY-GRAND. La France unie. IV. La guerre et les « mystiques ».

22. — *Mercury de France*. 1917, 1<sup>er</sup> août. — J.-W. BIENSTOCK. La Révolution russe; les partis politiques et leurs chefs (intéressant). — Édouard MAYNIAL. A propos de la restauration religieuse de J.-J. Rousseau (de quelques ouvrages anciens ou récents sur ce sujet). — 16 août. Georges RIVALS. L'attitude du Vatican pendant la guerre (à propos d'un livre récent où l'abbé Duplessy a réuni toute une série d'articles publiés de 1914 à 1917 à propos de Benoît XV et de la guerre; montre que la neutralité pontificale s'est laissé influencer par les chefs catholiques du Reichstag, et que le pape n'a pas compris grand'chose aux événements dont il reste le spectateur affligé et impuissant). — 1<sup>er</sup> septembre. Léon TOLSTOÏ. Rêves insensés. Pages sur Nicolas II (rapporte la réponse faite, le 17 janvier 1895, par Nicolas II aux représentants de la noblesse et des zemstvos qui étaient venus lui apporter, avec de riches présents, leurs vœux d'avènement et l'hommage de leur fidélité. « J'ai appris que, ces derniers temps, dans certaines assemblées de zemstvos, se sont élevées les voix de gens qui, dans leurs rêves insensés, voudraient voir les représentants des zemstvos participer à la direction des affaires de l'empire. Que tous sachent bien que... je maintiendrai le principe de l'autocratie avec la même fermeté inébranlable que l'a fait mon inoubliable père. » Le tsar récitait une leçon qu'on lui avait apprise. Elle produisit un effet déplorable dans la Société russe, même conservatrice; sa conduite parut contraire, non seulement aux usages de la cour, mais même aux règles de politesse et de convenance entre simples mortels. Une note officielle annonça que le discours de S. M. avait été accueilli par des hourras enthousiastes, ce qui était juste le contraire de la vérité. Quatre mois plus tard, il est vrai, le monde avait oublié l'incartade du jeune empereur, ce qui faisait dire aux Anglais : « Les Russes aiment cela; c'est cela qu'il leur faut »). — Félicien PASCAL. Les Anglais à Verdun (il s'agit des Anglais arrêtés par ordre de Bonaparte après la rupture du traité d'Amiens en

1803. 800 d'entre eux furent internés à Verdun où, d'ailleurs, ils purent mener assez joyeuse vie, selon le témoignage d'un de ces internés : Sir James Forbes, qui a conté lui-même ses aventures dans ses *Letters from France*, publiées en 1806 après sa mise en liberté. Il y a loin de ce tableau à celui des camps de concentration formés pendant la présente guerre). = 16 septembre. Paul LOUIS. Le socialisme allemand et la crise constitutionnelle outre-Rhin (de la fin de mars 1917 au 6 août; grande poussée démocratique enrayée par le coup d'état prétorien du 19 juillet). — Étienne FOURNOL. Les héritiers de la succession d'Autriche. IV. La confédération d'Illyrie (expose les raisons politiques et économiques qui commandent l'unité yougoslave dans l'Europe orientale remaniée par l'Alliance. Le futur congrès devra s'inspirer de la résolution déclarée par les trois peuples slaves soumis à la domination autrichienne de se soustraire à l'empire dans la séance du Reichsrath, le 30 mai 1917). — Henri MALO. En Flandre. Paysages du temps de guerre. = 1<sup>er</sup> octobre. Paul BOURDE. Qu'est-ce que la Révolution française? (l'esprit de la Révolution est « constitué par les trois croyances à l'excellence humaine, au droit au bonheur dans la vie présente et au progrès ». Il suit de là que l'historien de la Révolution « doit retracer comment la France a été amenée à divorcer avec la conception de la destinée humaine qui lui avait longtemps suffi, comment une conception nouvelle s'est formée et comment cette conception transforma si bien les doctrines morales et politiques du temps que, lorsque la royauté s'adressa au pays en 1789, elle se trouva en présence d'une nation inconnue » et hostile). — Quelques lettres de Michel-Ange (C. Martin traduit en français vingt et une de ces lettres, d'après le texte de l'édition du centenaire, donnée en 1875). — A. A. A. Aspects sentimentaux du front anglais.

23. — *Revue chrétienne*. 1917, juillet-août. — Maurice GOGUEL. L'ordre des livres du Nouveau Testament (cet ordre n'a pas eu dans l'ancienne église de caractère uniforme; il n'a été consacré définitivement que par le concile de Trente et l'on ne voit pas que l'ordre admis par la Vulgate ait aucun rapport avec l'origine même des livres. Il n'y a donc pas d'empêchement dogmatique à modifier cet ordre et il est certain qu'il y aurait intérêt à placer chacune des sections dont se compose le Nouveau Testament dans la suite chronologique de sa composition. La difficulté est d'établir de manière certaine cette suite chronologique; elle est telle que la Société biblique de Paris a décidé de maintenir l'ordre traditionnel dans la traduction de la « Bible du centenaire » qu'elle prépare). — John VIÉNOT. La jeunesse d'Edmond de Pressensé (d'après la biographie récemment publiée par Henri Cordéy). — Id. Opinions allemandes (reproduit, d'après la *Semaine littéraire de Genève*, de longs fragments d'un extraordinaire article où Max. Harden, traitant dans la *Zukunft* la question d'Alsace-Lorraine, conseille à l'Allemagne de céder sur ce point aux revendications de la France).



**24. — La Revue de Paris.** 1917, 1<sup>er</sup> août. — Maxime GORKI. Ma vie d'enfant; 4<sup>e</sup> partie. — Y. L'odyssée d'un transport torpillé (fin de cet étonnant recueil de lettres qui montre au vrai les services rendus pendant la guerre par la marine marchande, et peut-être aussi l'indifférence du gouvernement à son égard; sur ce dernier point, il convient toutefois de faire des réserves, l'auteur des lettres paraissant trouver un sensible plaisir à critiquer et à se plaindre. Mais on gâterait son plaisir si l'on entreprenait d'éplucher son témoignage). — Marcel ÉTÉVÉ. Lettres, 1915-1916 (choix de lettres écrites par ce normalien à sa mère et à quelques amis, du 25 avril 1915 au 19 juillet 1916. Étévé fut tué le lendemain 20 juillet près d'Estrées, Somme. Très intéressant, non pour les faits de la guerre, mais comme analyse de l'état mental d'un officier très cultivé, qui ne craint pas de décrire son découragement quand il a mal aux nerfs, et dont le moral reste bon quand même). — Jane Misme. Les derniers maîtres d'Urville (le château d'Urville fut acheté en 1890 pour le compte et par ordre de Guillaume II, non sans quelque effort d'intimidation; le dernier propriétaire fut Romain Sandret, maître tanneur de Metz, qui l'avait, seize ans auparavant, acheté du baron de Sers, ancien préfet de l'empire; et l'on fit savoir officiellement en Allemagne que ce baron était le dernier propriétaire du château, comme si l'on avait voulu rayer le propriétaire roturier. Histoire de Romain Sandret, fragment assez significatif de celle de la Lorraine, depuis 1860 environ, mais surtout depuis l'annexion). — Hector BERLIOZ. Lettres, 1842-1854; suite. — Paul GSELL. Dans les pays libérés (décrit le pays abandonné dans la Somme par les Allemands, les cruels et ineptes ravages qu'ils y commirent avant d'opérer leur « géniale retraite », les heureux efforts tentés pour rendre la vie aux pays dévastés par eux). — J. TCHERNOFF. Le Soviet de Pétrograd. = 15 août. Joseph REINACH. Gambetta et Bismarck. L'affaire Schnœbelé (raconte, en témoin très bien informé, comment prit corps l'idée d'une entrevue entre Bismarck et Gambetta en 1878, comment elle fut sur le point d'aboutir par l'entremise du comte Herbert de Donnersmark, comment Gambetta finit par l'abandonner et réussit à sortir d'une impasse : il aurait voulu parler de la Lorraine, sujet sur lequel Bismarck ne pensait pas qu'on pût même ouvrir la bouche. Raconte en outre l'affaire Schnœbelé où le comte Herbert et Joseph Reinach lui-même eurent un rôle à jouer; l'affaire, qui aurait pu devenir fort sérieuse, fut menée avec une calme maîtrise par le président Grévy. Bismarck, sur l'ordre exprès de l'empereur, finit par céder. Le règlement en fut ensuite rapidement terminé des deux parts dans un égal esprit de conciliation). — Ernest LÉMONON. Une Rome nouvelle (expose les divers projets élaborés pour transformer Rome au point de vue économique. De grands travaux se préparent; les Romains sauront sans doute les mener à bien sans rien sacrifier du glorieux passé de ce qui doit rester la Ville éternelle). — André VIOLLIS. Lloyd George, Sir Edward Carson, Lord Northcliffe. =

1<sup>er</sup> septembre. **ALTIER**. Journal d'une Française en Amérique; I (on n'a pas oublié le très intéressant journal que M<sup>me</sup> Altier a tenu en Allemagne au début de la présente guerre. Arrivée à New-York le 26 septembre 1916, elle a repris, dans ce monde nouveau, sa plume d'annaliste fidèle, perspicace et bien informée. Les fragments de son journal publiés ici racontent ce que l'auteur a vu et su à Washington et à Philadelphie du 4 au 18 mars 1917, c'est-à-dire depuis l'inauguration de la seconde présidence de Wilson jusqu'à l'arrivée de M. Gérard, l'ancien ambassadeur des États-Unis à Berlin). — **Jacques CREPET**. Dans le train des évacués. De Schaffhouse au Bouveret (touchant et instructif. On ne saurait trop répéter tout ce que la Suisse a fait pour soulager les Français rapatriés d'Allemagne, militaires et civils. Le nombre des évacués français passant par Schaffhouse a déjà dépassé le chiffre de 250,000). — **Jules DESTREE**. Figures italiennes d'aujourd'hui : Gabriele d'Annunzio (ses poèmes et ses discours qui ont allumé la flamme dans l'âme italienne). — **Maxime GORKI**. Ma vie d'enfant; fin. — **Charles LOISEAU**. Le Saint-Siège et la Révolution russe (la cour de Rome a été frappée par l'intérêt religieux de cette Révolution; elle en attend une ère réparatrice pour le catholicisme. Origine et critique de ce point de vue). = 15 septembre. **Z**. Précisions sur la bataille de la Marne (ces précisions ont pour objet de mettre en pleine lumière le rôle du général Joffre, qui sut ramener sur une ligne de bataille rigide nos armées compromises dans les combats malheureux des 20-23 août, puis menacer l'aile marchante de l'ennemi surpris à son tour dans son élan présomptueux, enfin le battre dans une série d'engagements très opiniâtres où les renforts furent toujours envoyés au moment et au lieu le plus opportuns). — **Jeanne BARRÈRE**. Enzo Valentini. Lettres d'un volontaire italien, juillet-octobre 1915 (choix des lettres écrites par Enzo à sa mère, la comtesse Valentini, descendante de Lucien Bonaparte. Enzo fut tué à l'assaut du Sasso de Mezzodi le 22 octobre 1915). — **ALTIER**. Journal d'une Française en Amérique; II (du mardi 20 mars 1917 au mercredi 11 avril; manifestations pacifistes; obstruction au Sénat et à la Maison des Représentants contre la motion du Président tendant à déclarer la guerre à l'Allemagne. Elle est enfin votée au Sénat par 90 contre 6 et aux Représentants par 373 contre 50). — \*\*\*. L'avenir économique de la Macédoine. = 1<sup>er</sup> octobre. **Henri GRAPPIN**. Le général Pilsudski et les légions polonaises (biographie d'un ardent patriote polonais, révolutionnaire par haine contre la Russie du tsarisme. Quand la grande guerre éclata, il créa en Galicie une armée de volontaires destinée à marcher contre les Russes; mais l'hostilité sourde de l'Autriche l'obligea à donner sa démission en 1916. Beseler, gouverneur allemand de Varsovie, le fit entrer au Conseil d'État, dans l'espoir que l'armée polonaise reconstituée par l'influence de Pilsudski servirait les desseins de l'Allemagne; mais il ne tarda pas à se convaincre que Pilsudski ne travaillerait jamais à l'asservissement de sa

patrie et il le fit arrêter. On en est là : les Polonais repoussent toutes les avances faites par les Allemands tant que leur général, leur « brigadier » restera sous les verrous ; le rapprochement est plus éloigné que jamais). — Marc HENRY. Les bords du Rhin. Francfort, Cologne, Dusseldorf. — ALTIAR. Journal d'une Française en Amérique ; suite (du 12 avril au 9 mai 1917 ; amusants détails sur le voyage de Joffre et de Viviani aux États-Unis). — Georges BEAULAVON. Les idées de J.-J. Rousseau sur la guerre. — A. W. MONOD et M. DEWAVRIN. La marine marchande du Japon.

25. — *Revue des Deux Mondes*. 1917, 1<sup>er</sup> août. — Abbé WETTERLÉ. L'Alsace-Lorraine à la veille de la délivrance (esquisse rapidement l'histoire de ce pays jusqu'en 1870 ; montre ce que fut le régime prussien dans les provinces annexées depuis cette date funeste ; tout concorde pour justifier leur retour à la patrie : l'origine ethnique de la population autochtone, l'histoire et l'intérêt national). — Louis MADELIN. La bataille des Flandres. L'Yser et Ypres ; II. La bataille d'Ypres (excellent exposé des points suivants : l'offensive alliée, 20-27 octobre 1914 ; l'assaut allemand, 27-31 octobre ; le rétablissement d'une situation devenue à un moment très critique ; le séjour à Thielt de l'empereur allemand, prêt à faire son entrée solennelle dans Ypres, dernier boulevard de la Belgique encore indépendante, 15 novembre ; l'effort suprême des Allemands, 6-15 novembre. En somme, l'offensive française en Belgique, ordonnée avec un admirable optimisme par le général Foch, avait échoué devant des forces très supérieures ; mais la ruée des Allemands vers Calais avait été arrêtée, les communications entre l'Angleterre et la France restaient libres ; les Allemands, qui avaient formé un plan gigantesque, ne gardaient que des lambeaux de terrain qu'on est en train de leur reprendre : « Après trois mois de campagne, ils aboutissent à une douloureuse impuissance à l'Ouest ». Ce mot du général Foch sera le jugement de l'histoire). — Victor GIRAUD. Le miracle français. II. Trois ans après (résumé un peu grandiloquent des trois années de guerre qui ont suivi la bataille de la Marne). — Rudyard KIPLING. La guerre en montagne (notes et impressions recueillies sur le front italien). — Pierre DE LEYRAT. En Amérique. Avec M. Viviani et le maréchal Joffre. — Marylie MARKOVITCH. Scènes de la Révolution russe. III. La Russie au bord de l'abîme (notes fort intéressantes sur le développement de l'anarchie russe jusque vers le milieu de mai). — 15 août. Gabriel HANOTAUX. L'énigme de Charleroi. I. La manœuvre de Belgique ; les combats de la Sambre, 16-25 août 1914 (la bataille de Charleroi est demeurée longtemps une énigme, parce qu'on ne s'expliquait pas l'arrivée soudaine de trois armées allemandes sur la Sambre le 20 août. En fait ces armées, un moment arrêtées par la défense de Liège, puis dégagées par la retraite inopportune des Belges sur Anvers, avaient attendu jusqu'au 18 août, immobiles en apparence, mais en réalité réunissant tous les moyens possibles pour pousser leur masse tout entière contre les

Français dans la direction de Maubeuge. C'est sur la Sambre que le choc se produisit. Le 22 au soir, les troupes alliées, qui d'ailleurs manquaient de cohésion, étaient condamnées à la retraite. Mais maintenant le plan allemand apparaissait nettement; les Français et les Anglais se retirèrent donc en combattant d'ailleurs vigoureusement. La victoire que les Allemands appellent « de Sambre et Meuse » était réelle, mais incomplète; dès le 25 août, le commandement français élaborait un plan nouveau, qui devait conduire à la bataille de la Marne). — Georges GOYAU. Le cardinal Mercier. — Louis BERTRAND. L'éternel champ de bataille. Les bonnes gens de chez nous; II (ce sont les bonnes gens du pays de Briey, avec toute la saveur du terroir). — Octave FORSANT. Le martyr de Reims. Les écoles dans les caves; journal de l'inspecteur primaire (notes journalières prises depuis le 18 octobre 1914 jusqu'au 28 septembre 1915; émouvant). — \*\*\*. Où en est l'armée allemande? Le bilan de deux mois de campagne, 9 avril-8 juin 1917 (étudie : 1<sup>o</sup> la manœuvre de Hindenburg et le repli stratégique; 2<sup>o</sup> les projets allemands et les accroissements de l'armée qui, par un coup de massue, doit forcer la victoire, au même moment où la guerre sous-marine aura paralysé l'Angleterre; 3<sup>o</sup> la bataille défensive d'avril 1917 et le système de fortifications employé pour la construction de la « ligne de Hindenburg »; 4<sup>o</sup> les Allemands perdent leurs positions avec l'initiative; la ligne de Hindenburg est entre nos mains; à la fin d'avril, l'ennemi a épuisé les réserves qu'il avait accumulées pour la lutte sur la Somme et l'Aisne). = 1<sup>er</sup> septembre. G. HANOTAUX. L'énigme de Charleroi. II. La manœuvre en retraite; les combats de la Sambre et leurs rapports avec la bataille des frontières (le mouvement des armées allemandes par la Belgique, envahie au mépris de tout droit, a réussi; l'offensive française a été brisée et le général en chef ordonne le 23 août au soir la retraite sur toute la ligne; mais les armées françaises ne sont ni tournées, ni coupées, ni détruites; dès le 24, Joffre donne ses instructions générales pour renforcer la liaison des armées et, le 25, il élabore un plan nouveau d'offensive qui devait aboutir aux victorieuses journées de la Marne; voir plus haut, p. 356). — Maurice TALMEYR. La belle France. Portraits de chez nous (récit émouvant de quelques morts héroïques : le comte de Pelleport, engagé volontaire au 29<sup>e</sup> de ligne à 59 ans, blessé à Sarrebourg le 20 août et mort à Heilbronn quelques jours après; un petit libraire parisien, Munier, engagé volontaire au 104<sup>e</sup> de ligne, tué à Auberive, le 25 septembre 1915, sous les yeux de son fils; le général de Grandmaison, blessé à mort en avant de Soissons le 18 février 1915; un garçon de ferme, Noël, grenadier au 17<sup>e</sup> chasseurs, blessé grièvement à Notre-Dame-de-Lorette le 9 mai; Jean-Marc Bernard, poète dauphinois, tué à Souchez le 5 juillet). — Marylie MARKOVITCH. Scènes de la Révolution russe. IV. Vers l'offensive (Kerensky, ministre de la Guerre; l'anarchie dans l'armée et chez les paysans; la « république » de Cronstadt;



Kerensky et Lénine face à face). — Octave FORSANT. Le martyr de Reims. Les écoles dans les caves. Journal de l'inspecteur primaire; fin (du 31 janvier 1916 au 30 mars 1917; les écoles furent fermées à la veille des vacances de Pâques. Le travail, assuré jusque-là avec régularité et avec fruit, dut être alors interrompu sous un bombardement effroyable et incessant). — Lieutenant-colonel DE CASTRIES. Blaise de Monluc et la guerre des tranchées. — André BEAUNIER. L'éloquence de Lamartine. = 15 septembre. E. BABELON. Les Français de Sarrelouis en Prusse rhénane (histoire de Sarrelouis depuis sa fondation en 1680 par Louis XIV jusqu'en 1815 où la place dut être cédée à la Prusse, installée sur la rive gauche du Rhin en sentinelle avancée contre la France. Depuis, et malgré les efforts de la Prusse pour germaniser le pays, l'élément français a persisté dans cette ville. Ville martyre comme celles de l'Alsace et de la Lorraine voisines et qui, comme elles, attend la délivrance). — René DOUMIC. Teodor de Wyzewa. — Albert PINGAUD. La guerre vue par les combattants italiens. — Abbé WETTERLÉ. Une manœuvre allemande. L'autonomie de l'Alsace-Lorraine (« Depuis quarante-quatre ans, les Allemands immigrés ont considéré toutes les fonctions publiques, dans les provinces annexées, comme des fiefs de famille. Les indigènes n'arrivaient pas à pénétrer dans une administration dont les postes étaient exclusivement réservés à une caste. Or, l'autonomie nominale de notre pays ne changerait rien à cette situation de fait. Nous ne pourrions pas dépouiller les fonctionnaires actuels de leurs charges et nous ne serions pas à même de fournir un personnel de remplacement. Tout en étant donc indépendants en titre, nous continuerions, comme dans le passé, à être gouvernés et administrés par des étrangers, de mentalité hostile à la nôtre et de mœurs brutales »). = 1<sup>er</sup> octobre. Julien ROVÈRE. La rive gauche du Rhin. I. La résistance à la conquête, 1815-1848 (montre combien les Allemands de la rive gauche annexés à la France répugnèrent au joug prussien que leur infligèrent les traités de 1814-1815). — Marcelle TINAYRE. Un été à Salonique, avril-septembre 1916; IV (le quartier turc; les cercles et la société; un campement militaire au pied des montagnes; une fête serbe : la « slava »). — S. ROCHEBLAVE. Chez les neutres du Nord. I. De Paris en Hollande (très intéressant et instructif). — Pierre de NOLHAC. Fragonard en Italie, d'après le Journal de Bergeret de Grandcourt (1773-1774). — Marylie MARKOVITCH. Scènes de la Révolution russe. V. Korniloff contre Kerensky (intéressante biographie de Korniloff). — Gaston DESCHAMPS. Aux régions dévastées. II. Les renaissances (efforts accomplis par l'autorité militaire pour faire renaître la vie dans les régions dévastées par les Allemands au moment de leur retraite).

**26. — Académie des inscriptions et belles-lettres.** Comptes-rendus des séances, 1917, janvier-février. — Rapport du secrétaire perpétuel sur les travaux des commissions de publication de l'Académie.

mie pendant le second semestre de 1916 (mémoires de l'Académie, mémoires des savants étrangers, notices et extraits de manuscrits, histoire littéraire de la France, chartes et diplômes, pouillés, obituaires, corpus inscriptionum semiticarum). — SEYMOUR DE RICCI. Un manuscrit disparu des lettres de saint Ambroise (double feuillet provenant de la bibliothèque de Saint-Pierre-de-Préaux, près de Pont-Audemer; les Bénédictins avaient signalé ce manuscrit). — Théodore REINACH. Une inscription grecque d'Éléonte (trouvée par un sous-officier anglais dans la péninsule de Gallipoli en janvier 1917; c'est une dédicace à Attale II, 159-138 av. J.-C.). — A. THOMAS. La pintade, ou poule d'Inde, dans les textes du moyen âge (on a appelé coq et poule d'Inde le dindon qui vient d'Amérique, Indes occidentales; quand il est question de poule d'Inde dans les textes du moyen âge, il s'agit de la pintade, encore que celle-ci vint d'Afrique). — Mars-avril. Ph. FABIA. Un projet d'Artaud pour la réduction de la mosaïque Montaut (cette mosaïque découverte, en octobre 1822, sur la commune de Saint-Romain-en-Gal, chez le nommé Montaut, représente Orphée charmant les animaux. La mosaïque réduite fut posée au palais Saint-Pierre; mais entre le projet de réduction d'Artaud et la restauration qui fut faite il y a de grandes différences). — Alfred MERLIN. Fouilles à Thuburbo Majus en 1916 (dégagement d'un petit sanctuaire; les *thermae hibernales*; masque de Pan en terre cuite). — J.-B. CHABOT. Un épisode inédit des Croisades (il s'agit du siège de Birta que fit l'atabek de Mossoul, Zengui, après la prise d'Édesse, en 1145. L'issue ne tourna pas à son avantage; aussi les historiens arabes ne font qu'une mention brève de cet événement. Récit d'une chronique syriaque conservée dans un manuscrit à Constantinople). — Paul DURRIEU. Une gravure du début du *xvii*<sup>e</sup> siècle trahissant l'influence d'une composition de Jean Fouquet (elle représente les « Trois morts et les trois vifs » et se trouve dans un missel publié par Jean Petit le 28 février 1518; elle rappelle une miniature de Fouquet dans les Heures de Baudricourt). — SEYMOUR DE RICCI. La table de Palerme (les divers fragments qui ont été découverts permettront un jour, quand le déchiffrement sera plus sûr, de connaître la chronologie des premiers rois d'Égypte). — Franz CUMONT. La langue des hittites (résume les conclusions auxquelles est arrivé Hrozný, professeur à l'Université de Vienne; le hittite est une langue aryenne et est apparenté au latin; il forme le pont entre les idiomes européens et le tokharien du Turkestan, avec lequel il paraît avoir d'étroites affinités).

**27. — Académie des sciences morales et politiques.** Comptes-rendus des séances et travaux, 1917, juillet. — La réforme administrative après la guerre. Discussion de la lecture faite précédemment par M. Jean Imbart de La Tour et à laquelle prennent part MM. Lépine, Colson, Beauregard, d'Eichthal, Charles Benoist, Villey, Morizot-Thibault, Vidal de La Blache, Delatour. — A. CHUQUET. Une

prophétie de Goethe (le fameux mot de Goethe prononcé au lendemain de la bataille de Valmy a été inventé par lui, après coup, au moment où il rédigea en 1820 et 1821 sa *Campagne de France*). — G. LACOUR-GAYET. Talleyrand et l'expédition d'Égypte; II (comme quoi, quand en 1799 l'expédition eut échoué, on en attribua toute la responsabilité à Talleyrand; les controverses à ce sujet; Talleyrand donna, en juillet, sa démission de ministre des relations étrangères; mais quand Bonaparte fut arrivé à Paris, fin octobre 1799, il avait besoin de Talleyrand; les deux hommes lièrent partie et, le 30 brumaire, quelques jours après le coup d'État, Talleyrand reprit possession de son cabinet de ministre, à l'hôtel de la rue du Bac). — Août. Charles BENOIST. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité; l'arrondissement de Fougères; suite: les campagnes. — M. MARION. Les lois du maximum sous la Révolution et la taxation des salaires (l'article 8 de la loi du 29 septembre 1793 fixait les salaires, gages, etc., dans chaque commune aux mêmes prix qu'en 1790, accrus de moitié, et l'article 9 donnait aux municipalités le pouvoir de punir de trois jours de détention les ouvriers qui se refuseraient sans cause légitime à leurs travaux ordinaires; mais ces deux articles étaient inexécutables et en fait ne furent pas exécutés ni à la ville ni à la campagne. Analyse des rapports présentés sur « l'exécution » de la loi par les administrateurs des districts).

28. — **Bulletin de la Société de l'histoire de Paris.** 1916. — G. MACON. La maison de campagne de François Clouet à Vanves. — Comte Paul DURRIEU. La vue de Paris du « Froissart de Breslau » (reproduit et commente une miniature peinte au tome IV du manuscrit des chroniques de Froissart qui a été exécuté pour le Grand Bâtard de Bourgogne et qui se trouve aujourd'hui à Breslau; cette miniature représente l'entrée solennelle de la reine Isabeau de Bavière à Paris au mois d'août 1389. Elle doit être attribuée à Philippe de Mazerolles, artiste saintongeais mort à Bruges en 1479 ou 1480). — A. TUETÉY. Marguerite de Navarre, bienfaitrice de l'hôpital des Enfants-Rouges (publie une lettre de Jean Briçonnet, président de la Chambre des comptes, au chancelier Du Bourg, 13 mars 1536). — Id. Une femme galante au xvi<sup>e</sup> siècle (publie une sentence rendue par le Parlement de Paris contre une certaine dame Ysabeau de Sertainville que ses voisins de Grenelle, scandalisés de sa conduite, appelaient « la demoiselle dorée », 1556. Elle fut condamnée à être « battue et fustigée nue de verges », puis bannie « sur peine de la hart »; mais on lui rendit ses habits et bijoux). — A. PERRAULT-DABOT. Un papier de tenture gravé et peint à Paris au xviii<sup>e</sup> siècle. — A. TRUDON DES ORMES. Noms d'artistes, ou présumés tels, recueillis dans les extraits des criées certifiées au Châtelet de Paris, 1670-1786. — P. LACOMBE. Notice bibliographique sur la Police des

*pauvres de Paris* par G. Montaigne, vers 1560. — H. STEIN. L'enlumineur Robert Alexandre (nommé dans un texte du 4 février 1491). — Abbé Jean GASTON. L'iconographie des anciennes confréries parisiennes. Nouvelles trouvailles. — C. COUDERC. Économies proposées par B. Franklin et Mercier de Saint-Léger pour l'éclairage et le chauffage à Paris, 1784. — H. OMONT. Mercier de Saint-Léger et la bibliothèque du roi (Mercier demande en 1775 la place de garde de la bibliothèque « pour la recherche des livres imprimés et manuscrits qui y manquent ». Il offre d'en remplir les fonctions gratuitement, « la bonté du feu roi l'ayant mis dans le cas d'être content de sa fortune ». Sa requête ne fut pas agréée). — Abbé Jean GASTON. Épitaphe de François Jacquet, chanoine au Saint-Sépulcre à Paris, 1597. — Alph. DUNOYER. Un rôle de cotisation sur les propriétaires à Paris, 1677.

**29. — Mémoires de l'Académie de Stanislas. 1916-1917.** — LÉON GERMAIN DE MAIDY. L'image de sainte Marie Majeure à la cathédrale de Nancy (à propos d'un tableau qui se trouve dans la sacristie principale de la cathédrale, fait une histoire de la dévotion, en Lorraine, à l'image de sainte Marie Majeure). — ID. Une douzaine de chronogrammes en Lorraine (depuis celui qui a été inscrit en 1476, v. st., sur le tombeau de Charles le Téméraire à Nancy jusqu'à celui qui indique en 1788 une reconstruction du prieuré de Cons-la-Grandville, détruit par la foudre). — Émile DUVERNOY. Vitrimont (ce village, à une lieue à l'ouest de Lunéville, détruit entièrement par les Allemands en 1914, est reconstruit en ce moment grâce à la charité d'un groupe de dames californiennes; fait à ce propos l'histoire de la seigneurie, de la communauté et de la paroisse de Vitrimont antérieurement à la Révolution; l'ermitage de Sainte-Anne sur son ban rappelle le souvenir de Valentin Jameray-Duval). — Charles GUYOT. La forêt et la guerre (rôle de la forêt dans la guerre actuelle; c'est dans la forêt que se livrent les batailles les plus acharnées; les forêts de Champenoux, de la Chipotte, les bois le Prêtre et Mortmare; dommages subis par ces forêts; mesures à prendre pour les reconstituer). — ID. Deux foyers de guerre à Nancy en 1916 : foyer du soldat et cantine de gare (le foyer du soldat s'est ouvert le 2 avril dans la banque de la Société de crédit industriel, place Saint-Georges; la cantine de la gare, installée dans les bâtiments de l'ancien hôpital militaire, a été inaugurée au mois d'août). — Georges PARISSET. Interprétation germanique des origines de la guerre (analyse de façon très précise et très fine la « littérature de guerre » de l'Allemagne qu'il connaît fort bien. Divise les thèses soutenues en divers groupes, les Allemands ayant appelé à la rescousse histoire, géographie, psychologie et morale, science économique et sociale, philosophie et métaphysique; en fait, leurs arguments se heurtent et se contredisent. Ils ne nous instruisent point sur les faits eux-mêmes; mais ils montrent le véritable état d'esprit des Allemands, leur croyance à une mission



historique de l'Allemagne à laquelle les puissances alliées auraient voulu s'opposer; ainsi, par l'analyse même de toutes ces thèses, sont mis à jour les ambitions des Germains et leur désir de domination universelle). — LÉON GERMAIN DE MAIDY. A propos d'un travail relatif à la pénétration des Allemands en France sous l'Ancien régime (celui de J. Mathorez; certains personnages donnés par cet auteur comme Allemands sont en réalité des Lorrains, ainsi René de Guelff, les Bassompierre). — ID. La frise des apôtres à l'église de Maixe (au canton de Lunéville; sculpture sur bois sans doute du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, intéressante pour l'iconographie religieuse). — E. AMBROISE. La Croix-Rouge dans les campagnes, 1911-1917 (pendant longtemps les trois Sociétés qui composent la Croix-Rouge française ont limité leurs efforts aux villes; en 1911, elles ont commencé leur propagande dans les campagnes; services rendus pendant cette guerre en Lorraine par les comités ruraux). — LÉON GERMAIN DE MAIDY. Un écusson héraldique à Neufchâteau (sur l'hôtel de ville actuel; il représente les armoiries de Jean de Houdreville et de sa femme Jeanne Héraudel qui construisirent cet hôtel en 1583). — ID. Une inscription liminaire attribuée à Nostradamus (à Mouriers, dans les Bouches-du-Rhône; le mot SOLI, trois fois répété, rappelle les trois personnes divines; croyances aux trois soleils). — Hippolyte ROY. La mode et le costume au XVIII<sup>e</sup> siècle. Époque Louis XIII. Étude sur la cour de Lorraine (l'auteur se propose de publier à la fin de la guerre un ouvrage sous ce titre. Son travail est fait à l'aide des livres de comptes des ducs de Lorraine, de 1624 à 1633, où sont mentionnés tous les achats faits par eux de meubles, de vêtements, etc. L'extrait qui est donné ici nous fait connaître les endroits où les ducs faisaient leurs achats, aux foires de Saint-Nicolas, à Metz, à Strasbourg, à Paris; il présente quelques-uns des artisans lorrains, nous conduit aux diverses chambres du palais ducal dont nous admirons l'ameublement et dans les écuries où sont enfermés les carrosses et les litières). — LÉON GERMAIN DE MAIDY. Sur la mode des devises matrimoniales aux XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles (ces devises se composaient de deux parties, du désir exprimé par l'époux, de la réponse de la femme; « je l'ai empris, bien en avienne » est une devise de ce genre; la première partie était peut-être celle de Charles le Téméraire, la seconde la réponse de sa femme Marguerite d'York). — Ch. GUYOT. L'École nationale des eaux et forêts; ce qu'elle était en 1914, ce qu'elle doit être après la guerre (réflexions à méditer de l'ancien directeur de cette École). — Émile DUVERNOY. Montaigne et le duc Charles III (Montaigne raconte, dans ses *Essais*, qu'un prince souverain, pour rabattre son incrédulité, lui fit voir dix ou douze prisonniers accusés de sorcellerie et une vieille « vraiment bien sorcière en laideur et déformité ». Conjecture, de façon ingénieuse, que ce prince souverain est Charles III de Lorraine).

30. — *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*. T. XLI, 1914, [publié en 1917]. — H. OMONT. Le « Livre » ou « Cartulaire » de

la Nation de France de l'Université de Paris (ce Cartulaire est entré récemment dans les collections de la Bibliothèque nationale; il est le troisième qu'on ait retrouvé des cartulaires appartenant aux quatre Nations de l'ancienne Université. Il a été commencé dans la seconde moitié du *xiv<sup>e</sup>* siècle; au *xvi<sup>e</sup>*, chaque procureur, à son entrée en fonctions, inscrivait lui-même la mention de son élection sur le registre de la Nation et signait de sa main; ces mentions s'arrêtent, faute de place, en 1537. On ouvrit alors un second registre, qui est conservé à la bibliothèque Mazarine, ms. 3312, et qui a été continué jusqu'en 1677. On donne ici le catalogue des actes transcrits sur ces deux registres avec l'indication de l'ouvrage où ils ont été publiés, car presque tous étaient déjà connus; puis le calendrier de l'Université, par quoi débute le Cartulaire; enfin la liste, rangée par ordre alphabétique, des procureurs de la Nation de France aux *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles; toutes ces mentions étaient rédigées en latin). — A. VIDIER. Les marguilliers laïcs de Notre-Dame de Paris, 1207-1790; suite et fin (à noter, p. 240, la requête de ces marguilliers à l'Assemblée constituante, 1790; ils exposent les droits et privilèges dont ils ont joui jusqu'alors et leurs titres à une indemnité si leurs fonctions sont supprimées. En appendice, une liste des marguilliers laïcs de 1174 à 1790 et des notices sur les maisons du fief des Tombes qui leur appartenaient). = T. XLII, 1915 (voir *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 194). = T. XLIII, 1916. Paul LECESTRE. Notice sur l'Arsenal royal de Paris jusqu'à la mort de Henri IV; suite (troisième partie: le bailliage de l'Arsenal; son origine, sa juridiction, ses officiers, avec dix-sept pièces justificatives, allant de 1456 à 1706). — Marcel FOSSEYEUR. L'assistance parisienne au milieu du *xvi<sup>e</sup>* siècle (avec un fac-similé reproduisant un folio du premier Registre des délibérations du bureau de l'Hôtel-Dieu; cf. *supra*, p. 368). — Commandant HERLAUT. L'éclairage des rues à Paris à la fin du *xvii<sup>e</sup>* et au *xviii<sup>e</sup>* siècle (1<sup>o</sup> la taxe des boues et des lanternes; 2<sup>o</sup> entretien des lanternes; 3<sup>o</sup> les commis allumeurs; 4<sup>o</sup> la surveillance des commissaires, les fraudes; 5<sup>o</sup> suppression des lanternes; les réverbères et autres systèmes nouveaux proposés pour l'éclairage de la ville; en 1769, l'huile remplace la chandelle dans les lanternes à réverbère et, en 1780, Paris est aussi bien éclairé que l'état de la science le permettait). — A. PERRAULT-DABOT. Les objets d'art classés parmi les monuments historiques dans les églises du département de la Seine.

## ITALIE.

31. — *Rivista storica italiana*. Tome III, 1914, fasc. 1. — F. SAVIO. Gli antichi vescovi d'Italia dalle origini al 1300, descritti per regioni. La Lombardia; parte I (après avoir relait l'*Italia sacra* d'Ughelli pour le Piémont, le P. Savio entreprend la même œuvre pour la Lombardie; important). — G. GRANELLO DI CASALETO. Il cas-

tello di Compiano e un episodio inedito di storia genovese (bon). — *Ant. Missiroli*. Astorgio III Manfredi, signore di Faenza, 1488-1501; parte I (bon). — *Fr. Ruffini*. Perché Cesare Baronio no fu papa? (Baronius ne fut point pape parce que l'Espagne s'y opposa en vertu du « jus exclusivæ »). — Alcuni fatti del Risorgimento italiano (études et documents sur la campagne d'Italie en 1859, par des officiers de l'État-major). = Fasc. 2. *Ant. Giunta*. L'esame della critica sulla storiografia siciliana dei secoli XVI e XVII (bon). — *D. Provençal*. Usanze e feste del popolo italiano (très intéressant). — *R. Davidsohn*. Geschichte von Florenz. III : Die letzten Kämpfe gegen Reichsgewalt (important). — *G. B. Morandi*. Il castello di Novara dalle origini el 1500 (fait avec soin). — *A. Rosenberg*. Der Staat der alten Italiker (traite des Latins, des Osques et des Étrusques). — *Fr. Biehringer*. Kaiser Friedrich II (compilation peu originale; des lacunes et des erreurs). — *Eug. Müller*. Peter von Prezza, ein Publizist der Zeit des Interregnums (bon). — *H. E. Rohde*. Der Kampf um Sizilien in den Jahren 1291-1302 (fait connaître des faits nouveaux tirés des archives de Paris, de Barcelone et de Valence). — *M. Rothbarth*. Urban VI und Neapel (rien de nouveau). — *A. G. Ferrers-Howell*. S. Bernardino of Siena (excellent). — *C. Orsenigo*. Vita di S. Carlo Borromeo (conscientieux recueil de tous les faits connus sur la vie et l'œuvre de saint Charles; œuvre d'un admirateur enthousiaste, non d'un érudit). — *L. Celier*. Saint Charles Borromée, 1538-1584 (bon). — *E. Salaris*. Una famiglia di militari italiani dei secoli XVI e XVII. I Savorgnano (rien de nouveau). — *F. Cordova*. I Siciliani in Piemonte nel sec. XVIII (on a réimprimé cet ouvrage de Cordova pour commémorer le second centenaire du couronnement de Victor-Amédée II à Palerme). — *Ant. Emiliani*. I Francesi nelle Marche, 1797-1799 (intéressant). — *S. Pivano*. Albori costituzionali d'Italia, 1796 (important). — Ouvrages sur le Risorgimento italiano. = Fasc. 3. *F. Filippini* et *G. Luzzatto*. Archivi marchigiani (important). — *Alessio*. Vicende storiche e religiose di Barge. Gli statuti di Barge (bon; les statuts publiés sont du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> siècle). — *Bollea*. L'abbazia di San Pietro di Precipiano nel secolo XV. — *F. Donaver*. La storia della Repubblica di Genova; t. II (bon). — *G. Sforza*. Bibliografia storica della città di Luni e suoi dintorni (bon). — *Giov. Carbonelli*. Gli ultimi giorni del conte Rosso e i processi per la sua morte (l'auteur, qui est médecin, a soumis à une étude critique tous les documents qui parlent de la mort du comte Rouge, l'aventureux et infortuné Amédée VII de Savoie. Est-il mort, ainsi qu'on l'a dit, au château de Ripaille, sur le lac de Genève, empoisonné à l'instigation de sa propre mère, Bonne de Bourbon, la « bonne comtesse »? Non, il est mort du tétanos, maladie consécutive à des blessures reçues à la chasse. Il expira en pleine connaissance dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 novembre 1394. Cependant, les ennemis de Bonne de Bourbon répandirent le bruit qu'elle l'avait fait empoisonner; de là, des procès

qui durèrent jusqu'en 1395 et qui se terminèrent par un verdict d'innocence en faveur de la comtesse). — *P. Giacosa*. Sulla morte del conte Rosso (dans son beau livre sur le château de Ripaille, Max Bruchet a repris la thèse de l'empoisonnement et soutenu que le coupable est le médecin Grandville, agissant à l'instigation du seul Otton de Grandson. Giacosa combat cette opinion et conclut dans le même sens que Carbonelli). — *P. Toesca*. La pittura e la miniatura nella Lombardia (remarquable). — *E. Pometta*. Come il Ticino venne in potere degli Svizzeri; 2 vol. (l'auteur a utilisé beaucoup de documents; mais il manque de méthode et ne sait se borner). — *Karl Stallwitz*. Die Schlacht bei Ceresole, 1544 (bon travail critique). — *N. Mengozzi*. Ascanio Piccolomini V, arcivescovo di Siena (beaucoup de documents qui font revivre toute une grande époque). — *Giuseppe Fochessati*. I Gonzaga di Mantova e l'ultimo duca (insuffisant). — *Bertolini et Rinaldi*. Carta politico-amministrativa della patria di Friuli al cadere della Repubblica veneta (précieuse carte au 200,000<sup>e</sup>). — Publications relatives au Risorgimento. = Fasc. 4. *A. Falce*. Gli archivi provinciali del mezzogiorno (utile étude sur l'organisation indispensable d'un service public d'archives). — *Gius. Sticca*. Gli scrittori militari italiani (bon). — *L. Zimolo*. L'Egeo e l'Ellesponto nella storia d'Italia (bon, surtout pour le moyen âge. En appendice, édition nouvelle du traité turco-vénitien par lequel Venise renonça définitivement à la possession des Cyclades, 1540). — *P. Gribaudo*. La posizione geografica e lo sviluppo di Torino (bon). — *W. Stuhl-fath*. Gregor I der Grosse; sein Leben bis zu seiner Wahl zum Papste (excellent). — *W. Franke*. Romuald von Camaldoli und seine Reformtätigkeit zur Zeit Otto's III (bonne biographie de saint Romuald qui organisa les ermites sur le modèle de Cluny. Né en 951-952, il fut le protégé d'Otton III et, comme lui, partisan de la dévotion ascétique). — *H. Pahncke*. Geschichte der Bischöfe Italiens deutscher Nation 951-1264, (très utile, mais non encore définitif). — *J. Plasnik*. Italia mercatoria apud Polonos saeculo xv ineunte (utile recueil de documents). — *W. Block*. Die Condottieri-Studien (prouve combien il est inexact de prétendre que les batailles livrées par les condottieri n'étaient pas sanglantes). — *Gius. Dalla Santa*. Di Callimaco Esperiente in Polonia, e di una sua proposta alla Repubblica di Venezia nel 1495 (intéressant). — Per Carlo Baronio. Scritti vari nel terzo centenario della sua morte (analyse un volume de *Mélanges* composé pour le troisième centenaire du cardinal Baronius). — *M. Tortonese*. La politica ecclesiastica di Carlo Emanuele III nella suppressione della nunziatura e verso i Gesuiti (insuffisant; l'auteur est un adversaire déclaré du pouvoir temporel; mais ses assertions ne sont pas confirmées par les faits qu'il raconte). — *A. Comandini*. Gli Italiani in Russia nel 1812 (intéressant). — Publications relatives au Risorgimento. = Tome VII, 1915, fasc. 1. Codice diplomatico Barese; t. VIII (334 documents allant de 897 à 1285; ils proviennent des



archives capitulaires de Barletta). — *L. Vander Essen*. Les archives Farnésiennes de Parme, au point de vue de l'histoire des anciens Pays-Bas catholiques (utile; nombreuses fautes de lecture et d'impression). — *Fr. Savini*. Bullarium capituli Aprutini saeculorum XIII et XIV (169 documents de 1267 à 1389, concernant la collégiale de Teramo). — Collections sigillographiques de MM. Gustave Schlumberger et Adrien Blanchet; 690 sceaux et bagues (important). — *Aug. Tellucini*. La raccolta numismatica di Carlo Emanuele III, re di Sardegna, e il tesoro di papa Sisto V in Castel Sant' Angelo in Roma (bon). — *G. Luzzatto*. Storia del commercio. T. I : Dall' antichità al Rinascimento (excellent). — *C. Pinzi*. Storia della città di Viterbo lungo il medio evo. T. IV : 1436-1534 (important; l'histoire communale est trop souvent noyée dans l'histoire générale de l'Italie, mais beaucoup de faits nouveaux). — *Ant. Jatta*. La Puglia preistorica (bon; nombreuses illustrations dans le texte). — *U. Coli*. Collegia et sodalitates; contributo allo studio dei collegi nel diritto romano (thèse bien conduite). — *E. Antonini*. Il senatus consultum ultimum e il moderno stato di assedio (très bonne thèse). — *Casamassa, Grossi-Gondi, Hirsch, Ubaldini, Toniolo, Marucchi*. Lettere costantinianae per il XVI centenario della proclamazione della pace della Chiesa (études critiques sur le texte d'Eusèbe relatif à l'édit de Milan en 313). — *Fr. Tarducci*. L'Italia dalla discesa di Alboino alla morte di Agilulfo (rien de bien neuf). — *F. Schneider*. Die Reichsverwaltung in Toscana 568-1268; t. I (beaucoup d'érudition). — *G. Scaramella*. Firenze allo scoppio del tumulto dei Ciompi (étude sur les groupes sociaux de Florence avant la sédition des Ciompi et sur leurs tendances économiques et politiques). — *G. B. Picotti*. La pubblicazione e i primi effetti della « Execrabilis » di Pio II (bon). — *V. Rossi*. La formazione storica del Rinascimento italiano (excellent). — *V. Ricchioni*. La costituzione politica di Firenze ai tempi di Lorenzo il Magnifico (bon). — *L. Rava*. Mauro Orbini, primo storico degli Slavi (biographie soignée d'un Ragusain qui fut abbé de Malte et qui publia en 1601, à Pesaro, en italien, un livre intitulé : Il regno degli Slavi hoggi corrottamente detti Schiavoni; ce livre, devenu rarissime, est tout à la gloire du peuple slave. Bonne étude sur Raguse au point de vue littéraire). — *G. Ferrari*. L'ordinamento giudiziario a Padova negli ultimi secoli della Repubblica veneta (bon). — Ouvrages sur la Révolution française et sur le Risorgimento). = Fasc. 2. *Fumi*. Annuario del regio Archivio di Stato (utile). — *Vatasso et Carusi*. Bibliothecae apostolicae Vaticanae Codices mss. recensiti. Codices Vaticani latini 9,852-10,300 (important). — *A. Chiappelli*. Storia del teatro di Pistoia dalle origini alla fine del sec. XVIII (très intéressant). — *G. A. Garuffi*. Per la storia dei secoli XI e XII (intéressant volume de mélanges qu'accompagnent de nombreux documents). — *E. Re*. La compagnia dei Riccardi in Inghilterra e il suo fallimento alla fine del secolo XIII (excellente étude sur cette banque italienne que ruina la

guerre franco-anglaise de 1294). — *K. H. Schæfer*. Dei Ausgaben der apostolischen Kammer unter Benedikt XII, Klemens VI und Innocenz VI (gros livre bourré de renseignements). — *A. Mathew*. The life and times of Rodrigo Borgia, pope Alexander VI (compilation sans critique). — *W. Harrison*. Cesare-Borgia (remarquable). — *Giov. Susta*. Die römische Kurie und der Konzil von Trient unter Pius IV (excellent). — *A. Pellizzari*. Portogallo e Italia nel secolo XVI (bon). — *C. Grimaldo*. Le trattative per una pacificazione fra la Spagna e i Turchi, 1645-1651 (bon). — *A. Segarizzi*. Relazioni degli ambasciatori veneti al senato; t. II (publie huit relations envoyées de Milan, à différents intervalles, de 1520 à 1794, et cinq envoyées d'Urbino, de 1547 à 1631). — *R. Quazza*. La cattura del cardinal Giulio Alberoni e la Repubblica di Genova (intéressant). — Livres sur la Révolution française, sur le Risorgimento italiano et sur la guerre libyque. = Fasc. 3. *Al. Lattes*. Le ingrossazioni nei documenti Parmensi (bonne étude juridique sur un mode d'expropriation ayant pour objet de réunir les fonds de terres possédés par divers propriétaires et d'en former des domaines d'un seul tenant; usité déjà au III<sup>e</sup> siècle, puis tombé en désuétude, ce procédé fut renouvelé au XVI<sup>e</sup> siècle et a laissé des traces jusqu'au XVIII<sup>e</sup>). — *O. Grosso*. San Giorgio dei Genovesi (bonne étude sur les origines du culte de saint Georges à Gênes). — *W. de Burgh*. The legacy of Greece and Rome (honnête résumé). — *Carolina Lanzani*. Mario e Silla. Storia della democrazia romana 87-82 a C. (bon travail philologique; mais il y aurait beaucoup à dire au point de vue historique). — *C. Barbagallo*. La catastrofe di Nerone (travail soigné). — *Fr. Lanzoni*. Le legende di S. Cassiano d'Imola (on ne peut guère nier la réalité historique d'un chrétien appelé Cassinus, qui vivait à Forumcornelii et qui périt au temps des persécutions; Prudence en parle; mais il ne fut pas évêque et l'on ne sait rien de sa condamnation ni de sa mort). — *Fr. Lanzoni*. S. Severo, vescovo di Ravenna nella storia e nella leggenda (bon). — *Id.* Cronotassi dei vescovi di Faenza, dai primordi a tutto il secolo XIII (important). — *Gius. Gerola*. Per la cronotassi dei vescovi Cretesi all' epoca veneta (bon). — *E. P. Vicini*. I podestà di Modena, 1156-1796. I : 1156-1336 (important). — *F. Bæthger*. Die Regentschaft Papst Innocenz III (bonne étude sur la minorité de Frédéric II et la régence du royaume de Sicile par le pape Innocent III). — *L. Chiappelli*. La donna Pistoiese del tempo antico (intéressant pour l'histoire juridique et sociale). — *E. Pandiani*. Vita privata di Antonio Gallo, cronista genovese del sec. XV (bon). — Publications pour le centenaire de la mort de Giambattista Bodoni (Bodoni était un imprimeur célèbre; son centenaire a été l'occasion de publications aussi intéressantes que variées). — Ouvrages relatifs à la Révolution française et au Risorgimento italiano. = Fasc. 4. *J. Taurisano*. I Domenicani in Lucca (publie beaucoup d'utiles documents). — *Fr. Leifer*. Die Einheit des Gewaltgedankes im römischen Staats-

recht (prétendre que, durant toute la République, s'est maintenu le concept de l'unité de pouvoir, c'est un paradoxe inadmissible). — *F. Ermini*. Peristephanon. Studi Prudenziari (bonne étude sur la vie de Prudence et la chronologie de ses œuvres). — *B. Brugi*. Per la storia della giurisprudenza e delle università italiane (très intéressant). — *P. S. Leicht*. Ricerche sul diritto privato nei documenti preireniani; I (utile). — *J. Geyer*. Papst Klemens III, 1187-1195 (bon). — *P. Egidi*. La colonia Saracena di Lucera e la sua distruzione (très utile catalogue d'actes, au nombre d'environ 900, avec un excellent commentaire). — *B. Zanazzo*. L'arte della lana in Vicenza (excellent). — *O. Premoli*. Storia dei Barnabiti nel cinquecento (excellent chapitre d'une histoire de la restauration religieuse au XVI<sup>e</sup> siècle). — *P. Negri*. Relazioni italo-spagnole nel secolo XVII (importantes négociations de la cour d'Este avec l'Espagne en 1630). — *A. Perassi*. La spedizione del principe Tommaso verso Salerno nel 1648, narrata da un documento di quel tempo (bon et en partie nouveau). — Publications sur Victor-Amédée II et sa politique extérieure. — *Bice Romano*. L'espulsione dei Gesuiti dal Portogallo, con documenti dell' Archivio veneto (a mis à profit la correspondance du nonce à Lisbonne, qui jette beaucoup de lumière sur la conduite de Pombal, en particulier sur l'attentat machiné contre la vie du roi). — Publications relatives à la Révolution française et au Risorgimento italiano. = Tome VIII, 1916, fasc. 1. *U. Benassi*. Le pergamene del secolo XV ignote od inedite dell' archivio vescovile di Parma (notices, rangées par ordre alphabétique, des chartes conservées aux archives épiscopales de Parme). — *E. Gazzera*. Santo Ginesio e lo suo antico archivio (notice historique bien documentée sur les archives d'une petite commune de l'ancienne marche de Fermo). — *Fl. Valerani*. I primordi della stampa in Casate e i tipografi Casatesi fino alla metà del sec. XIX (estimable). — *F. Vigener*. Gallikanismus und episkopalistische Strömungen im deutschen Katholizismus zwischen Tridentinum und Vaticanum (quelques considérations générales qui peuvent être utiles et une abondante bibliographie). — Annuario dell' Istituto di storia del diritto romano; vol. XIII-XIV. — *L. Pareti*. Studi siciliani ed italiani (beaucoup de faits intéressants). — *L. Tondelli*. Matilde di Canossa (brochure écrite à l'occasion du huitième centenaire de la mort de la célèbre comtesse Mathilde). — *Ad. Hofmeister*. Deutschland und Burgund im früheren Mittelalter (bon). — *M. Besson*. Monasterium Acaunense (bonne monographie sur l'abbaye de Saint-Maurice du Valais et ses origines). — *Ed. Stahmer*. Die Verwaltung der Kastelle im Königreich Sizilien unter Kaiser Friedrich II und Karl I von Anjou (bon). — *L. Mohler*. Die Kardinäle Jacob und Peter Colonna; ein Beitrag zur Geschichte des Zeitalters Bonifaz VIII (remarquable). — *L. Fumi et Aldo Carlini*. Una continuazione Orvietana della cronaca di Martin Polono (intéressant). — *A. Roviglio*. L'umanesimo e la scoperta dell' America (utile brochure). —

*C. Bornate*. Historia vitae et gestorum per dominum Magnum Cancellarium, Mercurino Arborio da Gattinara (important; car c'est l'autobiographie du grand chancelier de Charles-Quint). — *L. Berra*. L'Accademia delle notti vaticane fondata da san Carlo Borromeo (Accadémie fondée en 1562; formée des littérateurs et des prélats les plus illustres de Rome; limitée à quinze membres. Elle eut d'abord un caractère tout profane; puis, quand Charles Borromée se fut donné entièrement à la piété et à l'ascétisme, elle ne s'occupa plus guère que d'études sacrées. Quand Charles eut quitté Rome en 1565, l'Accadémie cessa de se réunir). — *C. Ferrari*. Le contribuzioni volontarie di Verona e Padova per la guerra di Candia (utiles documents sur cette guerre qui dura de 1645 à 1667). — *Maria d'Angelo*. Luigi XIV e la Santa Sede, 1689-1693 (bon). — *P. Cardona*. La guerra tra Spagna ed Austria in Italia durante la lotta per la successione al trono di Polonia: il blocco, l'assedio e la resa di Siracusa del 1735 (très utile; les archives locales ont été fort bien mises à contribution). — *A. Battistella*. La guerra di successione polacca desunta da lettere private del tempo (très vivant). — *U. Mazzini*. Un corrispondente del Muratori: Gio. Antonio de' Nobili (bon). — *V. Adami*. I magistrati ai confini nella repubblica di Venezia (intéressante étude sur les magistrats chargés de régler toutes les questions de frontière avec l'Autriche, en particulier sur le lac de Garde). — *Fr. Picco*. Il profeta Mansur; G. B. Boetti, 1743-1798 (amusante histoire d'un aventurier piémontais, qui se fit moine, fut chargé d'une mission en Orient, se brouilla avec ses supérieurs et finit par se faire passer pour un envoyé de Dieu). — *A. de Gubernatis*. Vittorio Alfieri (parle surtout des sentiments d'Alfieri. C'est sans doute le dernier écrit du fécond publiciste). — *V. Mellini*. L'isola d'Elba durante il governo di Napoleone I (beaucoup de précieux documents sur l'île d'Elbe. L'auteur, mort octogénaire en 1897, était né dans l'île en 1819; il était fils d'un colonel de l'empire, frère d'une lectrice de Madame Mère. Le volume, fruit de longues recherches, a été publié par le fils du défunt). — Gli Italiani in Germania nel 1813 (recueil de documents sur les Italiens qui servirent pendant la campagne de Russie; il a été publié par le bureau historique de l'État-major italien). — Bibliographie du Risorgimento. = Fasc. 2. *Ed. Martinori*. La moneta. Vocabolario generale (beaucoup de recherches; mais l'érudition de l'auteur, débordante par endroits, est trop maigre ailleurs. Malgré ce manque de proportions, livre très utile). — *Gio. Franc. Nardi*. Cronaca Teramana dei banditi della campagna e delle fazioni famigliari della città nei sec. XVI e XVII (intéressant pour l'histoire de Teramo sous la domination espagnole). — *G. Poggi*. Genova preromana, romana e medioevale (consciencieux, mais trop d'étymologies hasardées). — *A. R. Scarsella*. Annali di S. Margherita Ligure dai suoi primordi sino all'anno 1863; vol. I (bonne monographie, sans prétention). — Miscellanea di storia, letteratura e arte piacentina. — *T. Rossi et F. Gabotto*. Storia di Torino (tome I, jusqu'à 1280; bon). — *E. Musatti*. Storia di



Venezia (bon; très copieuse bibliographie). — *H. L. Havell*. Republican Rome (bon résumé). — *R. Francis*. Augustus; his life and his work (brochure de vulgarisation). — *W. W. Fowler*. Roman ideals of deity in the last century before the christian era (livre qui fait penser; comme contre-partie, on devrait consulter l'ouvrage de *V. Macchioro*: *Sincretismo e Politeismo*). — *A. H. Mathew*. The life and times of Hildebrand, pope Gregory VII (ouvrage de bonne vulgarisation). — *F. Bosdari*. Il comune di Bologna alla fine del sec. xiv. — *Id.* Giovanni I Bentivoglio, signore di Bologna, 1401-1402 (recherches assez étendues). — *A. Bonardi*. Venezia città libera dell' impero nell' immaginazione di Massimigliano I d'Absburgo (bonne étude sur une tentative faite par l'empereur en 1510 pour faire de Venise une ville libre comme celles de la Hanse; pour obtenir ce résultat, il imagine de pousser la vieille noblesse contre la nouvelle, maîtresse du gouvernement, puis d'exciter le peuple contre ses maîtres. Il échoue piteusement). — *H. Stœckius*. Parma und die päpstliche Bestätigung der Gesellschaft Jesu 1540 (bon). — *Gius. De Ninno*. I martiri e i perseguitati politici di Terra di Bari nel 1799 (contient 248 biographies, parmi lesquelles peu sont intéressantes). — *Al. d'Ancona*. Scipione Piattoli e la Polonia (met en très bonne lumière un aventurier qui, après avoir été le précepteur de jeunes nobles polonais, réussit à entrer en 1782 à la cour du roi Stanislas Poniatowski et tint désormais une place honorable parmi les défenseurs d'une Pologne libre et indépendante). — Bibliographie du Risorgimento. = Fasc. 3. *D. Filia*. La Sardegna cristiana; storia della chiesa (rien de nouveau). — *G. Cassi*. Il mare adriatico; sua funzione attraverso i secoli (méritoire). — *D. Olivieri*. Saggio di una illustrazione generale della toponomastica veneta (très utile). — *Chartularium studii Bononiensis*; vol. I et II (remarquable). — *G. Bragagnola* et *E. Bettazzi*. Torino nella storia del Piemonte e d'Italia; vol. I (bon). — *Ant. Cipolla*. C. Sallustio Crispo e lo scandalo attribuitogli da M. Terenzio Varrone nel frammento del logistorico « Pius aut de pace » (veut prouver que Salluste a été calomnié et que Sextus Pompée est le « Pius » de Varron). — *A. Roviglio*. Intorno alla storia dei Longobardi (trois consciencieuses études). — *H. B. Cotterill*. Medieval Italy (ouvrage de bonne vulgarisation). — *S. R. Putelli*. Relazioni commerciali tra Venezia ed il Bresciano nei secoli XIII e XIV (documents inédits). — *T. Bufarale*. Sulle cause della morte di Raffaello (bonne étude médicale sur les causes de la mort de Raphaël). — *R. O. Spagnolletti*. Studi di storia Andriese, 1552 e 1799 (deux conférences). — *P. L. Levati*. I dogi di Genova e vita genovese 1746-1771 (bon). — *L. Rava*. Le prime persecuzioni austriache in Italia. I deportati politici cisalpini del dipartimento del Rubicone, 1799-1800 (publie beaucoup de documents). — *T. Casini*. Il senato del regno italico (bon). — Bibliographie du Risorgimento. = Fasc. 4. *M. Zucchi*. La raccolta di stemmi inediti della biblioteca del re in Torino (décrit quarante-quatre manuscrits arabes). — *C. F. Savio*. Saluzzo (deux volumes

très érudits sur Saluce et ses évêques, 1475-1601, son marquisat et son diocèse au XVIII<sup>e</sup> siècle). — *L. Douglas*. Histoire de Sienne, trad. de l'anglais par *G. Feuilloz* (bon; mais il y avait beaucoup plus à dire sur les lettres et les sciences à Sienne). — *R. A. Marini*. Gli statuti di Villafranca Piemonte, 1384. — *A. Manaresi*. L'impero romano ed il cristianesimo (important). — *U. Fracassini*. L'impero e il cristianesimo da Nerone a Costantino (bon). — *T. Somigli di S. Detale*. Costantino e il problema politico-religioso 274-327 (plus de conscience que d'esprit critique). — *G. Salvioli*. Storia economica d'Italia nell'alto medioevo (important). — *G. Mengozzi*. Il comune rurale del territorio lombardo-tosco (utile). — *G. Ferrari*. La campagna di Verona dal secolo XII alla venuta dei Veneziani, 1405 (bon). — *P. Vigo*. Le repubbliche di Genova e di Firenze per il possesso di Livorno (très intéressant). — *A. Luzzo*. Isabella d'Este e i Borgia (publie d'importants documents). — *P. Rosa*. I Gesuiti, dalle origini ai nostri giorni (apologie de l'ordre par un P. jésuite). — *C. Contessa*. Aspirazioni commerciali intrecciate ad alleanze politiche della Casa di Savoia coll'Inghilterra nei secoli XVII e XVIII (bon). — *U. Benassi*. Guglielmo Du Tillot (bon; intéressant pour l'histoire des réformes en Italie au XVIII<sup>e</sup> siècle). — Bibliographie du Risorgimento.

## ORIENT.

**32. — Le Monde slave.** N° 1, 1917, juillet. — *Louis EISENMANN*. Le problème slave dans la crise européenne; I (état politique du monde slave avant la guerre; comment la guerre l'a modifié; ce qu'il faut faire pour empêcher les Empires centraux de soumettre les Slaves non-Russes et de les opposer aux Russes. Avec une carte). — *J.-B. SÉVERAC*. Les causes de la Révolution russe (étudie la question agraire, la misère et les soulèvements du prolétariat des villes, la révolte du sentiment national). — *Édouard BENEŠ*. Les Tchécoslovaques et la guerre; I (montre le développement de l'évolution littéraire, intellectuelle, économique, enfin politique des Tchèques). — *Jován Cvijić*. Les mouvements métanastasiques dans la péninsule des Balkans (décrit les migrations des peuples balkaniques sous la poussée de l'invasion turque, du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle; avec une carte). — *E. SÉMÉNOV*. La Révolution à Petrograd; notes d'un témoin (du 14 au 27 février v. st.). — Documents sur la Révolution russe; I (compte-rendu de la séance de la Douma d'empire le 23 février 1917, d'après le *Novoje Vremja* du 24 février). — C.-rendu : *Alexandre Brückner*. Die Slaven und der Weltkrieg (ouvrage de propagande bien informé, bien composé par un homme intelligent et instruit, mais par un courtisan hostile aux Slaves et en particulier aux Polonais). — N° 2, août. — *V. LEBEDEV*. Les Serbes héroïques. — *E. DENIS*. Le Reichsrat (expose les mesures prises par les Habsbourgs, depuis 1848, pour donner à un pays, où les Allemands représentent moins d'un quart de la population, une physionomie germanique et organiser le pou-

voir de manière que l'autorité réelle appartienne à la race la moins nombreuse. Au recensement de 1910, les Allemands, dans la double monarchie, comptaient pour 10,700,000, contre 9 millions de Magyars et 22 millions de Slaves. Contre les Germains, la lutte est menée par les Tchèques, nation jeune et démocratique. Le Manifeste des 150 qui parut à la veille de la réunion du Reichsrat, le 10 mai 1917, exprime les vœux du pays que les députés tchèques doivent présenter au Reichsrat, puisqu'il n'y a pas de Diète de Bohême; séance du Reichsrat le 30 mai où les orateurs désignés par les divers partis nationaux prononcèrent « la déchéance des Habsbourgs et la fin de l'Autriche ». La déchéance n'est pas encore un fait accompli; mais la question a été posée en face de l'Europe et du monde avec la plus persuasive netteté). — Édouard BENEŠ. Les Tchécoslovaques et la guerre; fin (organisation de la résistance slave contre l'Autriche depuis la guerre: le Conseil national des pays tchèques, fondé à Paris vers la fin de 1915 et l'Union tchèque fondée en Bohême même en 1916, qui lança le manifeste des 150 le 10 mai 1917. Les Tchèques y proclament leur désir d'être unis aux Slovaques de Hongrie et cette proclamation a été faite d'accord avec les Slovaques eux-mêmes. « C'est la fin de la Hongrie actuelle »). — René PINON. L'Albanie dans la politique européenne. — La déclaration de Corfou (important document qui porte les signatures du Dr Anse Trumbic, député et chef du parti national croate à la Diète de Dalmatie, et de Nika P. Pachitch, président du Conseil du royaume de Serbie; à Corfou, le 7-20 juillet 1917). — Documents sur la Révolution russe. II. De la dissolution de la Douma à l'abdication de Nicolas II. = C.-rendus: Charles Rivet. Le dernier Romanov (déposition sincère d'un témoin averti, qui a des relations nombreuses, qui sait ouvrir les yeux et les oreilles, mais qui encombre son récit de réflexions ambitieuses, d'études politiques et diplomatiques qui n'en augmentent pas l'autorité. « Le livre de M. Rivet montre jusqu'à quel excès de stupidité était tombé le tsarisme; il n'avait laissé au pays d'autre refuge que la Révolution »). — Jacques Bainville. Comment est née la Révolution russe (bon; mais l'auteur n'a mis en lumière qu'un côté de la question). — Ivan Kreh. Les Slovènes (médiocre traduction d'un ouvrage dans lequel un député de la Carniole au Reichsrat a, dans des termes très modérés, entrepris de faire connaître aux Allemands les prétentions des Slovènes: ceux-ci demandent à être réunis au futur royaume serbo-croate. L'ouvrage a été saisi en Allemagne et en Autriche-Hongrie). — W. Gettlich. Oesterreichs-Schicksalsstunde (l'auteur, qui est un Polonais autrichien, qui a servi dans l'armée autrichienne jusqu'en 1915 et qui s'en est retiré parce que, « comme Polonais, il ne voulait plus se battre pour la cause prussienne », expose, en les déplorant, les progrès de l'influence allemande en Autriche et en Hongrie).

---

## CHRONIQUE.

---

**France.** — La mort de Paul MEYER est une perte irréparable pour la philologie française.

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer et moins encore d'apprécier l'œuvre considérable qu'il produisit dans le domaine des langues romanes et de l'histoire littéraire. Il suffira de rappeler que, pendant un demi-siècle, il enseigna ces langues et cette littérature à l'École des chartes et au Collège de France; qu'il poursuivit avec méthode dans les bibliothèques de France et d'Angleterre des recherches extrêmement fructueuses; qu'avec Gaston Paris il fonda et dirigea la *Romania*; qu'il fut pour la Société des anciens textes français un secrétaire admirable de science et de conscience; qu'à l'Académie des inscriptions il collabora aux grands recueils d'histoire et de littérature qu'elle a hérités des Bénédictins. Depuis longtemps il était reconnu comme un maître, maître admiré, redouté, vénéré, dans tous les pays où l'on étudie la France du moyen âge et la diffusion de son génie littéraire.

Mais Paul Meyer a fait aussi dans ses travaux la part belle à l'histoire. Quand il était à Tarascon, chargé de classer et d'inventorier les archives municipales, il avait formé le projet de joindre à son inventaire une histoire de la ville avec un choix de pièces inédites. Ce projet ne fut pas réalisé; dès lors cependant, il ne cessa de porter un vif intérêt à l'étude des chartes municipales; les *Documents linguistiques du midi de la France*, qu'il publia en 1909 avec un glossaire et des cartes, ont été sans doute choisis à cause de leur importance philologique, mais forment un recueil précieux pour l'histoire des institutions locales dans les départements des Alpes (Hautes-Alpes, Basses-Alpes et Alpes-Maritimes) et dans celui de l'Ain. Ses fouilles dans les bibliothèques de manuscrits lui ont procuré la joie de mettre la main sur des textes historiques d'une importance exceptionnelle. Dès son premier séjour en Angleterre, il découvrait une traduction française, faite au *xiv<sup>e</sup>* siècle par Jean du Vignay, d'une chronique latine rédigée au temps de Philippe III par Primat, moine de Saint-Denis; c'était une continuation du *Speculum historiale* de Vincent de Beauvais; utilisée ensuite par Guillaume de Nangis, elle devint une des sources des Grandes chroniques de France. Si, dans son mémoire sur Primat (*Archives des-missions*, 2<sup>e</sup> série, t. III), P. Meyer n'a pas marqué exactement la place qui revient à Primat dans l'historiographie de Saint-Denis, il a eu du moins le mérite de projeter une lumière inattendue sur un des termes du problème et l'honneur de



fournir le texte par lequel s'ouvre le tome XXIII des *Historiens de France*. Plus tard, il déterra dans la magnifique collection des manuscrits de Sir Thomas Phillipps, à Cheltenham, une œuvre complètement ignorée : la biographie en vers de Guillaume le Maréchal, qui fut régent d'Angleterre de 1216 à 1219; l'édition qu'il donna de ce poème, si plein de vie et de style si personnel (*Société de l'histoire de France*, 3 vol., 1891-1901), peut être proposée comme un modèle d'édition savante où tout est dit avec l'érudition la plus scrupuleuse, la mieux distribuée, sans inutile fatras. Au domaine provençal, se rapporte un texte non moins précieux : la *Chanson de la Croisade contre les Albigeois*. En 1865 déjà, il avait soumis à une critique serrée et convaincante une thèse où Guibal avait prétendu démontrer l'unité de ce poème; Guibal n'était pas philologue, et c'est précisément l'étude de la langue dans laquelle est écrite cette chronique rimée qui fournit à P. Meyer la preuve du contraire; tout le monde est aujourd'hui d'accord avec lui pour admettre que la *Chanson de la Croisade* a été composée d'abord par Guillaume de Tudela (1210-1213), puis par un Toulousain anonyme écrivant sous la dictée même des événements, enflammé par les mêmes passions qui animaient les Albigeois contre les Croisés et leur chef, Simon de Montfort. Dans l'édition de cette *Chanson* (*Société de l'histoire de France*, 2 vol. 1875-1879), il a commenté le texte de très près, en utilisant un grand nombre de pièces d'archives, imprimées ou inédites.

L'histoire des Croisades en général ne cessa de solliciter son attention. Auxiliaire à l'Académie des inscriptions (1866), il fut d'abord employé aux recherches d'Hauréau pour la suite de la *Gallia christiana*; mais il prit peu après la succession de son condisciple à l'École des chartes, Mévil, qui était attaché à la Commission des Croisades. C'est dans les papiers de Mévil qu'il trouva la copie d'une relation inédite en provençal sur la *Prise de Damiette en 1219*; il donna de ce texte corrompu et mutilé une édition soigneusement revue (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1877), avec un aperçu des sources historiques relatives à cette expédition. Plus tard, il publia un fragment d'une *Chanson d'Antioche*, avec une traduction française et des notes (*Archives de l'Orient latin*, tome II, 1884); c'est un récit en provençal de 707 vers sur la bataille livrée par les chrétiens aux Sarrasins devant Antioche, le 28 juin 1098. Notre ami Charles Kohler, chargé plus tard par l'Académie de préparer le tome V des *Historiens occidentaux* des Croisades (2<sup>e</sup> partie), aurait pu dire mieux que personne quel intérêt P. Meyer portait à ses recherches et à l'impression des textes qui devaient prendre place dans ce volume.

Mentionnons encore un peu au hasard le *Débat des hérauts d'armes de France et d'Angleterre*, dont une édition avait été préparée par Léopold Pannier pour la Société des anciens textes français, et auquel P. Meyer ajouta *The debate between the Heralds of England and France*, de John Coke, « clerc des statuts de l'étape de Westminster »

(1877); *Raoul de Cambrai*, chanson de geste publiée en collaboration avec Auguste Longnon (ibid., 1882); *Fragments d'une vie de saint Thomas de Cantorbéry*, publiés pour la première fois d'après les feuillets appartenant à la collection Gœthals Vercruysse (ibid., 1885). Ajoutons des notes sur *Quelques chroniques anglo-normandes qui ont porté le nom de Brut*, dans le *Bulletin* de la même Société (1878); un mémoire sur les *Premières compilations françaises d'histoire ancienne* (tome XIV de la *Romania*); des notes sur une *Chronique de Normandie* jusqu'en 1216, une *Chronique des rois de France* jusqu'en 1215 et une *Histoire des rois d'Angleterre* jusqu'à Richard I<sup>er</sup>, qui est une des sources de Philippe Mousket, textes trouvés par lui dans un manuscrit de Cambridge (*Notices et extraits des manuscrits*, t. XXXII); le *Livre journal de maître Ugo Teralh, notaire et drapier à Forcalquier, 1330-1332* (ibid., t. XXXVI); enfin, un remarquable tableau *De l'expansion de la langue française en Italie pendant le moyen âge*, qu'il présenta au premier Congrès international d'histoire tenu à Rome en 1903 et qui est un important chapitre de l'histoire des relations franco-italiennes.

Un historien de profession eût pu remplir une très honorable carrière rien qu'en éditant et en étudiant les textes qu'on vient d'énumérer (et cette nomenclature n'a pas la prétention d'être complète); il est prodigieux et admirable de penser que cette production ne fut encore pour Paul Meyer que la moindre partie de son activité scientifique.

Il faut dire que sa vie s'enferma tout entière dans son travail. Il naquit à Paris le 17 janvier 1840; sa famille, dans l'histoire de laquelle il pouvait remonter jusqu'à la quatrième génération, était française et catholique. Lui-même, il rappelait volontiers, non sans un sourire de malice en revoyant tout le chemin qu'il avait parcouru depuis lors en sens inverse, qu'il avait suivi pendant trois années l'enseignement du catéchisme de persévérance. Cela dit pour réfuter encore une fois, s'il en est besoin, une affirmation téméraire d'Édouard Drumont. Ce fougueux pamphlétaire avait déclaré dans la *France juive* que P. Meyer était « fils de Juif allemand » et que c'est grâce à cette origine sémitique qu'il avait obtenu en 1883 le prix biennal de 20,000 fr., récompense qui, disait-il, « aurait fait la joie de tant de travailleurs français honnêtes, modestes et pauvres ». Meyer répondit par une lettre calme et digne qu'on trouvera dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (1886) et qui a été reproduite dans les éditions subséquentes de la *France juive*. Si Drumont, avant de chercher à diffamer P. Meyer, s'était renseigné, il aurait appris que précisément ce bon Français était « honnête et pauvre », j'ajouterais même « modeste », bien qu'il eût la pleine conscience de sa valeur et qu'il ait révé parfois des succès plus retentissants que les gloires silencieuses de l'érudition pure.

Après de bonnes études classiques au lycée Louis-le-Grand, il entra à l'École des chartes. Sa thèse, qu'il soutint en janvier 1861 et qui n'a

jamais été publiée, était intitulée : *Recherches sur la langue parlée en Gaule aux temps barbares, V<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècles*. Chargé d'abord de missions à l'étranger, il fut, à son retour, attaché au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale, puis aux archives de l'Empire (1866); mais il ne fit qu'y passer. Suppléant de Guessard à l'École des chartes (1869), il ne cessa au contraire d'appartenir à cette École comme professeur, comme secrétaire (1872), enfin comme directeur (1882). Nommé professeur au Collège de France (1882), à la chaire qu'avait occupée Edgar Quinet, il se fatigua vite de parler devant un public où il ne voulait voir que des amateurs ou des désœuvrés; et il ne tarda pas à prendre un suppléant : ce fut son élève et ami Alfred Morel-Fatio, qui lui succéda définitivement en 1906. D'ailleurs, à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, où il fut élu le 30 mai 1883, il avait trouvé un nouveau champ d'activité. Le recueil des *Historiens des Croisades*, l'*Histoire littéraire de la France*, en général la plupart des grandes entreprises collectives de l'Académie absorbaient une partie de son temps et il préféra faire des économies sur son enseignement.

Mais jamais il ne voulut que ce fût au détriment de l'École des chartes. Là, il se sentait chez lui, avec de vrais élèves, qu'il pouvait rudoyer au besoin, auxquels il voulait inculquer sa méthode, qu'il aimait enfin à guider, à aider de toute manière pendant les années d'étude et ensuite pendant toute leur carrière. C'est son cours sans cesse perfectionné par une pratique de quarante années, c'est la direction de cette École dont il lui coûta le plus de se détacher quand la maladie le contraignit à prendre sa retraite. Aussi, quand il fut mort (7 septembre), parut-il qu'aucun autre lieu ne pouvait être plus convenable pour ses obsèques que cette salle du Conseil où il avait installé son cabinet directorial, où, le soir, il avait, une fois tout le monde parti, passé tant d'heures laborieuses. La Fortune, qui ne lui avait pas été clémentine dans ses derniers mois, lui réservait cette dernière faveur d'être loué comme il convenait par trois de ses anciens élèves : le président en exercice de l'Institut, le directeur actuel de l'École et le directeur des Archives nationales. En rendant hommage à l'étendue de ses connaissances, à la variété féconde de ses travaux, à la force méthodique de son esprit, à la droiture de son caractère, à sa bonté d'apparence un peu bourrue, à son dévouement pour les intérêts supérieurs de la science et pour les grandes causes morales, ils ont devancé le langage de la postérité.

Ch. B.

— Dans notre dernier numéro, en annonçant que M. Louis LIARD, vice-recteur de l'Académie de Paris, avait pris sa retraite pour le 1<sup>er</sup> octobre 1917, nous lui exprimions notre admiration et notre reconnaissance pour la grande œuvre qu'il avait accomplie. Il ne devait point jour de cette retraite, si bien méritée par une vie de labeur et d'efforts; au début de septembre, l'Université de Paris et le corps enseignant de la France entière apprenaient avec une profonde émotion qu'il venait de mourir.

Né à Falaise le 22 août 1846, il fit d'excellentes études au collège de sa ville natale, puis au lycée Charlemagne; il entra à l'École normale supérieure en 1866, d'où il sortit avec le titre d'agrégé de philosophie. Il enseigna aux lycées de Mont-de-Marsan et de Poitiers et fit avec vaillance son devoir pendant la guerre de 1870. A Poitiers, il compléta son éducation scientifique en prenant la licence ès sciences et prépara son doctorat ès lettres avec deux thèses qu'il soutint en 1873 : *De Democrita philosopho*; *Des définitions géométriques et des définitions empiriques*. Elles lui valurent la chaire de philosophie à la Faculté des lettres de Bordeaux, qu'il occupa avec une rare autorité de 1874 à 1880. Nous n'avons point ici à rappeler ses nombreux ouvrages de philosophie, bien que l'historien puisse tirer grand profit de ses études sur *Descartes* ou sur les *Logiciens anglais contemporains*. Tout en poursuivant ses savantes recherches, M. Liard fut homme d'action. Il rendit de nombreux services à la ville de Bordeaux, en acceptant le poste d'adjoint au maire. Il s'y montra administrateur excellent, y acquit le maniement des affaires et des hommes; aussi le Gouvernement l'appela-t-il à la place de recteur de l'Académie de Caen (1880-1884), puis à la direction de l'enseignement supérieur, devenue vacante par la mort imprévue d'Albert Dumont. Une grande tâche l'y attendait. Le Gouvernement, sous l'impulsion d'Albert Dumont, songeait à réformer l'enseignement supérieur, à rendre la vie aux facultés isolées en les groupant en universités, à créer de forts centres d'études. M. Liard se fit l'apôtre de ces idées qui, grâce à lui, prirent corps; il trouva, pour les exprimer, les formules les plus vigoureuses; il les défendit avec la plus vive ardeur et une véritable éloquence. Il fut ainsi amené à étudier l'organisation ancienne des universités et tout le développement de l'enseignement supérieur en France : le philosophe se fit historien. Ses deux volumes sur *l'Enseignement supérieur en France de 1789 à nos jours* (1888 et 1894) forment un ouvrage des plus solides et que l'on consultera toujours. Il y montrait fort bien que l'ancienne France avait donné à l'Europe le modèle des universités et que seule la création d'universités nouvelles, largement dotées par l'État, jouissant de la personnalité civile, animées de l'esprit scientifique, entraînerait une réforme profonde du haut enseignement. Il rendait justice aux initiatives de Victor Duruy, aux efforts des ministres de l'Instruction publique, Waddington, Jules Ferry, Léon Bourgeois et des anciens directeurs, Du Mesnil et Albert Dumont; mais il indiquait aussi ce qui restait à faire pour achever l'œuvre commencée. Cette œuvre, M. Liard la mena à bonne fin; elle fut couronnée, alors que M. Raymond Poincaré occupait le ministère de l'Instruction publique, par la loi du 7 juillet 1896, qui créait ou plutôt recréait les universités françaises, loi heureuse et féconde qui n'a pas encore donné aujourd'hui tous les résultats qu'on en peut attendre. Pendant les six années suivantes, M. Liard veilla à l'exécution de cette loi; il donna à l'Université de Paris et à quelques



universités de province, comme Nancy et Lyon, une forte impulsion; elles furent logées en partie en des bâtiments nouveaux, virent s'accroître leurs chaires et leurs laboratoires, furent dotées de toute une série d'instituts techniques. Quand le succès fut assuré, M. Liard quitta la direction de l'enseignement supérieur pour le poste de vice-recteur de l'Académie de Paris (1902). Il ne songeait certes point à se reposer, lui le grand travailleur; mais il voulait surveiller de près dans nos lycées parisiens l'application de la réforme de l'enseignement secondaire telle qu'elle venait de sortir des délibérations du Conseil supérieur de l'instruction publique. Sur le nouveau plan d'études, sur ses cadres et son esprit, il écrivit un charmant opuscule qui fut un véritable programme (Paris, Colin, 1903). Il continua toutefois de suivre avec passion les progrès de l'Université de Paris; il accueillit avec reconnaissance les donations qui venaient à elle et dont il sut provoquer quelques-unes; il composa sur elle deux beaux volumes (Paris, Laurens, 1909), présida avec un tact parfait le Conseil de l'Université. Tous les professeurs rendaient hommage à son esprit si lucide et aussi à sa parfaite courtoisie. Il n'en est point qui ne lui doive un bon conseil et un encouragement. Quand la guerre éclata, il donna l'exemple du dévouement, présidant de nombreux comités, recommandant les œuvres de charité et de solidarité, s'intéressant spécialement aux « pupilles de l'École » qui eurent ses dernières pensées. Sa mort a été un deuil pour toute la France et le gouvernement de la République a répondu à la pensée de tous en voulant que ses obsèques fussent des obsèques nationales.

C. PF.

— La Sorbonne, déjà si cruellement éprouvée, vient encore de perdre, le 15 octobre 1917, un de ses maîtres les plus éminents, M. Maxime COLLIGNON, professeur d'archéologie, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Né à Verdun le 9 novembre 1849, appartenant à une vieille famille universitaire, il fit ses études au lycée de Metz et il avait conservé à cette ville un vif attachement; revoir Metz délivrée du joug prussien était son espoir et cet espoir le soutenait dans la maladie qui l'avait frappé. Il entra à l'École normale en 1868, dans une promotion dont les études furent interrompues par la guerre; il fut un des vaillants volontaires de 1870-71 et revint après la paix terminer ses études rue d'Ulm. Le 1<sup>er</sup> octobre 1873, il était nommé membre de l'École française d'Athènes en même temps que Charles Bayet et Gustave Bloch; il devint, à Rome d'abord, puis à Athènes, élève de cet admirable directeur que fut Albert Dumont. Sa promotion inaugura les grandes explorations en Asie mineure; en 1876, débarqué avec l'abbé Duchesne à Physcos, en face de Rhodes, il explora toute la côte de Lycie, de Pamphylie et de Cilicie et vint contempler les ruines de Tarse. Il raconta lui-même les pittoresques impressions que lui laissa son voyage, d'abord dans le rapport que publia le *Bulletin de correspondance hellénique* (t. I, 1877), puis dans une série d'articles de la *Revue des Deux Mondes*, recueillis

plus tard en un volume, *Notes d'un voyage en Asie mineure* (Firmin-Didot, 1897), qu'illustrent de charmantes aquarelles, exécutées par l'auteur lui-même en cours de route. En 1878, il visita les ruines de Tégée, près Piali, en Arcadie, où il releva de nombreuses inscriptions. Entre temps, il avait soutenu comme thèse de doctorat en 1877 son *Essai sur les monuments grecs et romains relatifs au mythe de Psyché*, excellente étude de mythologie comparée<sup>1</sup>, et il fut bientôt nommé maître de conférences, puis professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux. En 1883, il était appelé à la Sorbonne, où il suppléa pendant de longues années Georges Perrot avant d'être nommé titulaire de cette chaire d'archéologie qu'il remplit avec tant d'éclat. Il organisa à la Sorbonne le musée de moulages anciens et il y écrivit ces beaux livres d'histoire de l'art qui subsisteront et assureront à jamais sa réputation. C'est son *Histoire de la sculpture grecque* (2 vol. 1891 et 1897) dont on ne saurait assez louer le charme, la mesure, la sobre élégance; c'est son ouvrage sur *Pergame, restauration et description des monuments de l'Acropole* (1900), écrit après une exploration minutieuse faite, en 1898, de la capitale des Attalles, en collaboration avec Pontremoli dont les planches obtinrent le grand prix d'architecture à l'Exposition universelle; c'est sa belle étude sur les *Statues funéraires dans l'art grec* (1911); c'est son admirable travail sur le *Parthénon, l'histoire, l'archéologie et la sculpture* (1914), réimpression d'une introduction écrite pour le magnifique recueil de planches d'après les photographies de Boissonas et Mancell, et dont M. Gustave Glotz a pu dire ici-même : « Il a emprunté à son sujet le secret de la solidité harmonieuse et de l'élégante sobriété. » Et nous ne mentionnons pas le concours qu'il a prêté à la publication des *Monuments de l'art antique*, de Rayet, l'*Histoire de la céramique grecque*, du même Rayet, qu'il a achevée et publiée après la mort de l'auteur, ni tant d'autres articles parus dans la *Revue archéologique*, la *Revue des études grecques*, les *Monuments Piot*, etc., que nous souhaiterions voir réunis un jour. Citons toutefois encore les ouvrages de haute vulgarisation : *Manuel d'archéologie grecque* (1885), *Mythologie figurée de la Grèce* (1883), *la Polychromie dans la sculpture grecque* (1885), *Phidias* (1886). M. Maxime Collignon a bien rempli sa triple tâche de professeur, d'archéologue et d'artiste. Il laisse des élèves reconnaissants à sa mémoire, de savantes dissertations qui sont des modèles, des livres qui feront toujours la joie des gens de goût.

C. PF.

— L'Académie française a décerné le prix Thiers à M. Albert PINGAUD, pour son ouvrage : *Bonaparte, président de la République italienne*; le prix Jean-Jacques Berger à F.-G. DE PACHTÈRE, tombé glorieusement au nord de Salonique, pour son volume : *Paris à l'époque*

1. Sa thèse latine porte comme titre : *Quid de collegiis Epheborum apud Graecos, excepta Attica, ex titulis epigraphicis commentari liceat.*

gallo-romaine; le grand prix Saintour à M. Christophe NYROP, professeur à l'Université de Copenhague, pour sa *Grammaire historique de la langue française*. M. Nyrop est en outre l'auteur d'œuvres de propagande où il exprime sur la France et la cause des Alliés des sentiments pour lesquels il a droit à toute notre reconnaissance.

— L'Académie des sciences morales et politiques a partagé le prix Lucien de Reinach, destiné au meilleur ouvrage original sur nos colonies, entre M. Henri BRENIER, *Essai d'Atlas statistique sur l'Indo-Chine française*, Charles MONTEIL, *les Kassonké (Soudan français)*, et Pierre BONNET, *la Banque d'État du Maroc et le problème marocain*.

— La Société d'histoire générale et comparée des philosophies médiévales, fondée depuis plus de vingt ans par M. Picavet, vient d'élargir son programme. Elle se propose d'éditer désormais les œuvres les plus importantes des philosophes du moyen âge, celles qui sont nécessaires aux professeurs et aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de la France et de tous les pays qui sont en relations intellectuelles avec elle.

Elle se préoccupera avant tout de donner, d'après les éditions déjà faites et d'après les manuscrits, un texte exact, correct et d'une lecture aussi aisée que possible des œuvres essentielles. Elle éditera le texte entier, non des fragments ou des passages choisis.

En proportion de ses ressources, elle poursuivra la publication intégrale des œuvres, épuisées ou inédites, d'un certain nombre de philosophes médiévaux.

Les éditions seront préparées par les maîtres actuels ou par les futurs maîtres des différents pays représentés dans la Société.

Chaque texte sera accompagné de notes qui expliqueront les passages difficiles, qui renverront à d'autres ouvrages du même auteur ou d'auteurs médiévaux qui ont traité des questions analogues. Il sera précédé d'une courte notice qui indiquera sommairement : 1<sup>o</sup> quelles questions s'est posées l'auteur; 2<sup>o</sup> quelles réponses il y a faites; comment il a subordonné ou coordonné les diverses questions et les diverses réponses. Il sera suivi d'un index des noms et des choses.

Les adhésions doivent être adressées à M. François Picavet, directeur pour l'histoire des doctrines et des dogmes à l'École des Hautes-Études, chargé du cours d'histoire de la philosophie médiévale à l'Université de Paris, place Marcelin-Berthelot, 9.

**Allemagne.** — Gustave SCHMOLLER vient de s'éteindre, chargé d'ans et d'honneurs. Il était né à Heilbronn le 24 juin 1838. Malgré sa réputation mondiale, il n'était ni un grand historien ni un grand économiste. Travailleur et érudit, il avait la plume facile et a beaucoup écrit. Mais il manquait, soit dans la position soit dans la solution des problèmes d'histoire et d'économie, de la netteté d'esprit qui seule lui aurait permis d'atteindre des résultats féconds et originaux. En

Allemagne même, depuis quinze ans, son œuvre était de plus en plus contestée. M. von Below a démontré que sa documentation historique était insuffisante et inexacte. La publication, en 1906, de son *Grundriss der Volkswirtschaftslehre*, résumé copieux de sa doctrine et de son enseignement, fut pour ses meilleurs partisans une désillusion profonde. Le livre n'apportait à aucun des grands problèmes économiques, une solution neuve ou simplement rajeunie.

C'est comme professeur, non comme savant, que son influence a été grande et, dans l'ensemble, heureuse. Dégoûté des abstractions et des redites de l'École manchestérienne, il orienta ses travaux et ceux de ses élèves vers une étude descriptive et historique des institutions économiques. De là, des travaux remarquables (où les disciples ont bien souvent surpassé le maître) publiés dans les deux grands recueils créés et dirigés par lui : les *Staats-und-Sozialwirtschaftliche Forschungen* et le *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung-und Volkswirtschaft*, créés l'un en 1878, l'autre en 1881.

Ce n'est pas seulement sur le terrain scientifique, c'est aussi sur le terrain politique qu'il lutta contre le manchestérisme par la fondation en 1872 du *Verein für Sozialpolitik*, d'où sont sorties tant de précieuses enquêtes sociales et économiques. Il vit dans cette grande association l'instrument scientifique du socialisme d'État conservateur dont il se fit le protagoniste ardent. A mesure que sa carrière se développait, les préoccupations politiques dominaient de plus en plus son activité scientifique. Historiographe officiel du Brandebourg depuis 1887, membre de la Chambre des Seigneurs de Prusse depuis 1889, il voyait dans le radicalisme socialiste ou bourgeois le grand ennemi de la monarchie conservatrice prussienne. « Ni les stricts partisans de Smith, ni ceux de Marx ... ne sont des maîtres universitaires utilisables », disait-il, en 1897, comme recteur de l'Université de Berlin. Chacun savait ce que signifiaient ces paroles dans la bouche de l'ami intime d'Althoff, le tout puissant directeur ministériel de l'enseignement supérieur prussien. L'hostilité délibérée de Schmoller contre l'École nouvelle fondée en 1872 par Menger en Autriche et qui eut une si belle destinée scientifique fut déterminée surtout par la crainte de voir l'économie nouvelle servir à un retour offensif du manchestérisme. Il n'en coûtait pas à ce savant d'avouer son indifférence à l'égard d'une théorie purement scientifique. Il eût été plus sensible à l'éloge récent de Georges Bernhard, d'avoir plus que personne contribué à former le corps des fonctionnaires prussiens.

Un dernier incident devait montrer à quel point chez lui le fonctionnaire discipliné avait pris le pas sur l'homme de science. Lorsqu'on lui présenta le Manifeste désormais célèbre où quatre-vingt-treize intellectuels allemands affirmaient sans enquête préalable, sans critique des témoignages, sans élémentaire souci des vraisemblances, que tout était faux des crimes que le monde entier connaît aujourd'hui pour vrais, Schmoller sans hésiter y joignit sa signature. L'avenir



n'oubliera pas ce couronnement de sa carrière quand il s'agira de juger le caractère de l'homme et la valeur du savant. Charles RIST.

**Grande-Bretagne.** — On doit mettre prochainement en vente à Londres une importante collection de documents concernant la famille des Médicis, qui était parvenue par voie d'héritage au marquis Cosimo de' Medici et à son frère le marquis Averado. Elle comprend des lettres particulières, des pièces officielles, des documents diplomatiques, des livres de comptes, etc. Un catalogue détaillé en a été dressé par M. Royall TYLER sous le titre : *Catalogue of the Medici archives, consisting of rare autographs letters, records and documents, 1084-1770* (in-8°, 186 p., avec des fac-similés). La collection sera dispersée aux enchères le 4 février 1918 et jours suivants par les soins de MM. Christie, Manson et Woods.

**Italie.** — Le 5 août 1917 est mort à Novare, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, le général RICOTTI-MAGNANI, dont nous n'avons pas à raconter la carrière militaire, mais dont nous tenons à rappeler la publication *Osservazioni al libro di Raffaele Cadorna* ; il y répondait aux critiques avancées par ce dernier, commandant, en 1870, le corps d'expédition de Rome, contre l'ingérence du gouvernement italien, où Ricotti avait le portefeuille de la guerre, dans les opérations militaires. Dix-sept ans après, lors du désastre de Dogali, Ricotti était encore ministre, et l'opinion publique lui attribua une large responsabilité dans l'événement.

— A l'occasion du sixième centenaire de Dante, qui tombe en septembre 1921, la commune de Florence a institué un prix de 12,000 livres pour un travail en italien, consacré par un Italien à la vie, la pensée et l'art du grand poète toscan.

— M. I. del Lungo, dans la séance du 17 juin 1917 de l'Académie des *Lincci*, a annoncé la publication prochaine d'une édition de la *Storia d'Italia* de Guichardin par le descendant du grand historien, le comte Francesco Guicciardini.

— A la suite d'articles injurieux pour l'Italie publiés par lui dans les *Italienische Süddeutsche Monatshefte*, le prof. Robert DAVIDSOHN a été expulsé de la Crusca ; l'Académie des sciences de Turin, classe des sciences morales, historiques et philologiques, l'a rayé dans la liste de ses associés correspondants (séance du 26 novembre 1916). On sait que M. Davidsohn est l'auteur d'une *Histoire de Florence* pour la préparation de laquelle il avait trouvé en Italie l'hospitalité la plus empressée.

— Un *Archivio storico Pratese* vient d'être créé avec l'appui de l'Association industrielle et commerciale de « l'arte della lana » et de la municipalité de Prato ; le recueil, dirigé par le Dr Giulio Giani, paraîtra par fascicules trimestriels de quarante-huit pages.

— En 1912, le comte Ettore Capiabbi et le professeur Pititto ont fondé un *Archivio storico delle Calabrie* (Mileto-Cantazaro) qui, avant la guerre, paraissait tous les deux mois.

— Au mois de janvier 1916 est paru le premier numéro de l'*Archivio storico del Sannio alefano e contrade limitrofi*, organe de l'Association historique régionale de Piedimonte d'Alefe, en Campanie.

— Le professeur Glauco Lombardi, qui habite, à Colorno, la maison du ministre français du Tillot, — où il a réuni d'importantes reliques de l'époque impériale. — et surveille les travaux de restauration du château de Marie-Louise, a fondé, en 1913, avec M. Giuseppe Melli, une nouvelle revue parmesane, *Aurea Parma, rivista di storia, letteratura ed arte*. C'est une publication soignée qui fait entièrement honneur à ses fondateurs (Parme, Unione-tipografica parmensé).

— On trouvera des documents d'histoire contemporaine dans la nouvelle revue *I diritti dei popoli*, publiée par le professeur Giuseppe Cimbali, « libero-docente » à l'Université de Rome, qui a toujours été animé d'idées excellentes et essaie de propager la thèse de l'organisation juridique, la société des nations (premier numéro, trimestriel, en 1917). Les idées de M. Cimbali sont apparentées à celles du professeur Emmanuele Sella, qui, dans la *Nuova Rassegna* du 5 mars 1917, a écrit un article en faveur de la création d'une « Confédération latine ».

— On nous saura gré de préciser l'état où se trouvent actuellement diverses entreprises collectives de publications italiennes se rapportant au moyen âge.

Le grand recueil des *Regesta chartarum Italiae* publié par l'Institut historique italien et l'Institut historique prussien chez Loescher, à Rome, comprend treize volumes : *Regestum Volaterranum* (éd. F. Schneider, 1907), *Regestum Camaldulense* (éd. L. Schiaparelli et F. Baldasseroni, puis E. Larinis, 3 vol., 1907-1914), *Regestum S. Apollinaris novi* (éd. V. Federici, 1907), *Regestum Cultusboni* (éd. L. Pagiai, 1909), *Regestum Lucence* (éd. P. Guidi et O. Parenti, 2 vol., 1910-1912), *Regestum ecclesiae Ravennatis* (éd. V. Federici et G. Buzzi, t. I, 1911), *Regestum Senense* (éd. Schneider, t. I, 1911), *Regestum S. Leonardi Sipontini* (éd. F. Camobreco, 1913), *Liber largitionum monasterii Pharphensis* (éd. G. Eucchetti, t. I, 1913), *Regestum Mantuanum* (éd. P. Torelli, t. I, 1914). Les tomes seconds des *Regestum Senense*, *ecclesiae Ravennatis* et *Monasterii Pharphensis* sont en cours d'impression.

C'est chez Loescher également que paraît le *Corpus statutorum italicorum*, sous la direction de M. le professeur Pietro Sella, et dans lequel doivent paraître les monuments de la législation communale italienne antérieurs, en principe, à l'année 1400, sauf dans le cas où il s'agit de textes ayant une valeur de codification, tels que les cou-

tumes du duché d'Aoste, de 1586, les statuts milanais de 1498-1502 ou romain de 1580. Il y a présentement neuf volumes parus : 1. *Costituzioni egidiane dell' anno MCCCXLVII*, par P. Sella, 1912; 2. *Statuti dell' Apennino toscو-modenese, sec. XIII-XIV*, par G. Santoli, A. Sorbelli, F. Jacobi, 1913; 3 et 8. *Statuti dei laghi di Como e di Lugano del secolo XIV*, t. I, par E. Anderloni, 1913, t. II par E. Anderloni et A. Lazzati, 1915; 4 et 9. *Statuti di Perugia dell' anno MCCCXLII*, t. I (livres I-II), t. II (livres III-IV), par G. degli Azzi, 1913 et 1916; 5. *Statuti di Forlì dell' anno MCCCXLIV*, par Evelina Rinaldi, 1913; 6. *Statuti del Lago Maggiore e del val d'Ossola del secolo XIV*, par E. Anderloni et P. Sella, 1914; 7. *Statuti della Valdelsa dei secoli XIII-XIV*, par A. Latini, 1914.

Sont en cours d'impressions les statuts de Savone (éd. V. Pozzi et F. Bruno), de Modène (éd. E. P. Vicini et T. Sandonnini), de la campagne bresciane (éd. B. Nogara, E. Bonelli, R. Cessi), de Venise au XIII<sup>e</sup> siècle (éd. R. Cessi et M. Roberti), de Cortone (éd. B. Barbadoro), le t. III des statuts des lacs de Come et de Lugano, le t. II des statuts du lac Majeur.

Le programme comporte en outre la publication par M. E. Anderloni des statuts du lac d'Orta, du Valsesia et de Milan (1396), par M. Casella des statuts de Plaisance, par M. S. Gaddoni des statuts d'Imola, par M. V. Franchini des statuts de Rimini, par M. R. Cessi des *Capitolari e leggi di Venezia*, des statuts de Polésine, par M. L. Suttina des statuts ruraux de Frioul, par M. R. Palmarocchi des statuts florétiens, par M. N. Cortese des statuts du val d'Arno, par M. E. Solaini des statuts de Volterra, par M. E. Berta du *Costituto pisano*, par M. F. Briganti des statuts pérugins de 1279, par M. G. Albertini des statuts de l'Ombrie, par M. L. Zdekauer des statuts de Macerata.

C'est un très vaste et très intéressant programme dont l'Italie nouvelle issue de la guerre tiendra à l'honneur d'assurer la réalisation. Il y a lieu toutefois de se demander dans quelle mesure l'entreprise dirigée par M. P. Sella ne se trouvera pas compromise par celle des *Lincei*, que nous signalerons ultérieurement.

G. BN.

— M. Giuseppe Prato analyse d'une façon remarquable les écrits des économistes et politiciens italiens qui, avant 1848, se sont préoccupés des conséquences qu'entraînerent dans les pays de langue allemande le Zollverein et la nouvelle conception qu'on appellera plus tard la *Mittel-Europa* (*Il programma economico-politico della Mittel-Europa negli scrittori italiani prima del 1848*. Extrait des *Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino*, Turin, Bocca, 1917, in-8°, 32 p.). On comprend, en lisant son travail, que ces économistes aient cherché à défendre contre l'hégémonie économique allemande les intérêts particuliers de la péninsule, et c'est là un curieux chapitre de l'histoire de l'unité italienne.

G. BN.

— Certaines archives locales italiennes groupent un matériel très important sur la guerre. L'excellente revue *la Lombardia nel risorgimento italiano*, dans son numéro de mai 1916, nous fournit quelques renseignements sur les livres et documents qui s'accumulent dans les archives de Brescia, ville proche du front et dont l'activité industrielle s'est décuplée pendant la guerre (p. 50 et suiv.).

— Le Comité national pour l'histoire du *Risorgimento* a orienté une partie de son activité vers les recherches historiques qui ont pour but d'élucider les origines et le développement de la guerre actuelle, et il a déjà groupé à la Bibliothèque nationale Victor-Emmanuel de Rome différents documents. Il est assuré, pour l'avenir, de recueillir, en totalité ou en partie, les documents réunis par l'Office de censure militaire du *Comando supremo*, l'Office de la presse et la section photographique de l'armée. Le plan de ses recherches et de ses collections comporte dix subdivisions : préparation de la guerre dans les œuvres des écrivains et des publicistes; action patriotique des individus et des sociétés; préparation politique et diplomatique; manifestes gouvernementaux, ordres du jour, proclamations, etc.; mémoires et lettres de combattants, biographies; journaux; matériel graphique; législation civile et administrative; actes, documents et textes divers sur l'assistance civile; publications et journaux étrangers. Ce qui concerne les répercussions économiques de la guerre n'a pas échappé à sa sollicitude, et il s'est occupé également de la mobilisation industrielle et du ravitaillement civil. Enfin, il s'est mis en rapport avec les divers partis politiques, dans le dessein d'en obtenir tous les documents permettant de déterminer leur attitude durant la crise. C'est un beau programme, que l'organisation fédérative du Comité (un comité central, sept régionaux) permettra sans doute de réaliser dans sa plus grande partie. Ne contrariera-t-il pas l'action officielle de l'Office d'historiographie de la mobilisation, dont l'enquête rigoureuse est en voie d'élaboration? On peut se le demander. Espérons plutôt que ces deux organisations se prêteront un mutuel appui, dans une tâche vaste, complexe et ardue.

G. BN.



## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

### HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Bryce* (Viscount). The next thirty years, 377.  
*Macdonald* (George). The evolution of coinage, 131.  
*Philips* (Walter Alison). The Confederation of Europa, 321.

### HISTOIRE DE LA GUERRE.

- Abensour* (L.). Nos vaillantes, 360.  
*Arthur-Lévy*. 1914, août-septembre-octobre à Paris, 358.  
*Barthélemy* (Joseph). Voir *Larnaude*.  
*Berthélemy* (H.). Voir *Larnaude*.  
*Bertrand* (Adrien). La victoire de Lorraine, 24 août-12 septembre 1914, 134.  
*Blondel* (Georges). La guerre et le problème de la dépopulation, 150.  
 — Les luttes économiques de demain, 150.  
 — La dernière étape. La paix qu'il nous faut, 139.  
*Boret* (Victor). La bataille économique de demain, 369.  
*Bourquet* (lieutenant-colonel). L'aube sanglante. De La Boisselle à Tahure, 137.  
*Bracq* (Jean Charlemagne). The provocation of France, 372.  
*Buyse* (Th. C.). Voir *Version* (une) allemande.  
*Canudo* (capitaine). Combats d'Orient, 1915-1916, 364.  
*Chassin* (A.). Les prisonniers de guerre français internés en Suisse, 361.  
*Chaumet* (Ch.). Voir *Seignobos* (Ch.).  
*Chauveau* (Léopold). Derrière la bataille, 139.  
*Cruautés* (les) bulgares en Macédoine et en Thrace, 1912-1913, 328.  
*Daudet* (Ernest). Les auteurs de la guerre de 1914. Tome I : Bismarck ; tome II : Guillaume II et François-Joseph, 346.  
*Dauzet* (Pierre). Guerre de 1914. La bataille des Flandres, 16 octobre-15 novembre 1914, 134.  
*Dervaux* (Adolphe). Voir *Seignobos* (Ch.).  
*Driaault* (Édouard). Le fer de Lorraine et la paix, 361.  
*Erlande* (Albert). En campagne avec la légion étrangère, 358.  
*Gide* (Charles). Voir *Seignobos* (Ch.).  
*Giraud* (Paul). Devant l'histoire. Causes connues et ignorées de la guerre, 133.  
 Grande guerre, 1914-1917. Nomenclature des journaux, revues, périodiques français paraissant en France et, en langue française, à l'étranger, 140.  
 Guide Michelin pour la visite des champs de bataille, 357.  
*Hanotaux* (Gabriel). L'énigme de Charleroi, 356.  
*Hermant* (Jacques). Voir *Larnaude*.  
*Jean-Bernard*. Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914, 355.  
*Kadoré* (Pierre de). Mon groupe d'auto-canon, septembre 1914-avril 1916, 136.  
*Larnaude, Berthélemy* (H.), *Barthélemy* (Joseph), *Weiss* (André), *Roland* (Louis) et *Hermant* (Jacques). La réparation des dommages de la guerre, 147.  
*Legouez*. Voir *Seignobos* (Ch.).  
*Lévis-Mirepoix*. Les campagnes ardentes. Impressions de guerre, 137.  
*Liebermann* (Henri). Face aux Bulgares, 363.  
*Masson* (Pierre-Maurice). Lettres de guerre, août 1914-avril 1916, 138.  
*Mercier* (Rend). Nancy sauvée. Journal d'un bourgeois de Nancy, 135.  
*Nadaud* (Marcel). La guerre aérienne. Chignole, 138.  
*Northcliffe* (Lord). A la guerre, 133.  
*Nyrop* (Christophe). Guerre et civilisation, trad. par E. Philipot, 359.  
 — L'arrestation des professeurs belges et l'Université de Gand, 360.  
 Offensives (les) de 1917. Cartes au 250.000, 140, 365.  
*Ouy-Vernazobres* (Charles). Journal d'un officier de cavalerie, 136.  
 Pages d'histoire, 1914-1917, n° 131-138, 355.  
*Philippot* (Emmanuel). Voir *Nyrop* (Christophe).

- Pirrenne (Jacques)*. Les vainqueurs de l'Yser, 152.  
*Ramette (Alicide)*. Au secours de la Serbie, 364.  
*Reinach (Joseph)*. Histoire de douze jours, 23 juillet-3 août 1914, 123.  
*Rolland (Louis)*. Voir *Larnaude*.  
*Seignobos (Charles)*, *Chaumet (Ch.)*, *Legoux*, *Vacher (Marcel)*, *Dervaux (Adolphe)*, *Gide (Charles)*. La réorganisation de la France, 146.  
*Vacher (Marcel)*. Voir *Seignobos (Ch.)*.  
 Version (une) allemande de la Marne. Traduit par *Th. C. Buyse*, 357.  
*Weiss (André)*. Voir *Larnaude*.

## HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

- Bérard (Victor)*. Un mensonge de la science allemande. Les Prologomènes à Homère de Frédéric-Auguste Wolf, 95.  
*Bevan (J. O.)*. The towns of roman Britain, 141.  
*Contenau (Dr G.)*. Umma sous la dynastie d'Ur, 141.  
*Daremberg et Saglio*. Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines, fasc. 52, 365.  
*De Sanctis (Gaetano)*. Storia dei Romani. III. L'età delle guerre puniche, 95.  
*Glotz (Gustave)*. L'histoire de Délos d'après les prix d'une denrée, 365.  
*Huvelin (Paul)*. Une guerre d'usure. La seconde guerre punique, 366.  
*Piganiol (André)*. L'impôt de capitation sous le Bas-Empire romain, 330.  
*Saglio*. Voir *Daremberg*.  
*Smith (G. Elliot)*. The influence of ancient egyptian civilization in the East and in America, 131.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

- Adam (M<sup>me</sup> Juliette Lamber)*. Guillaume II, 1890-1899, 148.  
*Blondel (Georges)*. Comment l'Allemagne s'était, au point de vue économique, préparée à la guerre, 150.  
 — L'organisation économique de l'Allemagne, 150.  
 — L'organisation scientifique du commerce allemand, 150.  
 — Le peuple allemand est-il le soldat de Dieu? 150.  
*Cerfbeer (Gaston)*. L'Allemagne en détresse, 149.  
*Friedel (V. H.)*. Pédagogie de guerre allemande, 371.  
*Henry (Marc)*. Trois villes : Vienne, Munich, Berlin, 149.

- Reiff (Paul F.)*. Friedrich Gentz, an opponent of the french Revolution and Napoléon, 318.  
*Wampach (Gaspard)*. Ce qu'ils disent, 372.  
*Welschinger (Henri)*. L'empereur Frédéric III, 1831-1888, 148.

## HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

- Album Zislin*, 373.  
*Blumenthal (Dr)*. L'Alsace-Lorraine pendant la grande guerre, 375.  
*Dietrich (Albert de)*. La création de la Marseillaise, 374.  
*Duhem (Jules)*. La question de l'Alsace-Lorraine, de 1871 à 1914, 151.  
*Grumbach (S.)*. Das Schicksal Elsass-Lothringens, 373.  
*Laugel (Anselme)*. L'Alsace et la Lorraine pendant la guerre de 1870, 375.  
 — L'art populaire alsacien, 374.  
*Pfister (Chr.)*. Comment la république de Mulhouse s'est donnée à la France, 375.  
 Pour l'Alsace-Lorraine, 375.  
*Wetterlé (abbé E.)*. L'Alsace-Lorraine de demain, 375.

## HISTOIRE DE BELGIQUE.

- Destrée (Jules)*. Villes meurtries de Belgique. Villes wallonnes, 153.  
*Massart (Jean)*. La presse clandestine dans la Belgique occupée, 153.  
*Nothomb (Pierre)*. Villes meurtries de Belgique. Villes de Flandre, 152.  
*Passelecq (Fernand)*. Les déportations belges à la lumière des documents allemands, 154.  
 Petite histoire de Belgique, 152.  
*Wazle (G. de)*. Flamands et Wallons, 140.

## HISTOIRE DE FRANCE.

- Apponyi (comte Rodolphe)*. Journal, publ. par *Ernest Daudet*. Tome III, 320.  
*Babelon (Ernest)*. Le Rhin dans l'histoire. Tome II : les Francs de l'Est, 334.  
*Bachelard (P.)*. Voir *Tanera* (capitaine), 323.  
*Benoist (Charles)*. La crise de l'État moderne. L'organisation du travail. Tome II : l'ouvrier, la classe ouvrière, 324.  
*Bonnal (général H.)*. La vie militaire du maréchal Ney, duc d'Elchingen, prince de la Moskowa. Tome III, 317.

- Brunel (Clovis)*. Documents linguistiques du Gévaudan, 143.
- Cochin (Henry)*. Les deux guerres, 1870-1871, 1914-1917, 132.
- Colin (lieutenant-colonel J.)*. Napoléon, 316.
- Colonna de Cesari-Rocca et Villat (Louis)*. Histoire de Corse, 121.
- Coulon (Auguste)*. Le service sigillographique et les collections d'empreintes de sceaux des Archives nationales, 144.
- Courson (vicomte Aurélien de)*. Voir *La Roche*.
- Crémieux (Ad.)*. Le VI<sup>e</sup> livre des statuts de Marseille, 106.
- Daudet (Ernest)*. Voir *Apponyi (comte Rodolphe)*.
- Delebecque (J.)*. La première Restauration et les « fourgons de l'étranger », 319.
- Dutail-Crozon (Henri)*. Gambetta et la défense nationale, 1870-1871, 323.
- Fain (baron)*. Souvenirs de la campagne de France (manuscrit de 1814), publ. par *G. Lenôtre*, 318.
- Ferry (Jules)*. Lettres, 1846-1893, 324.
- Fosseyeux (Marcel)*. L'assistance parisienne au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, 368.
- Fribourg (André)*. Les questions actuelles et le passé, 1913, 325.
- Gallouedec (L.)*. La Bretagne, 119.
- Giraud (Victor)*. La troisième France, 145.
- Grandes (les)* époques de l'art français, 367.
- Grivel (vice-amiral baron)*. Mémoires, 317.
- Hayem (Julien)*. Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France, 4<sup>e</sup> série, 370.
- Hofstetter (Balthazar)*. Vorgeschichte des französischen Protektorats in Tunis bis zum Bardovertrag, 12 mai 1881, 327.
- Holzhausen (P.)*. Les Allemands à Paris sous le Consulat. Bonaparte et la Société parisienne, 315.
- Lambeau (Lucien)*. Charonne, 142.
- Lanessan (J.-L. de)*. La Tunisie, 2<sup>e</sup> édit., 145.
- La Roche*. Souvenirs d'un officier de gendarmerie sous la Restauration, publ. par le vicomte *Aurélien de Courson*, 319.
- La Tour (commandant Jean de)*. Les prémisses de l'alliance franco-russe. Deux missions de Barthélemy de Lesseps à Saint-Petersbourg, 1806-1807, 317.
- Lenôtre (G.)*. Voir *Fain (baron)*.
- Leroux (Alfred)*. Inventaire sommaire des registres de la Jurade, 1520-1783. Tome VI, 144.
- Lévy-Schneider (L.)*. Les soldats de la Révolution, 368.
- Lysis*. Vers la démocratie nouvelle. Pour renaitre, 146.
- Maupassant (Jean de)*. Un grand armateur de Bordeaux : Abraham Gradi, 1699-1780, 143.
- Montesquiou (Léon de)*. 1870. Les causes politiques du désastre, 322.
- Moulard (abbé Jacques)*. Le comte Camille de Tournon, préfet de la Gironde, 1815-1822, 319.
- Oeuvres (les)* de la pensée française, 367.
- Origines (les)* diplomatiques de la guerre de 1870-1871. Tomes VII-IX, 322.
- Peyronnet (R.)*. Davout, 315.
- Stein (Henri)*. Notre frontière de l'Est. La France et l'empire à travers l'histoire, et les origines du pangermanisme, 141.
- Tanera (capitaine)*. Souvenirs anecdotiques d'un officier d'ordonnance allemand, 1870-1871, traduit par *P. Bachelard*, 323.
- Tarlé (A. de)*. Murat, 316.
- Toutain (J.)*. Notre belle France, 367.
- Victoires (les)* de la pensée française, 367.
- Villat (Louis)*. Voir *Colonna de Cesari-Rocca*.

## HISTOIRE D'ESPAGNE.

- Barjau y Pons (Fr. de)*. Rabi Yedaiah Hapenini, 156.
- Desdèvises du Dezert (G.)*. La chambre des juges de l'Hôtel et de la Cour en 1745, 158.
- Domenech y Montaner (L.)*. Poblet, 156.
- Givanel y Mas (J.)*. Catalog de la collecció Cervántica formada per D. Isidro Bonsoms i Sicart i cedida per ell a la Bibliotheca de Catalunya. Tome I : 1590-1800, 157.
- Valls Taberner (F.)*. Privilegis i ordinations de les valls pirenenques. Tome I : Vall d'Aran, 156.

## HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

- Carnegie endowment for international peace. Year-book n° 6, 376.
- Ferree (Barr)*. Year-book of Pennsylvania Society, 159.
- Library of Congress. Publications issued by the Library, 1897-1917, 377.
- Maurelle (F.)*. Ce que les États-Unis nous apportent, 376.
- Miner (W. H.)*. The American Indians North of Mexico, 158.

*Williams (Mary W.)*. Anglo-american Isthmian diplomacy, 1815-1915, 339.

#### HISTOIRE DES ÉTATS SCANDINAVES.

*Coussange (Jacques de)*. La Scandinavie. Le nationalisme scandinave, 326.

Situation (la) dans le Slesvig du Nord, spécialement dans les années 1906 à 1914, 155.

#### HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

*Begbie (Harold)*. L'Angleterre justifiée, 351.

*Brooke (George Cyril)*. A Catalogue of english coins in the British Museum. The Norman kings, 163.

*Carillo (E. Gómez)*. Au cœur de la tragédie. Sur le front anglais, 378.

*Clodd (Edward)*. Memories, 114.

*Gaidoz (H.)*. Deux érudits gallois : John Rhys et Llyward Reynolds, 379.

Great roll (the) of the Pipe, 1186-1187, 162.

*Green (John Richard)*. A short history of the english people; nouv. édit. avec un épilogue par Alice Stopford Green, 160.

*Jewdwin (J. W.)*. The manufacture of historical material, 159.

*Legg (J. Wickham)*. Church ornaments and their civil antecedents, 132.

*Mathieson (William Law)*. Church and Reform in Scotland, 1797-1843, 115.

*Paul (Sir James Balfour)*. Accounts of the High Treasurer of Scotland. Tome XI : 1559-1566, 164.

*Pommier (A.)*. Observations sur une relique possédée autrefois par le musée d'Orléans sous le nom de cœur de Henri II, 162.

*Raleigh (Sir Walter)*. The faith of England, 378.

*Riddell (Walter Alexander)*. The rise of ecclesiastical control in Québec, 110.

*Stone (Gilbert)*. England from the earliest times to the Great Charter, 161.

*Tanqueray (F. J.)*. Recueil de lettres anglo-françaises, 1265-1399, 103.

*Toul (T. F.)*. An advanced history of Great Britain, 161.

*Watson (Foster)*. The old grammar school, 377.

#### HISTOIRE D'ITALIE ET DE LA PAPAUTÉ.

*Alazard (Jean)*. L'Italie et le conflit européen, 1914-1916, 349.

*Bacchi della Lega (A.)*. Il pittore Antonio Franceschini e l'opera sua in Bologna, 93.

*Balzani (Ugo)*. Sisto Quinto, 80.

*Bojani (F. de)*. Innocent XI, 80.

*Buschbell*. Reformation und Inquisition in Italien um die Mitte des XVI. Jahrhunderts, 80.

*Carcereri (Luigi)*. Il concilio di Trento mars-septembre 1547, 85.

— L'eretico fra Antonio fiorentino e Cosimo de' Medici, 1548-1549, 83.

— Fra Giacomo Nacchientini, vescovo di Chioggia, e fra Girolamo di Siena inquisiti per eresia, 1548-1549, 83.

— Riforma ed inquisizione nel ducato di Urbino verso la metà del secolo XVI, 84.

*Celier (Léonce)*. Saint Charles Borromée, 1538-1584, 85.

*Clapp (M.)*. Les dessins de Pontormo, 93.

Concilium Tridentinum, 84.

*Foratti (Aldo)*. I Caracci nella teoria e nella pratica, 92.

*Fresco (M<sup>re</sup> L.)*. Lettere inedite di Benedetto XIV al cardinale Angelo Marina Querini, 1740-1750, 80.

*Frey (Karl)*. Michelangelo Buonarroti, 91.

*Galante (Andrea)*. La corrispondenza del cardinale Cristoforo Madruzzo nell'Archivio di stato di Innsbruck, 84.

*Grent (G.)*. Saint Pie V, 1504-1572, 79.

*Hare (Ch.)*. A princess of the Italian reformation : Giulia Gonzaga, 83.

— Men and women of the Italian reformation, 83.

*Jalla (Giovanni)*. Storia della riforma in Piemonte fino alla morte d'Emmanuel Filiberto, 1517-1580, 84.

*La Mantia (V.)*. L'Inquisizione in Sicilia, 87.

*Lipparini (Giuseppe)*. Francesco Francia, 92.

*Loomis (Louise Ropes)*. The book of the popes. Tome I, 131.

*Luzio (Alessandro)*. La galleria dei Gonzaga venduta all'Inghilterra, 1627-1628, 93.

*Maggiarotti (M<sup>re</sup> M.)*. Il Piemonte dal 1637 al 1642, 87.

*Maulde La Claviere (R. de)*. San Gaetano da Thiene e la riforma cattolica italiana, 1480-1527, 87.

*Mengozi (N.)*. Ascanio Piccolomini, quinto arcivescovo di Siena, 90.

*Morpurgo (Giuseppe)*. Un umanista martire. Aonio Peleario e la riforma teorica italiana nel secolo XVI, 81.

*Negri (Paolo)*. Beraardino Ochino, 82.

*Orsenigo (Cesare)*. Vita di S. Carlo Borromeo, 85.



- Paladino (Giuseppe)*. Giulia Gonzaga e il movimento valdesiano, 83.  
*Pasolini (Guido)*. Adriano VI, 79.  
*Pascal (A.)*. Storia della Riforma protestante a Cuneo nel secolo XVI, 84.  
*Pastor (L. von)*. Geschichte der Päpste im Zeitalter der katholischen Reformation und Restauration. Tome VI, 79.  
*Pietro (Filippo di)*. Disegni sconosciuti e disegni finora non identificati di Federico Barrocci negli Uffizi, 93.  
*Prato (Giuseppe)*. Il programma economico-politico della Mittel-Europa negli scrittori italiani prima del 1848, 433.  
*Premoli (Orazio)*. Storia dei Barnabiti nel cinquecento, 86.  
*Putelli (Raffaello)*. Il duca Vincenzo Gonzaga e l'interdetto di Paolo V a Venezia, 90.  
*Reymond (Marcel)*. De Michel-Ange à Tiepolo, 91.  
*Ricci-Riccardi*. Il Padre Matteo Ricci S. J. e la sua missione in Cina, 1578-1610, 90.  
*Ritter (S.)*. Un Umanista teologo. Jacopo Sadoletto, 1477-1547, 85.  
*Rodolico (Nicolò)*. Stato e Chiesa in Toscana durante la reggenza Lorenese, 1737-1765, 88.  
*Rouches (Gabriel)*. La peinture bolognaise à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Les Carrache, 92.  
*Susta (Joseph)*. Die römische Kurie und das Konzil von Trient, 84.  
*Thode (Heinrich)*. Michelangelo und das Ende der Renaissance, 90.  
 — Michelangelo. Kritische Untersuchungen, 91.  
*Tortonese (Mario)*. La politica ecclesiastica di Carlo Emanuele III nella soppressione della nunziatura e verso i Gesuiti, 87.  
*Folpe (Michele)*. P. Antonio S. J. martire nel Giappone. 1606-1643, 90.  
*Zorzi (Giangiorgio)*. Contributo alla storia dell'arte Vicentina nei secoli XV e XVI, 94.

## HISTOIRE DU LUXEMBOURG.

- Wampach (Gaspard)*. Le Luxembourg et les Luxembourgeois, 140.

## HISTOIRE D'ORIENT.

- Cruautés (les) bulgares en Macédoine

- orientale et en Thrace, 1912-1913, 328.  
*Dubosq (André)*. Syrie, Tripolitaine, Albanie, 328.  
*Dunan (Marcel)*. L'été bulgare, 361.  
*Enim (Ahmed)*. The development of modern Turkey as measured by its press, 327.  
*Gibert (Frédéric)*. Les pays d'Albanie, 326.  
*Kobayaski (Téraki)*. La société japonaise, 328.  
*O'Malley (L. S. S.)*. Bengal, Bihar and Orissa, 378.  
*Perrier (Ed.)*, *Reinach (Jos.)* et *Vesnitch (Mil. R.)*. L'effort serbe, 140.  
*Reinach (Jos.)*. Voir *Perrier (Ed.)*.  
*Rodes (Jean)*. Le Céléste Empire avant la Révolution, 328.  
 — La Chine et le mouvement constitutionnel, 1910-1911, 328.  
*Vesnitch (Mil. R.)*. Voir *Perrier (Ed.)*.

## HISTOIRE DE POLOGNE.

- Posner (Stanislas)*. La Pologne d'hier et de demain, 164.

## HISTOIRE DE ROUMANIE.

- Éliade (Pompiliu)*. La Roumanie au XIX<sup>e</sup> siècle. Tome II : les Trois présidents plénipotentiaires, 1828-1834, 326.  
*Iorga (Nic.)*. Droits nationaux et politiques des Roumains dans la Dobrogea, 166.  
 — Histoire des relations entre la France et les Roumains, 166.  
 — Histoire des relations russo-roumaines, 166.  
 — Relations des Roumains avec les Alliés, 166.  
*Lacroix (général de)*. L'effort de la Roumanie, 140.

## HISTOIRE DE RUSSIE.

- Inorodetz*. La Russie et les peuples allogènes, 341.  
*Mikhailovitch (grand-duc Nicolas)*. Les rapports diplomatiques de Lebzelttern, ministre d'Autriche à la cour de Russie, 1816-1826, 320.

## HISTOIRE DE SUISSE.

- Imesch (Dionys)*. Die Walliser Landrats-Abchiede seit dem Jahre 1500. Tome I : 1500-1519, 108.

## TABLE DES MATIÈRES.

### ARTICLES DE FOND.

	Pages
DESDEVISES DU DEZERT (G.). Vice-rois et capitaines généraux des Indes espagnoles à la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle (suite et fin) . . . . .	14, 225
FLACH (Jacques). Les nationalités régionales de l'ancienne France dans leurs rapports avec la Couronne . . .	1

### MÉLANGES ET DOCUMENTS.

COLONNA DE CESARI-ROCCA. Un ministre de Philippe II auteur d'une <i>Histoire de la Corse</i> : Matheo Vasquez de Leca . . . . .	61
HALPHEN (Louis). Études critiques sur l'histoire de Charlemagne. III. Einhard historien de Charlemagne . .	271
LEDEUIL D'ENQUIN. Mésaventures et arrestation de l'ambassadeur de Venise, le 20 août 1792 . . . . .	70

### BULLETIN HISTORIQUE.

<b>Histoire de France</b> , de 1800 à 1914 et questions générales contemporaines, par Raymond GUYOT . . . . .	315
<b>Histoire d'Italie</b> . Période moderne, de la fin du XV <sup>e</sup> s. à la fin du XVIII <sup>e</sup> , par Jean ALAZARD et Julien LUCHAIRE (suite). . . . .	79

### COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

ALAZARD (Jean). L'Italie et le conflit européen, 1914-1916 (L. Eisenmann) . . . . .	349
BABELON (Ernest). Le Rhin dans l'histoire. Tome II : les [SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1917.]	

## TABLE DES MATIÈRES.

441  
Pages

Francs de l'Est; Francs et Allemands (Chr. Pfister) . . . . .	334
BEGBIE (Harold). L'Angleterre justifiée (Ch. Bémont) . . . . .	351
BÉRARD (Victor). Un mensonge de la science allemande : les Prolégomènes à Homère de Fr.-Aug. Wolf (N. Voulitch) . . . . .	95
CLODD (Edward). Memories (R. de Kérallain) . . . . .	114
COLONNA DE CESARI-ROCCA et VILLAT (Louis). Histoire de Corse (Chr. Pfister) . . . . .	121
CRÉMIEUX (Ad.). Le VI <sup>e</sup> livre des statuts de Marseille (Id.) . . . . .	106
DAUDET (Ernest). Les auteurs de la guerre de 1914. Tomes I et II (J. Morize) . . . . .	346
DE SANCTIS (Gaetano). Storia dei Romani. Tome III : L'età delle guerre puniche (Ch. Lécivain) . . . . .	99
GALLOUÉDEC (L.). La Bretagne (Chr. Pfister) . . . . .	119
IMESCH (Dionys). Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500. Tome I : 1500-1519 (Id.) . . . . .	108
INORODETZ. La Russie et les peuples allogènes (A. Man- suy) . . . . .	341
MATHIESON (William Law). Church and Reform in Scot- land, 1797-1843 (J.-B. Coissac) . . . . .	115
PIGANIOL (André). L'impôt de capitation sous le Bas-Empire romain (G. Glotz) . . . . .	330
REINACH (Joseph). Histoire de douze jours, 23 juillet- 3 août 1914 (L. Eisenmann) . . . . .	123
RIDDELL (Walter Alexander). The rise of ecclesiastical con- trol in Québec (R. de Kérallain) . . . . .	110
TANQUEREY (F.-J.). Recueil de lettres anglo-françaises, 1265-1399 (Ch.-V. Langlois) . . . . .	103
WILLIAMS (Mary W.). Anglo-american Isthmian diplomacy (D. Pasquet) . . . . .	339

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire d'Allemagne (Ch. BÉMONT, R. DOUCET, Chr. PFIS- TER, Th. SCHÖELL) . . . . .	148, 371
Histoire d'Alsace-Lorraine (Chr. PFISTER) . . . . .	151, 373
Histoire de Belgique (Ch. BÉMONT, R. DOUCET, Chr. PFIS- TER) . . . . .	152

	Pages
Histoire de Danemark (Ch. BÉMONT) . . . . .	155
Histoire de France (Ch. BÉMONT, E. CASTELOT, R. DOUCET, H. HAUSER, Chr. PFISTER, R. POUPARDIN) . . . . .	141, 367
Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT) . . . . .	159, 377
Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, R. DOUCET, G. PARISSET, Chr. PFISTER, M. ROTHSCHILD) . . . . .	132, 355
Histoire de l'Antiquité (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER) . . . . .	141, 365
Histoire de Pologne (Ch. BÉMONT) . . . . .	164
Histoire de Roumanie (Ch. BÉMONT) . . . . .	166
Histoire d'Espagne (Chr. PFISTER, Jean RÉGNÉ) . . . . .	156
Histoire des États-Unis (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER) . . . . .	158, 376
Histoire générale (Ch. BÉMONT, E. JORDAN) . . . . .	131

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

## CANADA.

1. Bulletin of the departments of history and political and economical science in Queen's University . . . . . 190

## ESPAGNE.

1. Boletín de la real Academia de buenas letras de Barcelona . . . . . 191

## ÉTATS-UNIS.

1. American historical review (the) . . . . . 193
2. Nation (the) . . . . . 196

## FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres . . . . . 186, 407
2. Académie des sciences morales et politiques . . . . . 187, 408
3. Annales de Bretagne . . . . . 187
4. Annales de géographie . . . . . 176, 391
5. Annales du Midi . . . . . 187
6. Annales révolutionnaires . . . . . 167, 380
7. Bibliothèque de l'École des chartes . . . . . 167
8. Bulletin de la Société de l'histoire de Paris . . . . . 409
9. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français . . . . . 380
10. Bulletin hispanique . . . . . 391



## TABLE DES MATIÈRES.

443

Pages

11. Bulletin italien . . . . .	391
12. Correspondant (le) . . . . .	178, 396
13. Études. Revue fondée par des PP. de la C <sup>ie</sup> de Jésus . . . . .	180, 398
14. Grande Revue (la) . . . . .	181, 400
15. Journal des savants. . . . .	172, 387
16. Mémoires de l'Académie de Stanislas . . . . .	410
17. Mémoires de l'Académie de Vaucluse . . . . .	188
18. Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard. . . . .	188
19. Mémoires de la Société de l'histoire de Paris . . . . .	411
20. Mercure de France . . . . .	182, 401
21. Polybiblion . . . . .	173, 388
22. Révolution française (la) . . . . .	169, 381
23. Revue archéologique . . . . .	392
24. Revue chrétienne . . . . .	402
25. Revue critique d'histoire et de littérature . . . . .	173, 388
26. Revue de l'Agenais . . . . .	189
27. Revue de l'Anjou . . . . .	189
28. Revue de l'histoire des colonies françaises. . . . .	169, 382
29. Revue de l'histoire des religions . . . . .	169, 382
30. Revue de Paris (la) . . . . .	183, 403
31. Revue des Deux Mondes . . . . .	184, 405
32. Revue des études anciennes. . . . .	170, 383
33. Revue des études historiques . . . . .	171, 384
34. Revue des études napoléoniennes . . . . .	171, 384
35. Revue des sciences politiques . . . . .	394
36. Revue du seizième siècle . . . . .	176
37. Revue générale du droit . . . . .	178, 396
38. Revue historique de Bordeaux . . . . .	189
39. Revue historique de la Révolution française . . . . .	385
40. Revue savoisienne (la). . . . .	190

## GRANDE-BRETAGNE.

1. Edinburgh Review . . . . .	201
2. English historical Review (the). . . . .	199
3. History . . . . .	200
4. Quarterly Review . . . . .	203
5. Scottish historical Review (the). . . . .	208
6. Transactions of the r. historical Society. . . . .	210

## ITALIE.

1. Nuova rivista storica . . . . .	211
2. Rivista storica italiana . . . . .	412

## ORIENT.

1. Le Monde slave . . . . .	420
-----------------------------	-----

## SUISSE.

1. Bibliothèque universelle et Revue suisse . . . . .	212
---	-----

## CHRONIQUE.

<i>Allemagne</i> . . . . .	429
<i>Belgique</i> . . . . .	222
<i>France</i> . . . . .	215, 422
<i>Grande-Bretagne</i> . . . . .	431
<i>Italie</i> . . . . .	223, 431
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .	435

*Le gérant : R. LISBONNE.*

22

31